



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 179
Le mardi 18 avril 2023

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 18 avril 2023

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LA COMMISSION DE DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES FÉDÉRALES

Le Président: Conformément au paragraphe 23(2) de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, je dois déposer une copie certifiée du rapport de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales pour la province du Nouveau-Brunswick.

[Français]

Conformément à l'article 32(5) du Règlement, ce rapport est réputé renvoyé en permanence au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

LANGUES OFFICIELLES

M. René Arseneault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le premier rapport du Comité permanent des langues officielles concernant le projet de loi C-13, Loi modifiant la Loi sur les langues officielles, édictant la Loi sur l'usage du français au sein des entreprises privées de compétence fédérale et apportant des modifications connexes à d'autres lois.

Le Comité a étudié le projet de loi et a décidé d'en faire rapport à la Chambre avec des propositions d'amendement.

TRANSPORTS, INFRASTRUCTURE ET COLLECTIVITÉS

M. Peter Schiefke (Vaudreuil—Soulanges, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 10^e rapport du Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités, intitulé « Renforcer les droits des passagers aériens au Canada ».

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale au présent rapport.

[Traduction]

M. Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, même si les conservateurs soutiennent l'orientation générale du rapport, nous pensons que ce dernier ne va pas assez loin dans la promotion du principe de responsabilité partagée dans l'écosystème de l'aviation. En outre, le rapport ne tient pas le ministre des Transports responsable de son absence totale face aux défaillances importantes du système de transport aérien canadien pendant la saison des voyages de Noël 2022. Les députés conservateurs estiment que la responsabilité ministérielle exigeait du ministre qu'il joue un rôle plus actif et plus visible dans la résolution de la crise et qu'il explique pourquoi, malgré ses promesses que le système était réparé, les Canadiens ont été soumis à des saisons de voyage consécutives désastreuses.

Les députés conservateurs estiment que la recommandation d'établir des normes de service transparentes pour tous les membres du secteur de l'aviation est un bon début, mais qu'elle ne va pas assez loin. Nous sommes d'accord avec les témoignages présentés dans le rapport du comité, qui demandent un régime de remboursement pour tous les groupes qui fournissent un service susceptible d'entraîner un retard ou une annulation. Nous estimons que le fait de veiller à ce que les entités sous réglementation fédérale responsables des retards et des annulations de vols soient tenues pour responsables incitera toutes les entités de l'écosystème de l'aviation à garantir une meilleure expérience de voyage pour les passagers.

• (1005)

PÊCHES ET OCÉANS

M. Ken McDonald (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 10^e rapport du Comité permanent des pêches et des océans, intitulé « Protection et coexistence de la baleine noire de l'Atlantique Nord au Canada ». Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à ce rapport.

J'en profite pour remercier tous les membres du Comité de leur travail sur ce rapport, de même que la greffière, les analystes, l'équipe de traduction et tout le personnel de soutien qui nous permettent de tenir nos réunions.

[Français]

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le huitième rapport du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, intitulé « Nourrir le monde: Renforcer la capacité du Canada à répondre aux enjeux d'insécurité alimentaire dans le monde ».

Affaires courantes

[Traduction]

Le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale.

À l'instar de mon collègue d'Avalon, je remercie tous les membres de notre comité de leur travail extraordinaire. Je remercie aussi les témoins ayant comparu devant nous, ainsi que notre personnel administratif et notre équipe de traduction pour l'excellent service qu'ils continuent d'offrir.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, les deux rapports suivants du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration.

En ce qui concerne le projet de loi S-245, qui vise à modifier la Loi sur la citoyenneté relativement à l'attribution de la citoyenneté à certains Canadiens, j'ai l'honneur de présenter le 14^e rapport. Le Comité s'est penché sur le projet de loi et, conformément à l'article 97.1(1) du Règlement, demande une prolongation de 30 jours de séance pour l'examiner.

J'ai également l'honneur de présenter le 15^e rapport. Le Comité s'est penché sur le projet de loi et recommande à la Chambre de lui accorder le pouvoir, lors de l'étude du projet de loi S-245, qui vise à modifier la Loi sur la citoyenneté relativement à l'attribution de la citoyenneté à certains Canadiens, d'élargir la portée du projet de loi de manière à ce que les dispositions du projet de loi ne se limitent pas à une demande de conservation de la citoyenneté en vertu de l'article 8 tel qu'il est libellé avant le 17 avril 2009.

Le Président: Conformément à l'article 97.1(3)a) du Règlement, une motion portant adoption du rapport est réputée avoir été proposée, la question est réputée avoir été mise aux voix et un vote par appel nominal est réputé avoir été demandé et reporté. Conformément à l'ordre adopté le jeudi 23 juin 2022, le vote par appel nominal est reporté au mercredi 19 avril, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

* * *

PÉTITIONS

LES ENTREPRISES DE LYTTON

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour déposer une pétition signée par des résidents de Lytton, en Colombie-Britannique. Le 30 juin 2021, le village de Lytton et les environs ont été détruits dans un incendie, forçant le déplacement de centaines de résidents. Comme la reconstruction n'a toujours pas commencé, les entreprises de Lytton ayant accepté un prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes ne peuvent pas rouvrir leurs portes et ne sont donc pas en mesure de rembourser ce prêt.

Les résidents de Lytton prient le gouvernement du Canada de reconnaître les circonstances extraordinaires dans lesquelles se trouvent les entreprises de la région de Lytton et de les dispenser de rembourser leur prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Il s'agit de circonstances exceptionnelles et ces pétitionnaires demandent en toute bonne foi au gouvernement du Canada de dispenser ces entreprises de rembourser leur prêt, car elles ne sont véritablement pas en mesure de le faire. Elles veulent le rembourser, mais en sont incapables.

Je présente cette pétition au nom de citoyens de ma circonscription.

● (1010)

LE LAC SIMCOE

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui. La première porte sur le lac Simcoe.

C'est avec une grande fierté que je présente une pétition qui m'a été remise par l'organisme Youth for Lake Simcoe, dirigé par Zoe Bystrov. Celle-ci a décidé de lancer la pétition après avoir vu des déchets flotter sur le lac et s'accumuler sur les berges alors qu'elle faisait de la planche à pagaie. En 2021, Zoe a reçu l'Ernie Crossland Young Conservationist Award, un prix décerné par l'Office de la protection de la nature de la région du lac Simcoe.

La pétition e-4278 a été signée par 835 résidents qui, dans bien des cas, habitent le bassin versant du lac Simcoe. Elle demande au gouvernement libéral de respecter ses promesses des campagnes électorales de 2019 et de 2021 et d'injecter de nouveaux fonds directs dans le Fonds d'assainissement du lac Simcoe. J'appuie cette pétition et je remercie Zoe et Youth for Lake Simcoe de leurs efforts soutenus pour mener à bien cette campagne et recueillir ces signatures.

J'espère que le gouvernement tiendra enfin sa promesse d'appuyer le travail des nombreux organismes, intervenants et autres personnes qui ont à cœur d'assurer la pérennité et la santé du lac Simcoe pour les générations futures.

LES ARMES À FEU

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, je suis fier de prendre la parole pour présenter la pétition e-4221 au nom d'un habitant de Barrie—Innisfil, Bob Dowdell, qui demande au gouvernement de retirer l'amendement déposé le 22 novembre 2022 en comité. La pétition a été signée par 13 964 Canadiens qui s'entendent pour dire que l'amendement et la définition évolutive du terme « arme à feu prohibée » vont trop loin, qu'ils transforment les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois et les tireurs sportifs en criminels et qu'ils portent atteinte aux droits issus des traités des propriétaires d'armes à feu des Premières Nations.

M. Dowdell est très préoccupé par la définition d'une arme à feu prohibée, car la Cour fédérale est actuellement saisie de la définition du terme dans une affaire intéressant le décret de mai 2020. L'amendement pourrait avoir une incidence directe sur l'issue de cette procédure judiciaire.

J'appuie la pétition. Je remercie M. Dowdell et les quelque 14 000 Canadiens qui sont résidents de Barrie—Innisfil et qui ont signé et appuyé la pétition e-4221.

LES OPIOÏDES

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, c'est un honneur de présenter la présente pétition quelques jours à peine après le septième anniversaire de la déclaration par la Colombie-Britannique de l'urgence de santé publique liée à la crise engendrée par les drogues toxiques.

Affaires courantes

La pétition a été lancée par Moms Stop the Harm. Je tiens à remercier les mères, les pères, les tantes, les oncles, les grands-parents, les enfants et les gens qui ont perdu des proches à cause de la crise engendrée par les drogues toxiques et qui demandent au gouvernement d'agir et de se joindre à la Colombie-Britannique pour prendre des mesures visant à répondre à l'une des urgences de santé publique les plus meurtrières de notre époque, qui cause environ 21 décès chaque jour.

Les soussignés demandent au gouvernement du Canada de qualifier la crise engendrée par les drogues toxiques d'urgence sanitaire nationale. Ils veulent que le gouvernement prenne des mesures pour mettre immédiatement fin aux décès et aux blessures engendrés par les drogues toxiques et qu'il collabore avec les provinces et les territoires pour élaborer un plan d'action pancanadien complet en matière de surdose comprenant notamment l'accès à un traitement sur demande, la décriminalisation, un approvisionnement en drogues sûres et des investissements dans la sensibilisation au rétablissement. Les pétitionnaires veulent que cette urgence soit prise au sérieux et que des programmes et des mesures de soutien adéquate financés soient mis en place.

[Français]

LA JUSTICE

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, cela me fait plaisir de déposer deux pétitions à la Chambre aujourd'hui.

La première vient de centaines de personnes qui sont extrêmement préoccupées par l'absence de participation civile dans les processus de recevabilité et d'examen des plaintes du public à l'égard des juges fédéraux. Le Conseil canadien de la magistrature est composé uniquement de magistrats. Plusieurs études mettent en doute la possibilité d'une indépendance totale dans l'examen des plaintes en raison des liens professionnels.

Par conséquent, ces citoyens demandent la mise en place d'un comité mixte composé de représentants de citoyens et de la magistrature chargé d'étudier la recevabilité des plaintes reçues et d'en faire le suivi, de rendre transparent le processus de nomination des citoyens aux divers comités du Conseil canadien de la magistrature et de créer une procédure d'appel pour le comité d'examen des plaintes.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, la deuxième pétition concerne quelque chose qui se passe à l'étranger et qui est extrêmement préoccupant. Depuis septembre 2021, les forces azerbaïdjanaises ont attaqué la République d'Arménie, ce qui a provoqué plusieurs centaines de morts, déplacé des milliers de civils et fait aussi des prisonniers de guerre. Il y a des violations constantes des droits de la personne et également de la souveraineté nationale de l'Arménie, dont 130 kilomètres carrés sont occupés en ce moment.

Des milliers de personnes demandent que le Canada prenne la tête de la défense des victimes des violations des droits de la personne, impose de toute urgence des sanctions économiques et militaires contre l'Azerbaïdjan afin que ce dernier se retire des frontières de la République d'Arménie, et exige de l'Azerbaïdjan de restituer tous les prisonniers de guerre, les détenus et les dépouilles des Arméniens.

• (1015)

[Traduction]

LES ENTREPRISES DE LYTTON

M. Todd Doherty (Cariboo—Prince George, PCC): Madame la Présidente, j'interviens ce matin pour présenter une pétition au nom du village de Lytton, en Colombie-Britannique, et des entreprises qui s'y trouvent.

Comme on l'a mentionné précédemment, le village de Lytton a été détruit dans un incendie le 30 juin 2021. Il est toujours frappé par un ordre d'évacuation, et la reconstruction de résidences et d'autres édifices n'est toujours pas commencée. Comme la reconstruction n'a toujours pas été lancée, les entreprises n'ont toujours pas rouvert leurs portes et ne génèrent pas de revenus depuis près de deux ans. Accusant déjà de gros déficits causés par la pandémie, les entreprises anéanties par les flammes ne seront pas en mesure de rembourser leur prêt au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, qui viendra à échéance le 31 décembre 2023.

Presque 100 propriétaires d'entreprises du village de Lytton ont signé la pétition. Ils prient le gouvernement du Canada de reconnaître les circonstances extraordinaires dans lesquelles se trouvent les entreprises de Lytton et de les dispenser de rembourser leur prêt au titre du compte d'urgence. Vu l'ampleur du désastre et des retards bureaucratiques importants, les entreprises sont incapables de se reconstruire depuis près de deux ans. La dispense du remboursement des prêts au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes contractés par les entreprises de Lytton contribuerait à la reprise du développement économique et à la reconstruction d'une localité décimée. La situation touche à la fois des Autochtones et des non-Autochtones.

Je sais de quoi ils parlent, car dans ma circonscription, Cariboo—Prince George, de nombreuses entreprises et exploitations agricoles attendent toujours, depuis les incendies de 2017, d'être reconstruites, et elles sont dans le même bateau.

Les pétitionnaires prient le gouvernement de les dispenser du remboursement de ces prêts.

LE CODE NATIONAL DU BÂTIMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je prends la parole, sur le territoire du peuple algonquin anishinabe, pour présenter une pétition.

Les pétitionnaires indiquent que les infrastructures ont un effet déterminant pour résoudre la crise climatique. Au Canada, 17 % de l'énergie consommée l'est, sous diverses formes, à des fins résidentielles, et la surconsommation d'énergie est un frein à la lutte contre les changements climatiques.

Les pétitionnaires réclament que le gouvernement du Canada collabore avec les provinces et les territoires afin d'élaborer un nouveau code national du bâtiment qui réduira la demande énergétique globale de 15 %. C'est un objectif réaliste, mais, comme on le sait, la rédaction d'un code national du bâtiment est un travail de longue haleine. Les pétitionnaires demandent donc que le gouvernement s'attaque avec empressement à l'inefficacité énergétique en milieu résidentiel.

LA PROTECTION DES AÎNÉS CONTRE LA FRAUDE

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je dépose une pétition aujourd'hui.

Le budget

Je demande aux députés d'imaginer avoir travaillé pendant 30 ou 40 ans pour économiser 300 000, 400 000 ou 500 000 dollars et se faire enlever ces économies. Les retraités sont de plus en plus souvent victimes de fraude, car ils possèdent des richesses qu'ils ont accumulées au fil du temps pour leur retraite, et ils sont vulnérables parce que les mesures de contrôle et de protection pour la transmission d'argent dans le système bancaire canadien sont insuffisantes. Les personnes âgées voient les économies d'une vie disparaître lorsque des fraudeurs professionnels ont recours à des supercheries complexes et trompeuses pour les exploiter et exploiter le système bancaire canadien actuel.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes d'entreprendre un examen en profondeur et exhaustif du système de transfert actuel de l'argent des citoyens canadiens dans l'objectif de mettre en place des procédures, des protocoles et des garde-fous plus stricts pour protéger les personnes âgées, en particulier, contre la perte des économies de toute une vie.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton pour l'instant.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DE LA MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 17 avril, de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

M. Matt Jeneroux (Edmonton Riverbend, PCC): Madame la Présidente, je suis toujours heureux d'intervenir dans cette enceinte, la Chambre des communes, et particulièrement aujourd'hui pour parler du budget de 2023.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais donner de bonnes nouvelles à la Chambre. Nos très bons amis Carl Brown et Veronica Dubak ont récemment accueilli le 17 mars leur petit garçon, qui se nomme Sterling Vesely Dubak Brown. Je suis impatient de passer beaucoup de temps avec cet enfant. Il est heureux et en bonne santé, et nous nous réjouissons sincèrement pour le couple et la famille. Je note les applaudissements pour le hansom.

Sur une note plus sombre, je signale que c'est la première fois que j'ai l'occasion d'intervenir à la Chambre depuis la tragédie survenue à Edmonton récemment, qui a entraîné le décès de trois policiers de première ligne. D'abord, nous avons perdu les constables Travis Jordan et Brett Ryan, puis le constable Harvinder Dhani. J'ai peine à imaginer la douleur qui afflige les familles à l'heure actuelle, et je tiens à leur exprimer mes condoléances. Il va sans dire que ces tragédies ont très durement secoué la ville d'Edmonton puisqu'elles

ont coûté la vie à trois de nos concitoyens qui risquent leur vie au quotidien au service de la collectivité.

J'aimerais maintenant en venir au budget. Tout d'abord, j'aimerais aborder trois ou quatre thèmes qui m'intéressent particulièrement, la santé mentale étant le principal d'entre eux. Au cours de la période qui a précédé la présentation du budget, il a beaucoup été question de santé mentale et des mesures de soutien que le budget pourrait prévoir. Malheureusement, de telles mesures de soutien ne figurent pas dans le budget. Plusieurs comités de santé mentale avec lesquels je me suis entretenu au cours des dernières semaines ont fait part de leur déception par rapport à ce budget. C'est regrettable. Nous connaissons actuellement une grave crise de la santé mentale, et je sais que la santé mentale est une cause que tous les députés sont prêts à défendre. Pourtant, celle-ci ne semble pas avoir été retenue et est absente du budget.

Je ne suis pas le seul à partager cette opinion. Je vais donner un aperçu de ce qu'a déclaré l'Association canadienne pour la santé mentale. Le titre du communiqué de presse qu'elle a publié le jour de la présentation du budget en dit long: « Budget de 2023: en total décalage avec la crise de la santé mentale ». Voici ce que l'on peut lire dans ce communiqué de presse:

L'absence dans le budget de 2023 du Transfert canadien en matière de santé mentale inquiète sérieusement l'Association canadienne pour la santé mentale [...]

Le gouvernement fédéral abdique ses responsabilités en omettant de créer ce transfert, une politique que l'on attend depuis longtemps et qui était pourtant une priorité de son mandat [...] La promesse de ce financement fédéral dès 2021, avec un investissement initial de 4,5 milliards de dollars sur cinq ans, ne s'est jamais concrétisée.

Le communiqué cite ensuite la cheffe de la direction, qui dit ceci: « Le budget est en total décalage avec la réalité de la population canadienne, son bien-être et sa capacité de se payer des services de santé mentale. Je pense que le gouvernement rate la cible, et que nous en paierons le prix sur le plan humain et économique. »

Je sais que bon nombre de ces organisations ont passé beaucoup de temps à coordonner les services de santé mentale et qu'elles ont tendu la main au gouvernement pour tenter d'obtenir son soutien.

Voici l'occasion de mettre l'accent sur certains aspects sérieux de la santé mentale. Chaque année, j'organise une activité de sensibilisation avec des députés de la Chambre. Conjointement avec le député libéral de Richmond Hill et le député néo-démocrate de Courtenay—Alberni, j'organise chaque année une activité qui s'appelle « La fête des Pères sur la Colline ». Cette activité sensibilise les gens aux problèmes de santé mentale chez les hommes. En effet, 75 % des gens qui se suicident au Canada sont des hommes. De plus, selon certaines statistiques, 50 hommes se suicident, en moyenne, chaque semaine, et 81 % des gens qui meurent de surdose sont des hommes.

• (1020)

C'est toujours un plaisir pour moi de faire connaître cette activité. C'est la septième année que nous la tenons, mais les chiffres continuent d'augmenter, et je sais que le problème préoccupe la plupart des députés. Il est décevant que celui-ci n'ait pas été intégré dans le budget, étant donné l'importance du soutien à la santé mentale.

Le budget

Avant de passer au sujet suivant, en ce qui concerne la santé mentale des hommes, on a même vu, cette année, le Bloc québécois organiser l'activité avec nous. L'année dernière, nous avons créé à l'occasion de celle-ci une fondation qui va promouvoir la recherche et les programmes tout au long de l'année. En fin de compte, ce que j'aimerais voir dans ce budget et dans les budgets futurs, ce n'est pas seulement un soutien à la santé mentale sous la forme d'un chiffre budgétaire général et d'une enveloppe forfaitaire. J'aimerais aussi qu'une grande partie de l'argent soit réservée aux personnes qui en ont le plus besoin et aux besoins les plus criants, qu'il s'agisse par exemple des décès par surdose ou de la santé mentale des hommes qui luttent contre le suicide. C'est ce genre de soutien que demandent les Canadiens et dont ils ont besoin en ce moment.

Je voudrais passer à l'autre sujet qui m'a sauté aux yeux dans le budget, c'est-à-dire les chaînes d'approvisionnement. C'est un sujet dont je m'occupe au sein de notre caucus, en tant que ministre du cabinet fantôme responsable des chaînes d'approvisionnement. Avant la présentation de ce budget, on a beaucoup cherché à faire ressortir et à défendre les dossiers qui se rapportent aux chaînes d'approvisionnement. Cependant, nous avons malheureusement constaté un mouvement encore plus marqué dans le sens opposé.

Voici une brève citation de l'Association des chemins de fer du Canada, où l'on ne se réjouit pas de ce que fait ce budget: « L'Association des chemins de fer du Canada [...] considère que la décision du gouvernement fédéral de rétablir la politique déficiente consistant à prolonger l'interconnexion réglementée est malavisée et qu'elle nuira aux chaînes d'approvisionnement du Canada. » Son PDG ajoute: « Les mesures annoncées aujourd'hui n'amélioreront pas l'efficacité, la capacité ou la fiabilité des chaînes d'approvisionnement du Canada. Elles feront exactement le contraire, comme nous l'avons vu avec la prolongation de l'interconnexion réglementée de 2014 à 2016. »

• (1025)

Le dossier des chaînes d'approvisionnement, je le sais, a intéressé de nombreux Canadiens, en particulier dans ma circonscription. Depuis la pandémie, on me parle beaucoup de l'importance des chaînes d'approvisionnement pour le Canada, et je pense que de plus en plus de gens y prêtent également attention aujourd'hui. Au centre-ville de Vancouver, quand les gens voient une barge dans la baie English, ils se demandent peut-être si leur colis d'Amazon ou le banc d'IKEA qu'ils espéraient acheter le week-end s'y trouvent. Je pense que de plus en plus de Canadiens s'intéressent à ce que font les gouvernements relativement aux chaînes d'approvisionnement.

Tous les ministères sont concernés, mais il n'y a pas beaucoup de coordination entre eux. Je pense que c'est en partie pour cette raison que notre chef de mettre à eu la lucidité de mettre l'accent sur les chaînes d'approvisionnement. Si on parvient à mettre en place, dans ce domaine, une approche coordonnée permettant de proposer des solutions, qu'il s'agisse de réduire les formalités administratives ou de réaliser des gains d'efficacité, je pense que le succès sera beaucoup plus au rendez-vous aux échelles fédérale, provinciale et municipale.

Il y a un dernier sujet que je voudrais aborder brièvement. Je fais partie depuis cinq ou six ans du caucus parlementaire de l'aérospatiale, que je coprésidé en ce moment avec un membre de chaque parti représenté à la Chambre. Nous faisons de la sensibilisation relativement à l'industrie aérospatiale et au secteur aérospatial. Les membres de ce caucus sont aussi déçus de ce budget.

Par exemple, immédiatement après la présentation du budget, ils ont déclaré que le gouvernement fédéral avait raté l'occasion de soutenir la mise au point d'une stratégie aérospatiale nationale, d'augmenter les ressources de Transports Canada en matière de certification et d'exclure les aéronefs de la Loi sur la taxe sur certains biens de luxe afin d'atténuer les répercussions négatives majeures que subissent actuellement les travailleurs et les fabricants canadiens.

C'est important, car le secteur aérospatial plaide pour une stratégie aérospatiale nationale depuis mon arrivée ici, depuis 2015. C'est dommage que l'on continue de la remettre à plus tard.

Ce ne sont que trois points dont j'ai pu parler, mais je ne pense pas avoir vu, depuis que je suis ici, de budget qui a été critiqué par autant d'associations et d'organisations différentes. Je pense que ce devrait être un signal d'alarme pour le gouvernement, en face, qui aura intérêt à le garder en tête lorsqu'il préparera des budgets ou des projets de loi.

• (1030)

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, le député d'en face a relayé dans son discours plusieurs citations tirées de la presse. Je me demande si l'une de ces citations provenait de CBC/Radio-Canada et si les reportages et les articles de la société d'État sur le budget donnent l'information cruciale dont nous avons besoin pour analyser les avantages et les inconvénients du budget actuel.

M. Matt Jeneroux: Madame la Présidente, je pense que mon cher ami d'en face essaie de me tendre un piège relativement à CBC/Radio-Canada, sauf qu'il se trompe. Je n'ai pas cité d'articles de presse. J'ai cité les communiqués de presse de l'association. Celle-ci a publié ses propres déclarations. Je suis certain qu'il y a de nombreuses critiques à CBC/Radio-Canada à l'encontre du budget. Je me ferai un plaisir de les trouver et de les envoyer au député.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, le budget apporte plusieurs éléments importants. Il n'en demeure pas moins qu'il vient jouer dans les compétences du Québec et des provinces canadiennes.

J'aimerais entendre l'avis de mon collègue à ce sujet. Est-ce qu'il a des préoccupations par rapport au fait qu'une partie du budget ne respecte pas les champs de compétences attribués par la Constitution?

[Traduction]

M. Matt Jeneroux: Madame la Présidente, il est important, à la Chambre, que le gouvernement reflète toutes les facettes de notre pays. Selon ce que j'entends, mes amis bloquistes sont également déçus par ce budget. Nous sommes déçus par ce budget. Ils sont déçus par ce budget. Si seulement nous arrivions à convaincre un autre parti d'être déçu par ce budget, il pourrait y avoir un vote de confiance et, éventuellement, des élections. Quelqu'un d'autre pourrait être à la tête du gouvernement pour présenter un meilleur budget qui serait mieux accueilli par l'ensemble du pays.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je travaille avec mon collègue sur de nombreux sujets, comme la santé mentale, les pensions, et d'autres sujets. Nous savons qu'un tiers des femmes célibataires de ce pays vivent dans la pauvreté. C'est tout à fait inacceptable. Nous savons que les pensions doivent être augmentées.

Le budget

Dans son discours, mon collègue a notamment parlé des retraités britanniques qui ont pris leur retraite au Canada. Des restrictions s'appliquent aux fonctionnaires qui ont travaillé au Royaume-Uni et qui reçoivent une pension. Ils ne bénéficient pas de l'indexation au coût de la vie comme les Canadiens qui prennent leur retraite au Royaume-Uni, par exemple. Il s'agit en fait d'un vol de pension. De nombreux expatriés britanniques vivant au Canada sont ainsi vulnérables à la hausse du coût de la vie causée par l'inflation.

Mon collègue peut-il nous parler de l'importance pour le Canada et le gouvernement britannique de travailler sur une convention? Dès qu'il sera question de conclure un accord commercial, nous devons veiller à ce que ce sujet soit abordé afin de ne pas laisser dans la pauvreté les retraités britanniques qui vivent au Canada et de dénoncer le gouvernement britannique pour avoir abandonné ses citoyens.

M. Matt Jeneroux: Madame la Présidente, cette question arrive à point nommé. Je remercie mon ami de Courtenay—Alberni de l'avoir posée.

Des retraités britanniques sont en fait à Ottawa cette semaine. Ils sont plus de 150 000 à ne pas recevoir la pension britannique qu'ils devraient toucher. Il ne s'agit pas d'une question partisane. Mon ami de Courtenay—Alberni et les députés libéraux plaident en ce sens depuis des années. Je pense que cela remonte même à l'époque où l'ancien premier ministre Jean Chrétien et Tony Blair ont débattu de cette question lors d'une rencontre. Il s'agit d'un traitement injuste des citoyens canadiens.

Les retraités britanniques sont ici cette semaine pour faire avancer ce dossier. Ils veulent sensibiliser l'opinion publique et porter le problème à l'attention de la ministre du Commerce international afin qu'elle soit consciente de la nécessité et de l'urgence d'un changement qui serait bénéfique aux nombreux retraités du pays qui subissent un traitement injuste.

M. Michael Kram (Regina—Wascana, PCC): Madame la Présidente, je suis très heureux d'avoir l'occasion de participer au débat sur le budget ce matin.

Cela fait huit ans que le gouvernement libéral est au pouvoir, ce qui lui a donné amplement le temps de prendre du recul et de mettre les choses en perspective. Imaginons un instant une famille canadienne type qui conduit une voiture vieille de huit ans. Disons qu'elle décide qu'il est temps d'acheter une nouvelle voiture. Elle se rend donc chez le concessionnaire local pour visiter la salle d'exposition et peut-être faire un essai routier. Quelles sont les nouveautés qu'elle remarquera dans une voiture de 2023 et qui n'existaient pas en 2015?

Pour commencer, le système audiovisuel s'est amélioré à pas de géant, avec des fonctionnalités comme Apple CarPlay et Android Auto. Il n'a jamais été aussi facile de se garer en parallèle ou de se faufiler dans des espaces restreints, grâce aux caméras de recul, aux caméras de tableau de bord et même aux caméras montrant une vue du haut à 360 degrés du véhicule. Les voitures à essence n'ont jamais été aussi économes en carburant, et de plus en plus d'options de véhicules électriques ou hybrides font leur apparition chez les concessionnaires chaque année. Les dispositifs de sécurité se sont également considérablement améliorés, avec des capteurs de mouvement qui nous avertissent si une voiture se trouve dans l'angle mort ou si nous suivons de trop près la voiture qui nous précède.

Compte tenu de toutes les améliorations apportées aux voitures au cours des huit dernières années, je ne peux m'empêcher de me

demander si le gouvernement fédéral a lui aussi connu des améliorations similaires. Qu'est-ce qui, dans ce que fait le gouvernement fédéral aujourd'hui, pourrait donner au Canadien moyen l'occasion de constater qu'une grande amélioration s'est produite depuis huit ans?

Prenons l'exemple du bureau des passeports. Je me souviens qu'il y a quelques années à peine, lorsque je devais renouveler mon passeport, j'entrais et sortais du bureau des passeports en une demi-heure environ; mon passeport arrivait par la poste deux semaines plus tard. Cependant, l'année dernière, le bureau des passeports est devenu une source d'embarras national. Les gens campent devant les bureaux des passeports pendant des jours pour se voir refuser l'accès parce qu'ils n'ont pas encore finalisé leurs plans de voyage. Aujourd'hui encore, mon bureau de circonscription reçoit des appels et des courriels de personnes qui demandent des conseils sur la manière de demander un passeport afin de ne pas avoir à annuler leurs projets de vacances ou à camper devant un bureau des passeports pendant des jours.

Prenons aussi l'exemple d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Si quelqu'un souhaite parrainer un ami ou un membre de sa famille pour qu'il vienne au Canada et que cette personne a besoin d'un visa de visiteur ou d'une carte de résident permanent, il s'agissait autrefois d'un processus relativement simple consistant à remplir et à faire tamponner quelques formulaires. Aujourd'hui, il faut attendre des mois, voire des années. Chaque jour littéralement, mon bureau de circonscription reçoit un grand nombre d'appels et de courriels de la part de personnes qui veulent savoir quel problème exactement empêche ce ministère de fonctionner correctement. Pourquoi les délais de traitement de leurs dossiers sont-ils dépassés? Pourquoi Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada ne répond-il pas à leurs appels? Quand leurs proches seront-ils autorisés à venir au Canada?

Par ailleurs, qu'en est-il de l'inflation et du coût de la vie? Il fut un temps où toute personne ayant un emploi à temps plein pouvait au moins faire son épicerie sans avoir à demander de l'aide à la banque alimentaire locale, mais ce n'est plus le cas au Canada. Avec la taxe sur le carbone qui fait grimper le prix des produits alimentaires, de plus en plus de familles de travailleurs à temps plein doivent recourir à l'aide des banques alimentaires. Dans ma province, la Saskatchewan, le recours aux banques alimentaires a augmenté de 35 % l'année dernière.

Parlons maintenant d'ouverture et de transparence. L'actuel premier ministre a déjà écrit ceci dans un gazouillis: « C'est difficile de continuer de faire confiance au gouvernement lorsqu'il y a chaque jour un nouveau scandale ». L'actuel chef du gouvernement a été reconnu coupable d'avoir enfreint le code d'éthique parlementaire à cinq reprises, et ce n'est pas fini. Certes, le rythme va peut-être ralentir puisque c'est la belle-sœur d'un ministre libéral qui occupe maintenant la fonction de commissaire à l'éthique.

Le gouvernement a-t-il rendu nos rues plus sûres? Les criminels dangereux sont-ils en prison? Sont-ils passibles de peines plus sévères? Malheureusement, la réponse à toutes ces questions est non. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral, le nombre de crimes violents ne cesse d'augmenter chaque année. Il n'est plus rare aujourd'hui d'apprendre qu'une personne a été poignardée à mort dans les transports en commun ou devant un Starbucks du centre-ville, en plein jour.

Le budget

Je vais poursuivre la comparaison que je faisais avec l'achat d'une voiture. En toute objectivité, on peut dire que l'appareil gouvernemental s'est considérablement dégradé depuis huit ans. Contrairement à l'exemple que je donnais de la famille canadienne qui veut acheter une nouvelle voiture et qui constate que de nombreuses améliorations ont été apportées aux automobiles depuis huit ans, les Canadiens se demandent pourquoi l'appareil gouvernemental libéral n'arrive pas à s'acquitter de ses fonctions principales. Comment se fait-il que les Canadiens ont remplacé une voiture solide et fiable par un citron qui tombe toujours en panne?

• (1035)

La question qui vient ensuite à l'esprit est celle-ci: si la qualité des services du gouvernement se dégrade de jour en jour, en avon-nous au moins pour notre argent? Autrement dit, la détérioration des services du gouvernement est-elle attribuable à une réduction considérable des dépenses publiques et des impôts?

Si l'on y regarde de près, on voit que ce n'est pas du tout le cas. On sait en effet que le gouvernement libéral ne cesse d'augmenter le fardeau fiscal. La taxe sur le carbone a récemment été portée à 65 \$ la tonne, et elle doit atteindre 130 \$ la tonne à la fin de la décennie. La taxe d'accise sur la bière, le vin et les spiritueux a encore été augmentée de 2 %. Et comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement a décidé de soumettre les sociétés à un taux d'imposition mondial minimum. Il taxe les rachats d'actions et ainsi que les dividendes détenus par les établissements financiers.

Par conséquent, on voit bien que le gouvernement continue d'augmenter le fardeau fiscal, tout en ayant perdu le contrôle des dépenses publiques. Dans le budget, ces dépenses s'élèvent à près de 500 milliards de dollars, alors qu'elles atteignaient à peine 300 milliards il y a huit ans. Autrement dit, les dépenses annuelles du gouvernement fédéral ont augmenté de près des deux tiers au cours des huit dernières années.

Quand on essaie de voir dans quels secteurs exactement les dépenses ont le plus augmenté, on ne peut que s'inquiéter davantage. Cette année, 44 milliards de dollars, soit près de 10 % des dépenses publiques, seront destinés au service de la dette fédérale. Dans le passé, les libéraux avaient coutume de dire que la dette pharaonique du gouvernement n'était pas un problème étant donné que les taux d'intérêt n'avaient jamais été aussi faibles. Mais malheureusement, cette période est révolue, et les Canadiens se retrouvent avec la facture à payer.

Ce qui est également inquiétant, c'est l'augmentation constante de taille de la fonction publique fédérale. Pendant son dernier mandat, le gouvernement de Stephen Harper l'avait progressivement réduite de 25 000 employés, tout en veillant au maintien de l'efficacité des services. Depuis son arrivée au pouvoir il y a huit ans, le gouvernement libéral a recruté un nombre trois fois plus grand de fonctionnaires. S'il n'était pas aussi obsédé par l'idée de réglementer les algorithmes de distribution de nouvelles des médias sociaux, par la confiscation des fusils de chasse appartenant à des citoyens respectueux de la loi, par les limites d'utilisation des engrais par les agriculteurs ou par l'envoi de chèques COVID à des personnes dé-cédées, nous n'aurions pas besoin de cette petite armée de fonctionnaires fédéraux.

Même si les temps sont difficiles, il est important de rester optimiste. Au million et demi de Canadiens qui ont dû faire appel à des banques alimentaires l'an dernier, aux milliers de Canadiens dont les vacances ont été gâchées parce qu'ils n'ont pas pu faire renou-

veler leur passeport à temps, et aux centaines de milliers de Canadiens qui essaient de parrainer un proche afin de le faire au Canada, je voudrais dire qu'il faut garder espoir. Le dernier budget présenté par le gouvernement montre qu'il est grand temps de remplacer ce citron libéral qui tombe constamment en panne par un gouvernement conservateur flambant neuf, sûr et fiable, sur lequel les Canadiens pourront compter.

• (1040)

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, à la fin de son intervention, le député a parlé de la taille de la fonction publique et des fonctionnaires fédéraux qui sont chargés de fournir des services aux Canadiens.

Le député a rappelé avec fierté les réductions qu'avait opérées Stephen Harper, et je serais curieux de savoir dans quels secteurs il recommanderait de supprimer des emplois? Pourrait-il en informer la Chambre?

M. Michael Kram: Madame la Présidente, le projet de loi C-11, qui prévoit la réglementation des algorithmes de distribution de nouvelles des médias sociaux, est un bon exemple de ce que le gouvernement fédéral ne devrait pas faire ni même envisager de faire. Sans le projet de loi C-11 et les algorithmes de distribution de nouvelles des médias sociaux, davantage de fonctionnaires fédéraux pourraient être affectés à la préparation des passeports et aux autres services qui relèvent à juste titre du gouvernement.

La confiscation et le rachat des fusils de chasse et les restrictions imposées à l'utilisation d'engrais par les agriculteurs font également partie, comme beaucoup d'autres choses, de ce que le gouvernement fait alors qu'il ne le devrait pas.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, mon collègue dénonce dans son discours plusieurs dépenses du gouvernement.

Il y en a une que le Bloc québécois dénonce et j'aimerais l'entendre à ce sujet. Ce sont les milliards de dollars qui sont donnés par un astucieux stratagème entre l'hydrogène gris et la capture et le stockage du carbone. En ce qui concerne la capture et le stockage du carbone, 100 projets sur 149 dans le monde ont été abandonnés. Aux États-Unis, on enlève les incitatifs gouvernementaux.

Pourquoi ne pas aller en ce sens et enlever des incitatifs qui sont prévus dans le budget libéral?

• (1045)

[Traduction]

M. Michael Kram: Madame la Présidente, je suis d'avis qu'il vaut mieux laisser le secteur des ressources naturelles aux gouvernements provinciaux. Les articles 91 et 92 de la Constitution canadienne indiquent très clairement que les ressources naturelles relèvent de la compétence des gouvernements provinciaux. Dans ma province, la Saskatchewan, le secteur des ressources naturelles représente une source importante de recettes pour le gouvernement provincial. Il me semble qu'il serait judicieux et logique que les gouvernements provinciaux soient autorisés à prendre l'initiative dans la gestion de leur secteur des ressources. La meilleure façon pour le gouvernement fédéral d'apporter son aide est de s'écarter du chemin.

Le budget

M. Ken McDonald (Avalon, Lib.): Madame la Présidente, je voudrais revenir sur une question de mon collègue de Kingston et les Îles, car le député n'y a pas vraiment répondu. La question, telle que je l'ai entendue, était la suivante: dans quel ministère le député supprimerait-il des emplois et licencierait-il des fonctionnaires?

M. Michael Kram: Madame la Présidente, je pense avoir bien répondu à la question: j'ai parlé du projet de loi C-11, qui prévoit la réglementation des réseaux sociaux et des algorithmes des fils d'actualité...

M. Mark Gerretsen: Il n'est pas question d'un seul emploi.

M. Michael Kram: Madame la Présidente, je vois que le député de Kingston et les Îles ne peut pas s'empêcher de mettre son grain de sel.

J'ajouterais aussi les restrictions sur les engrais imposées aux agriculteurs que le gouvernement a annoncées il y a quelques années. Ces restrictions sont tout à fait inutiles. Pas un seul fonctionnaire ne devrait consacrer ne serait-ce qu'une minute à ces dossiers ou à la confiscation des armes à feu de propriétaires respectueux des lois, et le gouvernement ne devrait pas dépenser d'argent pour le rachat de ces armes. Toutes ces mesures sont complètement inutiles, et le gouvernement n'a pas à y consacrer de ressources.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je reviens tout juste d'une activité organisée par l'association des municipalités de l'île de Vancouver. Des représentants des municipalités, plus précisément des maires et des conseillers, y ont exprimé leurs inquiétudes au sujet des fonds insuffisants que le gouvernement fédéral leur verse pour couvrir la nouvelle augmentation des coûts des services de police de la GRC. Je pense que nous reconnaissons tous que les agents de la GRC ont été grandement sous-payés et que nous nous réjouissons qu'ils se soient syndiqués.

Le député convient-il que le gouvernement fédéral aurait dû verser le supplément aux municipalités au lieu de leur refiler la note, alors qu'elles ne perçoivent qu'environ 8 % de l'assiette fiscale totale du pays?

M. Michael Kram: Madame la Présidente, je pense que nous devons soutenir les forces de l'ordre, y compris la GRC. J'ajouterais que, comme il est indiqué dans le rapport de la Commission des pertes massives sur les fusillades en Nouvelle-Écosse, nous devons améliorer la formation de nos services de police et de la GRC. Je souligne en passant que la Division Dépôt de la GRC, à Regina, est le meilleur endroit pour le faire. La proposition du rapport de la Commission des pertes massives visant la fermeture du dépôt à Regina est malavisée, et nous devrions être fiers des agents de la GRC.

[Français]

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Aurore—Oak Ridges—Richmond Hill.

Nous entrons dans une ère d'incertitude enrobée de mystère et de dangers. Depuis 1989, certains penseurs politiques voyaient dans la démocratie libérale le spectre d'une inarrêtable force qui allait conquérir le monde entier et apporter prospérité, bonheur spirituel et matériel, ainsi que sécurité à toutes et à tous. C'était l'avènement du progrès des Lumières, la fin de l'Histoire. Paix et richesse allaient percoler sans que nous ayons des ennuis.

Nous devons avouer que ce récit est relativement mis à mal sur plusieurs fronts, d'une part en raison de la montée de l'autoritarisme dans certaines régions du monde, proches comme loin de nos frontières. D'autre part, cet enrichissement et ce progrès que l'on nous avait promis semblent s'être faits au détriment de notre durabilité sur la planète Terre. Les tensions sociales s'exacerbent aussi au sein même de notre jeune démocratie, comme un peu partout. C'est sans parler d'une pandémie qui a causé du stress sur les finances publiques partout en Occident et ailleurs. Il y a également le retour de la guerre en Europe. Bref, la réalité des dernières années nous rappelle que le monde est un endroit dur, dans lequel il faut se battre pour ce que nous voulons et pour nos valeurs.

Faire face à ces incertitudes demande de l'argent, du financement visionnaire et responsable, des investissements ciblés et, enfin, beaucoup d'humanité. Ce budget rassemble toutes ces qualités. J'aimerais en élaborer les caractéristiques plus amplement à la Chambre, dans la mesure où ce plan financier est notre manière de rendre la vie de tous les Canadiens plus abordable et de mettre en place un cadre d'action et de gestion pour les générations futures.

Dans un premier temps, dans notre période d'incertitude, nous nous devons de donner un coup de main directement aux familles. L'une des principales sources de stress est la nourriture. Grâce au remboursement pour l'épicerie dans notre budget, 11 millions de personnes et de familles à revenu faible ou modeste au pays pourront recevoir une aide financière, selon leur situation.

Une autre source de stress, ce sont les soins dentaires. Il est impératif que nos enfants ne soient pas jugés en fonction de leur sourire dans un pays du G7. C'est pourquoi le financement de soins dentaires plus abordables, en particulier pour les plus jeunes, trouve une place importante dans ce plan budgétaire. Afin de rendre les soins dentaires abordables pour un plus grand nombre de personnes au pays, le gouvernement fédéral s'est engagé à couvrir les soins dentaires des Canadiens et des Canadiennes non assurés dont le revenu familial est inférieur à 90 000 \$ par année, à commencer par les enfants de moins de 12 ans.

La santé mentale est un autre front important auquel il faut s'attarder. Les maisons du Canada sont remplies de familles avec des enfants, comme des adultes, qui cherchent leur place dans ce monde, qui affrontent des défis quotidiens qui minent leur bonheur ou qui sont simplement atteints, malgré eux, de problèmes liés à la santé mentale. C'est pourquoi notre budget en fera plus, entre autres par l'intermédiaire d'un financement de 5 milliards de dollars aux provinces et aux territoires, pour accroître les services communautaires en matière de santé mentale et de toxicomanie.

De plus, un système de santé public solide et efficace est essentiel au bien-être des Canadiens et constitue un pilier important d'une économie prospère et en croissance. C'est pourquoi le budget met en œuvre le plan du gouvernement fédéral visant à fournir 195,8 milliards de dollars de plus sur 10 ans en transferts en santé aux provinces et aux territoires pour permettre à tous les Canadiens de se faire soigner convenablement.

Parlons maintenant des mesures en matière de logement. Dans le budget de 2022, le gouvernement fédéral a annoncé des investissements importants pour rendre le logement plus abordable, notamment en aidant les gens à acheter leur première maison, en s'attaquant aux pratiques déloyales qui font grimper les coûts et en collaborant avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les municipalités, pour doubler le nombre de nouvelles maisons que le Canada construira d'ici 2032.

Le budget

• (1050)

Dans le budget, le gouvernement propose de nouvelles mesures pour poursuivre sur cette lancée et appuyer les efforts qu'il déploie afin de rendre les logements plus abordables d'un océan à l'autre. Ces mesures prennent par exemple la forme de nouveaux crédits d'impôt, d'objectifs de réduction de l'itinérance et de recherche-développement pour l'abordabilité du logement.

Dans le budget, le gouvernement annonce aussi qu'il mènera des consultations sur les changements à apporter pour éliminer les obstacles réglementaires que doivent surmonter les acheteurs issus des différentes communautés qui cherchent à accéder à des sources de financement de rechange.

Ce budget est aussi une réponse réfléchie à plusieurs problématiques internationales qui touchent tout aussi bien le Canada que d'autres pays qui doivent aborder la problématique des changements climatiques. Le budget est une continuation encore plus ambitieuse de notre politique climatique.

Pour illustrer mon point, j'aimerais parler du Sommet du G7 qui a eu lieu à Cornwall en juin 2021. On y parlait déjà de la nécessité de mettre en œuvre au niveau international le concept de *Wealth Economy* avancé par le Bennett Institute for Public Policy de l'Université de Cambridge. Cet institut mentionne qu'il est nécessaire de procéder à des investissements en capital naturel productif et durable afin de générer de la prospérité durable. C'est que notre budget de 2022 faisait et c'est que notre budget de 2023 continuera de faire.

Le rapport mentionne aussi le besoin de passer d'une phase de réponse à une phase d'action relativement à la crise sanitaire de manière à assurer la résilience à long terme des finances publiques afin d'aider à répondre à de futurs problèmes et défis structurels. Cela inclut donc de la croissance résiliente et inclusive afin d'assurer une réponse efficace au futur endettement du secteur public. Le nerf de la guerre est le fait que ces mesures créeront encore plus d'endettement, et les spécialistes soulignent que les États doivent adopter une lentille macroéconomique pour gérer la hausse temporaire de la dette. C'est ce que nous faisons.

Dans les mois et les années à venir, le Canada doit saisir les remarquables possibilités offertes par deux virages fondamentaux qui s'opèrent dans l'économie mondiale: la course à la construction des économies propres du XXI^e siècle et l'accélération des efforts parmi les pays alliés pour déplacer leur production dans des économies amies en bâtissant leurs chaînes d'approvisionnement essentielles autour des démocraties comme celle du Canada.

Je ne sais pas trop si la fin de l'histoire tant annoncée après 1989 ne viendra pas ou si les obstacles auxquels font face le Canada et le système international ne sont qu'accidents de parcours dans la longue marche mondiale vers la démocratie libérale. Une chose est sûre, notre gouvernement sera toujours là pour ses citoyens. Nous serons là pour le concierge et la boulangère avec deux enfants qui aimeraient prendre des vacances, pour le pompier ne pouvant plus aller travailler, car atteint d'une maladie, pour la mère de famille monoparentale avec deux emplois ou pour la jeune fille arrivée ici il y a peu. Nous veillons sur leur présent et sur leur futur.

Je suis grand-père de deux magnifiques filles, Livia et Leya. Je veux être capable de les regarder droit dans les yeux dans quelques années et leur dire que nous avons fait ce qu'il fallait pour contrer les effets des changements climatiques, que nous avons investi aux bons endroits alors qu'il était encore temps, que nous avons pris des

mesures ciblées intelligentes, que nous ne nous sommes pas défilés devant ces enjeux colossaux, que nous les avons affrontés. Sous notre gouverne, le Canada sera toujours cette petite lumière scintillante dans l'obscurité des orages, un guide vers un avenir où nous n'avons pas tout, certes, mais où nous ne manquons de rien.

Comme l'a déjà dit le grand théologien Reinhold Niebuhr: que Dieu m'accorde la sérénité d'accepter les choses que je ne peux pas changer, le courage de changer celles que je peux changer et la sagesse de savoir faire la différence au Canada.

• (1055)

[Traduction]

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, l'une des choses que l'on remarque dans ce budget est son déficit qui s'élève à 43 milliards de dollars. Nous savons tous que les déficits budgétaires font croître davantage l'inflation. J'aimerais connaître ce que le député d'en face a à dire au sujet du déficit et de l'inflation.

[Français]

M. Fayçal El-Khoury: Madame la Présidente, je peux dire qu'il n'y a pas de déficit au Canada. Nous considérons que nous investissons pour le bien-être des Canadiens.

Prenons la pandémie comme règle générale. Ce gouvernement a aidé tous les Canadiens d'un océan à l'autre. Il s'agit donc d'un investissement. Si on laissait tomber les Canadiens dans des périodes difficiles comme celle de la pandémie, la moitié de ce pays pourrait se retrouver en faillite. Le gouvernement du Canada n'a donc pas laissé tomber qui que ce soit.

Voilà ce que nous avons fait, et voilà ce que nous allons continuer de faire pour servir les Canadiennes et les Canadiens d'un océan à l'autre.

• (1100)

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours. Sa circonscription n'est pas très loin de la mienne. J'aurais une question à lui poser quant à la volonté de son gouvernement d'être là pour les Canadiennes et les Canadiens.

Comme on le sait, le gouvernement fédéral a des programmes sociaux qui lui appartiennent et qui lui sont propres, notamment la Sécurité de la vieillesse et l'assurance-emploi. Comment mon collègue peut-il expliquer qu'on ne trouve rien pour les aînés dans le dernier budget et que, malgré les promesses que son gouvernement a faites en 2015, 2019 et 2021 de s'occuper des travailleurs, il n'y a rien concernant l'assurance-emploi?

A contrario, comment expliquer que les soins dentaires, qui ne relèvent pas du tout du gouvernement fédéral, se retrouvent dans le budget avec des dépenses de plus de 13 milliards de dollars?

M. Fayçal El-Khoury: Madame la Présidente, je peux assurer à ma collègue que la façon dont ce gouvernement travaille et a planifié l'aide aux Canadiens du bout à l'autre du pays est nette et claire.

Parlons d'abord de l'aide à l'épicerie. Ce sont 11 millions de personnes à faible revenu ou à revenu modeste qui vont en profiter. Par exemple, un couple avec deux enfants recevra jusqu'à 467 \$. Une personne seule sans enfant recevra jusqu'à 234 \$. De plus, les aînés recevront un supplément de 225 \$ en moyenne.

Le budget

J'aimerais aussi attirer l'attention sur ceci: ma collègue a-t-elle oublié notre initiative pour la création rapide de logements? A-t-elle oublié les frais de garde à 10 \$ par jour pour aider les parents à aller travailler sans entraves?

Tout cela s'accumule. Je pense qu'il s'agit d'une réponse nette et claire.

[Traduction]

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, l'une des choses que crient haut et fort beaucoup d'activistes dans le domaine de la lutte contre la pauvreté d'un bout à l'autre du pays est la nécessité de mettre sur pied un programme national d'alimentation dans les écoles. Lush Valley, un organisme de ma circonscription, milite en faveur de la mise en place d'un tel programme. Concrètement, Lush Valley soutient les cultivateurs locaux afin de faciliter l'accès à la nourriture pour les personnes à faible revenu et ayant de la difficulté à obtenir des aliments.

En 2018, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré qu'un enfant sur cinq au Canada est à risque d'aller à l'école le ventre vide. C'est inacceptable. Nous demandons au gouvernement fédéral de prendre les mesures qui s'imposent pour financer un programme alimentaire national dans les écoles du pays. À l'heure actuelle, les familles subissent de fortes pressions financières et le gouvernement du Canada pourrait alléger leur fardeau en finançant l'offre de repas aux enfants à l'école.

Le député appuie-t-il ce besoin essentiel? Quand le gouvernement répondra-t-il à l'appel à l'action pour que les enfants échappent à la pauvreté et qu'ils aient le meilleur départ possible dans la vie?

[Français]

M. Fayçal El-Khoury: Madame la Présidente, l'aide financière du gouvernement du Canada est accessible partout au pays.

Le budget de 2023 propose de nouveaux investissements pour que la population puisse profiter de mesures rapides et de services tangibles afin de recevoir l'aide du gouvernement fédéral et les prestations auxquelles elle a droit. Le gouvernement du Canada veille toujours à accorder ce droit.

[Traduction]

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, j'ai beaucoup de choses à dire et c'est avec plaisir que je prends la parole au nom des habitants de la formidable circonscription d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill au sujet du budget de 2023, qui aura un impact positif sur ceux-ci et sur tous les Canadiens. C'est un budget du juste milieu.

Ce matin, certains députés ont dit que le budget n'était pas assez généreux, que nous avions oublié certaines choses, et d'autres ont dit que nous aurions dû dépenser moins. On a entendu beaucoup de critiques, ce qui est toujours facile à faire. Il est facile de mentionner des éléments qui pourraient figurer dans le budget. J'ai écouté l'intervention du député de Courtenay—Alberni, et je reconnais qu'un programme de repas dans les écoles est un élément très important. Mais il est clair que nous traversons une période où nous avons beaucoup de défis à relever.

Notre économie est à peine sortie de la pandémie, tout comme les économies des autres pays du monde. Nous faisons face à une inflation et à des taux d'intérêt élevés, et nous essayons de remédier à des problèmes qui sont devenus plus évidents pendant la pandé-

mie. On peut rêver d'avoir de nouveaux gadgets dans sa voiture, comme Apple Play ou un meilleur système audio. C'est d'ailleurs sans doute ce qui distingue les conservateurs et les libéraux: nous attachons plus d'importance à la façon dont les Canadiens vont pouvoir se rendre au travail qu'aux gadgets qu'ils auront dans leur voiture. Le budget vise à relever les grands besoins de la société actuelle, tout en limitant les dépenses, car il est nécessaire de réduire le déficit accumulé pendant la pandémie.

Comme je l'ai dit, notre économie sort à peine de la pandémie. Nous savons tous que les confinements successifs se sont traduits par une réduction de la production et par des pressions considérables sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Bien que l'opposition se plaise à mettre l'inflation mondiale sur le compte des mesures prises par le gouvernement, je sais que le Canada, qui est une puissance moyenne, n'a pas la capacité de causer de l'inflation à l'échelle mondiale. En fait, si nous avions ce genre de pouvoir économique, nous nous en servirions dans l'intérêt des Canadiens, notamment pour mettre en place un programme de repas dans les écoles, ou pour d'autres programmes comme l'assurance-emploi. Malheureusement, nous ne détenons pas ce pouvoir.

Il n'est pas exact non plus de dire que c'est la tarification de la pollution qui est la cause de l'inflation. En effet, la tarification de la pollution n'a pas augmenté entre avril 2022 et avril 2023, contrairement à l'inflation qui sévissait. En fait, malgré les augmentations de taxes récentes, l'inflation a commencé à diminuer. Il n'y a donc aucun lien de cause à effet entre les deux. Au lieu de prétendre nous protéger de l'inflation en investissant dans les cryptomonnaies ou en supprimant des programmes, nous investissons dans la société canadienne. Notre objectif est de développer notre économie, conformément au programme que nous avons mis en place depuis 2015 afin de rendre notre économie verte et inclusive pour tous les Canadiens.

En parlant de la cryptomonnaie, au cours des deux dernières semaines, j'ai reçu dans ma circonscription des courriels de personnes qui ont perdu toutes leurs économies après avoir investi dans la cryptomonnaie. Il n'y a pas de recours, il n'y a aucun moyen de suivre l'affaire et ces personnes ont perdu toutes leurs économies. Dans un cas, il s'agit de près de 1 million de dollars et dans l'autre de 8 millions de dollars. Nous ne pouvons pas nous contenter de nous retirer de tels programmes. Nous devons être sérieux, ne pas être imprudents et suivre cette voie.

Nous ne faisons pas seulement face à l'inflation mondiale. La pandémie de COVID-19 met également en évidence les failles dans notre société, en particulier en ce qui concerne les soins de santé. Nous savons que les problèmes qui existaient auparavant ont été exacerbés par la pandémie, et c'est pourquoi le présent budget se concentre sur les soins de santé. C'est la partie la plus importante du budget et elle est indispensable. Les provinces ont demandé l'augmentation du Transfert canadien en matière de santé. Nous avons donc prévu des négociations bilatérales avec les provinces pour répondre à leurs besoins. Ces négociations bilatérales prévoient 25 millions de dollars pour la santé mentale et les provinces peuvent dépenser l'argent là où elles le jugent le plus nécessaire.

Les soins de santé étaient l'une des questions les plus importantes que nous devons aborder. Cela étant, la crise de l'abordabilité se poursuit. Comme je l'ai dit, nous sommes dans une économie postpandémique et nous avons donc besoin d'un soutien continu, comme le nouveau remboursement pour l'épicerie. Cependant, cela s'ajoute aux programmes permanents institués depuis 2015, des programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants et le régime de soins dentaires, qui est élargi dans le budget de 2023 aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Il existe des programmes comme l'Allocation canadienne pour enfants mis en place par le présent gouvernement qui ont aidé à sortir des gens de la pauvreté.

• (1105)

Si l'on compare le modèle de 2018 à celui de 2023, le Canada est en bien meilleure position, car nous avons réduit considérablement la pauvreté chez les enfants et les personnes âgées. Pour moi, c'est bien plus important que les gadgets et fioritures d'une nouvelle voiture. Ces mesures de base que nous avons prises changent vraiment les choses pour des Canadiens dans tout le pays.

Dans ma circonscription, Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, près de 2 000 enfants ont pu bénéficier de soins dentaires qu'ils ne pouvaient pas obtenir avant la mise en place de ce régime dentaire. C'est considérable. Il est clair pour nous qu'il fallait plus de transferts dans le système de santé. Nous avons dégagé l'argent nécessaire et nous collaborons avec les provinces dans ce dossier.

L'autre domaine dans lequel nous savons que nous devons poursuivre nos efforts est celui de l'écologisation de l'économie. Nous avons des programmes en place pour nous assurer que le Canada fait sa part et qu'il progresse. Les pays du monde entier reconnaissent que les choses ont changé et que nous devons changer avec elles. Nous ne pouvons pas rester à la traîne. Nous savons que le prix de la pollution est le mécanisme de marché le plus efficace pour tenter d'appliquer certains de ces changements.

Nous investissons dans les technologies propres. Ce budget prévoit des investissements importants dans les technologies propres afin d'encourager les entreprises à investir. Par l'intermédiaire du Fonds de croissance du Canada, nous travaillons avec l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public pour attirer des capitaux privés supplémentaires au Canada afin de rendre notre économie plus verte et plus propre.

Nous jetons les bases d'une solution canadienne pour lutter contre le changement climatique. Il s'agit d'une responsabilité fédérale. Les députés peuvent dire que nous devrions laisser ces aspects aux provinces.

Hier, lors d'une réunion du comité de l'environnement, des représentants des Premières Nations de la région où s'est produit le déversement du bassin de résidus de Kears Lake ont témoigné. C'était déchirant de les entendre. Les témoins qui se sont succédé ont dit que l'organisme de réglementation provincial n'avait pas fait son travail et n'avait pas protégé ces communautés contre les déversements de ces bassins de résidus, et cela continue.

En tant que gouvernement fédéral, nous avons l'obligation de protéger les Canadiens, leur santé et leur sécurité, et je n'approuve pas le fait de laisser cette tâche aux provinces alors qu'il s'agit en fait d'une responsabilité fédérale. Réduire nos dépenses en ne nous acquittant pas de nos responsabilités et en faisant marche arrière, cela ne me convient pas, pas plus que sabrer les programmes. Nous

Le budget

devons assumer nos responsabilités, et c'est ce que nous faisons dans ce budget.

Nous savons que nous ne pouvons pas nous permettre de maintenir le statu quo alors que le monde qui nous entoure est en train de changer en raison de la crise climatique et de la réponse à cette crise de la plupart des économies avancées. Nous faisons des investissements importants pour que le Canada n'accuse pas un retard. Nous savons que l'économie canadienne sera plus forte lorsque tous les Canadiens seront en mesure d'y participer pleinement et d'en bénéficier.

Nous continuons de veiller à ce que les communautés autochtones, les femmes, les personnes en situation de handicap, la communauté 2ELGBTQA+ et d'autres groupes minoritaires sous-représentés participent pleinement au processus d'élaboration des priorités politiques qui les soutiennent.

Le budget de 2023 poursuit la mise en œuvre du plan établi en 2015 par ce gouvernement. Nous avons besoin de progrès constants pour atteindre ces objectifs, et non pas de réactions impulsives qui réduisent les programmes et passent à des méthodes de rechange. Nous devons continuer à le faire, et ce n'est qu'en poursuivant sur cette voie que le Canada atteindra son plein potentiel, une plus grande prospérité et une croissance économique plus juste et responsable.

En tant que pays, nous sommes bien placés pour tirer parti des nombreux avantages dont nous disposons, et ils sont nombreux. Si nous continuons à nous soutenir mutuellement et à collaborer, nous bâtirons une économie et une société qui n'auront rien à envier aux autres et qui serviront tous les Canadiens.

Durant une période difficile, dans un monde difficile, il n'y a pas de meilleur endroit que le Canada.

• (1110)

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, l'un des éléments du budget dont je veux parler plus particulièrement concerne le lac Simcoe. Je sais que le gouvernement prévoit un fonds de plusieurs millions de dollars pour les lacs d'eau douce et les bassins hydrographiques du pays.

L'une des choses sur lesquelles nous nous concentrons à l'échelle locale, et je considère que cela inclut la circonscription de la députée dans le centre de l'Ontario, est un financement particulier pour le lac Simcoe et le rétablissement du fonds d'assainissement du lac Simcoe. Comme nous le savons, un précédent gouvernement conservateur a investi près de 60 millions de dollars et a constaté des améliorations mesurables en ce qui concerne le phosphore et les habitats du poisson.

De nombreux conseils dans le secteur du bassin hydrologique du lac Simcoe ont adopté des motions demandant un financement direct pour le lac Simcoe. Pourquoi le budget ne prévoit-il pas un mécanisme de financement direct pour le lac Simcoe?

Le budget

• (1115)

Mme Leah Taylor Roy: Madame la Présidente, il se trouve que j'habite à proximité du bassin hydrographique du lac Simcoe, c'est donc une question qui m'intéresse tout particulièrement. Comme je l'ai dit, il y a beaucoup de choses qui ne figurent pas dans ce budget, mais je rappelle que nous avons été le premier gouvernement canadien à financer une agence canadienne de l'eau et à investir considérablement dans le traitement de l'eau. C'est à cette agence de décider comment les fonds seront répartis. Il y a beaucoup de requêtes individuelles auxquelles on n'a pas répondu.

J'aimerais toutefois ajouter que la décision du gouvernement provincial d'autoriser des constructions sur des terres agricoles, des terres humides et des ceintures de verdure, et de continuer de construire des autoroutes sur des terres agricoles proches du lac Simcoe ne fait qu'aggraver le problème. Nous devons collaborer davantage.

L'aménagement de la voie de contournement de Bradford a été une décision catastrophique, et l'autoroute 413 va en être une autre.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue avec qui je travaille au Comité permanent de l'environnement et du développement durable. J'aime beaucoup le travail que nous pouvons faire ensemble, mais, en ce qui concerne le budget, nous avons justement des différences sur la question de l'environnement.

Quand on parle de la capture et du stockage de carbone, comment le gouvernement ne voit-il pas que ce n'est que de l'écoblanchiment de l'industrie pétrolière et gazière qui veut se montrer disposée à atteindre la carboneutralité? Cette technique est dénoncée par plus de 400 experts et universitaires qui ont demandé à la ministre des Finances de ne pas la financer. Cette technique est abandonnée tranquillement partout dans le monde. Même aux États-Unis, on retire les incitatifs gouvernementaux.

Pourquoi le Canada fonce-t-il tête baissée dans un miroir aux alouettes?

[Traduction]

Mme Leah Taylor Roy: Madame la Présidente, je salue le travail de la députée d'en face, avec laquelle je partage une passion pour l'environnement.

Je dirai que notre objectif est d'atteindre nos cibles de réduction des émissions de carbone, et ce, de toutes sortes de façons. Nous étudions la possibilité de mettre un terme aux subventions pour les combustibles fossiles. Personnellement, je ne suis pas une grande partisane de l'industrie des combustibles fossiles, mais je reconnais que nous allons continuer d'avoir besoin des combustibles fossiles pendant la période de transition. Le captage et le stockage du carbone vont nous aider à atteindre nos objectifs internationaux.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais dire, à l'instar de nombreux députés néo-démocrates, combien je suis fière que le budget du gouvernement contienne des engagements importants, notamment en matière de soins dentaires. Il y a toutefois un domaine qui a besoin de beaucoup plus de ressources et ce, de façon urgente, et je veux parler du logement pour les Autochtones. Je représente un grand nombre de Premières Nations qui connaissent une pénurie de logements. Les Autochtones qui vivent dans les villes souffrent aussi de la pénurie de logements. Le budget propose, certes, des fonds, mais

une grande partie de ces fonds ne seront débloqués que dans plusieurs années, alors que les besoins sont urgents.

La députée convient-elle qu'en matière de logement, les besoins des communautés autochtones sont urgents?

Mme Leah Taylor Roy: Madame la Présidente, c'est vrai que les communautés autochtones font face à une grave pénurie de logements. J'aimerais toutefois rappeler qu'en plus de ce qu'il y a dans le budget et de ce qui a été alloué au logement autochtone, il y a aussi les programmes en cours. Je rappelle également que c'est la première fois que nous avons une stratégie nationale sur le logement, et que cela a grandement contribué à améliorer la situation. Il y a aussi des programmes comme l'Initiative pour la création rapide de logements et le Fonds pour accélérer la construction de logements, qui ont un volet pour la construction de logements autochtones.

Comme je l'ai dit, il y a bien des choses que j'aurais aimé voir dans le budget, mais nous n'en avons pas les moyens.

Je partage le point de vue de la députée et la remercie de sa question.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, c'est un grand honneur et un privilège pour moi de représenter ici les habitants de Courtenay—Alberni et de présenter leurs préoccupations et leurs observations au sujet du budget. Certains éléments du budget sont importants pour alléger la pression qui pèse sur les Canadiens et sur les habitants de ma circonscription en particulier.

Pensons au plus grand élargissement des soins de santé dans notre pays depuis plus de 50 ans, avec l'élargissement des soins dentaires. Il est important de continuer à offrir des services de garde d'enfants abordables, accessibles et de qualité à raison de 10 \$ par jour, ce qui permettra à chaque enfant de prendre le meilleur départ possible dans la vie. C'est certainement très important pour le milieu de la petite entreprise, car cette mesure aidera à faire face aux enjeux liés au marché du travail auxquels de nombreuses personnes sont confrontées.

Le remboursement de la TPS apportera une aide immédiate aux gens, à l'heure où l'inflation monte en flèche, en particulier dans les supermarchés. Il y a la promesse d'une réduction des frais imposés aux commerçants, et j'attends avec impatience plus de détails sur cette question. J'ai travaillé très dur sur ce dossier au cours des sept dernières années, tout comme les autres néo-démocrates. J'espère que nous verrons cela se concrétiser, car ce travail a été de longue haleine.

Le budget prévoit également des investissements dans les énergies propres et dans un centre d'emploi propre, un dossier sur lequel mon collègue de Timmins—Baie James a travaillé sans relâche.

Le budget supprimerait les intérêts sur les prêts étudiants et augmenterait jusqu'à concurrence de 40 % les bourses pour les étudiants. Ce sont des choses que les néo-démocrates considèrent comme prioritaires, et nous avons pu les obtenir pour les Canadiens dans ce budget.

Nous avons également réussi à obtenir 4 milliards de dollars sur sept ans pour le logement autochtone en milieu rural et urbain, mais ce montant est loin d'être suffisant. Nous avons besoin de cette somme par an pendant les dix prochaines années pour progresser.

Le budget

De toute évidence, il manque beaucoup de choses. Je n'entrerais pas dans les détails. Toutefois, je dirai que les libéraux sont vraiment passés à côté de l'occasion d'instituer une taxe sur les bénéfices exceptionnels dans le secteur pétrolier et gazier, d'augmenter les taxes imposées au secteur financier et de s'attaquer aux épiceries et aux grandes chaînes qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels. C'est là qu'il n'y a pas beaucoup de différence entre les libéraux et les conservateurs. Ils poursuivent dans la voie de l'État providence pour les grandes sociétés. En Grande-Bretagne, les conservateurs ont pris les devants en imposant une taxe sur les bénéfices exceptionnels dans le secteur du pétrole et du gaz, mais les libéraux refusent de le faire ici.

J'entends des collègues dire qu'ils ne peuvent pas tout faire et qu'il y a beaucoup trop de choses à faire. Toutefois, dans le cadre d'un programme alimentaire scolaire, il est inadmissible qu'un enfant sur cinq aille à l'école le ventre vide, dans un pays où nous réalisons des bénéfices excédentaires et des profits considérables dans le secteur pétrolier et gazier. C'est totalement inacceptable. On aurait pu remédier à ce problème dans le budget.

Je vais cependant me concentrer sur deux points qui sont absolument essentiels, qui sont absents du budget et qui ont un effet sur tous mes collègues, sur les électeurs de leur circonscription et sur tous les Canadiens. Il s'agit du logement abordable et de la santé mentale.

Je vais parler brièvement de l'endroit où j'ai grandi.

J'ai grandi dans une coopérative d'habitation à Victoria. Mon père était mécanicien de boîtes de vitesses. Ma mère travaillait comme employée de bureau pour le gouvernement fédéral. Ils appartenaient à la classe moyenne inférieure, mais leurs revenus étaient parmi les plus élevés de la coopérative, où 30 % du revenu des gens étaient consacrés au loyer. Le loyer était proportionnel au revenu, mais il y avait beaucoup de gens qui vivaient dans la coopérative: des parents seuls, des aînés, des personnes ayant un handicap et plusieurs autres familles. Il y a une chose que nous avions tous en commun: nous habitions un logement sûr et abordable.

Je ne peux pas décrire ce que cela a apporté à tout le monde, y compris sur le plan de la santé mentale, mais cela a donné à chacun une chance de réussir.

Je peux retourner dans cette coopérative de Victoria, en Colombie-Britannique, et voir les autres enfants avec lesquels j'ai grandi. Je vois aussi leurs enfants et leurs petits-enfants. Je connais l'importance des investissements dans le logement social hors marché.

Dans les années 1970 et 1980, alors que le gouvernement était minoritaire, le NPD fédéral de David Lewis a réussi à faire construire des logements coopératifs, dont le nombre variait entre 18 000 et 25 000 par an. Cela a duré deux décennies et a eu un réel effet sur la répartition des logements au Canada. En fait, au début des années 1990, environ 10 % de nos logements étaient des logements sociaux.

Je tiens à souligner que l'Europe compte environ 30 % de logements hors marché. Là-bas, les gens ne voient pas de sans-abri. Ils ne voient pas non plus de gens vivre comme nous. Ils comprennent que le logement est un droit de la personne et non une marchandise. Ils permettent au libre marché et au marché social de coexister afin d'assurer un certain équilibre dans leur économie et dans leur pays.

• (1120)

Ce n'est pas le cas chez nous. En fait, nous avons moins de 4 % de logements sociaux. Il suffit de sortir de chez soi pour voir à quoi cela ressemble dans n'importe quelle collectivité du pays.

Je tiens à rappeler à la Chambre, Madame la Présidente, que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Nanaimo—Ladysmith. Je lui suis très reconnaissant de son travail.

Nous vivons côte à côte. Comme tout le monde, elle a constaté la crise du logement abordable dans sa circonscription, mais cette crise a été exacerbée par l'arrivée de nombreuses personnes sur l'île de Vancouver. La pression exercée par l'augmentation de la population à laquelle nous assistons fait en sorte que les gens se retrouvent à la rue. Nous entendons beaucoup d'histoires à ce sujet, mais il existe de nombreuses solutions.

Je viens de me rendre à une rencontre de l'Association canadienne pour la santé mentale, qui organisait sa semaine de défense des droits. Je participe très souvent à ces rencontres. Katrina Kiefer, présidente-directrice générale de la section locale de l'Association canadienne pour la santé mentale à Port Alberni, m'a fait visiter certains de ses logements sociaux. Il s'agit de logements à faibles et moyennes exigences. Les changements survenus dans la vie des personnes hébergées dans ces logements ont été déterminants. Ils leur ont donné à toutes une chance de s'en sortir.

Nombre d'entre elles sortaient d'une situation très difficile. Certaines étaient là pour échapper à des situations familiales ou pour fuir la maltraitance. D'autres se remettaient de problèmes de toxicomanie. En leur garantissant un logement, nous leur avons permis de rejoindre les services importants dont elles avaient besoin, les services de santé mentale, les médecins et le soutien du secteur de la santé, tout au long de leur parcours.

Nous savons que cela fonctionne. Ce qui ne fonctionne pas, c'est le marché libre. Il ne résoudra pas la crise du logement abordable, car il ne l'a fait nulle part ailleurs. Cela n'arrivera pas. Dans ce budget, les libéraux passent complètement à côté de la plaque, comme l'ont fait les conservateurs avant eux. Ils ne cessent de repousser le problème.

Je suis très favorable à l'immigration. Je sais que l'objectif est d'augmenter l'immigration à 500 000 personnes par an au cours des trois prochaines années. J'y suis tout à fait favorable, mais nous devons veiller à ce qu'il y ait des logements pour qu'ils puissent venir ici et trouver un endroit où vivre. Nous devons veiller à ce qu'ils puissent se rendre au travail, à ce que nous améliorions nos services de transport et à ce qu'ils puissent consulter un médecin, mais il n'y a pas de plan cohérent.

L'initiative pour la création rapide de logements mise en place par les libéraux est de très petite envergure. Les 6 500 logements qu'ils prévoient, en ce qui concerne les coopératives d'habitation, ne représentent qu'une minuscule fraction des 500 000 logements perdus que les gouvernements, qu'ils soient conservateurs ou libéraux, n'ont pas construits au cours des 30 dernières années.

La corporatisation du logement continue dans notre pays. Les gouvernements permettent à ces sociétés de placement immobilier de bénéficier d'un avantage fiscal que les Canadiens ordinaires n'ont pas et d'augmenter leur part dans la propriété globale des logements. Les libéraux doivent mettre un terme à cette situation. Tout ne peut pas être traité comme une marchandise dans notre pays.

Le budget

Le groupe Moms Stop the Harm a organisé un événement pour les milliers de personnes décédées en raison de la crise des drogues toxiques à Parksville, et j'ai pu y participer. J'admire vraiment Jane McCormick, la courageuse mère qui a perdu son fils adoré Jeffrey, pour le courage dont elle a fait preuve en organisant cet événement. J'admire aussi toutes les mères qui sont venues, ainsi que les pères et les membres de la famille qui leur ont donné du courage.

J'ai également rencontré des jeunes de Risebridge. Ils tentent d'améliorer le sort des sans-abri sur le terrain. Ce qu'ils constatent, c'est que le gouvernement fédéral renvoie la balle aux provinces, que les provinces renvoient la balle aux municipalités, et que certaines municipalités n'ont pas la capacité de s'attaquer à la question des sans-abri ou n'estiment pas que ce soit prioritaire pour elles. Elles se retrouvent avec des ressources insuffisantes.

Nous avons des gens qui sont en première ligne. Certains d'entre eux sont même traumatisés par leur propre perte et sont motivés par la volonté de faire en sorte qu'aucun autre membre de leur famille ne se perde à cause de cela.

Je demande au gouvernement fédéral d'augmenter ses investissements dans le logement, en particulier dans le logement hors marché. C'est essentiel pour la santé mentale de tous les Canadiens. Tout le monde mérite d'avoir un endroit sûr où vivre dans notre pays.

• (1125)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, Ottawa n'a pas manqué de leadership en ce qui concerne le logement au Canada, qu'il s'agisse des centaines de millions de dollars, d'une stratégie nationale du logement ou d'une multitude de programmes différents. La clé pour faire face aux coûts du logement et à la pénurie de logements est de le faire en partenariat. Les municipalités doivent jouer un rôle fort et plus important. Le problème est que les conseillers municipaux doivent, par exemple, faciliter l'achat de lots par des particuliers et régler les questions de zonage.

Je me demande si le député pourrait nous faire part de ses réflexions sur les points suivants. Oui, Ottawa joue un rôle, mais sans le soutien des municipalités et des provinces, nous ne pourrions pas régler le problème.

• (1130)

M. Gord Johns: Madame la Présidente, j'ai siégé au sein d'une administration municipale. J'ai été conseiller municipal à Tofino. Le gouvernement fédéral a continué à distribuer des miettes et des bagatelles, et cela n'a pas fonctionné. En fait, si le gouvernement libéral mettait de l'argent sur la table, les municipalités l'utiliseraient et construiraient des logements sociaux. Elles attendent un partenaire fédéral, tout comme les provinces. La Colombie-Britannique construit la moitié des logements sociaux de notre pays, mais les provinces ont besoin d'un véritable partenaire fédéral qui est prêt à investir.

Je dirais à mon collègue que le gouvernement doit faire mieux. Il brille par son absence. Il suffit de sortir et de regarder autour de soi. Peut-être que si mon collègue rencontrait des fonctionnaires municipaux, il aurait un véritable aperçu de la situation.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, nous avons entendu le NPD se vanter de certaines mesures

de ce budget, mais je ne l'ai pas beaucoup entendu parler de culture relativement à ce budget. Pourtant, l'industrie culturelle a fait valoir au gouvernement les urgents besoins pour réussir à se sortir adéquatement la pandémie. Le secteur culturel est une industrie qui peine à se relever de la pandémie, mais on ne trouve rien dans le budget qui vient concrètement en aide au secteur culturel. J'aimerais que mon collègue nous parle de ce sujet.

[Traduction]

M. Gord Johns: Madame la Présidente, j'admire vraiment mon collègue qui se bat toujours pour les artistes et les gardiens de la culture de notre pays, qui sont importants. Le gouvernement a échoué sur toute la ligne. Il s'agit du secteur de notre économie le plus touché par la COVID, et il a été laissé pour compte. Nous avons même demandé que le prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes soit offert à un grand nombre d'entre eux, mais beaucoup n'y ont même pas eu droit, et le gouvernement n'a pas été à la hauteur.

Nous savons que le projet de loi C-11 apportera des fonds et des ressources considérables pour soutenir ces artistes, mais ce n'est pas assez rapide. Dans ce budget, les libéraux auraient dû combler le fossé en attribuant des ressources à ce secteur.

Je suis déçu que les conservateurs n'aient pas posé de questions sur le logement, car leur approche du marché libre a déçu les Canadiens. Elle les a laissés sans rien.

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je vais laisser passer l'opinion qu'une approche de libre marché ne fonctionnerait pas. À Vancouver, les formalités administratives pour construire une maison coûtent à elles seules 630 000 \$. Le problème, ce n'est pas le marché libre. C'est le gouvernement qui empêche la construction des maisons.

Je voudrais revenir sur le déficit budgétaire du gouvernement et sur l'inflation qui fait grimper le coût de tout: plus d'argent pour moins de biens. Qu'est-ce que le député a à dire sur le déficit de 43 milliards de dollars et sur le fait que le gouvernement continue de dépenser alors qu'il avait promis en 2015 qu'il ne connaîtrait que quatre déficits modestes de 10 milliards de dollars et qu'il reviendrait ensuite à l'équilibre? Le député pense-t-il que le gouvernement sera un jour capable de produire un budget équilibré?

M. Gord Johns: Madame la Présidente, tout d'abord, tout ce que mon collègue a à faire, c'est d'aller chercher une demande de développement à Vancouver et cela ne coûtera pas 630 000 \$ en paperasserie. Il s'agit encore une fois de fausses informations.

Lorsqu'il parle du déficit, nous avons certainement une solution pour y remédier. Nous réclamons une taxe sur les bénéfices exceptionnels du secteur pétrolier et gazier, des chaînes d'alimentation et des grandes banques qui enregistrent des bénéfices record. Les libéraux les laissent tranquilles et les conservateurs, leurs protecteurs, les soutiennent toujours.

Comme je l'ai dit, la Grande-Bretagne applique un impôt sur les bénéfices exceptionnels au pétrole et au gaz, bien qu'elle ait également des entreprises basées sur le pétrole. Nous avons un énorme problème lorsque les conservateurs et les libéraux soutiennent les super riches dans notre pays. Ils le font au détriment des Canadiens ordinaires et ne leur permettent pas de bénéficier de services et d'aides importantes comme des logements abordables. Au lieu de cela, ils soutiennent la corporatisation du logement.

Le budget

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour discuter de ce sujet important et pour parler de certaines façons dont nous voyons non seulement des mesures positives dans le budget, mais aussi, bien sûr, de graves lacunes.

Je voudrais réitérer certains des gains que représente le budget et qui viennent d'être mentionnés par mon collègue de Courtenay—Alberni. Nous avons assisté à la plus grande expansion des soins de santé depuis des décennies et, grâce à cette expansion, les enfants de moins de 18 ans, les personnes âgées et les personnes handicapées bénéficieront de soins dentaires. Tous pourront obtenir des soins dentaires vitaux. C'est une chose qui a manqué pendant si longtemps, et les gens en ont vraiment besoin.

Nous constatons une augmentation des fonds alloués à la garde d'enfants. En tant que cheffe de famille monoparentale et après avoir parlé à beaucoup d'autres dans notre collectivité, je comprends parfaitement qu'il est essentiel d'accroître les services de garde d'enfants dans tout le pays.

Nous avons également assisté à un nouveau doublement du remboursement de la TPS, qui est maintenant appelé remboursement pour l'épicerie. C'est la deuxième fois que nous voyons de l'argent revenir dans les poches de ceux qui en ont le plus besoin grâce au travail du NPD, qui a fait pression sur les libéraux, et le résultat est ce remboursement. C'est une bonne nouvelle.

Ce budget comprend également une augmentation permanente de 1,5 % de l'impôt des banques et des sociétés d'assurances. C'est cependant loin d'être suffisant. Il faut un impôt sur la fortune, et nous en avons parlé à maintes reprises à la Chambre, pour que le centile le plus riche, dont les revenus sont supérieurs à 10 millions de dollars, paie plus d'impôts sous la forme d'une taxe sur les bénéfices exceptionnels. Il faut aussi éliminer les échappatoires fiscales. Ce sont là autant de mécanismes qui permettraient de réinvestir dans les Canadiens les bénéfices engrangés sur le dos de citoyens ordinaires qui triment jour après jour.

Ce n'est pas le budget qu'un gouvernement néo-démocrate aurait présenté, mais il contient quelques avancées, comme je l'ai dit, et aussi quelques lacunes importantes. J'espère que tous les députés s'entendront sur une chose, c'est-à-dire que les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. Il nous faut un budget qui mise en priorité sur l'équité et la santé partout au Canada, sans laisser qui que ce soit pour compte.

Nous sommes aussi en pleine crise climatique. Il faut agir sans attendre pour le bien des générations actuelles et futures. Il est essentiel que tous les députés prennent aujourd'hui des décisions bonnes pour la population et pour l'environnement. Il est temps que les libéraux commencent à faire passer les Canadiens avant les profits dans le budget.

Je tiens à parler du logement. Plus précisément, le budget prévoit 4 milliards de dollars pour une stratégie de logement autochtone en milieu urbain, rural et nordique, qui sera élaborée conjointement. Nous jugeons d'ailleurs nécessaire que les Autochtones disposent de logements conçus par eux et pour eux. Cette enveloppe de 4 milliards est insuffisante pour répondre aux besoins actuels, c'est indéniable, mais c'est un pas dans la bonne direction.

Les membres du centre d'amitié autochtone Tillicum Lelum, dans Nanaimo—Ladysmith, m'ont communiqué dernièrement des statistiques actualisées. Ils m'ont dit qu'en 2021, un Autochtone sur cinq

au Canada, soit 18,8 % d'entre eux, vivait dans un logement social. La population autochtone des grands centres a augmenté de 12,5 % entre 2016 et 2021. Des organismes tels que cet incroyable centre d'amitié fournissent des services essentiels et représentent des lieux de rassemblement où d'innombrables Autochtones, Inuits, membres des Premières Nations et Métis peuvent accéder aux soutiens dont ils ont besoin.

Je suis toujours heureuse d'avoir des nouvelles de la directrice générale du centre d'amitié autochtone Tillicum Lelum, Grace Elliott Nielsen, pour en savoir plus sur les besoins. De toute évidence, le logement est essentiel pour les Autochtones, qu'ils vivent ou non dans une réserve, et il faut en faire une priorité. Les besoins criants dans ce dossier découlent des conséquences du colonialisme et du racisme continu à l'égard des Autochtones. Il faut absolument financer des logements abordables pour les Autochtones, qui sont de plus en plus nombreux à vivre en milieu urbain. Les fonds prévus dans le budget sont un début, mais, concrètement, ils sont dérisoires vu l'ampleur de la crise et l'état actuel des logements destinés aux Autochtones.

Il est évident, à voir ce budget, que les libéraux ne font pas ce qu'il faut pour résoudre la crise du logement que connaissent mes concitoyens, à Nanaimo—Ladysmith comme ailleurs au pays. Grâce aux pressions exercées par le NPD, le dernier budget, qui prévoyait 150 logements abordables, était sur la bonne voie. Cependant, ce budget-ci mentionne à peine comment on entend contrer cette crise.

● (1135)

La situation a des conséquences pour les aînés de ma circonscription. Ils ont inlassablement travaillé toute leur vie afin d'être des membres productifs de la société, mais ils ne savent plus vraiment où ils vont vivre. Ils me parlent du stress qu'engendre le fait de ne pas savoir où ils vont dormir la nuit suivante, alors que, à leur âge, ils devraient avoir l'esprit tranquille et profiter de la vie. Cela crève le cœur.

Des familles n'ont pas les moyens de se loger. La semaine dernière, j'ai discuté avec des fournisseurs de services sur le terrain des enfants qui sont retirés à leur famille uniquement parce que leurs parents ou leurs gardiens sont dans l'incapacité de trouver un endroit sûr et abordable où vivre. Des fournisseurs de services m'ont aussi parlé des femmes qui veulent fuir la violence conjugale, mais qui sont contraintes de rester parce qu'elles n'ont nulle part où aller. Il faut remédier à cette situation terrible.

L'été dernier, j'ai organisé une table ronde avec la députée de Vancouver—Est et la porte-parole du NPD en matière de logement. Nous y avons accueilli des chefs de Premières Nations et métis, des dirigeants de centres d'amitié autochtones des environs, des représentants d'organismes à but non lucratif et des militants pour le logement communautaire. Tous étaient réunis pour discuter des répercussions de la financiarisation du logement dans notre région.

Au terme de cette table ronde, 15 signatures ont été apposées au bas d'une lettre adressée au ministre du Logement libéral. Nous avons envoyé cette lettre en octobre dernier, mais nous n'avons toujours pas reçu de réponse. Les habitants de Nanaimo—Ladysmith n'ont même pas reçu de réponse sur les mesures qui seraient prises pour contrer la financiarisation du logement et pour venir à bout de la crise du logement, qui touche tant de personnes. Je ne vois pas vraiment ce qui justifie ce silence.

Le budget

Depuis trop longtemps, les gouvernements conservateurs et libéraux successifs autorisent les grandes entreprises et les riches investisseurs à utiliser le parc de logements comme s'il s'agissait de la Bourse et même les y encourageant par des échappatoires fiscales qui existent encore aujourd'hui. C'est pourquoi la porte-parole du NPD en matière de logement se trouvait à Nanaimo il y a quelques jours à peine et pourquoi la question était encore sur le tapis.

Je vais passer à autre chose parce que mon temps de parole file et qu'il y a tellement d'autres sujets dont j'aimerais parler, comme la santé mentale et les substances toxiques, alors que nous perdons tant d'êtres chers dans cette crise des substances toxiques. Il y a un besoin criant de services de soutien à la santé mentale, mais le budget ne prévoit rien de nouveau à ce chapitre malgré la belle promesse de transfert canadien en matière de santé mentale faite pendant la campagne de 2021.

Mes concitoyens de Nanaimo—Ladysmith demandent où sont les fonds promis pas le gouvernement libéral et pourquoi ils n'en voient pas la couleur, alors que ce financement changerait la donne dans nos collectivités en aidant des personnes lorsqu'elles en ont le plus besoin.

La crise des substances toxiques a tué 80 personnes à Nanaimo rien qu'au cours de l'année écoulée. Ces personnes étaient le frère, la sœur, le voisin ou l'ami de quelqu'un. Il s'agit dans tous les cas de pertes tragiques qui auraient pu être évitées si nous avions suivi les recommandations formulées par les experts en santé publique, y compris en ce qui concerne les traitements sur demande, l'accès à des produits sûrs, le logement et les transferts en matière de santé mentale. Ce sont autant de mesures concrètes qui aideraient à commencer à sauver des vies dans cette crise des substances toxiques.

En ce qui concerne la prestation canadienne pour les personnes handicapées, un autre concitoyen est venu à mon bureau de circonscription la semaine dernière pour demander où en était cette prestation nationale destinée aux personnes handicapées qui avait été promise. J'ai dû lui dire, une fois de plus, que, malheureusement, le budget ne prévoit pas de fonds destinés directement aux personnes handicapées. En revanche, des fonds sont affectés à la poursuite des consultations sur le sujet.

J'ai vraiment du mal à comprendre pourquoi il n'a fallu que quatre jours aux libéraux pour renflouer les grandes banques quand elles en ont eu besoin et pourquoi il faut tant de temps pour savoir comment répondre au mieux aux besoins humains fondamentaux des personnes handicapées. Si les libéraux tardent à affecter ce financement très attendu, j'espère que des fonds seront versés aux personnes handicapées pour les aider en attendant que la question soit réglée.

Il y a également des lacunes en ce qui a trait à l'environnement. Je m'arrêterai là, mais je répondrai volontiers aux questions.

• (1140)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, dans les années 1990, j'ai participé à une assemblée publique avec le député néo-démocrate Bill Blaikie. Lors de ce débat, il a soutenu que le gouvernement fédéral n'avait aucun rôle à jouer dans le domaine du logement. Dans les années 1990, tous les partis politiques représentés à la Chambre soutenaient que le gouvernement fédéral n'avait aucun rôle à jouer dans ce domaine. Je dis cela parce que nous devons mettre les choses en perspective.

Aujourd'hui, notre premier ministre et notre gouvernement tiennent à s'occuper du logement partout au pays. Nous avons même mis en place une stratégie nationale sur le logement. Nous avons investi des milliards de dollars dans le logement. Nous avons des intérêts acquis dans des initiatives de création rapide de logements, dans des coopératives d'habitation et dans une multitude de mesures de soutien au logement appliquées dans toutes les régions du pays.

Ma collègue ne reconnaît-elle pas que ce problème ne relève pas uniquement du gouvernement fédéral? En fait, les municipalités et les provinces doivent assumer un rôle crucial. Le rôle du gouvernement fédéral est de diriger leurs initiatives, et nous avons activement assumé ce rôle ces dernières années.

• (1145)

Mme Lisa Marie Barron: Madame la Présidente, j'envie mon collègue d'avoir pu animer une assemblée publique avec Bill Blaikie. Évidemment, je n'ai pas entendu ce qui s'est dit pendant cette assemblée, mais je suis sûre qu'il a fait beaucoup d'observations importantes soulignant que le logement est un droit fondamental et qu'il ne doit pas être traité par les grandes sociétés et les ultrariches comme une action qui se négocie en bourse.

Avant 1995, la SCHL, en partenariat avec les gouvernements provinciaux, construisait chaque année entre 15 000 et 20 000 logements sociaux et abordables. Malheureusement, cette lancée ne s'est pas poursuivie après 1995. À l'heure actuelle, nous sommes aux prises avec un déficit de logements, parce que les gouvernements libéraux et conservateurs n'ont pas accordé la priorité aux logements sociaux. C'est maintenant notre priorité. Il est crucial que les gens de tous les niveaux de revenu aient accès à un logement sûr.

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Madame la Présidente, ma collègue fait partie du NPD, et il y a une petite coalition entre le NPD et les libéraux. Je trouve intéressant de l'entendre aujourd'hui à la Chambre dénoncer de façon très catégorique des éléments du budget avec lesquels elle n'est pas d'accord. Elle critique le gouvernement aujourd'hui, mais dans quelques jours, elle se lèvera à la Chambre pour voter en faveur de ce même budget, de ces éléments qu'elle vient de dénoncer. Comme ce sera un vote de confiance, elle indiquera ainsi qu'elle fait entièrement confiance au gouvernement et qu'elle veut qu'il reste au pouvoir. Autrement dit, son parti ne cherchera pas à former un gouvernement, mais à se contenter de soutenir celui-ci.

Je me demande comment elle peut faire volte-face de cette manière.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je voudrais rappeler aux députés de faire attention à la façon dont ils caractérisent les interventions des autres députés à la Chambre.

La députée de Nanaimo—Ladysmith a la parole.

Mme Lisa Marie Barron: Madame la Présidente, lorsque je me suis présentée pour la première fois comme candidate aux élections fédérales, j'ai frappé aux portes dans ma circonscription, Nanaimo—Ladysmith, et j'ai discuté avec les résidents des besoins de notre collectivité. Les soins dentaires comptaient parmi les besoins évoqués, tout comme le logement abordable et le règlement de la crise des substances toxiques.

Le budget

En discutant avec ces personnes dans ma circonscription, je leur ai dit que j'allais venir au Parlement à Ottawa pour faire le travail nécessaire afin de mettre en œuvre les solutions qui profiteraient aux gens ordinaires, et c'est exactement ce que je fais. Comme nous devons le faire dans le contexte d'un gouvernement minoritaire, je collabore avec tous les partis pour mettre en œuvre les mesures nécessaires, c'est-à-dire de véritables solutions pour les Canadiens, et c'est ce que je vais continuer à faire.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue du NPD pour qui j'ai beaucoup de respect. Tout de même, je me questionne sérieusement.

Le NPD est fier du programme de soins dentaires. C'est son programme, ou c'est le programme des libéraux, je n'en ai aucune espèce d'idée, mais une chose est certaine: les soins dentaires ne regardent pas le Canada. Si une province ou le Québec décide de mettre en place un plan parce que c'est une nécessité pour la population, cela lui appartient.

Dans sa Déclaration de Sherbrooke, le NPD a toujours dit que, pour le Québec, rien qui relève de ses compétences ne devrait être fait sans négociation, sans consultation, et que le principe de droit de retrait avec pleine compensation devait être respecté.

C'est déjà une contradiction. Ce n'est pas un programme fédéral. En revanche, il n'y a aucun soutien de la part du NPD dans son entente sur un programme qui touche le fédéral et pour lequel les travailleurs poussent, soit l'assurance-emploi. Comment peut-on expliquer que la réforme de l'assurance-emploi n'ait pas fait partie de cette entente de confiance?

• (1150)

[Traduction]

Mme Lisa Marie Barron: Madame la Présidente, j'aimerais rassurer la députée en lui disant que c'est bel et bien le NPD qui est à l'origine de ce programme. Nous savons que les libéraux ont voté contre un programme de soins dentaires à de nombreuses occasions, tout comme les conservateurs. Je peux affirmer que c'est le NPD qui a fait le travail, et nous en sommes très fiers, car les gens de partout au Canada ont besoin d'avoir accès à des soins dentaires. Ce programme fait partie d'un système de soins de santé complets dont les gens ont besoin. Quel que soit l'endroit où l'on vit au Canada, tout le monde devrait pouvoir y avoir accès.

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre des Aînés, Lib.): Madame la Présidente, avant de commencer, je tiens à souligner que même si je me tiens physiquement sur le parquet de la Chambre des communes, je suis de tout cœur avec mes concitoyens de la Nouvelle-Écosse.

Comme nous le savons tous à la Chambre, nous marquons aujourd'hui le troisième anniversaire d'une tragédie brutale au cours de laquelle un homme armé a tué 22 merveilleuses personnes. Nous ne les oublierons jamais.

Il est très évident que ces dernières années, nous avons fait face à des défis sans précédent. Il y a eu la pandémie mondiale, l'invasion illégale de l'Ukraine par Poutine et l'inflation qui a frappé le monde entier. Notre gouvernement et notre pays se sont attaqués de front à toutes ces difficultés. Nous avons mis en œuvre des politiques sensées et compatissantes non seulement pour faire face à la tempête, mais pour que notre pays s'en sorte plus fort que jamais. Nous avons visé à renforcer notre économie, à solidifier notre filet

de sécurité sociale et à consolider notre plan de lutte contre les changements climatiques.

Cette dernière année, le Canada s'est classé au premier rang sur le plan économique. Il a enregistré la plus forte croissance de tous les pays du G7. Aujourd'hui, près de 1 million de Canadiens de plus qu'au début de la pandémie de COVID-19 occupent un emploi. Nous avons donc récupéré 126 % des emplois perdus. Les salaires montent plus rapidement que le taux d'inflation. Le taux de chômage demeure incroyablement bas, à 5 %.

Je me dois de mentionner un autre grand défi qui met tous les pays du monde à l'épreuve: les changements climatiques. Oui, les changements climatiques menacent notre existence, mais ils présentent aussi une possibilité extraordinaire à notre génération. Malgré les énormes difficultés qu'ils causent à tous les pays du monde, ils ont entraîné une course sans précédent visant à rééquiper les économies et à bâtir le plus rapidement possible les industries carbonées de demain.

Madame la Présidente, on vient de me rappeler que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Toronto—Danforth.

Les entreprises de Dartmouth—Cole Harbour profitent déjà de la valeur économique de l'industrie des technologies propres, et elles fournissent de bons emplois aux gens de chez nous. Je pense notamment à la société CarbonCure, dont la technologie brillante capte le carbone et le recycle, le piégeant de façon permanente dans du béton frais et résilient. Mentionnons aussi Rayleigh Solar Technologies, qui développe des cellules solaires à base de pérovskite légères, minces et flexibles que l'on peut installer sur à peu près n'importe quoi. Ce matériau fin nous permet d'exploiter l'énergie solaire sur tout ce que nous construisons, quelle que soit la forme de ces structures, qu'elles soient droites ou incurvées. Comme on peut l'imaginer, les possibilités sont illimitées.

Il y a aussi des entreprises comme Graphite Innovation and Technologies, qui attire des esprits brillants du monde entier dans la belle circonscription de Dartmouth—Cole Harbour. Cette entreprise a mis au point un revêtement marin extraordinaire qui réduit le sillage des navires, ce qui augmente considérablement leur efficacité énergétique. Ce ne sont là que quelques exemples des nombreuses entreprises de Dartmouth—Cole Harbour, un centre incroyablement de technologies propres.

En déposant le budget de 2023, nous avons lancé le plan canadien pour soutenir l'énergie abordable, créer de bons emplois et faire croître notre économie propre.

Je pense que nous nous entendons tous sur le fait que le Canada possède une abondance de minéraux essentiels pour les technologies propres comme les batteries pour les véhicules électriques et les microprocesseurs pour la technologie numérique. Notre gouvernement a établi les bases environnementales solides nécessaires pour lancer ces projets. Depuis que nous avons renforcé la législation fédérale sur les évaluations d'impact et la réglementation environnementale, nous sommes prêts à nous placer en tête de file de la gestion durable de tout le cycle de vie de cette nouvelle technologie.

Je peux vous présenter une autre excellente entreprise installée à Dartmouth—Cole Harbour, la brillante Novonix, qui met au point une technologie de pointe pour les batteries de véhicules électriques. Nous pouvons développer la technologie, fournir les minéraux critiques nécessaires, fabriquer les batteries et les recycler ici au Canada. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Le budget

Dans le budget de 2023, nous faisons des investissements judicieux pour que l'économie canadienne propre devienne une source de prospérité, d'emplois pour la classe moyenne et de dynamisme pour les collectivités de tout le pays. En prenant des mesures intelligentes comme l'élargissement des crédits d'impôt sur les technologies propres, nous positionnons parfaitement le Canada pour attirer et faire croître les entreprises et les emplois dans notre pays.

• (1155)

En 2021, nous savions que beaucoup de travailleurs instruits et qualifiés n'avaient pas les moyens de retourner au travail parce que les frais de garderie étaient beaucoup trop élevés dans la plupart des régions du pays. Ces travailleurs étaient surtout des femmes. C'est pourquoi nous avons conclu des ententes avec chaque province et territoire du Canada dans le cadre du plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants pancanadien. Ce plan transforme la situation des familles canadiennes. Les frais de garderie ont été réduits d'au moins 50 % partout au pays. Les familles économisent donc déjà des milliers de dollars par année. Bientôt, les frais de garderie dans tout le pays ne seront que de 10 \$ par jour en moyenne.

Comme je l'ai dit, c'est un plan extraordinaire pour les familles. Toutefois, il est aussi important pour notre économie. Presque toutes les industries du pays font face à une pénurie de main-d'œuvre. Je suis très fier en lisant les nouvelles statistiques qui indiquent que 85,7 % des femmes de 25 à 54 ans ont un emploi. Cela signifie que depuis le lancement de notre plan, la main-d'œuvre canadienne compte presque 20 % de femmes de plus. Je sais que lorsque le gouvernement de la Nouvelle-Écosse respectera son engagement d'augmenter le nombre de places en garderie, encore plus de femmes retourneront au travail dans ma province.

La nouvelle que j'ai communiquée aujourd'hui est enthousiasmante et positive, mais nous savons que l'inflation mondiale a profondément touché les personnes les plus vulnérables de nos communautés. C'est pourquoi nous avons lancé notre plan en matière d'abordabilité, qui consiste en une série de mesures soigneusement ciblées pour rendre la vie plus abordable à des millions de Canadiens. Des améliorations apportées à l'Allocation canadienne pour les travailleurs à une augmentation de 10 % de la pension de la Sécurité de la vieillesse, en passant par le soutien au loyer, les soins dentaires et un soutien supplémentaire grâce au crédit pour la TPS, nous avons des mesures de soutien pour aider les gens à joindre les deux bouts.

Le budget de 2023 ajoute à ces mesures un nouveau remboursement pour l'épicerie pour ceux qui en ont le plus besoin. Visant spécifiquement à alléger le fardeau de l'inflation à 11 millions de Canadiens à revenu faible ou modeste, ce remboursement permettra aux couples admissibles avec deux enfants d'obtenir jusqu'à 467 \$ de plus et aux personnes seules sans enfants d'obtenir jusqu'à 234 \$ de plus. Nous introduisons également un système de production automatisée des déclarations de revenus pour les Canadiens à faible revenu afin qu'ils puissent profiter des prestations auxquelles ils ont droit. Nous nous attaquons aussi aux frais indésirables cachés et aux pratiques de prêts abusives.

Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que la pandémie a exacerbé les difficultés auxquelles fait face notre système de santé financé par l'État. Notre système et nos travailleurs de la santé exceptionnels sont soumis à une pression énorme. Trop de Néo-Écossais ont de la difficulté à trouver un médecin de famille; les temps d'attente dans les salles d'urgence sont beaucoup trop longs, et les gens attendent trop longtemps des chirurgies et des in-

terventions importantes. Oui, la prestation des soins de santé relève de chaque province, mais il nous appartient à tous de faire respecter la Loi canadienne sur la santé et de veiller à ce que tous les Canadiens puissent obtenir des soins de santé lorsqu'ils en ont besoin.

Le budget de 2023 prévoit le versement de 195,8 milliards de dollars de plus aux provinces et aux territoires pour les soins de santé. Ce financement supplémentaire est une nouvelle extraordinaire. Cependant, je suis fermement convaincu qu'il ne suffit pas d'augmenter le financement. C'est pourquoi notre gouvernement exige des gouvernements provinciaux et territoriaux qu'ils fournissent des données appropriées pour mesurer les progrès réalisés dans les systèmes de santé provinciaux et en rendre compte. Nous ferons respecter la Loi canadienne sur la santé et utiliserons les nouvelles dépenses fédérales pour renforcer le système de santé public du Canada parce que tous les Canadiens sont en droit de s'attendre à recevoir des soins de santé quand ils en ont besoin.

Plus de 250 000 enfants de moins de 12 ans au Canada ont reçu les soins dentaires dont ils ont besoin grâce à la prestation dentaire canadienne. Cependant, nous savons qu'un trop grand nombre de Canadiens, surtout les personnes âgées, ont de la difficulté à obtenir des soins dentaires. J'ai entendu certaines personnes âgées dire qu'elles doivent choisir entre payer leur loyer et leurs factures ou payer les soins dentaires dont elles ont besoin. Nous visons à améliorer, d'ici la fin de l'année, l'accès aux soins dentaires pour les personnes âgées, les personnes handicapées et les enfants de moins de 18 ans au Canada. Le budget de 2023 lancera le Régime canadien de soins dentaires; d'ici la fin de 2025, ce régime permettra d'offrir des soins dentaires aux Canadiens non assurés dont le revenu familial est inférieur à 90 000 \$.

Le budget de 2023 contribue à la santé du Canada, où l'industrie des technologies propres prospère et où les entreprises intelligentes trouvent des moyens de protéger notre environnement tout en faisant croître notre économie. Un Canada en bonne santé ne laissera tomber personne.

• (1200)

Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, mon collègue et moi siégeons au comité de la défense. C'est un bon comité, et je trouve que nous travaillons bien ensemble. Mon collègue est secrétaire parlementaire de la ministre des Aînés. Je le remercie de son discours, qui portait principalement sur le soutien aux aînés.

Bien sûr, les aînés de ma circonscription parlent des soins dentaires et des avantages incroyables que le NPD réclame pour qu'ils aient accès aux soins dentaires dont ils ont tant besoin. Cependant, ils ont aussi grandement besoin de l'assurance-médicaments. Le gouvernement n'a pas encore pris de mesures à cet égard.

Les aînés se partagent des pilules ou se privent des médicaments sur ordonnance dont ils ont terriblement besoin parce qu'ils n'ont pas les moyens de les acheter. Quand le gouvernement tiendra-t-il les promesses qu'il a faites aux Canadiens lors de campagnes électorales au sujet d'une stratégie nationale en matière d'assurance-médicaments?

M. Darren Fisher: Madame la Présidente, comme ma collègue vient de le dire, nous siégeons tous les deux au comité de la défense nationale, et nous travaillons très bien ensemble.

Le budget

Les conservateurs ont beaucoup parlé de cette « coalition ». Lorsque je demande aux Canadiens, aux gens de Dartmouth—Cole Harbour, ce qu'ils pensent d'une collaboration avec un parti de l'opposition, ils me répondent qu'ils nous ont envoyés à Ottawa pour travailler avec tous les partis afin de faire les choses importantes dont les Canadiens ont besoin. Ce budget prouve que les partis peuvent travailler de concert.

Ma collègue prêche à des convertis. Nous atteindrons nos objectifs. Au cours des sept dernières années et demie, les améliorations que nous avons apportées à l'Allocation canadienne pour enfants et au système de garderies ont entraîné un changement générationnel. Les mesures que nous prenons transforment le Canada pour le bien de tous, et nous continuerons de travailler avec tous les partis qui voudront bien collaborer avec nous pour nous permettre d'atteindre nos objectifs dans l'intérêt des Canadiens.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoulu, BQ): Madame la Présidente, depuis plus de 30 ans, les déficits s'accumulent en matière de soins de santé.

Ces déficits découlent des montants des transferts en santé qui devraient être aux alentours de 50 % des frais des provinces alors qu'ils ne sont que de 18 à 22 %. Il ne faut donc pas se surprendre s'il y a des coupes du côté des provinces. Particulièrement en temps de crise, ces coupes ont un impact sur les budgets.

Je trouve odieux de dire que les provinces doivent rendre des comptes au fédéral et que si ce dernier trouve cela adéquat, il donnera de l'argent. La source du problème, ce sont les transferts en santé qui ne sont pas à la hauteur de ce qu'ils devraient être.

J'aimerais que mon collègue nous en dise plus à ce sujet.

[Traduction]

M. Darren Fisher: Madame la Présidente, je crois qu'aucun gouvernement avant nous n'a autant investi en santé au Canada; nous croyons cependant que, en tant que partenaire de travail, le gouvernement doit assujettir à certaines conditions les contributions en santé qu'il verse aux provinces. C'est vrai, la prestation des soins de santé a toujours été de compétence provinciale, mais nous croyons en l'importance de notre partenariat d'égal à égal et du travail avec les provinces et les territoires en vue de recevoir les données requises. L'argent à lui seul ne règle pas les problèmes. Si on n'est pas en mesure de savoir quel problème est réglé grâce à quel financement, on ne dispose pas des données requises.

Nous devons poursuivre nos efforts à ce sujet et établir des partenariats avec les provinces et territoires, de façon à obtenir les meilleurs résultats possible pour les Canadiens.

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, le député de Dartmouth—Cole Harbour a capté mon attention lorsqu'il a parlé des entreprises technologiques vertes de sa circonscription. Il le sait, des technologies vertes sont développées à Guelph. Dans son site Web, le centre d'innovation de la Nouvelle-Écosse mentionne qu'il tire profit des occasions créées par la croissance de la demande mondiale en produits et procédés à faibles émissions de carbone.

Le député peut-il parler des excellentes occasions soutenues par le budget à l'étude?

• (1205)

M. Darren Fisher: Madame la Présidente, en tant que Néo-Écossais de 57 ans, je peux dire qu'il y a 20 ou 30 ans, si on voulait accomplir des choses formidables dans le domaine des sciences ou des technologies propres, il fallait quitter le Canada atlantique. Il fallait s'installer dans les grands centres comme Toronto, Montréal ou Vancouver, ou se rendre à l'étranger. Nous accomplissons en ce moment des choses formidables à Dartmouth—Cole Harbour dans le domaine de l'énergie propre. Meta Materials, Novonix, Sunsel et MetOcean réalisent des prouesses technologiques. J'ai aussi nommé d'autres entreprises dans mon discours.

Le Canada atlantique est une plaque tournante tout à fait incroyable. Il ne se passe pas une journée sans que je puisse visiter une entreprise remarquable qui y accomplit des choses que nous n'aurions jamais pu faire il y a 20 ou 30 ans.

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Madame la Présidente, je suis très heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour dire que le nouveau budget que nous avons déposé est la pierre angulaire de tout ce que nous avons fait depuis 2015. Il répond à un si grand nombre de problèmes dont j'ai entendu parler par les gens de ma collectivité.

J'aimerais particulièrement mettre l'accent sur le travail que nous avons accompli pour soutenir les jeunes familles et les personnes à faible revenu, ainsi que sur nos efforts pour lutter contre les changements climatiques et bâtir une économie forte et propre, avec des emplois pour l'avenir.

Je dois ajouter que nous avons accompli tout ce travail dans une période de bouleversements considérables depuis 2015. Nous avons notamment dû renégocier l'ACEUM. C'était quelque chose de très important pour notre économie dans son ensemble.

Ensuite — et c'est une autre question très importante à souligner pour une députée de l'Ontario —, nous avons veillé à ce qu'on tienne compte des automobiles et des pièces d'automobile que nous fabriquons ici au pays dans le cadre de l'Inflation Reduction Act aux États-Unis.

Nous pouvons parler d'autres questions qui sont en toile de fond alors que nous travaillons sur ces éléments de base pour soutenir les Canadiens. Il y a eu une pandémie. Nous n'aimons pas trop en parler, car ce fut une période très difficile pour notre pays.

Tout au long de cette période, le gouvernement a soutenu les Canadiens et les petites entreprises, et c'est un travail considérable qui a été accompli tandis que nous tentions de faire avancer ces éléments fondamentaux. Après tout cela, il est vraiment agréable de mettre l'accent sur l'économie. La croissance de notre économie est l'une des plus élevées du G7 depuis la pandémie.

La participation des femmes au marché du travail n'a jamais été aussi élevée, et c'est attribuable en partie aux ententes que nous avons conclues en matière de garde d'enfants. Je vais en parler un peu plus en détail.

Il y a un dernier élément à souligner pour montrer que nous accomplissons un travail parfois difficile. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et a constitué un changement majeur pour l'ensemble de notre pays et pour l'économie mondiale. Tout au long de ces perturbations, nous avons été là pour soutenir les Canadiens.

Le budget

Parlons premièrement des jeunes familles. Je dois dire que l'une des plus grandes déceptions pour moi, lorsque Stephen Harper est arrivé au pouvoir, a été de le voir commencer par mettre fin aux ententes sur les garderies qui venaient d'être conclues.

J'avais de jeunes enfants à ce moment-là. Il aurait été très utile d'avoir des services de garde abordables, et pourtant, les ententes ont été abandonnées. Elles ont été remplacées par un système où tout le monde recevait le même paiement, quel que soit le revenu. Il n'y a pas eu de création de nouvelles places en garderie. Aucun service de garde abordable et aucun service de garde de qualité n'a été offert.

C'est pourquoi, l'un des éléments du budget dont je suis particulièrement fière et qui fait partie du train de mesures comprises également dans tous les budgets précédents pour soutenir les jeunes familles, c'est l'entente sur les garderies que nous mettons en œuvre.

Dans ma circonscription à Toronto, en Ontario, les gens voient déjà une baisse de 50 % des frais de garde d'enfants. Ce sont des milliers de dollars qui restent dans les poches des gens. Nous allons offrir entre autres des places en garderie à 10 \$ par jour. C'est déjà le cas dans certaines provinces et certains territoires. Un tel changement est très important afin de rendre la vie plus abordable pour les jeunes familles.

Parlons aussi de quelques-unes des premières mesures que nous avons prises en 2015, lorsque nous avons formé le gouvernement. En ce qui concerne l'Allocation canadienne pour enfants, j'ai mentionné les chèques de 100 \$. Le même montant était envoyé à tout le monde, quel que soit le revenu. Nous avons changé cela.

Non seulement nous avons conclu des ententes sur les garderies avec des places à 10 \$ par jour dans l'ensemble du pays, mais nous avons aussi essentiellement contribué à la création d'un revenu garanti pour les enfants, c'est-à-dire qu'au lieu d'envoyer le même montant à tout le monde, nous fournissons de l'aide destinée aux enfants ayant les plus grands besoins. Il s'agit d'un système qui tient compte des moyens des gens.

Selon Statistique Canada, les taux de pauvreté parmi les enfants équivalent maintenant à moins de la moitié de ceux de 2015. C'est un changement incroyable qui vient en aide aux générations futures, aux enfants, et je pense qu'il faut vraiment le souligner.

• (1210)

L'étape suivante concernait les soins dentaires pour les enfants de moins de 12 ans. Cette mesure a été mise en place l'année dernière. Le présent budget va un peu plus loin. Nous prenons des mesures pour que tous les Canadiens aient accès aux soins dentaires. Cela se ferait par étapes, mais c'est ce vers quoi nous nous dirigeons.

Avec les ententes sur les garderies, la Prestation canadienne pour enfants et la prestation dentaire, la situation des jeunes familles d'aujourd'hui est bien différente de ce qu'elle était avant que nous formions le gouvernement en 2015; je le constate moi-même et c'est ce que me disent les gens que je rencontre.

Je parle beaucoup des jeunes familles, mais il n'y a pas que les jeunes familles, parce que l'aide aux personnes qui ont des revenus plus faibles et qui sont plus démunies dans notre société est aussi l'une de mes priorités. La prestation dentaire, comme je l'ai mentionné, serait étendue pour couvrir non seulement les enfants, mais l'ensemble de la population. L'admissibilité dépendrait du revenu et de la couverture d'assurance que les familles possèdent déjà. Ce se-

rait donc une mesure importante. Nous avons doublé le crédit pour la TPS pendant la pandémie et nous avons répété cette mesure pour aider les gens à faire face à l'inflation. Maintenant, nous leur offrons un remboursement pour l'épicerie. Une fois de plus, ces mesures aideraient les personnes qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Nous tenons à conserver ces mesures d'aide.

Parlons du logement. La semaine dernière, j'ai visité un local de WoodGreen à Bowden. Dans le cadre de l'initiative de création rapide de logements, nous sommes en train de construire 50 logements pour des personnes âgées qui risquent de perdre leur logement ou qui l'ont déjà perdu. Ces logements s'ajoutent à 60 autres, tout près de chez moi, à Cedarvale, destinés à la même clientèle et qui sont tous assortis de services de soutien pour aider ces personnes âgées à vivre dans leur nouveau foyer. En fait, l'initiative de création rapide de logements a permis d'aménager plus de 1 000 nouveaux logements pour des personnes à Toronto qui n'ont pas de logement ou qui risquent de perdre celui qu'elles ont.

[Français]

L'Initiative pour la création rapide de logements apporte de grands changements dans nos communautés. L'objectif est de créer de nouveaux logements abordables permanents pour les personnes vulnérables. Nous pouvons créer ces logements avec les services enveloppants et avec l'aide de nos partenaires du secteur sans but lucratif. C'est tellement important pour nos communautés.

[Traduction]

En plus des logements construits dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements, des logements abordables, à loyer réduit, ont également été construits pour les personnes âgées dans le secteur de Gerrard et Leslie, avec un co-investissement dans ma circonscription. Les gens veulent des changements bénéfiques, et il y en a. J'en vois bel et bien chez nous.

Ce sont là quelques-unes des réalisations pour l'abordabilité. Il ne me reste que quelques minutes, et je m'en voudrais de ne pas aborder le sujet de l'environnement et des changements climatiques, qui est au cœur des questions soulevées par mes concitoyens.

Il faut également créer des emplois et une économie forte et, ce qui me réjouit beaucoup, nous avons présenté, la semaine dernière, l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre à l'ONU. Nous avons fait les calculs, et le résultat a été rendu public. Les chiffres pour 2021 concernant nos émissions de gaz à effet de serre montrent qu'en 2021, nous sommes en fait restés sous les niveaux pré-pandémiques. C'est formidable de constater que nos émissions de gaz à effet de serre diminuent bel et bien. Cette évolution est principalement due à l'abandon des centrales électriques au charbon. Voilà donc un élément très important. Les Ontariens se souviendront qu'il y avait auparavant 55 jours de smog par année. Aujourd'hui, il n'y en a plus un seul, et c'est parce que nous avons remplacé l'électricité produite par les centrales au charbon par de l'électricité propre.

Notre réseau électrique est l'un des plus propres au monde. Les importants crédits d'impôt pour l'investissement dans l'électricité propre prévus dans le budget contribueraient à favoriser le développement d'un réseau électrique solide et propre d'un bout à l'autre de notre pays. Un tel réseau permettrait d'attirer les investisseurs cherchant à établir leurs entreprises là où ils peuvent s'alimenter en électricité propre. Les Canadiens profiteraient également d'un air plus pur et ils seraient bien soutenus dans cette transition.

Aux crédits d'impôt dont j'ai parlé s'ajoutent des investissements dans la recherche, le développement, la mise à l'essai et le déploiement de nouvelles technologies. Comme je l'ai dit, il s'agit d'air pur, de lutte contre les changements climatiques, de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre et de création d'emplois propres pour l'avenir avec des incitatifs pour les investisseurs.

Nous vivons une période emballante pour l'économie canadienne et pour l'avenir du pays.

• (1215)

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, en écoutant le discours de ma collègue, on croirait que les Canadiens, et surtout les Torontois, n'ont jamais eu la vie aussi belle. En fait, avant la pandémie, 65 000 personnes avaient recours au réseau de 128 banques alimentaires de la région du Grand Toronto. En mars dernier, 275 000 personnes ont eu recours à ces banques alimentaires. Au Canada, 1,5 million de personnes ont recours aux banques alimentaires.

Ma collègue ne se sent-elle pas quelque peu responsable de la politique gouvernementale qui a créé ce gâchis en accroissant la dette, les déficits et l'inflation? Tout cela a forcé les gens à avoir recours aux banques alimentaires.

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, je tiens à souligner que je sais que beaucoup de gens de ma collectivité et de ma ville vivent des moments difficiles. Je le sais mieux que quiconque, puisque je parle à ces gens et que je vois ce qui arrive.

À mon avis, le plus important est d'offrir un soutien au revenu comme l'Allocation canadienne pour enfants, d'augmenter le Supplément de revenu garanti et de veiller à ce que les Canadiens aient accès à des services complets. C'est ce que nous faisons.

Mon collègue d'en face fait allusion à de nombreux problèmes qui touchent le monde entier, et j'en ai parlé au début. Nous traversons de nombreuses perturbations, et les difficultés sont nombreuses, mais nous soutenons les Canadiens, et nous continuerons à le faire. Je suis toujours là pour écouter les membres de ma collectivité et pour savoir ce que nous pouvons faire pour mieux les soutenir.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, ma collègue a parlé de logement abordable, notamment pour les aînés.

Sachant qu'un logement de 2 250 \$ est considéré comme abordable parce qu'un rabais de 10 % sur le coût réel du loyer est inclus, mais que la pension des aînés de 65 à 74 ans est de moins de 700 \$ par mois, ma collègue peut-elle m'expliquer en quoi ces logements sont abordables et comment elle justifie le refus du gouvernement d'augmenter la pension des aînés de 65 à 74 ans au même titre qu'il a augmenté celle des 75 ans et plus?

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, j'ai parlé des aînés parce que je suis très contente de voir que des logements abordables sont construits dans ma communauté à Toronto. Ce ne sont pas seulement des logements abordables, ce sont des logements pour les aînés qui sont les plus vulnérables et pour les gens qui sont en situation d'itinérance ou qui risquent de l'être. Ce sont des logements pour aider les aînés qui en ont le plus besoin.

Toutefois, ce n'est pas tout. J'ai aussi parlé des soins dentaires et de l'aide avec le Supplément de revenu garanti. Il y a plusieurs ma-

Le budget

nières d'aider les aînés, qui sont tellement importants et que nous devons toujours soutenir.

[Traduction]

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NDP): Madame la Présidente, je tenais à souligner que la députée a parlé des personnes qui ont des difficultés en ce moment. Il y a de nombreuses collectivités dans notre région, en particulier les collectivités autochtones, pour lesquelles la crise du coût de la vie s'est encore aggravée.

L'un des plus grands défis auxquels sont confrontées les collectivités autochtones de notre région est la crise du logement. Malheureusement, dans ce budget, les libéraux, bien qu'ils aient entendu notre plaidoyer sur l'importance des investissements dans le logement des Autochtones, ont repoussé la majorité des fonds promis au-delà des éventuelles prochaines élections. C'est une décision très cynique qui retarde le financement urgent dont les collectivités autochtones ont besoin en matière de logement.

La députée reconnaît-elle la crise du logement dans les collectivités autochtones et des Premières Nations et convient-elle qu'il faut y remédier de toute urgence en affectant d'importants fonds fédéraux?

• (1220)

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, je suis d'accord pour dire non seulement que cette question est urgente et importante, mais aussi qu'il faut s'en occuper. Je voudrais souligner que j'ai parlé de la création rapide de logements et de l'Initiative pour la création rapide de logements dans ma propre collectivité, parce que la situation peut être différente pour les Autochtones qui vivent dans des zones urbaines et qui peuvent avoir d'autres besoins. Je suis heureuse de voir qu'une partie du financement au titre de cette initiative a servi à construire des logements spécifiquement pour les Autochtones sans abri ou qui risquent de le devenir, mais je suis tout à fait d'accord qu'il faut en faire plus pour répondre aux besoins des Autochtones en matière de logement; cela fait partie de mes priorités.

M. Doug Shipley (Barrie—Springwater—Oro-Medonte, PCC): Madame la Présidente, je suis fier de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui et de faire entendre la voix des habitants de Barrie-Springwater-Oro-Medonte dans ce débat.

Les Canadiens de ma circonscription, dans des endroits comme Midhurst, Elmvale, Minesing, Shanty Bay et Moonstone, toutes de belles petites municipalités, savent très bien que les Canadiens obtiennent moins et paient plus. Ils ont du mal à payer leur loyer, à nourrir leur famille et à chauffer leur maison.

Avant de présenter mes préoccupations concernant les détails de ce budget et les inquiétudes dont les citoyens de ma circonscription me font part, je voudrais prendre un moment pour parler de la façon dont nous nous sommes retrouvés dans cette crise du coût de la vie et à la façon dont elle affecte les Canadiens aujourd'hui.

Le budget

Pendant la pandémie, les libéraux se sont servis des taux d'intérêt bas comme jamais pour justifier des dépenses et des déficits records. Le premier ministre a alors déclaré qu'il ne s'inquiétait pas du coût du service de la dette croissante du Canada, car les taux étaient très bas. Le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré que les taux d'emprunt étaient très bas et qu'ils le resteraient pendant longtemps. Il s'est ensuite adressé aux Canadiens pour leur dire que s'ils avaient un prêt hypothécaire ou s'ils envisageaient de faire un achat important, ou s'ils avaient une entreprise et qu'ils envisageaient de faire un investissement, ils pouvaient être sûrs que les taux allaient rester bas pendant longtemps.

Des milliers de Canadiens ont donc opté pour un prêt hypothécaire à taux variable, croyant que lorsque le gouvernement et la Banque du Canada disaient que les taux seraient bas pendant longtemps, ils le pensaient vraiment. Or, depuis ce temps, la Banque du Canada a relevé huit fois son taux directeur en moins d'un an pour le porter à 4,5 %. Les familles qui ont acheté une maison moyenne il y a cinq ans, avec une hypothèque moyenne qui doit maintenant être renouvelée, paieront donc 7 000 \$ de plus par an. Ceci, grâce aux dépenses inflationnistes du gouvernement libéral.

Comment le gouvernement a-t-il réagi à la crise qu'il a créée? Il a présenté un budget qui prévoit des dépenses et un accroissement de la dette qui alourdira de 4 300 \$ le fardeau fiscal de chaque famille canadienne. Il fait grimper l'inflation, augmente les impôts et nuit aux Canadiens.

L'année dernière, la ministre des Finances s'est levée à la Chambre et a déclaré que le ratio de la dette par rapport au PIB était le point d'ancrage budgétaire de son gouvernement. Elle a promis que le ratio dette-PIB diminuerait et que nos déficits seraient réduits. Nous voyons clairement aujourd'hui que cette promesse faite aux Canadiens n'a pas été tenue. En fait, notre ratio de la dette par rapport au PIB passera de 42,4 % pour l'exercice en cours à 43,5 % en 2023-2024.

En outre, le coût du service de la dette du Canada est en hausse. Cette année, le gouvernement dépensera près de 44 milliards de dollars pour le service de la dette, soit le double du coût de l'exercice précédent, qui s'élevait à 24,5 milliards de dollars. Plus le gouvernement dépense pour le service de la dette, moins il peut consacrer d'argent aux programmes qui aident les Canadiens. Pour mettre ce chiffre en perspective, il suffit de dire que le budget du ministère de la Défense est actuellement de 27 milliards de dollars, et que le budget de cette année comprend un peu plus de 30 millions de dollars de nouvelles dépenses pour les cinq prochaines années, à un moment où notre pays subit des pressions de la part de ses alliés pour augmenter ses dépenses militaires.

Avant la présentation du budget de cette année, les conservateurs avaient trois exigences claires pour apporter leur soutien au plan financier du gouvernement: réduire les impôts des travailleurs, mettre fin aux déficits inflationnistes qui font grimper le coût des biens et supprimer les formalités administratives qui empêchent la construction de logements pour les Canadiens.

Nous espérons que le gouvernement écouterait les Canadiens et entrerait dans une ère de prudence budgétaire. Cependant, les libéraux nous ont présenté un nouveau déficit irresponsable et ils prévoient de nous maintenir dans cette situation jusqu'en 2028 au moins. Le gouvernement affirme faire preuve de rigueur budgétaire, mais cela est manifestement faux.

Je voudrais souligner ce qui manque dans ce document, à savoir que le budget ne prévoit aucune mesure qui permettrait de faire face de manière significative à la hausse des coûts du logement, de l'épicerie et du chauffage. Il laisse tomber les Canadiens qui ont désespérément besoin d'un répit.

Tout d'abord, l'une des principales préoccupations des gens chez moi est l'accessibilité du logement. Qu'on ne s'y trompe pas: nous traversons une crise du logement. Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement libéral, les loyers ont grimpé en flèche. Ainsi, en 2015, le loyer moyen d'un appartement d'une chambre était de 973 \$ par mois. Le mois dernier, dans ma circonscription, un appartement d'une chambre coûtait en moyenne près de 2 000 \$ par mois.

Sous l'actuel gouvernement, le Canada est le pays du G7 qui compte le moins de logements par habitant. Selon un rapport récent de la RBC, nous aurons besoin de plus de 300 000 nouveaux logements locatifs au cours des trois prochaines années pour rétablir des taux d'occupation normaux. Les Canadiens ont donc besoin d'un leadership audacieux dans ce secteur. Face à la flambée des prix de l'immobilier et à l'augmentation du nombre d'immigrants, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour augmenter l'offre de logements.

L'accession à la propriété est totalement hors de portée pour la plupart des Canadiens. Une enquête récente a révélé que neuf jeunes Canadiens sur dix qui ne sont pas propriétaires pensent qu'ils ne le seront jamais. En moyenne, ceux qui ont un prêt hypothécaire consacrent 62 % de leurs revenus aux mensualités d'une maison moyenne.

• (1225)

Même si le compte d'épargne pour l'achat d'une première propriété annoncé précédemment par le gouvernement permet aux Canadiens d'économiser 40 000 \$ pour leur première propriété, les libéraux n'ont pas tenu compte du fait que la plupart des Canadiens ne seront pas en mesure de verser de l'argent dans le compte. En effet, à cause des impôts et des dépenses inflationnistes du gouvernement, les jeunes Canadiens et les nouveaux arrivants se servent de la majorité de leur argent durement gagné pour payer leur loyer et l'épicerie, et ils n'ont pas d'argent à mettre de côté.

La crise du logement découle de l'échec des politiques du gouvernement fédéral et de son manque de leadership. Il a eu huit ans pour rectifier la situation. Malheureusement, le présent budget ne prévoit aucune nouvelle mesure de soutien pour les Canadiens, qui ont l'impression que leur rêve d'accession à la propriété est de plus en plus inaccessible.

Je parlerai maintenant d'un enjeu qui touche directement les familles de ma collectivité: la hausse du prix des aliments. Le prix élevé des aliments exacerbe l'insécurité alimentaire, et beaucoup de familles canadiennes se tournent vers les banques alimentaires pour joindre les deux bouts. Il est navrant de voir combien de familles recourent aux banques alimentaires dans ma circonscription et dans l'ensemble du pays. En mars 2022, il y a eu près de 1,5 million de visites dans des banques alimentaires au Canada, ce qui représente une augmentation de 35 % par rapport à 2020 et de 15 % par rapport à 2021. Le tiers des clients des banques alimentaires sont des enfants.

Le budget

À l'échelle locale, la banque alimentaire de Barrie aide près de 4 000 personnes chaque mois, y compris 1 300 enfants. Le nombre de familles ayant des enfants qui recourent à ses services a augmenté de 56 %. Sharon Palmer, directrice exécutive de la banque alimentaire de Barrie, qui sert les habitants de ma circonscription, a dit à un journal local que des gens qui, par le passé, faisaient des dons à la banque alimentaire y avaient maintenant recours pour nourrir leur propre famille.

Malgré l'inaction du gouvernement, les Canadiens trouvent des moyens novateurs de s'attaquer à ce problème et d'aider leurs voisins qui ont du mal à composer avec cette crise du coût de la vie. Par exemple, Leah Dyck, une femme de ma circonscription, a lancé une initiative communautaire appelée Fresh Food Weekly pour lutter contre l'insécurité alimentaire croissante chez nous. Fresh Food Weekly s'associe à des agriculteurs et à des entreprises locales pour livrer des boîtes de repas composés de produits frais à ceux qui en ont besoin.

Les Canadiens ne peuvent tout simplement pas se permettre une hausse annuelle de 10 % du prix des aliments. Pour remédier à ce problème, le gouvernement a présenté une augmentation du crédit pour la TPS sous la forme d'un remboursement pour l'épicerie. Ce remboursement permettra à une famille de quatre personnes de recevoir un versement unique de 467 \$. Pour vous donner une idée, ce montant représente environ 39 \$ par mois. Or, selon le Rapport annuel sur les prix alimentaires au Canada 2023, une famille de quatre personnes dépensera jusqu'à 16 000 \$ en nourriture cette année, soit plus de 1 300 \$ par mois, ce qui représente 1 261 \$ de plus que le remboursement qu'elle recevra. Nous savons que ce complètement ne permet pas de remédier à l'insécurité alimentaire à laquelle les Canadiens sont confrontés.

Que le budget de cette année ne comporte aucun engagement financier en faveur d'initiatives de sécurité alimentaire est inacceptable alors que 6 millions de Canadiens, dont 1,4 million d'enfants, sont en situation d'insécurité alimentaire. J'exhorte donc le gouvernement à agir rapidement pour résoudre ce problème.

Enfin, j'ai reçu d'innombrables appels, courriels et lettres d'habitants de ma circonscription qui s'inquiètent des pressions inflationnistes qu'ils subissent.

L'un des domaines dans lesquels les familles et les entreprises sont le plus touchées est la coûteuse taxe sur le carbone du gouvernement. Le 1^{er} avril, la taxe sur le carbone des libéraux est passée à 65 \$ la tonne, augmentant le prix de l'essence, du chauffage domestique et d'autres combustibles. Cette taxe affecte de manière disproportionnée notre secteur agricole. Le Rapport annuel sur les prix alimentaires au Canada 2023 a révélé que, d'ici 2030, une exploitation agricole typique de 5 000 acres pourrait se voir imposer des taxes de plus de 150 000 \$ par an, ce qui entravera certainement la capacité d'un propriétaire à réaliser des bénéfices. De plus, selon le rapport, ces coûts supplémentaires se répercuteront tout au long de la chaîne d'approvisionnement jusqu'aux consommateurs, les producteurs ayant du mal à réaliser des bénéfices. Je suis fier de représenter une circonscription où le secteur agricole est fort et dynamique. Toutefois, l'augmentation de cette année et le plan du gouvernement visant à tripler la taxe sur le carbone d'ici 2030 sont tout simplement trop coûteux pour les agriculteurs de ma circonscription et de tout le Canada.

Les conservateurs ont proposé dans le projet de loi C-234 un vrai plan pour empêcher que la taxe sur le carbone soit appliquée au gaz naturel et au propane utilisés dans les exploitations agricoles. Cette

mesure législative permettrait aux agriculteurs d'économiser des dizaines de millions de dollars en coûts initiaux en ce qui concerne l'utilisation du gaz naturel et du propane pour des pratiques nécessaires. Malheureusement, lorsqu'on lui a présenté une proposition visant à rendre la vie plus abordable pour nos vaillants agriculteurs canadiens, le caucus libéral a voté contre.

Malgré les affirmations du gouvernement libéral comme quoi une taxe sur le carbone sera avantageuse pour les Canadiens, le directeur parlementaire du budget a constaté qu'en tenant compte des répercussions économiques plus larges de la taxe sur le carbone, on peut dire que la plupart des ménages subiront une perte nette. Le directeur parlementaire du budget a conclu que la taxe sur le carbone coûtera à la famille moyenne entre 402 \$ et 847 \$ en 2023, même en tenant compte des remises.

Je vais être très clair: la taxe sur le carbone n'est pas un plan climatique. C'est un plan fiscal qui impose un fardeau indu aux familles, aux petites entreprises et aux agriculteurs. Entretemps, le gouvernement libéral n'a pas réussi à atteindre la moindre cible d'émissions après huit ans au pouvoir.

Les Canadiens méritent mieux. Ils méritent un gouvernement qui leur permette de ramener de solides chèques de paie, qui réduit leurs impôts et qui construit davantage de maisons. Seul un gouvernement conservateur peut apporter l'aide dont les Canadiens ont désespérément besoin.

• (1230)

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, le député a mentionné les taux d'intérêt appliqués par le gouvernement fédéral. Les taux d'intérêt sont appliqués par la Banque du Canada, et le gouvernement fédéral répond par des politiques et des programmes comme ceux que nous avons dans le budget de 2023, qui ciblent les personnes vulnérables touchées par les taux d'intérêt. En fait, ce matin, nous avons reçu l'excellente nouvelle que notre taux d'inflation est descendu à 4,3 %, alors qu'il était à 8,1 % en juin dernier. Plus impressionnant encore, les prix de l'essence ont chuté, par rapport à la même date l'année dernière. C'est le deuxième mois d'affilée qu'une baisse est observée.

Le député pourrait-il expliquer à la Chambre comment le budget actuel prévoit des programmes en accord avec la Banque du Canada pour juguler l'inflation?

M. Doug Shipley: Madame la Présidente, la plus grande préoccupation est, franchement, que les gens ont écouté et cru le premier ministre lorsqu'il s'est adressé à la nation pour dire que les taux d'inflation resteraient bas pendant très longtemps. Il devrait être quelqu'un que les Canadiens peuvent admirer, croire et respecter. De toute évidence, dans ce cas-ci, il n'en a rien été et les taux ont considérablement augmenté.

Les gens sont maintenant en difficulté. Dans ma communauté, les gens ont pris des engagements à ces taux. J'ai personnellement parlé avec un directeur de banque qui a dit qu'il y a beaucoup de familles qui sont sur le point de perdre leur maison parce qu'elles ne pensaient pas que les taux augmenteraient autant. Le premier ministre a dit aux gens de s'accrocher et de maintenir le cap, et que les taux resteraient bas. Ce n'a pas été le cas, et les Canadiens sont en difficulté.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, je pense qu'on peut s'entendre pour dire que le budget ne contient pas que du mauvais. Il y a certaines bonnes intentions.

Le budget

Cela dit, tel que mon collègue l'a mentionné, il y a aussi des manques. J'aimerais avoir son opinion sur un manque que j'ai noté, soit le respect des compétences du Québec et des provinces canadiennes, lesquelles sont définies par la Constitution.

J'aimerais que mon collègue nous en dise plus au sujet de ce manque de respect de la Constitution dans les budgets actuels.

[Traduction]

M. Doug Shipley: Madame la Présidente, je ne sais pas dans quelle mesure le budget outrepassé les compétences provinciales, mais je pense que le respect doit toujours régner entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales. Parfois, aujourd'hui, ce qui fait défaut en politique, c'est le respect entre tous les politiciens. Je suis d'accord avec la députée pour dire que nous devrions tous nous respecter les uns les autres et respecter nos limites, et que nous devrions travailler ensemble pour faire avancer les choses pour les Canadiens.

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NDP): Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord avec le député lorsqu'il dit que nous devons travailler ensemble pour faire avancer les choses.

Le député a mentionné dans son discours les nombreux Canadiens qui ont désespérément besoin d'un répit, et j'aimerais qu'il parle de l'instauration d'un impôt pour ceux qui réalisent des profits exceptionnels à un moment où de nombreuses personnes éprouvent des difficultés sans précédent.

J'ai entendu parler de tous ces gens qui peuvent à peine se permettre de faire l'épicerie. Le député pense-t-il qu'il y a des avantages à imposer ceux qui réalisent des profits sur le dos des personnes qui ont du mal à faire l'épicerie? Nous pourrions ensuite investir cet argent pour aider les personnes handicapées, par exemple, car elles sont plus démunies que jamais.

Pourrais-je connaître l'avis du député sur cette question?

M. Doug Shipley: Madame la Présidente, je crois que le problème de ce pays a trait non pas au régime fiscal, mais aux dépenses. En fait, hausser les impôts ne règle pas beaucoup de problèmes. Cela pourrait amener des gens à quitter le pays, et nous avons besoin de bonnes personnes qui créeront les bons emplois, les bonnes entreprises ainsi qu'une bonne situation économique. Je crois vraiment qu'augmenter les impôts n'est jamais une bonne idée, à moins que ce soit absolument nécessaire. Nous devons non pas augmenter les impôts, mais limiter certaines dépenses.

• (1235)

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Madame la Présidente, en tant que ministre du cabinet fantôme pour le Conseil du Trésor, je suis toujours très intéressée par les questions qui touchent les comptes publics et par ce que nous pouvons faire afin de rendre les choses plus transparentes pour les Canadiens. Compte tenu de son expérience comme conseiller municipal, le député pourrait-il dire à la Chambre ce qu'il aimerait voir dans le budget et comment il aimerait qu'on rende les choses plus transparentes dans le budget pour les Canadiens?

M. Doug Shipley: Madame la Présidente, comme nous l'avons vu à maintes reprises, en 2015, le Parti libéral a fait campagne en promettant de l'ouverture, de la transparence et des voies ensoleillées. Or, j'ai souvent entendu nombre de résidents de ma circonscription dire que le gouvernement est loin d'avoir tenu parole. Ils ont de la difficulté à accéder à bon nombre de documents, d'ins-

titations et de données. Espérons que nous pourrions corriger la situation.

Un jour, les conservateurs seront de l'autre côté de la Chambre. Nous serons alors ouverts et équitables, et nous tiendrons les gens au courant de ce qui se passe.

M. Ryan Williams (Baie de Quinte, PCC): Madame la Présidente, un budget est censé dire aux gens où ira leur argent au lieu de les laisser se demander où il a bien pu aller. Mais, après huit ans de gouvernement libéral, les Canadiens se demandent non seulement où est passé l'argent, mais aussi combien il en faudra en plus pour obtenir des résultats.

Les Canadiens voient leurs factures d'épicerie augmenter et la taxe carbone faire grimper le prix des produits d'épicerie, celui du chauffage de leur logement, celui des déplacements en voiture pour se rendre au travail et celui des camions qui leur livrent de la nourriture. Ils sont témoins de la crise des soins de santé qui fait que de nombreuses personnes attendent d'avoir un médecin de famille, tandis que d'autres attendent des mois et des mois pour avoir un rendez-vous avec leur médecin. Ils sont témoins d'une crise liée à la santé mentale et à la toxicomanie. L'armée et l'OTAN sont sous-financées au Canada. Le coût de l'administration a doublé pour atteindre plus de 39 milliards de dollars rien que pour les salaires, et les honoraires des experts-conseils représentent 17,7 milliards de dollars, et ce n'est pas fini. La taxe carbone coûtera 150 000 dollars par exploitation aux agriculteurs, montant sur lequel ils ne récupéreront que 862 dollars. Beaucoup d'entre eux se demandent s'ils doivent garder leur exploitation ou la vendre. La crise du logement est sans précédent au Canada.

Aujourd'hui, je veux insister surtout sur la crise du logement qui est incontestablement l'héritage le plus important que le gouvernement libéral laissera à ma génération, et qui est incontestablement le plus gros problème que les résidents de la baie de Quinte constatent dans notre circonscription. Nous nous sommes penchés sur cette question la semaine dernière dans le cadre de deux sommets: un sommet sur les sans-abris, organisé par la municipalité de Belleville et un autre sur le logement, organisé par la Quinte and District Association of Realtors.

Les membres de notre génération doivent continuer à habiter sous le même toit que leurs parents parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'acheter une maison. Le nombre de sans-abris, de toxicomanes et de malades mentaux atteint des niveaux records. Les constructeurs et les promoteurs sont embourbés dans la paperasserie à tous les paliers de gouvernement. Cette semaine, des rénovations ont touché 120 résidents de Trenton, qui ont été évincés de chez eux pour qu'un nouveau propriétaire puisse rénover. Bien sûr, c'est un marché libre, mais ces personnes n'ont nulle part où aller.

Alors que tant de Canadiens sont déprimés à cause de la situation du logement, nous devons leur remonter le moral. Il n'y a qu'une seule réponse à la crise du logement et elle tient en trois mots: nous devons construire. Il faut une offre plus importante au Canada, ce qui signifie construire pour tout le monde. Nous construisons en faisant appel à un plus grand nombre de corps de métier. Nous construisons des logements abordables et innovants. Nous construisons des logements pour les militaires et pour les communautés autochtones. Nous construisons plus rapidement et de manière plus ciblée, et nous construisons pour devenir propriétaires. Nous devons construire, construire, construire.

Le budget

Nous devons construire pour tout le monde, car je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que chaque Canadien doit avoir un toit et que cela devrait être un droit humain fondamental. En regardant ce qui se passe dans notre pays, on constate un nombre important de sans-abris. Dans ma région, ce nombre a doublé au cours des quatre dernières années. Il devrait être essentiel de fournir un logement aux résidents. Il n'y a qu'un pas pour devenir sans-abri, mais il y en a trois pour sortir de l'itinérance.

Lorsqu'on parle d'itinérance, il faut rappeler que beaucoup de gens perdent leur logement pour diverses raisons. Le mythe voudrait que ce soit à cause de problèmes de santé mentale et de toxicomanie. Or, ce n'est pas le cas. Au départ, il y a souvent un conflit conjugal, un chèque de paie manqué, beaucoup de chèques de paie manqués, la hausse du coût de la vie, un problème familial ou simplement une offre insuffisante. Il est épouvantable d'entendre ce que les gens qui perdent leur logement ont à dire sur ce qui se passe dans la rue.

Beaucoup de députés ici présents, dont moi, ont quelque chose que bien des gens n'ont pas: une maison. Nous pouvons laisser nos biens dans ce lieu sûr où nous nous sentons chez nous, ce qui signifie que nous sommes en sécurité. Les gens qui sont dans la rue n'ont pas le luxe de la sécurité, et c'est ce qui les pousse souvent à se tourner vers la drogue. Pourquoi la drogue et pourquoi faut-il insister sur ce point? Si des gens sont debout toute la nuit pour essayer de protéger leurs affaires et, par malheur, s'ils doivent aussi s'occuper d'un enfant ou d'un animal de compagnie, ils se tournent souvent vers la drogue parce qu'elle anesthésie la douleur et leur permet de rester vigilants puisqu'ils n'ont pas le luxe de pouvoir verrouiller leur porte.

Il faut trois étapes pour sortir de l'itinérance mais une seule pour devenir un sans-abri. Pour sortir de l'itinérance, la première étape, c'est le refuge. La deuxième étape est celle du logement de transition — une étape très importante puisqu'elle permet aux gens de passer de l'étape du refuge à celle des programmes qui fournissent des services d'accompagnement en matière de santé mentale et de toxicomanie. Ils reçoivent également un soutien pour garder un emploi, acquérir des compétences de vie et avoir un lieu fermé où ils peuvent déposer leurs affaires. La troisième étape — vraiment la plus importante — c'est celle du logement locatif abordable. Si des gens sont dans la rue et que le loyer de l'appartement le moins cher qu'ils peuvent se payer est de 1 800 dollars, ils finiront probablement par se retrouver dans la rue. Un loyer abordable sur le marché se situe entre 700 et 900 dollars et c'est très important. Toutefois, il faut construire pour tout le monde.

Nous avons entendu des députés parler aujourd'hui de la nécessité absolue de construire pour loger les Autochtones et pour loger nos militaires, mais il devrait être essentiel de construire pour loger tous nos concitoyens, car il s'agit d'un droit humain fondamental. Le gouvernement dispose de trois programmes à cette fin. Mais ce dont je veux parler, c'est du fait qu'il n'y a pas d'objectifs dans ce domaine.

• (1240)

Il y a la stratégie nationale sur le logement de 40 milliards de dollars. Il y a l'Initiative pour la création rapide de logements d'un milliard de dollars. Il y a les 1,5 milliard de dollars pour la lutte contre l'itinérance. Et tout cela, combiné sur 10 ans avec d'autres programmes, n'a permis de construire que 300 000 des 1,8 million de maisons dont on avait besoin l'an dernier. Le gouvernement

parle d'environ 89 milliards de dollars, mais seulement 300 000 maisons ont été construites.

Nous sommes une grande nation et nous avons besoin de beaucoup d'immigrants, particulièrement de travailleurs qualifiés. Nous avons accueilli 955 000 immigrants l'année dernière. Encore une fois, cela fait passer le nombre de maisons nécessaires à 2,8 millions. Quand le gouvernement se vante d'avoir dépensé 89 milliards de dollars, c'était pour 300 000 maisons sur les 2,8 millions nécessaires. C'est un chiffre lamentable.

Quand on parle de maisons, nous avons besoin de 300 000 logements locatifs abordables. Ce dont les membres les plus vulnérables de notre société ont besoin, c'est de pouvoir louer un endroit bien à eux. Nous en construisons 70 000 par an. Nous avons besoin de 300 000 unités d'ici 2026, comme l'indique un rapport de la Banque Royale du Canada. Nous sommes très en retard.

L'un des aspects les plus importants de l'immigration sur lequel nous devons nous concentrer est le besoin d'attirer davantage de gens de métier au Canada. Nous avons beaucoup de nouveaux immigrants, mais nous devons aussi nous concentrer sur les métiers. Nous avons besoin de constructeurs de maisons, de poseurs de murs secs, de monteurs de charpentes et de foreurs de puits. Nous avons aussi besoin que ces gens lancent leurs propres entreprises. Je connais beaucoup de ces gens qui le font, mais nous devons vraiment nous concentrer là-dessus.

Un constructeur normal dans ma région plafonne à 50 maisons par an. Quand les constructeurs examinent le nombre de maisons qu'ils peuvent construire en général et les limites qu'ils ont atteintes au cours des quatre ou cinq dernières années, ils ne peuvent construire que 50 logements. C'est ce que nous constatons partout au pays. Un rapport diffusé cette semaine a révélé que le Canada avait la plus faible offre de biens immobiliers en 20 ans, et pourtant les prix continuent d'augmenter.

Un rapport paru la semaine dernière, alors que nous étions censés avoir des initiatives qui faisaient baisser les prix pour les Canadiens, y compris un plafond imposé aux acheteurs de maisons étrangers, a révélé que les prix ont beaucoup augmenté. Je pense qu'ils ont augmenté de 3 ou 4 % rien qu'en mars.

Je veux mentionner un excellent programme dans notre région. Il est destiné aux gens qui ont participé au programme Ontario au travail, des gens qui sont parfois sans emploi depuis un certain temps. Il s'appelle Elevate plus. Il est mis sur pied par la Quinte Economic Development Commission. Il forme les gens pendant six semaines dans des programmes qui leur enseignent la construction et comment se lancer dans la construction de maisons. C'est assez incroyable d'assister à ces remises de diplômes.

C'est extraordinaire pour les gens de recevoir une formation pour un emploi rémunéré. Après avoir assisté à ces remises de diplômes, je peux dire à quel point c'est touchant pour ces personnes et leurs parents. Elevate plus est un nouveau programme, mais c'est quelque chose que nous pouvons reproduire partout au Canada. Il forme les gens à des emplois dans des métiers dont nous avons désespérément besoin.

Le budget

En tant qu'hôtelier, j'ai construit des hôtels. Quand on parle de construire des hôtels, on parle de construire des hôtels « par clé », du prix par porte. Au Canada, le prix moyen d'un logement abordable est de 465 000 dollars par logement. C'est plutôt inabordable. Je trouve ironique que les coûts de construction des logements abordables soient en fait inabordables. Nous devons ramener le prix de ces logements entre 200 000 et 250 000 dollars pour les rendre abordables.

Si les promoteurs construisent une maison et s'efforcent ensuite de la louer pour essayer de récupérer ne serait-ce que l'intérêt lié à l'exploitation, comment pourraient-ils se permettre de la louer pour moins de 1 500 ou 1 600 dollars, compte tenu des taux d'intérêt actuels? Le logement doit être abordable.

Nous devons construire pour nos militaires. J'en ai parlé à maintes reprises. Nous avons besoin de 4 000 logements pour les militaires. En fait, c'est le seul type de logement que le gouvernement construit. Nous avons besoin de 4 000 unités au Canada, dont 50 pour la seule Base des Forces canadiennes Trenton, où 360 familles sont sur liste d'attente. Cela n'a pas été fait. Des fonds ont été annoncés dans le budget de 2022, mais les travaux n'ont toujours pas commencé. D'autres députés nous ont parlé aujourd'hui de communautés autochtones qui ont désespérément besoin de logements. Il n'y en a toujours pas. Nous devons vraiment réfléchir aux solutions pour y parvenir. Nous devons construire plus rapidement.

Nos dirigeants ont proposé de suspendre le financement fédéral des infrastructures de ceux qui ne s'assurent pas que l'on construise un peu plus rapidement. Comme ancien conseiller municipal, je sais que ce n'est pas facile, mais nous devons vraiment chercher avec ces municipalités comment y arriver. Il s'agit en partie d'examiner le problème du « nimbyisme » qui nous tue tous. C'est un phénomène inhérent à un grand nombre de Canadiens. C'est une réaction ancrée dans notre cerveau. Elle remonte peut-être à l'époque où nous vivions dans des grottes et où nous devions protéger ce que nous possédions. Nous devons vraiment collaborer avec les municipalités.

J'y reviendrai. En ce qui concerne le budget, je note que le logement n'a pas été mentionné une seule fois. Pour le gouvernement libéral, le logement n'est pas une priorité, alors que c'est la plus grande crise à laquelle nous sommes confrontés. Un gouvernement conservateur construirait des logements et veillerait à ce qu'on en construise encore et encore. Nous devons construire pour tout le monde. Nous avons besoin de plus de gens de métiers pour construire des logements abordables pour nos militaires et nos communautés autochtones. Nous devons construire plus vite, et nous devons construire aux fins de l'accès à la propriété.

• (1245)

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Madame la Présidente, je partage cette passion. Je suis très préoccupée par le problème du logement dans ma propre circonscription, et le gouvernement fédéral a investi des sommes considérables dans la région de Fredericton. Je pense au Oak Centre. Nous avons des logements supervisés sur plusieurs étages. Nous avons le programme 12 Neighbours qui investit dans des maisons de petite taille, modèle très créatif. Je m'efforce de soutenir le réseau de refuges de ma collectivité. Il s'agit toujours de nouer un lien de collaboration avec les municipalités et le gouvernement provincial. Je suis d'accord pour dire que le logement est un droit de la personne fondamentale et que nous devons inverser la donne dans le système de logement.

J'ai une simple question à poser au député: combien de maisons le gouvernement conservateur a-t-il construites lorsqu'il était au pouvoir?

M. Ryan Williams: La réponse est simple, madame la Présidente. Les maisons coûtaient deux fois moins cher qu'aujourd'hui. Je tiens toutefois à préciser qu'il y a davantage de collaboration aujourd'hui.

Notre région compte un groupe extraordinaire. Le comté de Hastings a élaboré un plan « 7 en 7 », selon lequel on construira 7 000 logements en 7 ans. Le comté va collaborer avec les municipalités, la province et des groupes innovateurs, comme Phil Spry et Bob Cottrell, qui ont trouvé comment associer des promoteurs et des organismes à but non lucratif. Le promoteur assume les risques et les organismes à but non lucratif gèrent les programmes avec l'aide du gouvernement. Ils ont ainsi pu construire des maisons plus rapidement.

La construction de ces 7 000 logements en sept ans s'inscrit dans le cadre d'un programme innovateur qui va bénéficier à l'Est de l'Ontario et au député de Kingston et les Îles. Voilà le genre d'innovation dont nous aurons besoin pour l'avenir...

M. Mark Gerretsen: J'étais présent à l'inauguration; vous non.

M. Ryan Williams: Nous allons travailler ensemble.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre, s'il vous plaît. Il semble y avoir un contre-débat. Je rappelle aux députés que s'ils ont des questions ou des commentaires, ils doivent attendre que je les nomme. Je sais que certains ont beaucoup d'expérience à la Chambre et qu'ils devraient savoir tout cela.

Nous reprenons les questions et observations. Le député de Drummond a la parole.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais mentionner que j'ai été étonné d'entendre qu'il y avait un lien entre les problèmes criants de toxicomanie et le fait que les gens n'étaient pas capables de barrer leurs portes et qu'ils devaient rester réveillés pour pouvoir veiller sur leurs enfants. C'est un lien qui me semble un peu court. J'aurais peut-être plus blâmé les problèmes de santé mentale en général, mais c'est une autre question que je veux poser à mon collègue.

Je vais aborder un autre sujet que celui du logement, parce que j'ai trouvé cette partie de son discours assez intéressante. Je voudrais savoir ce qu'il pense du fait que, malgré l'urgence de la chose, le gouvernement ne propose pas de réforme de l'assurance-emploi dans le budget de 2023.

[Traduction]

M. Ryan Williams: Madame la Présidente, il est effectivement nécessaire de réformer l'assurance-emploi, mais revenons-en à nos moutons: les gens ont besoin de logements. Comme je l'ai indiqué dans mon intervention, les foyers d'accueil, les maisons de transition et un marché locatif abordable sont les trois solutions au problème du logement.

Lorsqu'il est question de santé mentale et de toxicomanie, les maisons de transition présentent l'avantage de fournir à leurs résidents l'aide dont ils ont besoin pour surmonter leurs problèmes de toxicomanie et de santé mentale. En effet, certains résidents doivent parfois attendre six mois pour obtenir un simple rendez-vous avec un conseiller en santé mentale.

Je reconnais que notre pays est aux prises avec une crise de la santé mentale, mais examinons ce qu'il en est dans la rue, où tous ces problèmes sont exacerbés, notamment parce que les gens n'ont pas de toit. Il faut mettre en place davantage de mesures d'aide et mettre l'accent sur les trois solutions que j'ai indiquées.

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Madame la Présidente, le député a dit à plusieurs reprises qu'il faut « construire, construire, construire ». C'est agréable à entendre, mais je crains qu'il ne s'agisse d'un autre slogan conservateur qui ne repose pas sur des faits.

Je me demande si le député pourrait nous dire ce qu'il pense du fait que des promoteurs immobiliers construisent tout autour de nous. Nous voyons de nouveaux logements apparaître, mais le problème, c'est que nous voyons aussi de plus en plus de maisons inabordables et de logements inabordables, ce qui ne réglera pas le problème que nous connaissons actuellement et qui découle des 30 dernières années de marchandisation continue du logement par les gouvernements conservateurs et libéraux qui se sont succédé.

Le député convient-il que, pour que les personnes dont il parle, notamment les militaires, les anciens combattants et les aînés, aient accès aux logements abordables dont ils ont besoin, il faut construire plus de logements sociaux et de logements abordables afin que tout le monde puisse avoir un endroit où vivre?

• (1250)

M. Ryan Williams: Madame la Présidente, j'ai répondu à cette question dans mon discours. Quand je dis qu'il faut construire, cela veut dire qu'il faut le faire pour tout le monde.

Nous avons besoin de logements abordables. Nous avons besoin de loyers économiques. Nous avons besoin de logements de transition. Nous devons bâtir des logements pour les militaires et les Autochtones. Nous avons besoin de toutes sortes de logements, ce qui signifie que nous en avons besoin davantage. Nous avons besoin de 2,8 millions de logements aujourd'hui, et nous y aurons accès seulement si nous les bâtissons, et non en espérant qu'ils sortent de terre. Il faut les construire. Cela demandera beaucoup de travail, et un gouvernement conservateur veillerait à ce que cela se fasse.

M. Chandra Arya (Nepean, Lib.): Madame la Présidente, le Canada s'est remarquablement remis de la récession causée par la COVID. La croissance économique du Canada est la meilleure des pays du G7. Aujourd'hui, on compte environ 830 000 Canadiens de plus sur le marché du travail qu'avant la pandémie. L'inflation est en baisse depuis huit mois. Le taux de chômage n'a jamais été aussi bas et, en février, le taux de participation des femmes de 25 à 54 ans au marché du travail a atteint le niveau record de 85,7 %.

Cependant, nous sommes également confrontés à de nombreux défis. Comme nous le savons, la mondialisation s'essouffle. Nous assistons aujourd'hui au retour d'une sorte d'ère de guerre froide. Le monde unipolaire n'existe plus. Il se divise en un monde bipolaire, voire tripolaire. Les accords multilatéraux qui constituaient la base du commerce mondial sont également relégués au second plan, l'organe d'appel de l'OMC étant presque incapable de fonctionner en raison des postes vacants qui ne sont pas pourvus à cause de problèmes liés à certains grands pays. Plus que des accords commerciaux bilatéraux, ce sont des accords de libre-échange entre blocs de pays que nous voyons aujourd'hui; nous assistons également de plus en plus à une économie d'affinité. En fait, ce concept d'économie d'affinité en est à ses débuts.

Le budget

S'il s'agit d'un défi, c'est aussi une occasion pour nous. Le protectionnisme prend de l'ampleur. Ce n'est pas seulement le fait des pays traditionnels qui pratiquaient le protectionnisme, comme les pays en développement; le protectionnisme s'accroît également dans les pays développés, en particulier dans des pays comme les États-Unis.

Il y a quelques années, j'ai parlé dans cette enceinte de l'importance de l'intelligence artificielle et de la manière dont cette technologie affectera non seulement les entreprises et l'économie, mais aussi l'ensemble de la société. Nous voyons déjà les répercussions de l'intelligence artificielle et de technologies telles que la robotique et l'automatisation sur cette société.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Richmond Hill.

Le budget parle de transformer les défis en possibilités. Il mentionne la nécessité d'investir pour gérer les changements structurels, qui ne se limiteront pas à un seul secteur ni à un seul aspect de l'économie. Des investissements de grande envergure seront nécessaires pour faire croître notre économie et créer de bons emplois pour la classe moyenne dans les années à venir. L'ampleur des investissements nécessaires est considérable, et il est peu probable que le secteur privé mobilise à lui seul le niveau de capital requis au Canada à une vitesse suffisante. Cependant, même si nous disons que le secteur privé ne peut pas se mobiliser seul, on s'attend à ce qu'il investisse environ 100 billions de dollars dans l'économie mondiale propre d'ici 2050.

Baucoup des investissements nécessaires s'étaleront sur des décennies et comprendront des coûts initiaux élevés, et c'est là que les gouvernements interviennent. De plus, les secteurs et les technologies clés auront des retombées importantes en entraînant le développement d'industries connexes. Il s'agit, par exemple, d'intrants fondamentaux pour des procédés industriels non polluants et la production de technologies propres, comme l'électricité, les minéraux critiques, et le captage, l'utilisation et le stockage du carbone, qui constitueront le socle d'une économie propre croissante. Des secteurs connexes, comme l'hydrogène et la fabrication propre, verront leur productivité stimulée et leur résilience croître, et ils créeront des emplois pour la classe moyenne. Toutefois, les décisions relatives à l'investissement privé ne tiennent peut-être pas pleinement compte de ces retombées, ce qui augmente le risque de sous-investissement.

Comme l'indique le document budgétaire de 2023, sans le bon cadre stratégique, le Canada s'expose à un risque de sous-investissement dans des domaines essentiels et à une innovation au ralenti dans les nouvelles technologies propres. Ensemble, ces facteurs feraient passer le Canada derrière les États-Unis et d'autres pays qui mettent les bouchées doubles pour bâtir leur économie propre, créer des emplois pour la classe moyenne et garantir à leurs citoyens un avenir plus prospère.

Le budget

• (1255)

Le Canada doit prendre des mesures énergiques s'il veut rester la destination de choix de nouveaux investissements dans ces secteurs, en particulier face à l'adoption récente aux États-Unis de l'Inflation Reduction Act. En plus de cette loi, nous devons tenir compte de la CHIPS and Science Act, loi américaine portant sur 280 milliards de dollars. Non seulement elle prévoit d'investir 80 milliards de dollars dans la fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis, mais elle prévoit aussi d'investir dans une vingtaine de centres technologiques qui se concentrent sur des technologies de pointe, de la transition énergétique à la biotechnologie, entre autres.

Cette combinaison de l'Inflation Reduction Act et de la CHIPS and Science Act est qualifiée de politique américaine qu'on ne voit qu'une fois dans sa vie et par génération. C'est toute la politique industrielle des États-Unis qui se trouve, au fond, réécrite.

Nous devons également prendre en compte le déplacement de la production dans des pays alliés sur lequel les États-Unis misent maintenant. C'est un défi pour beaucoup de pays dans le monde, mais cela crée pour le Canada des possibilités que nous voyons déjà dans le secteur des minéraux critiques. J'en parlerai dans un instant.

Le budget de 2023 propose des mesures importantes comme prochaines étapes du plan du gouvernement pour faire affluer de nouveaux investissements privés en s'appuyant sur des investissements publics et sur la politique gouvernementale. Cette approche ne vise pas à ce que le gouvernement se substitue au secteur privé, ni à s'ajouter à un processus décisionnel qui est fonction du marché. En fait, il s'agit d'utiliser les outils du gouvernement pour mobiliser le secteur privé.

Cette approche ne consiste pas pour le gouvernement à choisir les entreprises gagnantes dans le but d'orchestrer une vision privilégiée de l'économie en 2050. Cette approche n'a pas fonctionné dans le passé, et elle est encore moins susceptible de fonctionner dans l'environnement actuel de changements technologiques rapides. Les incitatifs fiscaux et les aides à l'investissement proposées dans le budget de 2023 visent à définir un cadre pour stimuler globalement les investissements, tout en laissant le secteur privé déterminer la meilleure façon d'investir en fonction des signaux du marché.

La richesse et la prospérité au Canada sont attribuables aux ressources naturelles dont nous disposons et au travail de plusieurs générations de Canadiens, y compris les personnes âgées d'aujourd'hui. Cependant, l'économie numérique et les nouvelles technologies qui s'annoncent transforment notre avenir. Nous avons l'occasion, en ces temps difficiles, d'investir et de croître. Les minéraux critiques font partie de cette croissance, et sont très importants pour l'économie propre qui est envisagée partout dans le monde.

Avant d'aborder cette question, je voudrais simplement mentionner deux défis fondamentaux. Le premier est que bon nombre des investissements qui seront essentiels au réalignment des chaînes d'approvisionnement mondiales et à un avenir carboneutre sont des investissements à grande échelle et à long terme. Le deuxième défi, comme je l'ai déjà mentionné, est l'IRA des États-Unis, et le CHIPS and Science Act connexe.

Dans le budget de 2022, l'an dernier, nous avons engagé 3,8 milliards de dollars dans la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques. En mars dernier, le gouvernement a lancé le Fonds pour l'infrastructure des minéraux critiques, annonçant que ce nouveau fonds allouera 1,5 milliard de dollars à des projets d'énergie et de

transport nécessaires pour exploiter les gisements minéraux prioritaires.

En plus de ce financement, le gouvernement fédéral conclut des ententes bilatérales avec diverses provinces. Récemment, nous avons signé une entente avec l'Ontario, ce que nous appelons la « table de l'Ontario », où le gouvernement fédéral et la province se sont engagés à travailler ensemble pour harmoniser leurs ressources et leurs échéanciers et à adopter une approche réglementaire commune pour promouvoir les minéraux critiques nécessaires à une économie propre.

Je dois également mentionner que, même si nous avons des minéraux critiques et des investissements annoncés, et même si nous avons déjà attiré des investissements dans la fabrication de batteries et de véhicules électriques, il reste l'obstacle des longs processus réglementaires nécessaires au démarrage et à l'exploitation d'une mine de minéraux critiques.

• (1300)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, l'un des éléments qui me préoccupent, c'est le déficit de 43 milliards de dollars prévu dans le budget de cette année. En 2015, quand les libéraux sont arrivés au pouvoir, ils ont promis qu'ils afficheraient quatre déficits consécutifs de seulement 10 milliards de dollars, puis qu'ils rétabliraient l'équilibre budgétaire.

Pourquoi le député continue-t-il d'appuyer les déficits? Croit-il que cela a une incidence sur l'inflation?

M. Chandra Arya: Madame la Présidente, examinons la façon dont je vois personnellement le déficit de 43 milliards de dollars. En tant que travailleur canadien, je n'aime pas les prêts sur cartes de crédit. Toutefois, j'aime avoir une hypothèque parce qu'elle me permet d'investir dans mon avenir et dans des actifs à long terme.

Le déficit que nous enregistrons sert essentiellement à faire des investissements à long terme nécessaires pour le Canada afin que nous puissions continuer d'être compétitifs dans le monde, d'améliorer notre réseau de transport à long terme et d'investir dans des mesures à long terme nécessaires pour la croissance de l'énergie propre. Il s'agit du genre d'investissements à long terme liés aux infrastructures qui sont nécessaires, et c'est ce qui contribue principalement au déficit que nous avons aujourd'hui.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, dans son discours, mon collègue a fait référence à plus d'une reprise à loi américaine sur la réduction de l'inflation.

Dans le document d'accompagnement du budget « Énoncé et Rapport sur les répercussions sur le genre, la diversité et la qualité de vie », on retrouve, à la page 59, une mesure qui s'intitule « Exploitation future du pétrole et du gaz extracôtiers dans l'Arctique ».

Est-ce pour suivre le président américain qui annonce des forages en Alaska que le Canada veut se lancer dans cette aventure qui est aussi inacceptable qu'inconcevable, quand on pense à l'environnement et au futur?

Le budget

[Traduction]

M. Chandra Arya: Madame la Présidente, lorsque nous nous sommes penchés sur l'Inflation Reduction Act, au comité du commerce international, un dirigeant syndical a brossé un tableau très clair de la situation. Il a tout simplement dit que le Canada ne peut pas adopter un train de mesures équivalentes à celles que propose l'Inflation Reduction Act, dollar pour dollar, mais qu'il peut réagir de façon judicieuse. Le Canada ne peut pas retenir toutes les mesures contenues dans l'Inflation Reduction Act et faire la même chose que le gouvernement américain, notamment en ce qui concerne le forage dans l'Arctique. Néanmoins, le Canada peut agir de façon judicieuse.

Dans le budget, le gouvernement réagit à certaines mesures contenues dans l'Inflation Reduction Act. Même avant que cette loi ne soit présentée, le gouvernement canadien avait exercé de fortes pressions auprès de l'administration américaine. Grâce à ces pressions et à notre approche Équipe Canada, nous avons réussi à obtenir les subventions et les mesures incitatives que le gouvernement américain a annoncées dans l'Inflation Reduction Act et qui s'appliquent à tous les véhicules fabriqués en Amérique du Nord.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, il y a beaucoup de gens dans notre société qui vivent des moments difficiles avec la hausse du coût de la vie. L'épicerie coûte de plus en plus cher, les loyers coûtent de plus en plus cher, c'est dur de vivre et de joindre les deux bouts.

Pendant ce temps-là, il y a des super riches qui s'en mettent plein les poches. Ce sont notamment les PDG des grandes chaînes d'alimentation qui gagnent 5 millions, 12 millions, 13 millions de dollars par année.

Mon collègue ne trouve-t-il pas indécent que ces gens s'enrichissent sur la misère des autres? Ne trouve-t-il pas que ce serait une bonne idée d'avoir un impôt sur la fortune pour que ces grandes familles multimillionnaires paient finalement leur part pour avoir une société plus juste?

• (1305)

[Traduction]

M. Chandra Arya: Madame la Présidente, essentiellement, tout le monde doit payer sa juste part d'impôts. Pour soutenir les Canadiens vulnérables, qui sont durement affectés par la hausse du coût de la vie, le gouvernement a pris plusieurs mesures avant la présentation du budget et en a prévu d'autres dans le budget.

Soyons bien clairs: le gouvernement ne peut saigner les contribuables à blanc. Par conséquent, il perçoit des impôts auprès des riches au moyen du régime fiscal actuel qui, à mon avis, est adéquat. Par ailleurs, le gouvernement investit pour soutenir les Canadiens vulnérables.

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, je suis reconnaissant d'avoir l'occasion de souligner ici aujourd'hui certaines des mesures importantes du budget de 2023 et l'incidence qu'il aura sur ma collectivité, Richmond Hill. Grâce à des bases économiques solides, comme l'ont dit tant de mes collègues avant moi, ce budget arrive à un moment très important non seulement pour notre pays, mais aussi, j'ose le dire, pour le monde.

Permettez-moi tout d'abord de souligner que ce budget est un plan « fait au Canada » qui repose sur trois piliers.

Premièrement, le budget de 2023 vise à rendre la vie plus abordable en introduisant de nouvelles mesures ciblées d'allègement de l'inflation pour les Canadiens, dont une composante importante est le nouveau remboursement pour l'épicerie, grâce auquel le budget de 2023 aidera environ 11 millions de Canadiens et de familles dont le revenu est faible ou moyen.

Deuxièmement, grâce à un investissement historique de 198 milliards de dollars pour renforcer notre santé publique et à l'introduction d'un plan de soins dentaires, le budget de 2023 contribuera à réduire les arriérés, à élargir l'accès aux services de santé familiale et à garantir les soins de santé de haut calibre et opportuns que les Canadiens méritent. Cela comprend un investissement de 46 milliards de dollars dans un nouveau financement pour les provinces et les territoires par le truchement de nouvelles mesures de transfert de Santé Canada qui soutiendront les personnes âgées, les personnes handicapées et les groupes minoritaires.

Enfin, le budget de 2023 investit de manière ambitieuse dans la croissance d'une économie propre et verte tout en créant des centaines de milliers d'emplois pour la classe moyenne, en fournissant l'énergie qui alimentera nos vies quotidiennes et l'ensemble de l'économie canadienne, et en fournissant une énergie plus abordable à des millions de foyers canadiens.

Ces trois piliers sont d'une grande importance pour les Canadiens. Ils sont également d'une grande importance pour les électeurs passionnés et dévoués de Richmond Hill.

Il y a tout juste deux semaines, plus de 50 organisations représentant la collectivité et des dirigeants de nos cinq conseils communautaires, qui se concentrent sur l'abordabilité, la santé, l'environnement, les personnes âgées et les petites entreprises, se sont réunis à notre table ronde sur l'abordabilité à la bibliothèque publique de Richmond Hill pour entendre parler des consultations budgétaires et des recommandations du budget de 2023, dans le cadre d'un débat avec la ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario.

Nous avons entendu les principaux dirigeants de la collectivité de Richmond Hill au sujet de la collaboration continue entre le gouvernement fédéral et les provinces en ce qui concerne les soins de santé.

Nous avons entendu parler de développement économique stratégique et de promotion des possibilités d'apprentissage et d'affaires pour nos populations autochtones et les membres des groupes minoritaires.

Nous avons parlé du soutien au logement abordable pour nos aînés et nos jeunes.

Nous avons également entendu Ted Pickles qui a déclaré, au sujet du budget de 2023, que le message qu'il entendait en était un de leadership, de détermination des lacunes, de prise de responsabilité et d'action. Le message de Ted trouve un écho auprès de nombreux électeurs et Canadiens.

Avec l'accessibilité financière, les soins de santé et l'écologisation de l'économie au cœur de ses priorités, le budget de 2023 est plus qu'un simple financement gouvernemental; c'est un investissement intelligent et solide dans l'avenir de notre pays. Cela dit, j'aimerais axer le reste de mon discours sur le troisième pilier du budget de 2023, à savoir la croissance d'une économie verte.

Le budget

Nous savons que le changement climatique est réel et que la voie à suivre est claire. Le budget de 2023 s'appuie sur les fondations que le gouvernement a jetées depuis 2015 en réalisant une série d'investissements majeurs pour faire en sorte que l'économie propre du Canada puisse apporter la prospérité à l'ensemble du pays. Grâce à de nouveaux investissements dans l'électricité propre, la force motrice d'une économie propre, nous construirons un réseau électrique national qui relie les Canadiens et fournit une électricité plus propre et plus abordable aux Canadiens et aux entreprises canadiennes. Nous ferons des investissements pour placer les travailleurs et les entreprises du Canada au cœur d'une chaîne d'approvisionnement mondiale essentielle, et nous deviendrons un fournisseur fiable des biens et des ressources dont le monde carboneutre aura besoin.

● (1310)

Notre plan « fait au Canada » s'articule autour de trois piliers d'incitatifs financiers fédéraux qui attireront de nouveaux investissements, créeront de nouveaux emplois pour la classe moyenne et construiront l'économie propre du Canada. Il s'agit d'un régime de crédits d'impôt pour l'investissement clairs et prévisibles, d'un financement stratégique à faible coût et d'investissements et de programmes ciblés pour répondre aux besoins uniques de secteurs ou de projets d'importance économique nationale. Ensemble, ils inciteront les entreprises à réduire leurs émissions, à devenir des leaders de l'économie propre mondiale et à créer de nouveaux emplois de classe moyenne pour les Canadiens.

L'accélération de la transition vers l'objectif de carboneutralité a lancé une course mondiale pour attirer les investissements, alors que nos amis et alliés construisent leurs économies propres. Le Canada dispose d'un potentiel énorme et d'un solide avantage concurrentiel, et les esprits les plus brillants de Richmond Hill y contribuent. Ils ouvrent la voie à une transition plus verte et plus propre dans notre pays.

Au cours des deux dernières semaines dans ma propre circonscription, Richmond Hill, j'ai été ravi d'avoir l'occasion de constater les connaissances, la passion, le dévouement et l'innovation que les entrepreneurs de Richmond Hill offrent à leur collectivité et à notre nation parallèlement aux objectifs du budget de 2023 et de voir comment ce budget soutiendra davantage leur innovation.

Lors de ma visite à Mitrex avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, j'ai appris que Danial Hadizadeh, le PDG de Mitrex, et son équipe de direction révolutionnent l'industrie des panneaux solaires en offrant des systèmes photovoltaïques intégrés aux bâtiments, avec la vision de générer de l'énergie solaire à partir de toutes les surfaces. Grâce à leur travail acharné et à leur dynamisme, ils sont non seulement devenus l'une des plus grandes usines du Canada à fabriquer des systèmes de bardage et de lambris innovants, mais ils ont également créé de nouveaux emplois dans l'optique d'une économie canadienne plus propre et d'un jour où tous les bâtiments du Canada seront écologiques. Pour reprendre les paroles de M. Hadizadeh, sa vision est de faire de chaque bâtiment sa propre centrale électrique.

Le budget de 2023 introduit un crédit d'impôt remboursable de 30 % sur les investissements dans la fabrication de technologies propres et l'adoption de technologies énergétiques propres, y compris l'énergie solaire, l'énergie éolienne et le stockage. Cela s'ajoute à l'expansion du fonds d'innovation stratégique grâce à un financement de 500 millions de dollars visant à soutenir le développement et la fabrication d'équipements et de technologies propres.

Cela permet non seulement de soutenir, mais aussi d'encourager le travail effectué par des sociétés comme Mitrex.

En outre, avec la ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, j'ai visité les entreprises Edgcom Energy Inc. et Circuit Energy Inc. à Richmond Hill, qui forment un groupe de personnes talentueuses d'origines ethniques diverses, composé notamment d'entrepreneurs des diasporas iranienne et asiatique et d'entrepreneurs autochtones et afro-canadiens, et dirigé par Behdad Bahrami et Sean Mirrahimi. Grâce à leur savoir-faire extraordinaire, ils ont fourni à divers consommateurs d'énergie nationaux et à des entreprises à grande échelle des solutions énergétiques reposant sur leur technologie innovante.

Dirigée par Saied Mohmedi, MIS Electronics est une autre entreprise de pointe du secteur des technologies propres qui se situe au cœur de Richmond Hill, dont le savoir-faire porte sur la mise au point de solutions qui réduisent les coûts d'exploitation des entreprises tout en maintenant les normes de fabrication les plus élevées, soutenues par un contrôle de qualité en plusieurs étapes et un service à la clientèle exceptionnel. Ici aussi, les crédits d'impôt à l'investissement dans les technologies zéro émission et la capture du carbone favorisent l'utilisation d'énergies propres, la croissance des sources d'énergie et la réduction de la pollution.

Le Canada est l'avenir de l'énergie propre et de l'économie verte, et Richmond Hill offre des installations dont le pays a besoin pour atteindre ces objectifs importants. De façon générale, le budget de 2023 comprend plusieurs éléments importants permettant d'investir dans notre avenir commun. Des investissements seront destinés à l'électricité propre et la croissance de l'économie propre au Canada et dans le monde entier qui en dépendra presque entièrement. Le budget suivra la structure fédérale à plusieurs niveaux afin de favoriser le développement de l'économie propre du Canada et de fournir un soutien supplémentaire aux projets qui en ont besoin.

En appuyant un large éventail de technologies et de promoteurs d'électricité propre, le budget permettra d'accélérer les investissements requis pour accroître la capacité de notre réseau d'électricité propre et assurer une électricité plus durable, plus sûre et plus abordable dans l'ensemble du Canada. La Banque canadienne de l'infrastructure jouera un rôle de premier plan dans l'électrification de l'économie canadienne, en contribuant à réduire les factures d'énergie des Canadiens et des entreprises; enfin, le budget permettra de continuer à investir dans d'autres programmes fédéraux ciblés qui font avancer des projets individuels afin de renforcer le secteur canadien de l'électricité.

● (1315)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je veux simplement mentionner que le député n'a rien dit au sujet de l'inflation, qui n'a jamais été aussi élevée en 40 ans, ou du déficit de 43 milliards de dollars prévu dans le budget à l'étude.

Je me demande si le député se préoccupe de l'inflation que connaît le Canada et s'il pense que le pays a besoin d'un déficit budgétaire à l'heure actuelle.

Le budget

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, l'inflation nous préoccupe tous. Nous sommes tous préoccupés par l'abordabilité. C'est pourquoi nous avons pris des mesures dans le budget de 2022 et dans le budget de 2023 qui visent clairement les personnes les plus vulnérables touchées par la hausse des prix des aliments et par les problèmes d'abordabilité.

Pour ce qui est de ce que l'opposition appelle un déficit, j'affirme, à l'instar de mon collègue de Nepean, que nous faisons un investissement. C'est très semblable à la décision que tous les parents prennent lorsqu'ils investissent dans leur maison, dans l'éducation de leurs enfants, dans un avenir meilleur, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour leur famille. C'est exactement ce que fait le gouvernement.

Il choisit sciemment d'investir dans les Canadiens. Voilà ce que nous faisons.

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, ma collègue de Repentigny commence à avoir de la broue dans le toupet à force de se lever pour reparler de la fameuse technologie de captage du carbone. Il faudrait peut-être que mes collègues libéraux envoient le message à ceux qui sont chargés de rédiger leur discours, parce qu'il n'y a rien qui change d'un discours à l'autre. On continue de parler de cette technologie, alors que, partout dans le monde, les pays qui sont visiblement mieux informés se détachent de cette technologie, qui est réputée pour ne pas être efficace.

Les États-Unis retirent leurs incitatifs à l'adoption de cette technologie de captage du carbone et, ici, on en ajoute. J'aimerais donc comprendre quelle est la logique derrière cela. On dit vouloir combattre les changements climatiques, mais on encourage plutôt les pétrolières avec des mesures comme celle-là.

[Traduction]

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, je voudrais rappeler à mon collègue que nous adoptons une approche globale qui comporte plusieurs volets. Certes, nous parlons d'investissements et d'incitatifs fiscaux pour les organisations qui doivent mettre l'accent sur la capture du carbone. Mais nous travaillons aussi à offrir des incitatifs aux entreprises qui se tournent vers les énergies solaire et éolienne, des énergies renouvelables, ainsi que d'autres énergies comme le nucléaire.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP): Madame la Présidente, Joe Biden vient d'annoncer un changement radical concernant l'investissement dans les véhicules électriques: 67 % des voitures américaines fonctionneront à l'électricité d'ici neuf ans. C'est extraordinaire, mais cela signifie aussi que si le Canada ne suit pas le rythme, nous serons laissés pour compte.

Cela dit, le gouvernement continue d'investir massivement dans l'oléoduc Trans Mountain, à hauteur de plus de 30 milliards de dollars. Si l'on considère que 67 % des véhicules aux États-Unis fonctionneront à l'électricité d'ici neuf ans, beaucoup d'actifs seront inutilisables.

Je voudrais demander à mon collègue pourquoi le gouvernement continue de subventionner Trans Mountain alors qu'il a été prouvé que ce projet est déficitaire. Il s'agit d'argent des contribuables que nous ne récupérerons pas et la facture s'élève maintenant à plus de 30 milliards de dollars pour cet oléoduc. Et elle continue à augmenter.

• (1320)

M. Majid Jowhari: Madame la Présidente, c'est vrai que nous avons investi des fonds dans l'oléoduc Trans Mountain.

Cela dit, nous pourrions également parler des investissements faits dans le domaine de l'hydrogène. Nous pourrions discuter des investissements dans les minéraux critiques. Nous pourrions aussi parler des investissements visant à garantir que des piles électriques sont produites à proximité des sites d'extraction de ces minéraux critiques.

Plus important encore: nous pourrions parler des pays et des organisations de partout dans le monde qui décident de venir au Canada pour y bâtir leurs usines de technologies propres et de batteries pour véhicules électriques, comme Volkswagen.

M. Terry Dowdall (Simcoe—Grey, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole au sujet du budget de 2023 au nom des bonnes gens de Simcoe—Grey. J'espérais pouvoir applaudir l'équilibre budgétaire, mais, hélas, il semble que nous devrions tous attendre encore que ce miracle se produise.

Il ne se passe pas une journée sans qu'un concitoyen m'appelle pour me dire qu'il est au bout du rouleau. Les paiements hypothécaires coûtent des milliers de dollars de plus par année et l'épicerie, en particulier les aliments les plus sains, coûte des centaines de dollars de plus chaque semaine. L'essence, que la plupart des gens vivant à l'extérieur des grands centres utilisent pour se rendre au travail, coûte des centaines de dollars de plus par mois. Le mazout domestique, lui aussi, a coûté des centaines de dollars de plus par mois cet hiver.

Lorsqu'on additionne tout cela, la famille moyenne doit maintenant déboursier 1 000 \$ ou plus par mois simplement pour pouvoir vivre dans ce pays. De nombreuses familles en sont incapables, car elles parvenaient tout juste à joindre les deux bouts avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. De plus, les familles qui parviennent à joindre les deux bouts doivent y consacrer la totalité de leur chèque de paie.

Les Canadiens ne contribuent plus aux régimes enregistrés d'épargne-études. Ils laissent stagner leur compte d'épargne-retraite, et les familles voient leur fonds d'urgence pour payer la taxe sur le carbone et les dépenses inflationnistes du gouvernement libéral. Très peu de Canadiens profitent de la vie comme ils le faisaient avant 2016. Pour une grande partie de la classe moyenne, les voies ensoleillées ont fait place à des jours sombres. Nous sommes témoins de dépenses record, de déficits records et, maintenant, d'une dette record.

Évidemment, les libéraux et leurs amis ne vivent pas cette détresse. On parle de nuitées à l'hôtel à 6 000 \$ et de gouverneurs généraux qui rivalisent d'excès. Pendant que les simples citoyens grattent les fonds de tiroir, les ministres libéraux donnent des millions de dollars en contrats à leurs amis et à leur parenté, comme le père Noël le matin du 25 décembre. Les libéraux croient que le fait de redistribuer quelques centaines de dollars ici et là réglera la situation parce qu'ils n'ont absolument aucune conscience de toute la détresse que la population vit en ce moment. Les libéraux voudraient nous faire croire que la vie n'a jamais été aussi belle. Leur arrogance est sans borne.

Le budget

Mes concitoyens communiquent avec moi pour me dire qu'ils ont du mal à joindre les deux bouts. Ce sont des gens de tous les groupes d'âge et de tous les horizons. Il s'agit de jeunes qui essaient de réussir leurs études, de familles de la classe moyenne qui ont du mal à composer avec l'augmentation rapide des prix de l'immobilier, du transport et qui essaient de mettre du pain sur la table, et de nouveaux immigrants qui essaient de trouver un logement dans ma région tout en occupant un emploi dans le secteur des services. Je les entends tous et je suis sensible aux difficultés auxquelles ils sont confrontés à cause de la mauvaise gestion économique du gouvernement.

Le groupe que j'entends le plus est celui des personnes âgées. Elles se sentent ignorées par le gouvernement et elles souffrent. Les personnes âgées à revenu fixe sont particulièrement touchées. Les augmentations de la Sécurité de la vieillesse sont dérisoires, car elles ne représentent que quelques dollars. Cela ne les aide pas à payer leurs factures de chauffage ou d'épicerie qui sont plus élevées à cause de la taxe sur le carbone. L'annulation de la taxe sur le carbone et la réduction de l'impôt sur le revenu seraient une excellente solution.

Au lieu de cela, les libéraux vont dépenser 2,5 milliards de dollars de plus pour créer un remboursement bidon pour l'épicerie qui n'a pas besoin d'être dépensé pour l'épicerie. Cela n'a pas d'importance, car il n'est pas nécessaire de présenter un reçu. L'idée semble bonne, mais l'est-elle vraiment? Pas vraiment.

Le remboursement pour l'épicerie se traduit par un versement unique de 225 \$ pour les personnes âgées admissibles. Si l'on pense que cela résout la crise de l'accessibilité financière à laquelle sont confrontés les Canadiens, on peut également penser que le budget peut s'équilibrer de lui-même. Cela représente 62 ¢ par jour.

Je sais que le premier ministre ne fait pas lui-même ses emplettes à l'épicerie, alors il ne sait peut-être pas à quel point le prix des aliments a augmenté en raison de la taxe sur le carbone, mais 62 ¢, c'est moins que la hausse du prix d'un pain. Grâce au gouvernement, un aîné admissible qui fait l'épicerie une fois par semaine aura 4,34 \$ supplémentaires dans ses poches pour compenser la hausse des prix. Cela n'aide même pas un tant soit peu les aînés qui communiquent avec moi ou mon bureau.

Les députés n'ont pas besoin de me croire sur parole. Voici ce que m'ont dit certains aînés de ma circonscription.

Mary Glencross dit: « Au lieu de donner 250 \$ aux gens pour payer leur facture d'épicerie, le gouvernement pourrait peut-être réduire toutes les taxes que nous payons sur le gaz naturel. »

Giovanni Scianni dit: « Je vous prie d'appuyer le moratoire sur les hausses de taxes que réclament les Canadiens. Il devient de plus en plus difficile de s'offrir les produits de base et de maintenir un niveau de vie modeste. »

Eva Johnson dit: « S'il vous plaît, essayez de mettre fin à toutes ces taxes inutiles. Je suis une aînée. Il semble que notre fardeau fiscal n'en finit plus de s'alourdir. »

Ken Grubbe dit: « En tant que citoyen aîné vivant d'un revenu fixe, je trouve ces hausses épouvantables et inacceptables. »

Marie Romanelli dit: « Je sais que de nombreuses personnes doivent faire un choix entre se nourrir ou chauffer leur logement. Je m'oppose fermement à toutes ces taxes supplémentaires qui nuisent aux Canadiens moyens, moi-même y compris. »

• (1325)

Bruce Murray dit: « C'est très difficile de faire un budget mensuel quand on a un revenu fixe. La taxe fédérale sur le carbone a augmenté de 57 % par rapport à ma facture de novembre 2021, ce qui est tout à fait ridicule et doit être éliminé, une fois pour toutes! »

Brian Rosenkrands dit: « Le gouvernement libéral ne cesse d'insister sur le fait qu'il aide les Canadiens, mais pour ce qui est des personnes âgées, les nombreuses années d'attente d'une augmentation décente de leurs prestations de la Sécurité de la vieillesse et l'insistance du gouvernement à aller de l'avant avec toutes les hausses de taxes à ce moment-ci mettent certaines d'entre elles en péril. »

Enfin, Mark Holmes dit: « Quand ce gouvernement va-t-il augmenter nos prestations du RPC et de la SV pour que nous puissions TOUS vivre au-dessus du seuil de la pauvreté? »

L'audace des députés d'en face qui parlent de rendre la vie plus abordable est absolument risible. En fait, le gouvernement est fier d'avoir créé un programme de coupons alimentaires qui n'aiderait pas vraiment les gens à se nourrir, mais qui montre bien les dommages que ses politiques ont causés à tous les Canadiens.

Lorsque le gouvernement a été élu, il a parlé de déficits modestes à court terme. L'opposition était sceptique et l'a dit. On a continué d'accumuler des déficits, sans aucun plan de retour à l'équilibre budgétaire.

Puis la pandémie a frappé et les gens ont paniqué. Le gouvernement a pris des mesures. Il n'a pas toujours réussi, et il a refusé d'entendre les préoccupations de l'opposition concernant la mauvaise conception de nombreux programmes. Nous nous souvenons tous du programme d'aide au loyer, dans le cadre duquel le locataire ne recevait pas d'argent à moins que son propriétaire ait signé sa demande. Ce programme a duré des mois sans être corrigé, mais dans l'ensemble, la plupart des Canadiens étaient prêts à laisser le gouvernement dépenser de l'argent pour aider les Canadiens à s'en sortir.

Les petits déficits se sont rapidement transformés en déficits records avec l'actuel gouvernement. La pandémie est terminée, et ce, depuis un certain temps, mais le gouvernement continue de dépenser. En fait, les nouvelles dépenses prévues dans le budget coûteront 4 300 \$ par famille canadienne. C'est 10 fois plus que ce que recevrait une famille admissible de quatre personnes grâce au nouveau remboursement pour l'épicerie. En d'autres termes, les libéraux dépensent 10 fois plus pour leurs propres priorités que ce qu'ils remettent dans les poches des familles de travailleurs, et 20 fois plus que ce qu'ils offrent aux personnes âgées.

Souvent, lorsque je dis que le gouvernement doit éliminer le déficit et commencer à rembourser la dette, les gens me demandent ce qu'il en est des soins de santé. Le coût du service de la dette énorme du Canada continue d'augmenter et continuera de le faire tant que le gouvernement libéral sera au pouvoir.

Le budget

En fait, le premier ministre a créé plus de dettes que les 22 premiers ministres précédents réunis. On s'attend maintenant à ce que la dette fédérale du Canada atteigne 1,22 billion de dollars cette année. Cela représente 81 000 \$ par ménage au Canada, et la dette doit être remboursée. Le coût du service de la dette, après sept années de gestion budgétaire libérale, devrait s'élever à 43,9 milliards de dollars cette année. C'est beaucoup d'argent pour le service de la dette qui aurait pu être dépensé pour des services plus que nécessaires, comme les soins de santé.

Les libéraux ont récemment conclu avec les provinces un accord sur le financement des soins de santé, qui est nettement inférieur aux besoins des provinces et à ce qu'elles demandaient. Toutefois, à entendre les libéraux se vanter, on pourrait croire que les provinces n'ont jamais été aussi bien loties. En Ontario, la province la plus peuplée du Canada, les investissements fédéraux supplémentaires dans le domaine de la santé s'élèveront à 8,4 milliards de dollars sur 10 ans.

Le service de la dette des libéraux s'élève à 43,9 milliards de dollars par an. Les libéraux dépenseront donc cinq fois plus chaque année pour le service de la dette qu'ils ne fourniront d'aide supplémentaire aux Ontariens en matière de soins de santé. Cela fait beaucoup de lits d'hôpitaux ou d'infirmières qui n'iront pas au Collingwood General and Marine Hospital. C'est peut-être une toute nouvelle aile qui ne sera pas construite au Stevenson Memorial Hospital à Alliston.

Les dépenses inconsidérées ont des conséquences. Les déficits sans fin ont des conséquences. Une dette record a des conséquences. Le gouvernement n'a pas les bonnes priorités. Il continue de dépenser de l'argent pour satisfaire divers groupes d'intérêt, pour aider à maintenir son emprise ténue sur le pouvoir et pour garder le chef du quatrième parti dans sa poche. Cela peut fonctionner encore un peu, mais le Canadien moyen en a assez de payer le prix des dépenses inconsidérées du gouvernement et de son incapacité à mettre de l'ordre dans ses finances.

Il y a 40 milliards de raisons de voter contre ce budget, mais je n'ai qu'une seule voix. Ce vote sera contre ce budget inflationniste.

• (1330)

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, il y a énormément de points à éclaircir, mais je n'en aborderai que quelques-uns.

D'abord, au début de son intervention, le député a dit que le remboursement pour l'épicerie était une invention bidon du gouvernement. Or, ne perdons pas de vue qu'il s'agit d'un complément aux remboursements de TPS déjà accordés aux Canadiens. Nous savons ce que les conservateurs ont fait la dernière fois que nous avons présenté une telle mesure: ils ont commencé par dire qu'ils ne voteraient pas en sa faveur pour ensuite faire marche arrière, peut-être sous la pression, en disant qu'ils voteraient pour.

Si le député veut dire que c'est quelque chose de bidon, tant mieux pour lui. Si les conservateurs veulent dire que nous cherchons simplement à donner une nouvelle image bidon au remboursement de la TPS, grand bien leur fasse. Cependant, n'oublions pas qu'en fin de compte, ce contre quoi ils voteraient, c'est une bonification du remboursement de la TPS dont bénéficient les Canadiens.

Le député pourrait-il expliquer à la Chambre pourquoi, alors que, récemment, c'est-à-dire lorsque les conservateurs ont fait volte-

face, il était favorable à ce remboursement, subitement, il ne veut plus en entendre parler? En quoi le remboursement de la TPS n'est-il pas aussi avantageux pour les Canadiens qu'il l'était la dernière fois?

M. Terry Dowdall: Madame la Présidente, je répète qu'il s'agit d'un remboursement trompeur pour la simple raison que nous ne devrions pas avoir à offrir une telle chose aux Canadiens.

Actuellement, 1,5 million de personnes ont recours aux banques alimentaires à cause des politiques du gouvernement libéral. Des gens ont besoin d'aide, cela ne fait aucun doute. Toutefois, toutes ces hausses ont été causées par les politiques libérales. Dans ma circonscription, chaque fois que je vais rencontrer des gens — à mon avis, le député d'en face devrait consacrer beaucoup de temps à cette activité —, on me dit qu'une telle somme ne fera pas une grande différence étant donné qu'il y a la taxe sur le carbone. Par ailleurs, le gouvernement pourrait réduire l'impôt des aînés.

Voilà le genre de commentaires que j'entends dans mon bureau. Je ne serais pas si fier que le gouvernement offre un remboursement pour l'épicerie.

[Français]

Mme Julie Vignola (Beauport—Limoilou, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours passionné.

Il a mentionné le déficit du gouvernement. Ce que je remarque, c'est que le gouvernement annonce des montants à dépenser, mais ne réussit pas à dépenser à la hauteur des annonces. En 2021-2022, ce sont 38 milliards de dollars qui n'ont pas été dépensés alors qu'ils ont été annoncés. En 2022-2023, ce sont près de 40 milliards de dollars qui auront été annoncés sans être dépensés et on peut s'attendre aux mêmes montants pour le présent budget.

En somme, le fédéral annonce des déficits alors qu'en réalité, il engrange des sommes importantes dans ses coffres. Pendant ce temps, il refuse d'augmenter la pension des aînés, de moderniser la Loi sur l'assurance-emploi et de répondre aux demandes du Québec et des provinces canadiennes en termes de transferts en santé.

Que pense mon collègue de la perpétuation du déséquilibre fiscal par le fédéral au détriment du Québec, des provinces canadiennes et de leur population?

[Traduction]

M. Terry Dowdall: Madame la Présidente, tout d'abord, pour ce qui est des annonces, je n'ai jamais vu un gouvernement faire autant d'annonces qui ne se concrétisent pas. Ça se produit tout le temps. Mon bureau est pris d'assaut chaque fois que le gouvernement fait une annonce, puis mon personnel est occupé parce que les paroles du gouvernement n'ont pas de substance.

Je suis d'accord avec la députée pour dire que beaucoup d'argent n'est pas dépensé. Nous pourrions examiner différents ministères chaque année. Je fais partie du comité des anciens combattants, et je constate qu'une grande partie de l'argent qui était destinée à des programmes de ce secteur n'a pas été dépensée.

Le budget

Je pense également que nous devons respecter les provinces. Nous pourrions faire beaucoup mieux si nous travaillions ensemble. Nous serions ainsi en mesure d'accomplir beaucoup plus et de résoudre beaucoup de problèmes, que ce soit dans le domaine du logement ou des soins de santé. Nous devons travailler ensemble et avoir des discussions ouvertes, en nous respectant les uns les autres. Cependant, une fois de plus, nous avons un premier ministre qui aime semer la division en toutes circonstances, y compris dans les relations avec les provinces.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Avant de passer à la question suivante, je voudrais rappeler à tous les députés qu'ils doivent s'assurer que leur téléphone est en mode silencieux. Un téléphone a sonné il y a un moment, et cela a posé des problèmes aux interprètes. Nous voulons nous assurer que nous ne leur causons pas de difficultés.

Le député de Timmins—Baie James a la parole.

• (1335)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, il est toujours très divertissant d'entendre les conservateurs nous dire à quel point ils se soucient des aînés, des vétérans, des mères seules et des travailleurs. On a l'impression d'avoir été invités par des crocodiles à un pique-nique au bord de la rivière. Peut-être que les conservateurs ont changé leur façon de faire, mais lorsqu'on consulte les archives, on comprend que ce n'est pas une bonne idée.

Parlons de l'intérêt du député pour le sort des aînés. Souvenons-nous de Stephen Harper, qui avait annoncé la grande transformation du Canada. Il allait s'attaquer au financement public des pensions des personnes âgées et il avait l'intention de rehausser l'âge de la retraite. Quand avait-il fait ces annonces? Il ne l'avait pas fait devant des aînés. Il avait attendu d'être à Davos. C'est lors de sa participation au Forum économique mondial, à Davos, que Stephen Harper avait annoncé qu'il allait s'en prendre aux aînés du Canada.

Le député peut-il expliquer pourquoi Stephen Harper avait cru préférable d'annoncer son intention de cibler les aînés alors qu'il était à Davos plutôt que d'avoir le courage de le faire en personne devant des aînés?

M. Terry Dowdall: Madame la Présidente, je ne sais pas si le député regarde toujours la télé en noir et blanc, mais, de nos jours, on a des téléviseurs en couleur et nous avons fait des progrès en tant que pays. Je crois que les aînés sont extrêmement importants.

Comme je l'ai dit, à l'époque de Stephen Harper, nous n'avons jamais vu 1,5 million de personnes avoir recours aux banques alimentaires. Bien franchement, je ne sais pas pourquoi nous discutons du passé. Réglons les problèmes d'aujourd'hui pour tous les Canadiens.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à rappeler aux députés que, s'ils veulent tenir des conversations ou s'adresser à un député d'en face, ils devraient le faire dans l'anti-chambre afin de respecter la personne qui a la parole.

Nous poursuivons le débat. La députée de Thornhill a la parole.

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Madame la Présidente, aujourd'hui, je voudrais ajouter une voix qui manque à ce débat.

Nous parlons beaucoup de ce qui se passe en ce moment, de ce qui se passe dans notre monde politique moderne, de ce que le premier ministre a dit hier ou de ce qui a fait la une des journaux ce

matin, mais il y a une autre perspective que nous devons considérer et qui est tout aussi importante. En plus de penser au présent, nous devons aussi réfléchir à l'avenir de temps en temps.

Les choix que nous faisons ici ont un impact direct sur le pays que nous léguerons à la prochaine génération, le pays où elle grandira, où elle vivra et dont elle héritera. À bien des égards, notre plus grande tâche n'est pas de prendre les décisions qui auront des effets sur nous dans les dix prochains jours, mais plutôt de prendre celles qui auront des effets sur notre pays dans les dix prochaines années. Notre obligation la plus sacrée est de construire un pays plus fort que celui que nous avons aujourd'hui, de construire un avenir brillant et prospère et de faire en sorte que la prochaine génération n'ait pas à subir les conséquences de mauvaises décisions. À cette fin, le budget est l'un des documents les plus importants que nous examinons au Parlement, car il définit la trajectoire à long terme. Du moins, c'est ce qu'il est censé faire.

Or, ce plan n'est manifestement pas axé sur l'avenir. De toute évidence, cela ne fait même pas partie du processus de réflexion des libéraux. Que voit-on sous la gouverne du premier ministre? Selon les projections, la dette atteindra un sommet inégalé. La croissance, quant à elle, sera au plancher, la plus faible des pays du G7 et la plus faible depuis des décennies. Jamais le gouvernement n'a fait aussi peu pour protéger l'environnement, sauf pour son étrange obsession à pénaliser les consommateurs. Il ne fait rien pour bâtir de nouveaux logements ni pour protéger notre liberté la plus fondamentale, c'est-à-dire la liberté de travailler fort pour améliorer son sort.

Il y a plusieurs mois, la ministre des Finances a eu une brève épiphanie qui semble à l'opposé de ce qu'elle a présenté il y a quelques semaines. L'an dernier, elle a dit ce qui suit: « Notre économie connaîtra un ralentissement [...] Des gens verront leurs paiements hypothécaires augmenter. Les affaires ne seront plus aussi florissantes [...] Notre taux de chômage ne sera plus à son niveau le plus bas. C'est ce qui se produira au Canada [...] » Nous sommes d'accord.

Puis, le budget a été présenté. Une prescription raisonnable visant à ralentir la croissance consisterait bien sûr à réduire les déficits, à abaisser les impôts, à accroître la concurrence, à alléger la réglementation et à éviter les subventions massives. Or, ce qui nous a été proposé, ce sont des déficits plus importants, des impôts plus élevés, une réglementation accrue et plus de subventions que le nombre de pages du document budgétaire lui-même.

Il y a moins de six mois, l'énoncé économique de l'automne prévoyait un déficit de 36 milliards de dollars pour cette année, ainsi qu'une baisse constante du déficit au cours des cinq années suivantes. Un léger excédent était même anticipé.

Aujourd'hui, les déficits dépassent les 40 milliards de dollars pour les deux prochaines années. Aucun retour à l'équilibre n'est en vue. Je comprends. Les libéraux estiment que l'équilibre n'est pas de leur ressort. Ils affirment plutôt qu'une diminution du ratio dette-PIB représente la mesure du succès, sauf que nous n'y sommes pas non plus. Ce ratio est en train d'augmenter.

Le budget

Un Canadien sur cinq saute des repas parce que l'inflation des prix des denrées alimentaires se situe dans les deux chiffres. La mise de fonds moyenne nécessaire à l'achat d'une maison a doublé. Il en va de même pour le loyer ou le versement hypothécaire moyens. Le coût du chauffage résidentiel a augmenté de 100 % dans certaines régions de notre pays. Un Canadien sur trois affirme éprouver des difficultés financières, et 67 % des Canadiens disent réduire leurs dépenses et faire des sacrifices. Neuf jeunes sur dix ne croient pas qu'ils seront un jour propriétaires d'une maison.

Les gens n'ont plus d'argent et ils ont perdu espoir. C'est la situation après huit ans passés sous le gouvernement actuel.

Le gouvernement va puiser encore plus d'argent dans les poches des Canadiens. C'est ce que le budget de 2023 prévoit: des augmentations de taxes et d'impôts, aussi bien pour les pensions et l'assurance-emploi que pour la bière, le vin et les spiritueux ou encore l'essence, l'épicerie et le chauffage domestique.

Il est terriblement évident que le gouvernement ne comprend pas les difficultés de la classe moyenne ni même les principes de base qui régissent l'économie du pays parce qu'il propose de continuer sur la même voie. Il avance d'autres idées inefficaces, malavisées et irresponsables comme celles qui nous ont plongés dans ce pétrin. Par conséquent, il faut me pardonner si je ne pense pas que les libéraux peuvent corriger la situation.

Le Canada a le marché de l'habitation le plus inabordable de l'OCDE. Il est aux prises avec la deuxième bulle immobilière en importance au monde.

Le budget se veut un « plan canadien ». C'est indiqué sur la couverture. Or, quelles autres réalisations purement canadiennes peuvent attribuer aux libéraux? Ils ont créé une crise du coût de la vie purement canadienne, une crise du logement purement canadienne, une crise des opioïdes et de la toxicomanie purement canadienne ainsi qu'une crise des crimes violents purement canadienne. Voilà leur bilan des dernières années. Nous n'avons pas les moyens de dépenser des milliards de dollars sans en prévoir le remboursement.

● (1340)

Jamais dans l'histoire de notre pays un premier ministre, en poste depuis huit ans, n'a dépensé autant pour aussi peu de résultats. Nous ne pouvons pas nous permettre de payer les intérêts de la dette que les libéraux accumulent sur le dos des contribuables.

Cette année, le coût de notre dette frôlera les 44 milliards de dollars. Dans cinq ans, ce montant s'élèvera à 50 milliards de dollars. Nous ne pouvons pas nous permettre de consacrer nos dépenses à la consommation plutôt qu'à l'investissement. Nous ne pouvons pas nous arrêter. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas construire de nouveaux logements. Nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir un plan fiscal déguisé en plan environnemental qui ne réduit même pas les émissions.

Que se passera-t-il dans 10 ou 20 ans, lorsque nous devons rembourser 10 ans et demi de dettes et de déficits libéraux? Que se passera-t-il dans 20 ou 30 ans si nous ne construisons entretemps que 4 logements pour chaque tranche de 10 nouveaux habitants dans notre pays? Que se passera-t-il après que les Canadiens auront subi pendant 10 ans une taxe sur le carbone qui n'aura jamais cessé d'augmenter et des émissions qui, comme c'est le cas actuellement, auront aussi continué d'augmenter? Plus important encore, qui paiera la facture?

Je n'ai pas la réponse à cette question, car, honnêtement, je ne la connais pas. Ce que je sais, par contre, c'est que ce ne sera pas le premier ministre. Ce sera en revanche un problème pour la prochaine génération, les jeunes qui voudront acheter une maison, trouver un emploi ou fonder une famille, ceux qui ont déjà des difficultés aujourd'hui, ceux à qui nous sommes censés laisser un avenir brillant et optimiste, ceux que nous sommes censés mettre sur la voie de la réussite. Au bout de huit ans de règne du premier ministre, les libéraux laissent les jeunes sans espoir, sans argent et sans perspectives d'avenir.

Nous voterons contre le budget de 2023. Nous savons qu'il est possible de faire mieux pour notre pays. Le premier ministre l'a dit lui-même, mais ce n'est pas ce qu'il a fait. Nous savons que nous pouvons compter sur une croissance du PIB réel supérieure à 0,3 %. Nous savons que nous devons défendre le gros bon sens des gens ordinaires. Nous savons que nous devons faire notre travail pour réserver aux Canadiens un avenir meilleur et plus prometteur.

Nous allons le faire en réduisant les charges sociales afin de redonner de la valeur aux chèques de paie; ainsi il vaudra de nouveau la peine de travailler fort. Nous allons atteindre ces objectifs en mettant un terme une fois pour toutes aux déficits inflationnistes et en faisant baisser les prix et les taux d'intérêt pour que les familles et les travailleurs, qui triment vraiment dur, puissent épargner davantage de l'argent qu'ils gagnent.

Nous allons assurer l'avenir et la prospérité de la prochaine génération en vivant en fonction des moyens de la population, ce que l'actuel gouvernement ne sait absolument pas faire.

Nous allons favoriser la construction d'habitations que les Canadiens ont les moyens de payer en éliminant les obstacles et en allégeant les formalités administratives pour libérer les terrains. Voilà comment bâtir un pays fort et prospère avec un appareil gouvernemental réduit qui laisse davantage de place aux citoyens.

Nous comptons au Canada les éléments les meilleurs, les plus brillants et les plus talentueux, et ils souhaitent réussir, améliorer le niveau de vie de leur famille et travailler dans leur domaine de formation. Nous avons également le privilège de vivre dans un pays doté de champs où abonde le blé, d'océans qui regorgent de poissons et de réserves pétrolières abondantes, un pays qui compte des cerveaux possédant d'énormes connaissances. Nous gaspillons toutes les occasions qui se présentent à cause du piètre bilan du gouvernement après huit années au pouvoir.

Nous vivons dans le meilleur pays du monde et nous estimons qu'il est temps que les Canadiens aient un gouvernement qui partage cet avis. Le temps du changement est venu: il nous faut un gouvernement qui présente un budget axé sur l'avenir et sur la croissance plutôt que sur son maintien au pouvoir.

● (1345)

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, je remercie la députée d'en face de ses observations. Toutefois, ses propos me laissent perplexe. Le programme que le gouvernement a mis en place pour lutter contre le changement climatique — la tarification de la pollution — s'avère le meilleur mécanisme de marché pour réellement réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce programme est orienté vers l'avenir, comme le sont les investissements dans les technologies propres. Je me demande pourquoi la députée d'en face croit que le gouvernement n'est pas orienté vers l'avenir alors que ce budget est complètement orienté vers l'avenir.

Le budget

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, je vais clarifier les choses pour la députée.

La taxe sur le carbone est inefficace, car les émissions ont augmenté. Les Canadiens paient plus que ce qu'ils reçoivent en retour. En fait, le directeur parlementaire du budget et la ministre des Finances elle-même ont confirmé l'allégation des libéraux selon laquelle cette taxe n'a aucune incidence sur les recettes. La taxe sur le carbone est inefficace. Curieusement, le gouvernement vénère le président des États-Unis, celui-là même qui a pris la parole dans cette enceinte au sujet d'un plan de lutte contre le changement climatique. Les libéraux admirent ce plan qui pourtant n'impose aucune taxe sur le carbone aux consommateurs. Les libéraux devraient s'inspirer de ce que fait le président des États-Unis.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours. Elle a commencé en disant qu'il fallait penser au futur. En même temps, elle blâme le gouvernement de prendre des mesures pour l'environnement.

Pour le Bloc québécois, l'avenir, et même le présent, c'est une planète en santé. C'est pouvoir respirer de l'air non pollué, protéger la biodiversité et ne pas tomber malade en raison du fait que ce que nous consommons est pollué. Cette planète nous fait vivre. Nous n'en avons pas d'autres. C'est clair. Au Bloc québécois, nous trouvons au contraire que le gouvernement n'en fait pas assez.

Ma collègue a terminé son discours en disant qu'elle voulait avoir des océans pleins de poissons et qu'elle voulait avoir plus de pétrole. Imperial Oil, en Alaska, fait actuellement des déversements. Les Autochtones n'ont plus de poisson à pêcher et boivent de l'eau contaminée. La hausse des températures détruit les océans, et donc les poissons. J'aimerais avoir un bref commentaire de ma collègue à ce sujet.

[Traduction]

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, je ne suis pas sûr d'avoir entendu une question, mais je vais certainement prendre la parole quand même.

Le gouvernement n'a pas de plan environnemental. Il a un plan fiscal qu'il fait passer pour un plan environnemental et qui enlève plus d'argent aux Canadiens sans produire le moindre résultat. À cause de la décision du gouvernement d'imposer une taxe sur le carbone aux consommateurs, les émissions ont augmenté, les Canadiens ont moins d'argent dans leurs poches et le prix de l'essence, des aliments et du chauffage résidentiel a augmenté. Bref, cette mesure n'a rien donné.

Les députés me pardonneront de ne pas croire qu'il s'agit d'un plan environnemental, car personne d'autre ne le croit non plus.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, s'attaquer aux libéraux devrait être assez simple. Parfois, c'est comme lutter contre des Télétubbies plutôt faibles, mais les conservateurs sont obligés de dire que tout n'est que propagande, parce qu'ils n'ont rien à offrir.

L'idée que les conservateurs puissent se préoccuper d'une crise du logement est ridicule. J'étais ici toutes les années où Stephen Harper était là, et il n'a rien fait. Nous savons qu'il est faux de dire que le fils de Pierre Elliott Trudeau a causé la crise des opioïdes, car Stephen Harper n'a rien fait à ce chapitre. Ce n'est pas de la propagande; c'est tout simplement faux. Par ailleurs, il est ridicule d'entendre les conservateurs parler d'un plan sur le climat alors que

la moitié de leurs députés d'arrière-ban croient que la Terre est plate.

J'aimerais que ma collègue me dise pourquoi les conservateurs doivent laisser entendre qu'il y a des empêcheurs de tourner en rond et de la désinformation quand nous savons que construire des logements au Canada nécessite des investissements et de l'argent, ce qu'ils ont toujours refusé de fournir. Voilà pourquoi la crise a maintenant pris une telle ampleur.

● (1350)

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, quand j'étais une jeune employée de la Chambre, je regardais le député s'opposer au gouvernement. C'était avant qu'il décide de renoncer à ses principes, de cesser de représenter les électeurs et de s'associer au gouvernement pour rendre la vie inabordable pour les Canadiens. Le député faisait partie de l'opposition avant de se ranger du côté du gouvernement.

En ce qui a trait aux plans en matière d'environnement et de logement, le député d'en face n'a rien présenté à la Chambre. En fait, il a décidé d'appuyer le gouvernement dans tout ce qu'il fait, y compris en votant contre des mesures visant à assurer que le gouvernement rende des comptes aux comités et à la Chambre des communes sur tous les scandales dans lesquels il est impliqué. Le député d'en face s'est rangé du côté du gouvernement actuel dont la réputation est entachée par les scandales.

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Madame la Présidente, je suis enchantée de disposer de quelques minutes pour me joindre au débat. Je suis toujours très intéressée par ce que la députée de Thornhill a à dire, car elle représente la circonscription où j'habite. Je suis convaincue que nous sommes tous ici pour la même raison, c'est-à-dire améliorer la vie d'un grand nombre de nos concitoyens. Malgré tout ce qui se dit dans cette enceinte, malgré nos divergences d'opinions sur une variété d'enjeux, je peux affirmer que, une fois à l'extérieur de ces murs, une très bonne entente règne entre nous tous. Je dirais même que nous essayons tous d'améliorer les liens qui nous unissent.

Je suis enchantée d'avoir quelques minutes pour parler du budget et de son importance. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Parkdale—High Park.

La vice-première ministre et ministre des Finances a présenté le budget de 2023, intitulé « Un plan canadien: Une classe moyenne forte, une économie abordable, un avenir prospère ». Je pense que ce titre touche non seulement à tout ce que nous sommes en tant que Canadiens, mais aussi à tout ce que nous voulons, à la direction que nous voulons emprunter et au Canada que nous souhaitons bâtir.

Les Canadiens savent très bien ce qu'ils veulent: ils veulent de bons emplois, de l'air pur et une économie solide où tous ont des chances véritables et équitables de réussir. Je crois que c'est exactement ce que leur offre le gouvernement libéral.

Le budget

Dans les mois et les années à venir, nous devons saisir l'occasion remarquable qui s'offre à nous. L'économie mondiale fait l'objet de deux changements fondamentaux. Premièrement, il y a la course pour bâtir les économies propres du XXI^e siècle. Il suffit de penser aux changements climatiques, à leur incidence sur l'environnement et aux tempêtes, tornades et autres phénomènes météorologiques extrêmes qui sont survenus en Amérique du Nord cette année pour prendre clairement la mesure de la nécessité d'investir dans la lutte contre les changements climatiques. Deuxièmement, nos alliés accélèrent leurs efforts pour stabiliser leur économie en renforçant leurs chaînes d'approvisionnement essentielles avec l'aide de démocraties comme la nôtre. Ces deux changements offrent d'excellentes occasions de faire avancer le Canada et d'améliorer le monde.

En cette période éprouvante et dans un environnement mondial exigeant, le budget de 2023 permettra aux Canadiens de continuer à compter sur leur gouvernement dans les moments faciles comme dans ceux plus difficiles. Ce budget vise à rendre plus abordables le coût de la vie et le prix du logement. Je pense que nous avons entendu parler toute la journée du logement aujourd'hui, ce qui est formidable parce que, pendant des années, nous n'en avons pas parlé, même si nous savions qu'il y avait des besoins énormes en la matière. À l'heure actuelle, la Stratégie nationale sur le logement et les investissements de plusieurs milliards de dollars que le gouvernement a effectués au fil des années assurent la construction de logements abordables et garantissent que les aînés et d'autres personnes ont accès à des logements de bonne qualité.

Faire baisser le coût de la vie pour la classe moyenne aussi implique d'investir dans la croissance économique et de renforcer le filet de sécurité sociale du Canada. Je suis très fier de voir ce que le gouvernement a accompli, entre autres pendant la difficile période de la pandémie.

Le budget de 2023 présente aussi de nouvelles mesures pour aider les Canadiens les plus vulnérables à composer avec le coût de la vie. Notamment, le budget de 2023 prévoit un remboursement ponctuel pour l'épicerie. Comme l'a souligné mon collègue plus tôt, c'est un peu drôle d'appeler cela un remboursement pour l'épicerie, mais c'est ce dont il s'agit. L'objectif, c'est de compenser une partie du coût de la vie, auquel les aînés et beaucoup d'autres personnes qui ont un revenu limité ont du mal à faire face.

Comme on l'a déjà dit, le budget prévoit 2,5 milliards de dollars à ce chapitre. Cela peut sembler peu pour un remboursement pour l'épicerie, mais lorsqu'on considère ce que cela représente globalement par rapport à l'enveloppe fiscale, 2,5 milliards de dollars constituent une somme considérable, et c'est une aide ciblée qui vise à aider plus de 11 millions de Canadiens et de familles à revenu faible ou moyen à composer avec l'inflation.

En outre, le budget de cette année prévoit la mise en place d'un processus de production automatisée des déclarations de revenus pour les Canadiens à faible revenu. Depuis 15 ou 16 ans, à raison de quatre samedis par année, mon bureau offre aux personnes à faible revenu de la circonscription de Humber River—Black Creek de les aider à produire leurs déclarations de revenus. Samedi prochain sera notre quatrième journée. À chacun de ces samedis, le personnel de mon bureau est sur place toute la journée, avec l'aide de comptables agréés qui donnent également de leur temps.

Le fait que la production des déclarations de revenus sera faite de manière automatisée pour certaines de ces personnes sera d'une grande aide, car il y a aussi une tranche de la population qui ne produit pas de déclaration pour diverses raisons. Ces gens ne profitent

pas de ressources et de fonds qui leur seraient pourtant très utiles. J'encourage toujours tous les contribuables à produire leurs déclarations de revenus. Certains disent que c'est trop long ou compliqué, alors en tant que gouvernement, nous essaierons de leur alléger la tâche.

• (1355)

L'éducation est un autre sujet dont on continue d'entendre parler abondamment. Des associations étudiantes des universités et des collèges communiquent souvent avec chacun d'entre nous. Pendant de nombreuses années, les associations se sont adressées à nous pour nous demander d'alléger les dettes des étudiants et d'augmenter leurs capacités. Maintenant que les étudiants n'ont plus à payer d'intérêts sur leurs prêts, cela change considérablement les choses pour eux. Ils ne sortiront pas du collège ou de l'université avec une dette de 30 000 dollars. Leur dette sera bien inférieure à ce montant et il leur sera beaucoup plus facile de la rembourser une fois qu'ils auront trouvé un emploi, alors que ce n'était pas le cas avant.

Je dois dire que j'ai été très heureuse de prendre connaissance de certains des chiffres à jour pour l'année. Dans ma circonscription, plus de 23 millions de dollars ont été versés au titre de l'Allocation canadienne pour enfants. C'est une somme importante. Environ 8 000 dollars ont été envoyés à de nombreuses familles avec enfants, ce qui constitue une aide énorme. Lorsque l'on voit les enfants avec des sacs à dos, des vêtements appropriés et ce genre de choses, on s'aperçoit que ces familles reçoivent ce soutien supplémentaire.

J'aimerais parler du régime de soins dentaires. Déjà 4 000 enfants ont bénéficié du nouveau programme dentaire canadien. Il ne s'agit pas seulement d'investir dans les grands postes du budget, mais aussi d'investir dans les personnes et d'améliorer réellement leur vie. Nous avons parlé de l'élargissement du programme dentaire. Je me souviens des nombreuses fois où j'ai fait du porte-à-porte et où des personnes âgées se sont plaintes du coût des soins dentaires. Nous ne pouvons pas contrôler les tarifs des dentistes. C'est cher, mais les personnes âgées ont besoin de soins dentaires et n'ont pas les moyens de les payer. Grâce à ce programme de soins dentaires, elles pourront aller chez le dentiste et obtenir le type d'aide dont elles ont besoin à leur âge, sans avoir à débours des milliers de dollars. Elles recevront un soutien qui rendra les soins dentaires plus abordables.

Certaines de ces mesures sont déjà en place.

J'aimerais aussi parler du régime d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une propriété. La plupart d'entre nous ont des enfants qui souhaitent faire l'achat d'une maison. Depuis le 1^{er} avril, le compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété est accessible à mes petits-enfants pour les aider à acheter leur première maison, ce qui est d'une importance cruciale pour eux. Nous parlons tous de la nécessité pour les gens de pouvoir accéder au marché, et c'est ce que ce compte leur permettra de faire. Il leur facilitera les choses.

Déclarations de députés

Je passe maintenant au dossier des soins de santé. Comme beaucoup d'autres députés, j'ai rencontré des représentants de la Société canadienne du cancer aujourd'hui pour entendre les embûches qu'elle doit surmonter. Même si nous avons l'impression d'avancer rapidement pour résoudre les problèmes, j'ai écouté trois femmes me parler des difficultés qu'elles ont vécues et du fait qu'elles ont dû se servir de leur propre argent pour obtenir un soutien de base au sein de la Société canadienne du cancer et du système de santé. Leur revenu n'était pas suffisant. Elles ont dû travailler pour continuer de recevoir des soins parce qu'il n'y avait aucune ressource leur permettant d'accéder aux services nécessaires ou à un soutien en santé mentale. Elles ont parlé des délais d'attente pour recevoir un traitement et de la question des tests génétiques, qui, comme nous le savons, existent aujourd'hui, mais qui n'étaient pas accessibles pour bon nombre de ces personnes. Elles ont dû attendre de nombreuses années avant d'avoir la chance d'y accéder, un accès qui était probablement très tardif.

Une grande partie de ce que ces femmes ont raconté ce matin nous montre clairement les énormes lacunes de notre système de santé. Plus d'argent doit y être investi et, oui, il sera transféré aux provinces. Nous devons veiller à ce que les provinces fournissent les services requis. Le fédéral a donc prévu une enveloppe supplémentaire de 198 milliards de dollars sur 10 ans, y compris 46 milliards de dollars d'argent frais pour les provinces et les territoires, une somme qui doit être investie dans le système hospitalier et les travailleurs de la santé.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

L'AIRE DE NATURE SAUVAGE DES LACS BLUE MOUNTAIN-BIRCH COVE

Mme Lena Metlege Diab (Halifax-Ouest, Lib.): Madame la Présidente, au cœur d'Halifax-Ouest se trouve un coin de nature immaculé qui attire les visiteurs d'ici et d'ailleurs: l'aire de nature sauvage des lacs Blue Mountain-Birch Cove. Bien avant de devenir députée, j'entendais parler de l'importance de ce joyau naturel pour mes concitoyens.

En octobre 2021, ma toute première rencontre en tant que députée fut celle avec le groupe Friends of Blue Mountain-Birch Cove Lakes. Nous avons examiné des cartes de la région et parlé de la formidable possibilité de créer un parc urbain national qui se présentait.

Depuis, Parcs Canada a travaillé avec des groupes d'intervenants, d'autres gouvernements et les Micmacs pour préserver la nature et favoriser la réconciliation dans ce secteur. Je remercie tous ceux qui, par leurs efforts et leur partenariat, nous ont aidés à atteindre le point où nous en sommes aujourd'hui. J'ai hâte d'en dire plus à la Chambre au sujet de nos progrès, tandis que nous nous efforçons de faire de l'aire de nature sauvage des lacs Blue Mountain-Birch Cove le premier parc urbain national du Canada atlantique.

* * *

LE MOIS DE LA JONQUILLE

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le cancer est une maladie qui bouleverse la vie d'un trop grand nombre de Canadiens. Il demeure la

principale cause de décès au Canada. En avril, la Société canadienne du cancer mène la campagne de la jonquille. Tâchons de souligner et de soutenir le travail admirable que cette société réalise pour les patients, les survivants et les proches affectés par le cancer.

Dans cette enceinte, un caucus parlementaire omnipartite s'est joint à la Société canadienne du cancer pour renforcer les efforts de lutte contre cette maladie qui touche un Canadien sur quatre. Bon nombre de mes collègues conservateurs sont ravis de faire partie de ce caucus et appuieront fermement la Société dans ses efforts visant à faciliter l'accès à des soins palliatifs partout au Canada. Ce n'est qu'un exemple des efforts supplémentaires que nous pouvons faire.

Enfin, remercions les nombreux chercheurs, patients, survivants, donateurs et bénévoles qui contribuent aux efforts de lutte contre le cancer et de prévention de cette maladie. Aujourd'hui, bon nombre d'entre eux sont ici, à Ottawa, et nous les remercions de leurs efforts. En tant que Canadiens, travaillons ensemble afin de changer les choses pour tout le monde.

* * *

LE MOIS DE LA JONQUILLE

M. Taleeb Noormohamed (Vancouver Granville, Lib.): Monsieur le Président, le mois d'avril marque le début de la campagne de la jonquille de la Société canadienne du cancer, qui vise à sensibiliser le public et à recueillir des fonds pour les Canadiens qui ont reçu un diagnostic de cancer, ainsi que pour la recherche sur le cancer. Qu'il s'agisse d'un ami, d'un parent, d'un enfant ou d'un voisin, nous connaissons tous quelqu'un qui a été touché par le cancer. Le cancer touche près de la moitié des Canadiens, quels que soient leur âge ou leurs origines. C'est pourquoi il est très important de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir les soins préventifs, la recherche et les traitements dans la lutte contre le cancer.

Les effets de la campagne de la jonquille se font sentir aux quatre coins du pays, car elle appuie des systèmes de soutien pancanadiens et des travaux de recherche de calibre mondial, ici, au Canada. Des Canadiens de tout le pays se mobilisent. En fin de semaine dernière, dans ma ville, Vancouver, la Société canadienne du cancer a organisé le bal des jonquilles afin de recueillir des fonds pour soutenir la recherche sur le cancer en Colombie-Britannique et dans l'ensemble du pays. Cette année, cet événement a permis de recueillir 3 millions de dollars.

J'invite tous mes collègues à soutenir la campagne de la jonquille de la Société canadienne du cancer, à porter leur épinglette en forme de jonquille et à continuer à appuyer la lutte contre le cancer.

* * *

[Français]

CLAUDE THIVIERGE

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Monsieur le Président, j'ai le plaisir aujourd'hui de souligner le talent d'un artiste de Salaberry—Suroît, M. Claude Thivierge.

Son plus récent fait d'armes parle de lui-même. M. Thivierge a créé une pièce de monnaie sur laquelle apparaît un loup gris en noir et or dans un portrait évoquant le yin et le yang. Cette majestueuse pièce a été récompensée par le prix international de la monnaie de l'année; quel exploit!

Dans sa démarche artistique, l'homme de Rivière-Beaudette s'inspire de la faune. Animé par la dualité de notre nature sauvage et humaine, M. Thivierge est très prolifique et n'hésite pas à partager son talent.

Avec sa collègue Madeleine Turgeon, il a récemment dévoilé neuf œuvres colorées qui enjolivent l'unité pédiatrique de l'Hôpital du Suroît, au grand plaisir des patients, de leurs proches et du personnel de la santé.

J'adresse toutes mes félicitations à Claude Thivierge. Cette nouvelle reconnaissance témoigne de tout son talent. Je lui dis bravo.

* * *

• (1405)

SOPHIE GRENIER

Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, c'est avec honneur que je reconnais aujourd'hui la nouvelle étoile et ambassadrice d'Orléans: Sophie Grenier.

Sophie est la gagnante de la neuvième saison de l'émission télévisée *La Voix* au Québec. Ses prestations musicales ont depuis le début fait l'unanimité au sein des *coachs* et du public, par la force de sa voix et l'émotion transmise lors de ses performances.

Ce succès, elle le doit bien sûr à son talent, mais aussi à un long travail depuis son plus jeune âge à l'école de chant Sing House Studios d'Orléans, sous la tutelle de la propriétaire, Chantal Hackett.

Sing House Studios est une petite entreprise engagée dans la communauté qui accompagne les jeunes Franco-Ontariens dans leur éducation musicale.

C'est avec fierté que je rends hommage à Sophie Grenier et je la remercie de représenter la communauté franco-ontarienne à travers la musique et le chant, au Québec, au Canada et à l'international.

* * *

[Traduction]

LE PARTI LIBÉRAL DU CANADA

M. Robert Kitchen (Souris—Moose Mountain, PCC): Monsieur le Président, alors que les Canadiens de partout au pays peinent à joindre les deux bouts en raison de l'inflation et de la hausse vertigineuse du coût de la vie, le premier ministre et ses copains libéraux n'ont jamais eu la vie aussi belle.

Bien que le premier ministre ait été reconnu coupable d'avoir enfreint les lois sur l'éthique à deux reprises et que son parti ait été reconnu coupable d'avoir enfreint les lois éthiques à six reprises, les violations continuent. Non seulement la ministre du Commerce a octroyé un contrat de 23 000 \$ à sa meilleure amie, mais le ministre du Logement a ensuite donné pas moins de 93 000 \$ à la firme de relations publiques de ses proches collaborateurs. Tout cela se passe alors que les Canadiens n'ont jamais eu autant de mal à joindre les deux bouts.

Partout au Canada, y compris en Saskatchewan, 20 % des gens sautent des repas parce qu'ils ne peuvent tout simplement pas se les payer, plus de la moitié de la population paie plus de 200 \$ par mois pour se chauffer et la taxe sur le carbone ne fait qu'aggraver la situation.

Les libéraux corrompus et déconnectés de la réalité prospèrent tout en s'acharnant sur les Canadiens et en les regardant souffrir. Il

Déclarations de députés

est temps de rendre le Canada à nouveau fier, honoré et respecté. Il est temps de former un nouveau gouvernement conservateur.

* * *

L'AÏD EL-FITR

M. Shafqat Ali (Brampton-Centre, Lib.): Monsieur le Président, les musulmans du monde entier, dont plusieurs députés, de nombreux électeurs de Brampton-Centre et moi-même, s'apprentent à célébrer l'Aïd el-Fitr vendredi ou samedi, donc le 21 ou le 22 avril, selon l'observation de la lune.

L'Aïd el-Fitr marque la fin du ramadan, le mois durant lequel les musulmans jeûnent quotidiennement du lever au coucher du soleil, prennent part à des prières communes et redonnent à la communauté. Après une prière spéciale le matin de l'Aïd, les festivités durent traditionnellement trois jours. À cette occasion, les croyants se réunissent autour de bons repas, s'offrent des cadeaux et passent du temps en famille, entre amis et entre fidèles.

Au nom de ma famille, je tiens donc à dire *Aïd Moubarak* à tous les musulmans qui célébreront l'Aïd el-Fitr en fin de semaine.

* * *

LE CANCER

Mme Ya'ara Saks (York-Centre, Lib.): Monsieur le Président, chaque année en avril, la Société canadienne du cancer organise sa campagne de la jonquille, symbole de force, de résilience et de courage pour les personnes qui vivent avec le cancer. Aujourd'hui, des survivants du cancer sont venus à Ottawa afin de faire partager leurs expériences et de plaider en faveur de meilleurs soins contre le cancer.

Le cancer est la principale cause de décès chez les Canadiens. Près de la moitié d'entre nous peuvent s'attendre à recevoir un diagnostic de cancer à un moment donné au cours de notre vie, et si ce n'est pas nous-mêmes, alors nous serons affectés par le fardeau qui pèse sur la famille et les amis qui doivent soutenir une personne chère qui lutte contre le cancer, que ce soit une mère, un père, un époux, une épouse, un frère, une sœur ou un ami. Nous connaissons tous quelqu'un qui lutte courageusement contre le cancer ou, dans certains cas, qui pleure la perte d'un être cher.

Nous avons aussi de l'espoir. Nous portons fièrement des épinglettes en forme de jonquille en soutien aux personnes touchées par le cancer et nous reconnaissons la recherche et les progrès extraordinaires en cours et qui visent à accélérer le changement. De nombreux cancers ne sont plus une condamnation à mort comme ils l'étaient autrefois. Grâce à davantage de recherche et de traitements, davantage de dépistages préventifs et de soins palliatifs, nous nous rapprochons chaque jour de l'objectif de sauver des vies.

Ensemble, nous pouvons travailler et nous continuerons à travailler à un avenir meilleur, sans cancer, pour tous les Canadiens.

* * *

• (1410)

LA FUSILLADE DE 2020 EN NOUVELLE-ÉCOSSE

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Monsieur le Président, les 18 et 19 avril 2020 sont des jours qui resteront gravés dans la mémoire de tous les Néo-Écossais, voire de tous les Canadiens. Aujourd'hui, nous soulignons le troisième anniversaire du moment où un homme en proie à une folie inexplicable a fait irruption dans la vie de 22 Néo-Écossais et d'un enfant à naître.

Déclarations de députés

La douleur et l'incrédulité continuent d'être ressenties au quotidien. L'on croyait que de telles atrocités ne pouvaient pas survenir au Canada, encore moins dans une petite collectivité comme Portapique, en Nouvelle-Écosse. Les mots nous manquent lorsque nous essayons de comprendre la gravité de cette tragédie, les vives émotions qu'elle a suscitées et que les gens ressentent toujours ou encore les raisons pour lesquelles elle s'est produite.

Parfois, nous sommes figés dans nos pensées lorsque nous essayons de réaliser, d'interpréter et d'expliquer le choc, l'horreur et la tristesse de toutes les personnes affectées par ce drame. Ceux qui sont encore de ce monde aujourd'hui doivent continuer d'honorer la mémoire des victimes, de veiller à ce que cette tragédie ne tombe pas dans l'oubli et de demander des comptes aux systèmes et aux institutions qui n'ont pas su protéger ces Canadiens au moment où ils en avaient le plus besoin.

J'invite toutes les personnes présentes dans cette enceinte à avoir une pensée spéciale pour les survivants, surtout les membres des familles endeuillées, et à prier pour eux.

* * *

LE SENTIER TRANSCANADIEN

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Monsieur le Président, qu'est-ce qui mesure plus de 27 000 kilomètres, va d'un océan à l'autre et traverse des villes et des campagnes, des forêts et des cours d'eau? C'est le Sentier transcanadien. Ce magnifique parcours unit tous les Canadiens. C'est un lieu où nous pouvons tous aller, peu importe nos capacités, afin d'explorer le monde qui nous entoure.

L'an dernier, le gouvernement a versé le plus grand investissement ponctuel de l'histoire du Sentier transcanadien. Cet investissement contribue à l'amélioration, à l'entretien et au développement du sentier. Tous les Canadiens pourront en profiter collectivement. Le tronçon que je préfère, c'est celui qui traverse la vallée de la rivière Don en longeant les ravins et les cours d'eau. Les Canadiens peuvent partir à l'aventure, directement dans leur cour arrière.

J'invite tout le monde à découvrir le Sentier transcanadien. Profitez de cet extraordinaire réseau qui nous unit tous.

* * *

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, à Noël dernier, le premier ministre et sa famille ont passé des vacances en Jamaïque dans un luxueux domaine appartenant à une riche famille qui, comme par hasard, a fait récemment un don important à la Fondation Trudeau. Qui aurait pu imaginer une telle chose? Alors qu'un Canadien sur cinq saute des repas, le voyage somptueux et luxueux de la famille du premier ministre a coûté 160 000 \$ aux contribuables pour la sécurité et l'hébergement du personnel.

Neuf jeunes sur dix pensent qu'ils n'auront jamais les moyens d'acheter une maison. Notre dette nationale a doublé. Ce matin, le prix de l'essence dans la vallée du Fraser a atteint 1,85 \$. L'inflation n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans. Après huit ans sous la direction du premier ministre, les Canadiens n'ont pas de répit, et ne pensent surtout pas à se payer des vacances.

Quand le premier ministre fera-t-il preuve de respect à l'égard des Canadiens, quand respectera-t-il notre loi sur les conflits d'inté-

rêts et quand cessera-t-il de gaspiller l'argent des contribuables dans des voyages avec de riches donateurs?

* * *

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Monsieur le Président, « Devant la hausse du prix des denrées alimentaires, des résidents de Vancouver se tournent vers les bennes à ordures ». C'est le gros titre du *Globe and Mail* aujourd'hui. Autre statistique choquante, les banques alimentaires et les autres programmes destinés aux Canadiens les plus vulnérables s'attendent à servir 60 % plus de personnes par mois en 2023. Il est donc juste d'affirmer qu'une crise du coût de la vie sévit au pays. Où se trouve le premier ministre durant cette période de douleur, de souffrance et d'anxiété financière accrue? Eh bien, il voyage en Jamaïque — des vacances luxueuses et extravagantes qui coûtent 162 000 \$ aux contribuables —, il loge dans une chambre d'hôtel à 6 000 \$ la nuit et il fait du surf à Tofino, où il loue une propriété d'une valeur de 18,5 millions de dollars.

Le premier ministre a un laissez-passer pour « l'île des privilégiés déconnectés ». C'est flagrant et c'est insultant. Il est temps d'avoir un nouveau chef qui respecte les Canadiens et leur argent.

* * *

LA BATAILLE DE LA CRÊTE DE VIMY

M. Bryan May (Cambridge, Lib.): Monsieur le Président, dimanche dernier marquait le 106^e anniversaire de la bataille de Vimy. Le 9 avril 1917, des Canadiens d'un océan à l'autre se sont rassemblés sur les plages de la crête de Vimy pour participer à l'une des victoires militaires les plus décisives du Canada.

Grâce à la fermeté du général Sir Arthur Currie et à l'utilisation des tactiques innovantes du barrage roulant et de la progression par bonds pour franchir la zone disputée, la crête de Vimy a été prise en un jour, mais la bataille a été très coûteuse. Près de 3 600 Canadiens ont perdu la vie et plus de 7 000 autres ont été blessés.

À l'occasion du Jour de la crête de Vimy, j'encourage tous les députés et tous les autres Canadiens à réfléchir à leurs sacrifices et à honorer leur bravoure. N'oublions jamais leur histoire, leur caractère et la place qu'ils occupent dans notre grande histoire.

* * *

• (1415)

LE YOM HA-CHOAH

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NDP): Monsieur le Président, le Yom ha-Choah est le jour où l'on se souvient des six millions de Juifs qui ont été assassinés pendant l'Holocauste, y compris des membres de ma famille. En effet, tous les membres de ma famille ont été tués par les nazis, sauf cinq d'entre eux: mes grands-parents, mon père et deux oncles. Mon père, Albert Gazan, avait deux ans et demi lorsque les Allemands ont envahi la Hollande. Il a passé toute la guerre dans la clandestinité, hébergé par des familles néerlandaises. Sa mère, c'est-à-dire ma grand-mère, Gina Gazan, a séjourné dans un camp de concentration. Par miracle, ils ont survécu, mais les trois quarts des Juifs hollandais n'ont pas eu cette chance.

Il a fallu attendre plus d'un an pour que mon père retrouve mon grand-père et plusieurs mois encore pour qu'il retrouve ma grand-mère maternelle. Il est devenu un défenseur de la paix, de la justice et des droits de la personne. Leurs histoires doivent être racontées à satiété. Nous assistons à une montée du négationnisme et du révisionnisme, et je crains que la situation ne s'aggrave encore après la mort des derniers survivants.

Nous ne devons pas laisser les histoires de ces victimes sombrer dans l'oubli, et il faut confronter le déni à la vérité. Aujourd'hui et chaque jour, il faut nous souvenir en disant « plus jamais ».

* * *

[Français]

LA SEMAINE DE L'ACTION BÉNÉVOLE

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Monsieur le Président, qu'y a-t-il de plus noble que de donner sans compter? Qu'y a-t-il de plus noble que la gentillesse d'une personne, en pleine possession de ses moyens, qui utilise cette force pour tirer vers le haut sa communauté entière? C'est ce que font chaque jour plus de 2 millions de Québécois et de Québécoises qui œuvrent comme bénévoles.

Au nom du Bloc québécois, je tiens à profiter de cette 49^e édition de la Semaine de l'action bénévole pour les remercier. Sous le thème « Bénévolons à l'unisson », saluons ensemble, en harmonie, celles et ceux que nous retrouvons chaque jour auprès de nos aînés comme auprès de nos enfants. Saluons ces personnes dans nos organismes communautaires comme dans nos centres de soins et nos milieux d'apprentissage, ces personnes, parfois discrètes, mais toujours généreuses, qui se servent de leur lumière pour faire briller les autres.

Cette semaine, faisons l'inverse. Faisons de nos bénévoles les vedettes et braquons les projecteurs sur leur rôle essentiel dans l'ensemble de la société québécoise.

* * *

[Traduction]

LE CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral entretient des liens étroits avec la Fondation Pierre-Elliott-Trudeau, mais le premier ministre ne semble guère se soucier de la reddition de comptes ou de la transparence. Premièrement, il a choisi un rapporteur spécial qui a déjà été membre de cette fondation pour qu'il fasse enquête sur l'ingérence étrangère, et maintenant, il tente désespérément de s'attaquer aux conservateurs. Il veut laisser entendre que la Fondation Pierre-Elliott-Trudeau est un organisme de bienfaisance comme les autres et qu'elle est simplement victime des manœuvres partisans de la part de l'opposition, mais c'est loin d'être la vérité.

On parle d'un organisme qui est mentionné dans le portefeuille d'un ministre. De plus, selon le rapport annuel de la fondation, cet organisme réserve au ministre de l'Innovation le droit de nommer des administrateurs et des membres au sein de la fondation. Le premier ministre s'est officiellement retiré des affaires de la fondation pendant son mandat, mais son nom figure toujours parmi les membres de la succession.

Malheureusement, le NPD, qui a bradé ses principes pour former une coalition avec les libéraux, ne soutient pas nos efforts en faveur de la transparence. Même si la coalition néo-démocrate—libérale

Questions orales

vote contre cette proposition, les conservateurs n'exigeront rien de moins que la tenue d'une enquête entièrement indépendante.

* * *

LE MOIS DU PATRIMOINE SIKH

Mme Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, en avril, nous célébrons le Mois du patrimoine sikh, qui est l'occasion de reconnaître et d'apprécier la richesse de l'histoire et de la culture des sikhs au Canada et dans le monde entier. Nous célébrons notre patrimoine durant une période de réjouissances qui marque le début d'une saison de récoltes abondantes et qui commémore la fondation du Khalsa par le gourou Gobind Singh en 1699.

Le Canada abrite l'une des plus grandes populations sikhs du monde, et de nombreuses organisations travaillent d'arrache-pied pour aider la communauté, comme la banque alimentaire Seva, l'organisme Khalsa Aid Canada et bien d'autres. La semaine dernière, j'ai d'ailleurs été témoin d'un véritable exemple d'altruisme lorsque le fondateur d'Avaal Technology, Dara Nagra, a versé un don de 1 million de dollars à la fondation SickKids. Ce sont là les véritables valeurs du sikhisme, que partagent les Canadiens.

Au nom des résidents de Brampton-Sud, je souhaite à tous les résidents de Brampton et aux citoyens du monde entier un joyeux Mois du patrimoine sikh et un très joyeux Vaisakhi.

[La députée s'exprime en pendjabi.]

QUESTIONS ORALES

● (1420)

[Français]

L'ÉTHIQUE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Selon un sondage, deux tiers des Canadiens doivent réduire leurs plans de vacances d'été et un quart des Canadiens doivent les éliminer en totalité en raison de l'inflation que ce premier ministre a causée. On apprend aujourd'hui qu'il a non seulement forcé ces mêmes contribuables à payer 160 000 \$ pour ses vacances, mais qu'il a passé ses vacances dans une villa luxueuse d'un donateur de la fondation Trudeau.

Est-ce que le premier ministre a payé pour son propre hébergement dans cette villa?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme le chef de l'opposition le sait très bien, c'est une famille avec qui nous sommes amis depuis 50 ans. Nous avons toujours travaillé avec le commissaire à l'éthique pour nous assurer que toutes les règles sont suivies.

Si le chef de l'opposition était réellement préoccupé par le coût de la vie pour les Canadiens, il serait en train d'appuyer notre budget qui est là pour donner plus d'argent pour les Canadiens pendant ces moments difficiles. Il y a le rabais pour l'épicerie que nous avons demandé d'adopter de façon accélérée à la Chambre. Il y a aussi une aide directe pour les soins dentaires. Or, les conservateurs ont voté contre.

Nous allons continuer d'être là pour les citoyens.

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, en raison de l'inflation galopante que le premier ministre a causée, les deux tiers des Canadiens affirment qu'ils doivent revoir leur projet de vacances cet été et un quart d'entre eux disent qu'ils ont dû carrément les annuler. Cependant, ils doivent quand même payer les vacances de quelqu'un d'autre. Le séjour du premier ministre dans une luxueuse villa privée appartenant à un donateur ultrariche de la Fondation Pierre-Elliott-Trudeau, à 9 000 \$ la nuit, a coûté 160 000 \$ aux contribuables.

Combien le premier ministre a-t-il payé pour séjourner dans cette luxueuse villa?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, cette famille et la mienne sont de proches amis depuis environ 50 ans. Nous travaillons toujours avec le commissaire à l'éthique pour veiller au respect de toutes les règles.

Si le chef de l'opposition se souciait réellement du coût de la vie pour les Canadiens, il voterait en faveur du budget, qui prévoit des mesures concrètes pour aider les Canadiens d'un océan à l'autre. Il chercherait à accélérer l'approbation à la Chambre du remboursement pour l'épicerie afin que nous puissions verser cette aide à 11 millions de Canadiens. Il n'aurait pas voté contre les prestations dentaires, qui aident déjà 250 000 jeunes partout au pays.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, pour que ce soit bien clair, cette villa se loue, commercialement, à non moins de 9 000 \$ la nuit. C'est ce que paierait n'importe quel autre Canadien pour y séjourner, en plus de devoir payer son propre billet d'avion, faute de posséder un jet privé.

Le premier ministre veut nous faire croire que ces donateurs à la Fondation Trudeau lui ont offert des vacances à 9 000 \$ la nuit sans rien lui demander en retour. On sait pertinemment que rien n'est gratuit dans la vie. Il est question ici d'influence et de pouvoir pour les super riches.

Pourquoi le premier ministre refuse-t-il de répondre? Combien a-t-il payé par nuit pour l'hébergement dans cette villa luxueuse?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il faut croire que le chef de l'opposition a du mal à comprendre le concept de l'amitié.

Mon père était le parrain de l'un des enfants de cette famille. Le père était le parrain de l'un de mes frères. Cette amitié dure depuis 50 ans. Bien entendu, nous avons collaboré avec le commissaire à l'éthique pour nous assurer que toutes les règles étaient respectées.

Si le chef de l'opposition veut parler d'amitié, parlons du fait qu'il fait appel à ses amis milliardaires américains géants de la technologie pour s'en prendre aux médias d'information locaux dont dépendent les Canadiens. Il devrait avoir honte de s'attaquer au contenu canadien, aux médias d'information canadiens et aux choses canadiennes que les Canadiens ont à cœur.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la seule chose qui soit canadienne dans les vacances du premier ministre, c'est l'argent des contribuables qui ont été contraints de les payer.

Le premier ministre refuse de répondre à la question. Il sait que ces puissants intérêts achètent de l'influence tout en rendant le premier ministre encore plus déconnecté de la population à laquelle il impose ses taxes inflationnistes et ses déficits. Cette attitude est co-

hérente avec le fait qu'il a déjà été reconnu coupable d'avoir accepté des vacances valant un quart de million de dollars de la part d'un milliardaire qui cherchait à obtenir une subvention du gouvernement.

Si le premier ministre n'a rien à cacher, peut-il nous dire s'il a séjourné gratuitement dans cette villa à 9 000 \$ la nuit?

• (1425)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme le chef de l'opposition le sait bien, la GRC doit respecter certains protocoles de sécurité pour tous les premiers ministres, quels que soient les partis politiques ou les allégeances partisanes.

Encore une fois, si le chef de l'opposition se souciait réellement du coût de la vie pour les Canadiens, il aurait voté en faveur du programme de soins dentaires, qui aide actuellement des centaines de milliers d'enfants et aidera des millions de Canadiens à l'avenir, mais il a voté contre ce programme. Il a également voté contre les réductions d'impôts pour la classe moyenne, alors que nous avons augmenté les impôts des 1 % les plus riches. Aujourd'hui, il fait appel à ses amis milliardaires américains pour s'en prendre aux médias d'information locaux dont dépendent les Canadiens. Ce n'est pas ce que les Canadiens...

Le Président: Le chef de l'opposition a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, ce sont les propos d'un homme qui s'est offert un séjour de 160 000 \$ aux frais des contribuables dans une villa privée, alors qu'il n'y avait aucune raison, du point de vue de la sécurité, pour qu'il n'assume pas lui-même les frais de son séjour. Il s'est offert un séjour à Londres dans un hôtel à 6 000 \$ la nuit et a passé deux semaines au Costa Rica au beau milieu de l'été. Il est allé faire du surf à Tofino, aux frais des contribuables, pendant la Journée de la vérité et de la réconciliation, et il a été déclaré coupable d'avoir séjourné sur l'île d'un milliardaire.

Le premier ministre est déconnecté de la réalité, et les Canadiens n'ont plus d'argent. Quand cessera-t-il de prendre des vacances et commencera-t-il à travailler pour les citoyens de son pays?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, si le chef conservateur se préoccupait des Canadiens plutôt que de lancer des attaques partisanes, il appuierait les prestations directes que nous accordons aux Canadiens. Il continue de s'opposer aux ententes sur les garderies, dont les frais ont été réduits à 10 \$ par jour dans six provinces et territoires du pays, et ce qui permet déjà à des Canadiens de tout le pays d'économiser des centaines de dollars par mois. Il se prononcerait en faveur des mesures d'aide en matière de soins dentaires dont bénéficient des centaines de milliers d'enfants, au lieu de continuer à voter contre celles-ci. Il accélérerait la mise en œuvre du remboursement pour l'épicerie afin de venir en aide à 11 millions de Canadiens...

Le Président: Le député de Beloeil—Chambly a la parole.

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, l'amitié, ça compte tellement. Au Québec, on a une vieille expression: un *chum*, c'est un *chum*.

Je ne poserai pas de questions auxquelles il ne répondra pas. Je vais présumer qu'il sait déjà que la famille Green avait financé la fondation Trudeau avant d'aller y passer ses vacances. On va donc passer au point éthique.

Questions orales

Peut-il dire à la Chambre, aux Québécois et aux Canadiens combien valent les installations qu'il a occupées et s'il a personnellement, de sa poche, payé pour le séjour?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, cela fait 50 ans que nos familles sont amies, mais évidemment, dans les cas d'amitié et dans d'autres cas de vacances, on passe toujours par le bureau du commissaire à l'éthique pour s'assurer que toutes les règles sont suivies.

C'est ce à quoi les Canadiens s'attendent, et c'est ce qu'on fait chaque fois. C'est important de suivre les règles, et c'est exactement ce qu'on a fait.

* * *

LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, il fallait aussi dire au commissaire à l'éthique que la fondation Trudeau venait de recevoir de l'argent.

Dans un autre cas, le gouvernement chinois veut donner 1 million de dollars à l'Université de Montréal — ce n'est pas par amitié, nous ne sommes pas naïfs — et il passe par M. Zhang Bin. Au lieu de protéger la plus importante institution universitaire au Québec, la fondation Trudeau prend une *cut* de 200 000 \$ et demande une statue de papa.

Le premier ministre admet-il qu'il se disqualifie totalement pour toute prise de décision dans l'enjeu des ingérences chinoises et s'en remet-il à la Chambre?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit maintes fois, cela fait 10 ans que je n'ai aucun engagement direct ou indirect avec la fondation qui porte le nom de mon père.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, les familles et les travailleurs canadiens sont durement touchés par l'inflation. Les députés savent-ils qui n'a pas été durement touché par l'inflation? Les PDG. Les PDG empochent des salaires record. D'ailleurs, le PDG moyen au Canada gagne 241 fois plus que l'employé moyen. C'est scandaleux. Les Canadiens en sont frustrés et ils ont raison de l'être.

Le premier ministre va-t-il comprendre que la vie ne se passe pas uniquement sur une plage au soleil et qu'il faut soutenir l'initiative du NPD afin de rehausser le salaire des employés et corriger cette inégalité?

● (1430)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous avons toujours eu la ferme intention de nous assurer que chacun paie sa juste part des impôts. Nous savons que le coût de la vie continue d'être un réel problème pour les Canadiens. Malgré la diminution de l'inflation et les autres bonnes nouvelles que nous avons eues aujourd'hui, nous savons que le coût des aliments demeure trop élevé. C'est pour cette raison que nous allons instaurer le remboursement pour l'épicerie, qui ciblera 11 millions de Canadiens de façon à ne pas contribuer à l'inflation. Nous espérons donc que tous les députés appuieront l'adoption ra-

pide de cette mesure afin que les Canadiens dans le besoin reçoivent cette aide aussi rapidement que possible.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, il est clair que les libéraux sont déconnectés de la réalité des gens.

Notre idée est simple: si une entreprise comme Loblaws peut se permettre de payer son PDG, Galen Weston, 431 fois plus que ses employés, cette entreprise peut se permettre d'investir plus dans notre société. Si cette entreprise veut payer moins de taxes, elle peut augmenter les salaires des travailleurs.

Est-ce que le premier ministre va appuyer notre initiative pour augmenter les salaires des travailleurs?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, une des premières choses que nous avons faites a été de donner une baisse d'impôt à la classe moyenne en l'augmentant pour le 1 % le mieux nanti dans ce pays. Nous avons continué d'adopter des mesures qui aidaient ceux qui en avaient besoin, en arrêtant par exemple d'envoyer des chèques de prestations à des familles millionnaires. Nous allons continuer d'être là pour aider les gens, notamment avec le remboursement pour l'épicerie, et nous demandons à tout le monde à la Chambre de contribuer à accélérer le versement de ces prestations. J'espère que tous les parlementaires vont accélérer le processus pour que les Canadiens qui en ont besoin reçoivent ce rabais le plus rapidement possible.

* * *

[Traduction]

L'ÉTHIQUE

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ont vu leurs factures de chauffage, leurs factures d'épicerie, leur loyer et leurs paiements hypothécaires grimper en flèche pendant la période des Fêtes, tandis que le premier ministre s'envolait à bord d'un jet privé vers les Caraïbes pour se rendre, aux frais des contribuables, dans la propriété privée d'un autre riche copain libéral, qui est incidemment un donateur important de la Fondation Trudeau.

Le premier ministre, un rentier millionnaire déconnecté de la réalité, ne comprend pas et ne ressent pas la douleur causée par son inflation, qui a forcé 1,5 million de Canadiens à se tourner vers les banques alimentaires en un seul mois. Le premier ministre va-t-il prendre la parole aujourd'hui et s'excuser d'avoir utilisé l'argent des contribuables pour passer des vacances chez un donateur de la Fondation Trudeau?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne la pauvreté, lorsque le parti du député était au pouvoir, il y avait 2,7 millions de personnes de plus qu'aujourd'hui qui vivaient dans la pauvreté, dont 800 000 enfants.

Des mesures de sécurité doivent être prises lorsqu'un premier ministre voyage. J'aimerais donc poser la question suivante aux députés d'en face: estiment-ils qu'aucune mesure de sécurité ne devrait être prise pour un premier ministre qui part en vacances avec sa famille, ou estiment-ils qu'un premier ministre ne devrait jamais partir en vacances avec sa famille?

Questions orales

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, il aurait pu payer ses propres vacances. J'imagine que le premier ministre est parti en vacances pour éviter aux Canadiens d'avoir à le faire. Alors que les Canadiens paient des mensualités de 2 200 \$ par mois pour leur loyer, le premier ministre séjourne dans de somptueuses chambres d'hôtel à 6 000 \$ la nuitée. Un Canadien sur cinq saute des repas, alors que le premier ministre se permet de dépenser 55 000 \$ en frais d'épicerie. Quelque 62 % des Canadiens doivent réduire leurs vacances, alors que le premier ministre fait payer les contribuables pour ses vacances au gigantesque domaine d'un donateur de la fondation Trudeau.

Je n'ai qu'une question toute simple: quel consultant libéral grassement payé a donné ce conseil stupide, ou bien était-ce une autre décision insensible du premier ministre?

Le Président: J'aimerais simplement rappeler aux députés des deux côtés de la Chambre de choisir leurs propos avec circonspection, que ce soit pour poser une question ou y répondre.

Je cède la parole au leader du gouvernement à la Chambre.

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme le député d'en face le sait très bien, le gouvernement a pris une série de mesures pour aider les personnes aux prises avec les conséquences mondiales de l'inflation. Le parti d'en face a voté contre chacune de ces mesures et continue de s'opposer à d'autres mesures importantes, comme le remboursement pour l'épicerie que nous avons proposé.

Toutefois, je voudrais dire ceci aux députés du parti d'en face: je comprends qu'ils n'aiment pas le premier ministre. Je comprends qu'ils nourrissent une animosité personnelle et qu'ils veulent lancer des attaques partisans contre lui, mais je leur pose à nouveau la question: croient-ils qu'un premier ministre ne devrait pas pouvoir voyager à Noël avec sa famille? Croient-ils qu'il ne devrait pas bénéficier d'une sécurité lorsqu'il le fait?

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, tout ce que nous disons, c'est qu'il devrait payer ses propres vacances et ne pas refiler la facture aux contribuables.

Pendant que les Canadiens subissaient le chaos causé par sa mauvaise gestion du système aéroportuaire, le premier ministre a pu éviter les files d'attente et s'envoler pour d'autres vacances dans les Caraïbes. Le premier ministre n'a jamais à payer pour les mauvaises politiques qu'il adopte. Les autres Canadiens doivent payer plus cher le carburant qu'ils mettent dans leur voiture, mais pas lui. Il n'a pas non plus à payer pour le chauffage de sa propre maison, et nous découvrons maintenant qu'il ne paie même pas pour ses propres vacances.

Les lignes directrices du Conseil du Trésor indiquent qu'il devrait rembourser au moins le coût d'un vol commercial. L'a-t-il fait?

• (1435)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Absolument, monsieur le Président. Je peux catégoriquement confirmer qu'il a remboursé ce coût. Je peux confirmer au député qu'il l'a fait.

Je demanderais au député de cesser ses attaques partisans contre le premier ministre, et je lui poserai cette question au sujet d'un futur premier ministre. Est-ce qu'un futur premier ministre aurait le droit de prendre des vacances avec sa famille? S'il croit que c'est le cas, croit-il aussi qu'on devrait assurer la sécurité de ce premier mi-

nistre? S'il en convient, il conviendra aussi que les coûts liés à la sécurité forment la majeure partie des coûts globaux, et il conviendra certainement que les mesures prises étaient raisonnables.

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, le leader du gouvernement à la Chambre semble être prêt à répondre à des questions précises. En voici une que le premier ministre a esquivée à cinq reprises. Le leader du gouvernement à la Chambre vient de répondre que oui, le premier ministre a remboursé un coût, mais la question précise est la suivante: a-t-il remboursé la valeur commerciale de l'hébergement? Cette villa de luxe peut coûter jusqu'à 9 000 \$ la nuit. La question précise est la suivante: le premier ministre a-t-il payé pour cette villa?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les vacances de Noël en famille du premier ministre, avec ses amis, sont une préoccupation...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je tiens à rappeler aux députés qu'ils ne doivent pas s'investiver.

Le leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

L'hon. Mark Holland: Monsieur le Président, il ressort clairement des questions et de la manière dont elles sont posées que l'intérêt du parti d'en face est un intérêt partisan qui vise à attaquer pour profiter de son avantage partisan.

Je dirais aux députés d'en face qu'en ce moment, alors que nous sommes confrontés à toutes sortes de problèmes dans le monde, comme l'inflation mondiale et la guerre en Europe, leur obsession pour les vacances de Noël du premier ministre avec sa famille et ses amis est très révélatrice.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a passé deux semaines de vacances dans le Sud à la résidence de Peter Green. C'est un voyage qui a coûté 160 000 \$ aux contribuables. Il affirme que le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique lui a donné le feu vert pour le voyage, mais je ne suis pas certain que le commissaire savait que le lieu du voyage était la résidence d'un donateur à la fondation Trudeau.

Est-ce que le premier ministre peut nous dire aujourd'hui si le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique était au courant, oui ou non, que l'invitation était d'un donateur à la fondation Trudeau?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la question est claire. Est-ce que c'est possible pour le premier ministre de prendre des vacances avec sa famille? Si le premier ministre prend des vacances avec sa famille à Noël, est-ce possible d'avoir de la sécurité pour sa famille? Si c'est le cas, évidemment, il y a un coût relié à cela. Ce coût est très raisonnable.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, le plus drôle dans cette histoire, c'est que les médias rapportent que l'entourage même du premier ministre avait une préoccupation quant à la perception de ce voyage. Actuellement, on sait que 62 % des Canadiens annulent ou remettent en question leurs vacances d'été parce qu'ils n'en ont pas les moyens à cause de l'inflation.

*Questions orales***LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES**

Revenons aux préoccupations de l'entourage du premier ministre. Est-ce qu'il était préoccupé par le fait que les Canadiens vivaient des temps difficiles ou par le fait qu'il allait dans la résidence d'un donateur de la fondation Trudeau?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est évident que l'inquiétude du parti de l'autre côté est une inquiétude partisane.

Il y a beaucoup de problèmes qui sont tellement sérieux au Canada, comme l'abordabilité, le coût de la vie pour les Canadiens. C'est un problème auquel s'attaque le budget, qui est à l'étude au Parlement. Il est possible pour le Parti conservateur de voter pour des mesures qui vont aider les personnes, mais non, l'intérêt du Parti conservateur, comme d'habitude, est la partisanerie.

M. René Villemure (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, Radio-Canada, l'organe de propagande libérale selon le Parti conservateur, nous apprend que le premier ministre est allé passer ses vacances de Noël chez des amis grands donateurs à la fondation Trudeau, des amis d'enfance, dont un est le filleul de Pierre Elliott Trudeau. Ce sont des grands donateurs à une fondation embourbée dans les dons suspects liés au régime chinois. C'est chez eux que le premier ministre a choisi d'aller en vacances.

En plus du manque de jugement et du manque d'éthique, comment le premier ministre peut-il continuer de prétendre qu'il n'a aucun lien avec la fondation Trudeau?

• (1440)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, c'est possible pour le premier ministre de dire cela parce que c'est la vérité.

Pendant les 10 dernières années, le premier ministre n'avait pas de liens avec la fondation.

M. René Villemure (Trois-Rivières, BQ): Monsieur le Président, c'était court.

Il y a la réalité et il y a la perception de la réalité. La fondation Trudeau a reçu de l'argent de donateurs chinois, c'est une réalité. Le premier ministre est allé en vacances chez un grand donateur à la fondation Trudeau, c'est une réalité. Morris Rosenberg, mandaté par le premier ministre pour évaluer l'ingérence étrangère dans les élections était PDG de la fondation Trudeau, c'est une réalité. David Johnston, rapporteur spécial sur l'ingérence chinoise nommé par le premier ministre, est un membre de la fondation Trudeau, c'est une réalité.

Que penser, sinon que le gouvernement chinois utilise la fondation Trudeau pour influencer le premier ministre et que cela fonctionne?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est indéniable que chaque député à la Chambre, de notre côté et certainement dans l'opposition, est fidèle à notre pays, le Canada. Il est absolument indéniable que l'ingérence de la Chine ou des autres pays a pour but de détruire notre démocratie. C'est quelque chose de sérieux pour nous et c'est la raison pour laquelle nous agissons dans toutes les instances pour protéger notre pays.

Mme Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Monsieur le Président, le problème, c'est qu'on s'y perd avec toutes ces distractions.

La fondation Trudeau, c'est préoccupant. Ce qui est encore plus préoccupant, c'est l'ingérence étrangère dans nos élections.

Il y a une puissance étrangère, la Chine, qui fait de l'ingérence dans notre processus démocratique. Cela affecte la confiance de la population. C'est cela, le cœur de l'enjeu. Il faut absolument une commission d'enquête publique et indépendante pour assurer l'intégrité des élections et rétablir la confiance de la population.

Qu'attend-il?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, notre système démocratique assurant des élections indépendantes, c'est absolument essentiel; pas juste pour nous, le gouvernement, mais pour chaque député.

C'est la raison pour laquelle nous nous sommes assurés de désigner quelqu'un de très raisonnable et de très connu partout au pays, c'est-à-dire M. Johnston, l'ancien gouverneur général nommé par M. Harper, qui peut garantir que notre système est protégé.

* * *

[Traduction]

L'ÉTHIQUE

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, tout le monde convient que le premier ministre devrait pouvoir prendre des vacances, et tout le monde convient que le coût lié à la sécurité était raisonnable. Tout le monde sait également, puisque nous avons obtenu une réponse directe au sujet du coût du vol, ce qu'a fait le premier ministre.

Nous ignorons toutefois si le premier ministre a fait ce qui est raisonnable, en payant pour son hébergement, comme tout autre Canadien aurait eu à le faire. Le premier ministre a-t-il payé le prix de 9 000 \$ par nuit exigé pour la villa où il a logé pendant son voyage?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, quand un parti de l'opposition passe la période des questions à réclamer des détails sur le voyage qu'a fait le premier ministre avec sa famille à Noël, il y a lieu de se demander si son intérêt est de nature partisane. Les députés d'en face ne souhaitent que servir leurs propres intérêts et non ceux des gens qui les ont élus pour les représenter.

En ce moment, nous sommes saisis d'un budget au sujet duquel ils ne posent aucune question et qui prévoit des mesures absolument essentielles pour aider les gens du pays qui sont actuellement dans le besoin. Je comprends donc que les députés fassent une fixation sur le sujet. Je me réjouis qu'ils conviennent que le premier ministre devrait prendre des vacances. Je me réjouis qu'ils conviennent que les coûts liés à la sécurité étaient raisonnables.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement ne choisit pas les questions qui lui sont posées, mais il serait bon que les députés nous donnent enfin une réponse.

Questions orales

Permettez-moi de faire un petit calcul pour le leader du gouvernement à la Chambre. Le premier ministre y est resté neuf nuits. Pour n'importe quel autre Canadien, chaque nuitée aurait coûté 9 000 dollars. Le premier ministre a-t-il payé le coût total de 81 000 dollars pour y séjourner, ou s'agit-il d'un nouvel exemple de l'appartenance du premier ministre à cette classe d'élite, dans laquelle il refile les coûts aux Canadiens sans les assumer lui-même?

• (1445)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre a dit très clairement qu'il s'agit d'une famille avec qui il a une relation personnelle étroite depuis 50 ans. Je ne sais pas si le député d'en face rend parfois visite à un ami avec sa famille à Noël, ni ce qu'il fait, mais je dirais que...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre.

Je prie le leader du gouvernement à la Chambre de bien vouloir reprendre du début.

L'hon. Mark Holland: Monsieur le Président, je recommence. Le commissaire à l'éthique a été consulté au sujet de ce voyage. Il l'a approuvé. Il a déclaré sans équivoque que ce voyage était approprié.

Le député d'en face convient qu'un premier ministre devrait pouvoir prendre des vacances. Il convient également que les frais pour assurer la protection du premier ministre étaient raisonnables. Le premier ministre a passé Noël avec sa famille et une famille avec qui il entretient une amitié personnelle depuis plus de 50 ans. Oui, c'est ce qui s'est produit.

* * *

[Français]

LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, le frère du premier ministre est un membre de la fondation Trudeau, tout comme le premier ministre lui-même.

La fondation Trudeau a reçu un chèque dont les fonds proviennent du régime communiste de Pékin, par le biais de deux milliardaires qui seront remboursés par le régime.

M. Alexandre Trudeau a reçu le chèque au nom de la fondation, mais le reçu a été remis au nom d'une autre compagnie, enfreignant directement le Règlement de l'impôt sur le revenu.

Le premier ministre va-t-il laisser passer cette autre preuve de l'influence de Pékin sur son gouvernement par le biais de la fondation Trudeau ou va-t-il permettre le témoignage de son frère devant un comité parlementaire?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme le premier ministre l'a expliqué clairement, il n'y a pas de relation entre lui et la fondation Trudeau depuis presque 10 ans.

Cet enjeu n'est pas de la responsabilité du premier ministre parce qu'il n'a pas de relation avec la fondation. Malheureusement, il y a beaucoup de situations où le parti de l'autre côté de la Chambre attaque la fondation Trudeau, les médias, CBC et n'importe quelle personne et n'importe quel type d'organisation.

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, le nom du premier ministre est toujours dans le rapport

annuel de la fondation Trudeau. Il y a un livre qui a été écrit par Alexandre Trudeau et qui parle de la fascination de sa famille pour la Chine. Il est difficile de contredire l'influence qu'a eue et que continue d'avoir le régime de Pékin sur le premier ministre. Non seulement le régime de Pékin se sert de la fondation pour augmenter son influence sur le premier ministre, mais il le fait de manière illégale, en toute impunité, sans être inquiété par l'Agence du revenu du Canada.

Est-ce que le premier ministre va, oui ou non, appuyer une motion demandant à Alexandre Trudeau de comparaître devant un comité parlementaire?

[Traduction]

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, premièrement, la question qui sous-tend celle de mon collègue est: le gouvernement laisserait-il un gouvernement étranger dicter ou influencer ses décisions? La réponse est un non catégorique.

Deuxièmement, le député remet implicitement en question la loyauté de députés envers leur pays. Ils ont beau employer un ton moralisateur, mais pour moi, c'est toute ma vie, et je sais qu'il en est de même pour d'autres députés, même au sein de l'opposition. Ces députés se sont battus toute leur vie pour notre démocratie. Ils se sont battus pour devenir députés. Il est inacceptable de mettre en doute leur patriotisme.

* * *

L'ÉTHIQUE

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Monsieur le Président, dans ce nouvel épisode de *La vie des gens riches et célèbres*, le premier ministre et sa famille partent en vacances dans la villa caribéenne d'un ami milliardaire de la famille, un donateur de la Fondation Trudeau.

Le premier ministre ne peut s'en empêcher, il fait comme bon lui semble. Que ce soit son séjour à l'île de l'Aga Khan, les nuitées d'hôtel à 6 000 \$ à Londres ou ses dernières vacances de luxe en famille, le premier ministre s'évertue à nous montrer à quel point il est déconnecté de la réalité de M. Tout-le-Monde.

Quand le premier ministre cessera-t-il de travailler pour les milliardaires pour plutôt commencer à travailler pour les Canadiens de la classe ouvrière?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis extrêmement fier du gouvernement et du premier ministre, qui, au cours des dernières années, se sont battus pour que le Canada soit un leader mondial en matière d'économie et de lutte contre la pauvreté grâce à diverses mesures, notamment budgétaires, qui appuient cet objectif.

C'est vrai, le premier ministre a pris des vacances en famille avec des amis de la famille pendant le congé de Noël. C'est vrai, cela a impliqué des frais liés à sa sécurité. Quand le premier ministre part en vacances, de tels frais sont inévitables. On ne peut pas les éviter.

Je crois que ce que les députés doivent se demander, c'est si nous croyons que le premier ministre devrait pouvoir partir en vacances avec sa famille. Je crois qu'il devrait pouvoir le faire.

Questions orales

LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

• (1450)

L'ENVIRONNEMENT

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, le processus conjoint d'évaluation environnementale et le programme de surveillance des sables bitumineux du gouvernement sont des échecs. Ils sont à l'origine d'une crise de santé publique dans les communautés autochtones. Les Premières Nations et les Métis sont confrontés à des millions de litres de boues toxiques dans leurs communautés. L'organisme de réglementation de l'énergie de l'Alberta, le Parti conservateur uni, l'Impériale et le gouvernement fédéral sont responsables de cette situation.

Le gouvernement libéral propose maintenant de constituer un groupe de travail. Ce n'est pas suffisant. Quand le gouvernement va-t-il s'attaquer sérieusement au problème des bassins de résidus toxiques?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, depuis que nous avons été informés de la fuite à la mine de sables bitumineux de Kearl, nous nous efforçons de faire toute la lumière sur l'incident, de soutenir les communautés autochtones et de collaborer à l'amélioration du système de déclaration de ce type d'incidents.

La semaine dernière, j'ai envoyé des lettres aux dirigeants autochtones concernant le nouveau groupe de travail sur les avis et la surveillance qui, en collaboration avec eux, améliorera le processus d'avis en cas d'urgence environnementale future.

* * *

LA SANTÉ

Mme Jean Yip (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, avril est le Mois de la jonquille. Nous savons que le cancer est un problème de santé qui affecte presque tous les Canadiens, que ce soit dans la foulée d'un diagnostic personnel ou de celui d'un être cher. Je porte cette épinglette en mémoire de mon défunt époux, Arnold Chan.

Aujourd'hui, des représentants de la Société canadienne du cancer se réunissent sur la Colline pour traiter de l'importance de déployer des efforts pour améliorer la vie des personnes touchées par le cancer. Ces efforts prennent la forme de travaux de recherche de calibre mondial, d'actions militantes vectrices de changement ainsi que de soutien compatissant. La ministre de la Santé mentale et des Dépendances informerait-elle la Chambre des communes sur les efforts actuels du gouvernement en matière de lutte contre le cancer?

L'hon. Carolyn Bennett (ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Scarborough—Agincourt d'avoir cette cause à cœur.

Nous appuyons le Partenariat canadien contre le cancer, une initiative qui regroupe toutes les instances gouvernementales ainsi que des organisations, des partenaires communautaires et des patients afin de concrétiser le but commun d'offrir un accès équitable aux soins préventifs et aux traitements contre le cancer, de même que du soutien pour les personnes vivant avec cette maladie. Le gouvernement a investi plus de 1 milliard de dollars dans la recherche sur la cancer au cours des cinq dernières années.

Je tiens à remercier personnellement toutes les personnes qui participent à ce travail nécessaire, que ce soit aujourd'hui sur la Colline ou au quotidien dans leur collectivité.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, la coalition n'est pas seulement coûteuse, elle est aussi dissimulatrice. Hier, en comité, les néo-démocrates ont voté avec les libéraux pour clore le débat sur notre motion visant à mener une enquête sur la Fondation Trudeau. Cette fondation familiale a été financée par les contribuables et le régime communiste de Pékin. Ses responsables ont affirmé que l'argent avait été remboursé au régime communiste. Cela s'est révélé faux. Pourquoi la coalition coûteuse et dissimulatrice camoufle-t-elle des actes de corruption clairement orchestrés et commis à l'encontre des intérêts nationaux du Canada? Quand les audiences auront-elles lieu?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je répondrai simplement qu'il est possible de parler de toutes sortes de sujets et que je suis heureux de parler à nouveau de la Fondation Trudeau. Comme le premier ministre l'a bien fait comprendre, il n'a eu aucun lien avec la Fondation Trudeau au cours des 10 dernières années.

Voici ce que je trouve dérangeant: qu'elles ciblent CBC/Radio-Canada, que les conservateurs attaquent maintenant en la traitant d'organisme partisan, ou une myriade d'organisations différentes, leurs attaques partisans ne semblent pas avoir de limites, car elles visent belle et bien un intérêt partisan.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, s'il n'y a rien à cacher, alors pourquoi la coalition de dissimulation n'autorise-t-elle pas la tenue de ces audiences? Le premier ministre est un membre de la fondation. Son nom figure dans le rapport annuel. Pourquoi est-il toujours un membre de cette fondation? Nous aimerions le savoir. Nous aimerions savoir pourquoi, après que 125 millions de dollars de l'argent des contribuables eurent été donnés à cette fondation, une fondation définie dans ses statuts comme étant une institution gouvernementale, celle-ci a déclaré que l'argent avait été remboursé alors qu'en fait ce n'était pas le cas?

La coalition de dissimulation va-t-elle mettre fin à la dissimulation en permettant au comité de tenir des audiences sur ce qui s'est passé à la Fondation Trudeau?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je ne pense pas que le fait que je ne n'adhère pas à toutes les théories conspirationnistes du député d'en face constitue une opération de dissimulation. Je pense plutôt que la Chambre des communes a l'obligation de s'occuper des affaires du pays. En ce moment, les affaires du pays consistent à se préoccuper des répercussions mondiales de l'inflation. Tout comme le député j'en suis sûr, je viens de passer deux semaines à parler avec mes concitoyens. Les gens ont hâte de recevoir un remboursement pour l'épicerie qui les aiderait à composer avec les coûts mondiaux de l'inflation. Ils ont hâte de constater que le système de santé est protégé. Nous sommes en négociations avec les provinces afin que celui-ci soit prêt et protégé pour les générations futures. Je crois que c'est sur cela que mes concitoyens souhaitent que nous nous penchions.

Questions orales

• (1455)

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, la proximité gênante entre la fondation Trudeau et le gouvernement communiste de Pékin touche tous les Canadiens. C'est pourquoi nous avons l'obligation, ici au Parlement, d'aller au fond des choses. Hier, en comité parlementaire, les libéraux, avec la complicité du NPD, ont décidé de ne pas tenir d'audiences pour entendre les dirigeants de la fondation Trudeau.

Ma question est fort simple. Est-ce que le député ministériel non-ministre de Rosemont—La Petite-Patrie, ce fier social-démocrate, pourrait se lever devant la Chambre et expliquer pourquoi il se fait complice du *cover up* des libéraux?

Le Président: Avant de céder la parole au leader du gouvernement, j'aimerais rappeler aux députés qu'ils doivent poser des questions au gouvernement, pas aux autres partis de l'opposition. J'aimerais aussi rappeler aux gens que ce n'est pas gentil de se moquer les uns des autres.

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le jeu continue. C'est dans l'intérêt des partis de l'autre côté, c'est de la partisanerie. C'est évident. On pose encore des questions sur beaucoup d'idées qui n'ont pas du tout de lien avec la réalité.

C'est le cas avec Radio-Canada. Attaquer l'indépendance de Radio-Canada, c'est totalement inacceptable, c'est une attaque contre une institution indépendante qui est très importante pour notre pays.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, je tiens à féliciter le ministre pour la qualité de son français, mais ce n'est pas parce qu'il parle en français que ce qu'il dit a de l'allure. La situation est la suivante. On a une fondation, la fondation Trudeau, qui n'est pas exactement n'importe quelle fondation.

Rappelons-nous que, au début du siècle, lorsqu'elle a été fondée, le gouvernement fédéral a versé 125 millions de dollars de l'argent des contribuables à cette fondation. Moralement, cette fondation a des comptes à rendre à tous les Canadiens. La meilleure façon de rendre ces comptes, c'est en comité parlementaire.

Pourquoi refuser que ses dirigeants témoignent en comité parlementaire?

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai déjà répondu à la question que mon collègue vient de poser.

Toutefois, j'ai une question pour mon collègue de l'autre côté. Quelle est son opinion au sujet de l'attaque contre Radio-Canada? Quelle est son opinion sur la position du chef de son parti qui attaque l'indépendance de Radio-Canada? Où se positionne le député de l'autre côté sur cette question?

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, cet automne, rappelons-nous, la Coupe du monde de soccer avait lieu au Qatar. On réfléchissait à savoir si c'était acceptable d'organiser de grands événements sportifs dans des pays qui bafouent les droits de la personne. Le Bloc québécois avait exigé un boycottage diplomatique, mais le gouvernement avait quand même envoyé un ministre au Qatar. Croyons-le ou non, le *Globe and Mail*

a révélé que ce ministre a reçu du ministère des Affaires étrangères le mandat précis d'y faire la promotion de la vente d'armes canadiennes.

Est-ce que c'était acceptable d'envoyer le ministre du Développement international pour qu'il aille vendre des tanks au Qatar?

[Traduction]

Mme Anita Vandenbeld (secrétaire parlementaire du ministre du Développement international, Lib.): Monsieur le Président, les droits de la personne seront toujours au centre de tout le travail que nous faisons. Nous appliquerons toujours les normes les plus élevées. Le ministre est régulièrement informé et conseillé par nos fonctionnaires. Les notes fournies au ministre n'ont pas été mentionnées lors de cette réunion. En ce qui concerne les contrats, les exportations ou les programmes de toute sorte, en particulier les exportations de matériel de défense, le Canada dispose de l'un des systèmes de contrôle des exportations les plus stricts, où des examens minutieux sont effectués.

Les droits de la personne seront toujours protégés, et c'est exactement notre objectif.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, ma collègue répète que le gouvernement envoyait des gens au Qatar pour parler des droits de la personne. Franchement!

La note de breffage du ministre prouve que le ministère des Affaires étrangères l'a mandaté afin de promouvoir la vente de véhicules blindés. C'était même dans les rubriques des messages clés de son breffage. Des blindés, ce sont des tanks. J'ai une grande primeur pour tous: le Qatar n'utilisera pas des tanks pour promouvoir les droits de la personne.

Comment ce gouvernement a-t-il pu demander au ministre du Développement international — je souligne qu'il s'agit du ministre du Développement international — d'aller vendre des tanks au Qatar?

• (1500)

[Traduction]

Mme Anita Vandenbeld (secrétaire parlementaire du ministre du Développement international, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, ces notes fournies au ministre n'ont pas été mentionnées lors de cette réunion.

Ce que nous savons, c'est que lorsque le ministre était là-bas, il a soulevé la question des droits de la personne avec ses homologues à de nombreuses reprises. En fait, il a profité de sa visite pour soulever des questions telles que les droits des travailleurs et d'autres questions relatives aux droits de la personne, comme nous le faisons toujours.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Scot Davidson (York—Simcoe, PCC): Monsieur le Président, « Désolé les enfants, le voyage à Disneyland est annulé. » Voilà ce que trop de parents canadiens doivent dire à leurs enfants. Soixante pour cent des Canadiens réduisent leurs vacances d'été à cause de l'inflation.

Pourtant, cette situation n'a pas empêché le premier ministre de s'envoler pour la Jamaïque, ce qui a coûté 160 000 \$ aux contribuables. C'est incroyable. Pendant que le premier ministre se la coule douce avec ses copains de La Fondation Pierre-Elliott-Trudeau, les Canadiens, eux, n'ont aucun répit.

Au lieu d'annuler les vacances des Canadiens, les libéraux vont-ils cesser leur hypocrisie et annuler la taxe sur le carbone?

L'hon. Karina Gould (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, l'hypocrisie vient plutôt des députés d'en face. Les conservateurs disent qu'ils se soucient des Canadiens et des problèmes d'abordabilité que vit la population, mais, lorsqu'ils ont l'occasion de soutenir réellement les Canadiens, que font-ils? Ils votent contre les mesures d'aide.

Les conservateurs auront une nouvelle fois l'occasion de voter pour les mesures d'aide en appuyant le budget de 2023, qui va procurer aux Canadiens des services de santé, des soins dentaires et un remboursement pour l'épicerie. Malheureusement, je sais déjà qu'ils vont voter contre les Canadiens, puisqu'ils l'ont annoncé dès le départ. Toutefois, les conservateurs ont encore la chance de voter pour améliorer la situation.

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, je vais répondre à une question pour les libéraux.

Au cours de la période des questions, le premier ministre nous a demandé si nous comprenions le concept de l'amitié. Oui, nous le comprenons. Cependant, en Saskatchewan, quand nous rencontrons un ami, nous partageons avec lui une caisse de Pilsner, pas une île privée.

Ce voyage somptueux a coûté 162 000 \$ aux contribuables. C'est incroyable. Ce faux prêcheur de la carboneutralité habitué aux extravagances du jet-set parcourt le monde, puis revient au Canada et triple la taxe sur le carbone qu'une mère seule doit payer pour chauffer sa maison et nourrir ses enfants. Quelle hypocrisie!

Le premier ministre annulera-t-il sa taxe déconnectée de la réalité?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, puisque l'opposition aime citer le rapport du directeur parlementaire du budget quand elle parle des changements climatiques, je vais citer des propos tenus par le directeur. Il a dit: « Que l'on s'attarde à un seul aspect du rapport, cela m'inquiète. » Il a ajouté: « Ne rien faire aussi à un coût. »

En fait, si les conservateurs s'intéressaient aux changements climatiques, ils examineraient le rapport du directeur parlementaire du budget, qui montre que les effets des changements climatiques ont déjà coûté 20 milliards de dollars aux Canadiens en 2021. Et quelle est la réponse des conservateurs? Ils soutiennent que le phénomène des changements climatiques est un canular.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, le ministre devrait peut-être faire quelque chose, parce qu'il n'a jamais réussi à atteindre les cibles en matière d'émissions.

Chaque nouveau jour qui se lève apporte un nouveau scandale où se mêlent paradis insulaires et milliardaires. Cette fois, le premier ministre s'est envolé vers la Jamaïque aux frais des contribuables canadiens, qui ont dû essuyer une facture de plus de 160 000 \$. Évidemment, il est allé chez un ami qui se trouve à être donateur de la Fondation Trudeau, parce que le premier ministre n'a absolument

Questions orales

rien à voir avec cette fondation. Pendant ce temps, les familles d'éleveurs canadiens n'ont pas les moyens de partir en vacances. Elles n'ont même plus les moyens de se nourrir et de chauffer leur maison.

Le premier ministre va-t-il mettre fin à ce régime où il existe deux niveaux de vie et supprimer la taxe sur le carbone?

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de rappeler à la députée que les conservateurs n'ont jamais atteint une seule des cibles qu'ils avaient fixées en matière de changements climatiques.

Le rapport d'inventaire national...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je n'arrive même plus à déterminer s'il s'agit de chahut ou simplement de gens qui discutent. Les députés qui doivent s'adresser à leurs collègues devraient le faire en chuchotant.

Le ministre de l'Environnement peut reprendre son intervention du début, s'il vous plaît.

• (1505)

L'hon. Steven Guilbeault: Monsieur le Président, comme je le disais, je rappelle à ma collègue que les conservateurs n'ont jamais atteint les cibles qu'ils avaient fixées.

La semaine dernière, le Canada publiait un rapport d'inventaire national indiquant que, de 2019 à 2021, le pays avait réduit la pollution par le carbone de 53 millions de tonnes. C'est l'équivalent de retirer 11 millions de voitures des routes du pays. Notre plan fonctionne et nous faisons le travail.

* * *

[Français]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Mme Emmanuela Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Monsieur le Président, l'accord commercial entre le Canada et le Chili a été modernisé il y a plus de cinq ans et les deux pays entretiennent des relations diplomatiques depuis plus de 80 ans. Le Canada est le premier investisseur au Chili et le développement de cette relation peut être crucial, en particulier dans les domaines de l'énergie propre et de la technologie.

La ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique peut-elle nous parler de son récent voyage au Chili et de ses résultats?

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, l'environnement et l'économie vont de pair. Je l'ai constaté lors d'une mission commerciale avec 25 entreprises de technologie propre du Chili la semaine dernière.

Prenons Oneka, du Québec, qui utilise les vagues de l'océan pour créer de l'énergie et dessaler l'eau de mer, ou Summit Nanotech, qui extrait le lithium de manière durable et qui est dirigée par une femme. C'est pourquoi le budget de 2023 investit dans l'économie propre de demain.

*Questions orales***LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES**

M. Richard Martel (Chicoutimi—Le Fjord, PCC): Monsieur le Président, hier matin, le FBI a arrêté deux présumés agents chinois. Ces individus auraient exploité un poste de police à New York.

Récemment au Québec, la GRC a informé la population que des postes de police secrets dans la région de Montréal seraient exploités par les autorités chinoises.

Pendant que les États-Unis sont, eux, proactifs dans le démantèlement de postes de police opérés par Pékin, le Canada, lui, ne fait absolument rien. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour agir?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement prend très au sérieux la question de l'ingérence étrangère. La GRC a géré la situation au moyen d'actions concrètes et fermé le soi-disant poste de police étranger géré par la Chine.

Nous allons continuer d'investir et de mettre des ressources sur le terrain afin de pouvoir faire les interventions nécessaires pour protéger nos institutions, nos communautés et les Canadiens.

[Traduction]

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, hier, le FBI a arrêté deux personnes en lien avec les activités d'ingérence étrangère de la République populaire de Chine. Le FBI a dit qu'une des personnes avait des liens avec les stations de police illégales créés au Canada par la République populaire de Chine.

Pourquoi faut-il que ce soit le FBI qui prenne des mesures pour protéger la souveraineté canadienne en sol canadien?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, avec tout le respect que je lui dois, je pense que le député s'est trompé dans ses sigles et acronymes. C'est la GRC qui a fermé les soi-disant stations de police au Canada, et elle continuera de prendre des mesures concrètes et décisives contre cette forme d'ingérence étrangère et toutes les autres formes qu'elle peut prendre.

J'encouragerais les députés conservateurs d'en face à appuyer le budget, qui a été présenté par la ministre des Finances et vice-première ministre, et qui accorde plus de ressources à la GRC pour qu'elle puisse protéger les collectivités du pays et défendre tous les Canadiens contre l'ingérence étrangère.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, tout ce qui a été fait jusqu'à présent, c'est que la GRC a stationné des voitures de police devant ces postes de police illégaux, ce qui n'est pas suffisant.

Le gouvernement a eu des années pour contrer ce que le SCRS a décrit comme une grave menace à la sécurité nationale du Canada, mais rien n'a été fait. Aucune poursuite n'a été intentée contre des personnes impliquées dans ces activités illégales d'ingérence étrangère ou dans les activités de ces postes de police illégaux; aucune mesure législative n'a été présentée pour contrer les activités des agents de Pékin; aucun diplomate n'a été expulsé.

Comment se fait-il que ce soient les États-Unis qui assurent la protection des Canadiens et de la souveraineté canadienne sur le territoire canadien?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a beau continuer à faire

l'autruche et à refuser de constater les mesures que prennent la GRC et tous les organismes de sécurité nationale pour protéger nos institutions, le fait est que le gouvernement actuel en a fait bien plus que tout autre gouvernement dans l'histoire du Canada pour ce qui est de mettre en place les personnes, les ressources, les pouvoirs et, effectivement, la transparence nécessaires pour faire la lumière sur la façon dont nous continuerons à protéger nos institutions démocratiques, et surtout, les Canadiens.

* * *

● (1510)

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, la Régie de la santé des Premières Nations a récemment célébré son 10^e anniversaire à titre de modèle d'excellence en matière de transformation des services de santé offerts aux Autochtones fondée sur l'autodétermination. La régie travaille à améliorer la santé des Autochtones d'une manière qui respecte les pratiques culturelles distinctes et qui s'adapte aux besoins uniques de chacune des communautés.

La ministre des Services aux Autochtones du Canada pourrait-elle informer la Chambre de ce qu'elle fait pour soutenir et améliorer encore plus les services de santé dirigés par les Premières Nations en Colombie-Britannique?

L'hon. Patty Hajdu (ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son soutien inébranlable. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous avons signé la semaine dernière une autre entente de 10 ans avec la Régie de la santé des Premières Nations. Je tiens à remercier la régie et le Conseil des leaders des Premières Nations de leur vision extraordinaire pour les 10 prochaines années concernant la prestation de services de santé fondés sur l'autodétermination aux Autochtones de l'ensemble de la Colombie-Britannique. C'est révolutionnaire.

* * *

LA SANTÉ

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, nous devons prendre des mesures concrètes pour lutter contre la crise causée par les drogues toxiques. Je suis heureux de voir que la ministre de la Santé mentale a récemment critiqué le chef de l'opposition officielle pour ses gazouillis trompeurs qui sous-entendaient un lien entre la toxicomanie et la criminalité, ce qui ne fait qu'aggraver les choses.

La ministre affirme que nous devons investir dans nos collectivités et soigner les personnes qui consomment des substances en leur apportant soutien et empathie, mais où en est-on? Il s'agit d'une crise sanitaire nationale.

L'approche graduelle des libéraux dans ce budget ne suffira tout simplement pas. Par conséquent, quand les libéraux vont-ils enfin présenter une mesure à grande échelle, comme le préconisent leurs propres experts?

*Le budget***ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT***[Traduction]***LE BUDGET**

L'EXPOSÉ FINANCIER DE LA MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Carolyn Bennett (ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député pour son engagement continu à ce sujet. Il a tout à fait raison. La crise des drogues toxiques et des surdoses continue de faire des ravages dans les familles, chez les proches des victimes et dans les collectivités. Notre gouvernement continuera à utiliser tous les outils à sa disposition pour travailler avec ses partenaires afin de mettre fin à cette crise nationale de santé publique.

Depuis 2017, nous avons consacré plus de 1 milliard de dollars à la lutte contre la crise des surdoses, et nous prenons des mesures concrètes pour éloigner les personnes qui consomment des drogues du système de justice criminelle. L'approbation de la proposition de la Colombie-Britannique concernant la décriminalisation de la possession simple de certaines substances était une première mesure importante, et nous avons soutenu 31 projets...

Le Président: La députée de London-Fanshawe a la parole.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NDP): Monsieur le Président, les Forces armées canadiennes sont en Pologne depuis le mois d'octobre pour entraîner des soldats ukrainiens au combat contre l'horrible invasion de Poutine. Cependant, le gouvernement fédéral a encore une fois tourné les coins ronds aux dépens des troupes canadiennes. Plutôt que d'envoyer des cuisiniers militaires en Pologne, le gouvernement a tenté de faire des économies de bouts de chandelle en refilant la facture aux troupes. Les familles des militaires ont ainsi dû piger dans leurs économies pour que ceux-ci aient les moyens de se nourrir, et certaines attendent encore que le gouvernement les rembourse.

La ministre de la Défense nationale s'engagera-t-elle, aujourd'hui même, à mettre fin aux compressions et à garantir que les soldats canadiens soient en mesure de se nourrir?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je suis tout à fait ravie que la députée d'en face aborde l'importante question de l'aide qu'apportent les Canadiens aux forces armées ukrainiennes en ces temps difficiles. Non seulement les troupes canadiennes ont entraîné 36 000 soldats ukrainiens, mais elles sont également présentes en Angleterre, en Pologne et en Lettonie pour continuer d'aider l'Ukraine à traverser cette épreuve. Le Canada répondra toujours présent pour les Forces armées canadiennes, au pays comme à l'étranger, en veillant à ce que les troupes aient le nécessaire pour protéger et défendre notre pays.

* * *

● (1515)

LA FUSILLADE DE 2020 EN NOUVELLE-ÉCOSSE

Le Président: Je crois comprendre qu'il y a eu des discussions entre les représentants de tous les partis à la Chambre et qu'il y a consentement pour observer un moment de silence.

J'invite maintenant tous les députés à se lever pour observer un moment de silence à la mémoire des victimes des événements tragiques survenus il y a trois ans, en Nouvelle-Écosse.

[La Chambre observe un moment de silence.]

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, en fin de semaine, j'ai assisté à une foire commerciale dans ma circonscription, et le Parti libéral y tenait un kiosque. On pouvait y lire, en gros caractères, « Participez au tirage et courez la chance de faire l'essai d'une voiture de course. » Bien des gens étaient excités. Ils pensaient pouvoir gagner une voiture de course, jusqu'à ce qu'ils réalisent que le gagnant pouvait seulement en faire l'essai. Malheureusement, le gouvernement adopte la même approche dans un grand nombre de ses programmes. Il promet la lune, mais ne tient pas sa promesse. Il promet de distribuer de l'argent, de l'argent qu'il emprunte même si nous n'en avons pas les moyens, et promet des programmes qui ne sont pas viables.

Pourquoi, tant dans ma circonscription qu'ici, à la Chambre, le Parti libéral continue-t-il de faire trop de promesses et de ne pas les respecter?

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Monsieur le Président, je ne crois pas que nous fassions trop de promesses. Ce que nous faisons, c'est d'encourager les gens. Ce sont des encouragements. Nous avons plusieurs crédits pour l'achat de véhicules électriques qui s'en viennent. Pour lutter contre les changements climatiques, nous encourageons les gens à faire l'essai d'un véhicule électrique afin qu'ils puissent constater à quel point ces véhicules sont agréables à conduire. Parfois, pour encourager les gens, nous employons divers mécanismes, comme un tirage au sort, afin de les inciter à essayer de nouvelles choses. Je crois que le gouvernement cherche des moyens novateurs de promouvoir toutes les mesures fantastiques que nous proposons dans le budget de 2023.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je m'excuse auprès de la députée parce que je sais que ce n'est pas quelque chose qu'elle a abordé dans son intervention. Cependant, je tente d'obtenir une réponse à ce sujet depuis un certain temps. Si la députée ne connaît pas de mémoire la réponse, elle peut peut-être m'aider à la trouver.

À la page 133 du budget, on fait référence à l'« Exploitation future du pétrole et du gaz extracôtiers dans l'Arctique ». J'ai tenté de déterminer pourquoi le budget prévoit une somme de 7 millions de dollars pour l'exploitation future du pétrole et du gaz extracôtiers dans l'Arctique, alors qu'un moratoire a été annoncé dans le cadre de l'accord Arctique de l'Ouest - Tariuq sur les zones extracôtiers. Or, ce soi-disant moratoire est venu à expiration en décembre 2022 et, maintenant, le budget parle de l'exploitation future du pétrole et du gaz extracôtiers dans l'Arctique.

Privilège

Devons-nous en conclure que le gouvernement met fin au moratoire et qu'il ouvre l'Arctique à l'exploitation du pétrole et du gaz extracôtiers? Le budget parle très clairement de l'exploitation future du pétrole et du gaz extracôtiers dans l'Arctique, même si le gouvernement n'a pas annoncé que cela ferait partie de sa politique. La députée pourrait peut-être m'aider à comprendre cette partie du budget.

L'hon. Judy A. Sgro: Monsieur le Président, je suis très heureuse que ma collègue soulève des questions sur des sujets qui sont toujours d'une importance capitale pour nous tous. Le développement futur dans l'Arctique est extrêmement important. C'est une région du monde qui mérite beaucoup plus d'attention et de mesures de protection. Je vais certainement voir si je peux répondre à la question. Vous avez précisé que ce sujet se trouve à la page 133 du budget, et je vais tenter d'obtenir une réponse pour vous.

• (1520)

Le Président: Je veux simplement rappeler aux députés que leurs questions ne s'adressent pas à moi. Ils doivent s'exprimer par l'entremise de la présidence, et non pas s'adresser directement à elle.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la députée défend depuis longtemps les intérêts des personnes âgées. Dans le budget, il est question d'un remboursement pour l'épicerie et de l'élargissement du régime de soins dentaires, deux mesures qui aideraient les aînés. Peut-elle nous dire ce qu'elle en pense? Comme je l'ai dit, je sais qu'elle défend depuis longtemps la cause des aînés au Canada. J'aimerais l'entendre sur les mesures de soutien pour les personnes âgées.

L'hon. Judy A. Sgro: Monsieur le Président, il y a toutes sortes de choses. Je pense notamment à la prestation dentaire. J'ai fait du porte-à-porte et j'ai rencontré des concitoyens qui m'ont demandé pendant plusieurs années un programme qui permettrait de compenser les frais dentaires élevés. Les soins dentaires sont très coûteux, et, d'ici la fin de l'année, ce programme aidera de nombreux aînés partout au Canada.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, afin de souligner que le remboursement pour l'épicerie est un outil très important permettant de soutenir les Canadiens, la députée peut-elle nous dire ce qu'elle pense de l'importance de cette mesure, dans l'ensemble?

L'hon. Judy A. Sgro: Monsieur le Président, il est plutôt inhabituel de parler d'un remboursement pour l'épicerie. Soyons honnêtes: cette mesure vise à aider les gens à couvrir les dépenses élevées liées à l'inflation. Le remboursement pour l'épicerie est un joli surnom donné à cette mesure, qui nous donne une autre occasion d'en faire la promotion. C'est une excellente idée.

* * *

PRIVILÈGE

ALLÉGATIONS DE DIFFAMATION AYANT MENÉ À UNE ENTRAVE À LA LIBERTÉ DE PAROLE D'UNE DÉPUTÉE

Mme Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour répondre à la question de privilège soulevée hier par la députée de Pickering—Uxbridge.

Le vendredi 31 mars, j'ai invoqué le Règlement pour attirer l'attention du Président sur les propos tenus par la députée de Pickering—Uxbridge, qui a utilisé un langage inapproprié et non parlementaire.

La députée a eu l'occasion de répondre et normalement, dans de telles circonstances, le Président vérifie le compte rendu du hansard et rend une décision. En l'absence d'un enregistrement de l'échange, on en reste généralement à une contestation de faits. Ce sont là les circonstances normales. Dans le cas présent, la députée a réagi en me traitant de menteuse. Elle s'est excusée à juste titre pour ces paroles hier.

La députée a immédiatement fait suivre ses excuses d'une question de privilège, m'accusant de mentir. Alors que j'attendais une décision du Président sur mon rappel au Règlement du vendredi 31 mars, la députée rédigeait une question de privilège pour tenter de faire indirectement ce qu'elle n'avait pas pu faire directement le vendredi.

Monsieur le Président, si vous avez des doutes sur les intentions de la députée, j'attire votre attention sur les débats du vendredi 31 mars. Après que le Président a interpellé la députée pour ses propos non parlementaires, la députée a déclaré: [...] je vais retirer le mot, mais il n'en demeure pas moins que [...] ».

Étant donné que des Présidents ont régulièrement maintenu qu'il est inadmissible de faire indirectement ce qu'on ne peut pas faire directement, ce seul motif devrait suffire pour que cette affaire soit rejetée. Par ailleurs, à la page 88 de l'ouvrage de Bosc et Gagnon, on dit que les députés devraient s'abstenir de soulever des questions futiles en prétendant qu'il y a atteinte à un privilège ou outrage. De toute évidence, le cas qui nous occupe est loin de répondre aux critères à respecter pour soulever la question de privilège.

Selon un principe bien établi, pour déterminer qu'il y a de prime abord matière à question de privilège parce qu'une personne a induit la Chambre en erreur, trois éléments doivent être prouvés.

Premièrement, il faut prouver que la déclaration était trompeuse. Dans ce cas-ci, la députée n'a que sa version des faits, et j'ai la mienne.

Deuxièmement, il doit être établi que le député savait, au moment de faire sa déclaration, que celle-ci était inexacte. Pour dire les choses simplement, j'ai indiqué ce que j'avais entendu, et la députée avait la possibilité de répondre à mon rappel au Règlement. Elle a mal commencé son intervention en tenant un langage non parlementaire, mais elle a eu la possibilité de fournir sa version des faits. La question a été soumise vendredi, et le Président a dû se pencher là-dessus par la suite. La députée est intervenue pour dire qu'elle n'avait pas employé ces mots. À ce moment-là, conformément aux pratiques courantes de la Chambre, j'étais prête à croire la députée sur parole et à laisser tomber l'affaire.

Troisièmement, la déclaration trompeuse doit avoir été faite dans l'intention d'induire la Chambre en erreur. Encore une fois, j'ai entendu des propos offensants, et j'ai soulevé la question dans le seul but de porter cette violation des règles entourant le décorum et le langage parlementaire à votre attention, monsieur le Président. La députée a eu la chance d'y répondre, et je ne veux pas trop insister là-dessus, mais, paradoxalement, lorsque la députée a répondu, elle a de nouveau violé les règles en tenant un langage non parlementaire.

• (1525)

Le Président: Je tiendrai compte de ce qui a été dit lorsque je rendrai ma décision.

Nous reprenons le débat. Le secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international a la parole.

* * *

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DE LA MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion portant que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement.

M. Arif Virani (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour participer au débat sur le budget de 2023, tel que présenté par le gouvernement, et sur ce qu'il signifie pour mes concitoyens et tous les Canadiens. Je vais m'attarder sur cinq enjeux: l'abordabilité, les soins de santé, la lutte contre les changements climatiques, le logement et la lutte contre la haine et la discrimination.

En ce qui concerne le premier enjeu, celui de l'abordabilité, ce que j'entends en faisant du porte-à-porte est très similaire à ce que les représentants de toutes les régions du pays entendent lorsqu'ils font du porte-à-porte dans leurs propres circonscriptions. Le coût de la vie a augmenté et il existe un lien direct avec l'inflation.

Heureusement, l'inflation diminue. Pas plus tard que ce matin, nous avons appris que le taux d'inflation en est à sa neuvième baisse mensuelle consécutive. Il se situait à 4,3 % pour le mois de mars. Cependant, le taux d'inflation ne baisse pas aussi rapidement qu'il le faudrait, ce qui explique pourquoi, dans le budget, qui sera bientôt soumis à un vote, le gouvernement propose une aide additionnelle pour les Canadiens à revenu faible ou modeste. Je parle de ce qu'on appelle le remboursement pour l'épicerie, qui s'appliquera à approximativement 11 millions de Canadiens à revenu faible ou modeste déjà admissibles au crédit pour la TPS. Ainsi, les personnes seules toucheront 234 \$ et les couples ayant deux enfants recevront un montant pouvant aller jusqu'à 467 \$. C'est une mesure d'aide importante pour les Canadiens qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts à l'heure actuelle.

Je tiens toutefois à souligner que cette mesure n'est qu'une des initiatives prévues dans le budget. Il y en a aussi pour aider les étudiants dans le contexte actuel, où les droits de scolarité et les dépenses liées aux études postsecondaires sont à la hausse. Le budget augmente de 40 % les bourses canadiennes pour étudiants. Cela signifie que les étudiants à temps plein pourront recevoir jusqu'à 4 200 \$ de plus par année pour payer leurs études. Le budget prévoit aussi un relèvement du plafond de la portion sans intérêt des prêts d'études canadiens.

La deuxième chose dont j'entends beaucoup parler en faisant du porte-à-porte concerne les soins de santé et les difficultés qu'engendre le fait de ne pas avoir de médecin de famille. Les listes d'attente pour les chirurgies et à l'hôpital sont aussi un problème un peu partout au pays. Le présent budget se veut une réponse concrète à ces préoccupations précises. Il prévoit un financement conséquent pour les soins de santé, à hauteur de 195 milliards de dollars sur une période de 10 ans, dont 46 milliards de dollars d'argent frais pour réduire les arriérés, élargir l'accès aux médecins généralistes et moderniser le réseau de la santé.

Par exemple, le budget accorde 2 milliards de dollars exclusivement pour répondre aux besoins pressants dans les services d'ur-

Le budget

gences et 1,7 milliard de dollars pour régler la question des salaires versés aux préposés aux bénéficiaires. En réglant la question des préposés, nous élargirons la marge de manœuvre des hôpitaux et des cliniques. De plus, grâce au présent budget, nous faisons tout en notre pouvoir pour donner aux professionnels de la santé les moyens de travailler dans les régions éloignées. Le budget accorde en effet près de 46 millions de dollars pour l'exonération de remboursement des prêts accordés aux étudiants en médecine ou en sciences infirmières qui veulent pratiquer leur métier en région rurale ou éloignée, afin de les inciter à le faire.

Les résidents de ma circonscription, Parkdale—High Park, me parlent régulièrement non seulement des soins de santé, mais aussi et surtout de la santé mentale. J'ai bien pris note de ces préoccupations et je n'ai jamais cessé de les faire valoir à la Chambre, en comité et au sein du caucus ministériel. Le budget constitue une réponse claire à ces préoccupations, puisque 7,8 milliards de dollars de l'enveloppe réservée à la santé sont consacrés aux soins à domicile, à la santé mentale et aux soins de longue durée. En outre, le budget prévoit la mise en service d'une ligne 988 pour la prévention du suicide, qui devrait être opérationnelle d'ici novembre prochain. Certains aspects du budget visent également la crise des opioïdes, qui a eu des conséquences fatales dans ma circonscription, comme dans toutes les autres circonscriptions au pays.

Le budget nous permet de nous attaquer à des problèmes comme la toxicomanie. Nous augmentons le financement du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances, qui soutient notamment des organismes communautaires à but non lucratif pour répondre aux problèmes de consommation de drogues et d'autres substances dans tout le Canada. Un financement de 144 millions de dollars est consacré à ce programme, ce qui permettra de le rendre plus accessible, de réduire les méfaits, d'améliorer les services de traitement et de procurer des éléments comme un approvisionnement plus sûr en substances.

• (1530)

Cela aura des retombées particulières dans ma circonscription, Parkdale—High Park. Le budget alloue en effet 1,27 million de dollars au centre de santé communautaire Parkdale Queen West, dans ma circonscription, pour son programme d'accès à des opioïdes plus sûrs. Il s'agit d'un nouveau financement qui permettra au centre de Parkdale de poursuivre son travail très fructueux en aidant les personnes qui souffrent de graves troubles liés à la consommation d'opioïdes à obtenir des médicaments de qualité pharmaceutique et en offrant un large éventail de services complémentaires tels que des programmes sociaux, la prise en charge, des soutiens en matière de santé mentale et du counseling post-traumatique.

L'approche du centre de santé communautaire Parkdale Queen West est axée sur la réduction des méfaits, une approche que le gouvernement libéral soutient de tout cœur. Stigmatiser et même criminaliser les personnes souffrant de toxicomanie ne fonctionne pas. Je le répète: rien ne sert de criminaliser et de stigmatiser les personnes qui souffrent de problèmes de santé mentale, de toxicomanie ou de dépendances. Les dépendances sont un problème de santé, pas un problème de justice pénale. Le budget de 2023 reflète directement cette orientation en réservant une somme substantielle aux soins de santé mentale et aux dépendances afin d'aider les gens à guérir.

Le budget

L'enveloppe des soins de santé vise également les soins dentaires. Comme les députés le savent, nous avons lancé l'an dernier la Prestation dentaire canadienne pour les enfants de moins de 12 ans. À ce jour, 240 000 jeunes de moins de 12 ans qui n'étaient pas assurés au préalable bénéficient désormais de soins dentaires qu'ils ne recevaient pas auparavant. Il s'agit d'un changement monumental pour les familles à faible revenu du pays.

Dans le budget, nous prenons un projet pilote déjà couronné de succès et nous l'élargissons pour créer le Régime canadien de soins dentaires, qui est inclus dans le budget. C'est ce sur quoi nous voterons lorsque nous nous prononcerons sur le budget de 2023. Il s'agit de déterminer si nous devons investir 13 milliards de dollars au cours des prochaines années pour aider jusqu'à neuf millions de familles à faible revenu non assurées à accéder à des soins dentaires en tant qu'élément de leurs soins de santé. De mon point de vue, c'est une mesure que tous les députés devraient appuyer.

Troisièmement, les électeurs de ma circonscription me parlent du changement climatique. Ils soutiennent les initiatives que nous avons prises, comme la tarification de la pollution et l'Incitatif à agir pour le climat qui y est associé, mais ils en demandent plus. Ce budget propose un engagement envers l'économie propre de demain qui suit les mesures prévues dans la loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis.

Grâce à ce budget, nous allons favoriser l'économie verte, les emplois verts et les emplois syndiqués dans un certain nombre de secteurs. Parmi les secteurs dont je veux parler, il y a celui de l'énergie nucléaire, qui est essentiel à la fermeture des centrales au charbon en Ontario, à la réduction dramatique de la pollution en Ontario et à la diminution des émissions de gaz à effet de serre. À l'heure actuelle, jusqu'à 60 % de l'énergie requise pour éclairer la Chambre et illuminer l'ensemble de l'Ontario provient des centrales nucléaires reliées au réseau électrique ontarien.

En raison de l'électrification nécessaire des transports dans la province et dans le reste du pays, la demande en électricité ne fera que croître. Le budget favorisera résolument cette électrification grâce à des investissements dans la production d'électricité propre provenant entre autres de sources sans émissions comme l'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique ou nucléaire. Il s'agit assurément d'un pas dans la bonne direction.

Les gens de ma circonscription me parlent de logement. Le budget répond aux besoins de ceux qui veulent faire l'achat d'une première maison en leur donnant les outils pour y arriver grâce à l'instauration, en date du 1^{er} avril dernier, du tout premier compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété.

Pour conclure, j'aimerais aborder la lutte contre la discrimination et la haine. À la suite de la fusillade qui a eu lieu à la mosquée de Québec, en 2017, j'ai fondé, dans ma circonscription, le réseau de l'inclusion. Ce réseau vise à favoriser le dialogue entre les communautés et l'ouverture aux autres afin non seulement de promouvoir les échanges et la tolérance, mais aussi de célébrer la diversité.

Au cours des dernières années, dans ma circonscription, j'ai organisé de nombreux événements dans le cadre des activités du réseau de l'inclusion. Il y a deux semaines, nous avons organisé une marche interconfessionnelle d'un temple tibétain jusqu'à la mosquée Jami, la mosquée du vendredi dans ma circonscription, en passant par une église orthodoxe. Cette marche visait à favoriser l'ouverture. Hélas, 36 heures après cet événement, une mosquée d'un autre secteur de la région du Grand Toronto a été prise pour cible lors-

qu'un individu a tenté de renverser un fidèle à l'aide de son véhicule, ce qui témoigne du travail qu'il reste à faire dans notre pays.

Le budget de 2023 vise notamment à appuyer les lieux de cultes et à renforcer leur protection en débloquant 50 millions de dollars supplémentaires pour le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité, qui contribue à protéger les lieux de cultes. C'est quelque chose que nous devons tous appuyer à notre époque, afin de lutter contre des problèmes aussi préoccupants que la haine.

• (1535)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, j'apprécie la participation du député au débat d'aujourd'hui. Il a parlé du compte d'épargne libre d'impôt pour les acheteurs d'une première maison. Cette mesure faisait déjà partie du budget précédent. Par conséquent, j'ai deux questions toutes simples.

Quand les gens pourront-ils utiliser ce compte d'épargne libre d'impôt? Où les jeunes, en particulier ceux qui sont durement touchés par l'inflation et le coût de la vie, trouveront-ils les 8 000 \$ qu'ils pourraient y mettre? J'aimerais que le député explique aux habitants de sa circonscription et de la mienne où ils sont censés trouver cet argent pour l'achat d'une maison.

M. Arif Virani: Madame la Présidente, conformément au document budgétaire et au compte d'épargne libre d'impôt, les institutions financières canadiennes, y compris les cinq grandes banques, ont le pouvoir de proposer ce produit à leurs clients depuis le 1^{er} avril, soit il y a environ 20 jours de cela.

Le deuxième point soulève la question de la croissance économique. Ce que je voudrais souligner, c'est la croissance économique sous l'actuel gouvernement. Nous avons récupéré environ 120 % des emplois que nous avions avant la pandémie. C'est un bilan de croissance économique assez incroyable. Ce que font les Canadiens, c'est tirer parti des avantages de cette croissance économique, y compris des taux de chômage qui n'ont jamais été aussi bas, pour les aider à faire des économies.

Les économies réalisées bénéficieront également de certaines des mesures d'abordabilité que j'ai décrites au début de mon discours, y compris, pour les familles à faible revenu, des mesures comme le remboursement pour l'épicerie.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours. Malheureusement, un des enjeux importants en ce moment, c'est la crise du logement. Il en a parlé pendant à peu près 22 secondes sur 10 minutes. Cela correspond un peu à ce qu'il y a dans le budget. On a besoin de construire 3,5 millions de logements au Canada dans les 10 prochaines années. Dans le budget, qui a 250 pages, on en parle pendant une page et demie. Cela correspond un peu à la priorité que ce gouvernement accorde à cet enjeu.

Voici une statistique intéressante. Hier, le Conseil national du logement, l'organisme créé par le gouvernement pour surveiller la grande Stratégie nationale sur le logement, a publié un rapport qui dit quelque chose de très intéressant: entre 2011 et 2021, on a perdu plus 550 000 logements offrant des loyers de 750 \$ ou moins au Canada. Non seulement on ne construit pas de logements — selon ce même organisme, on en a construit 35 000 et on en a rénové 65 000, ce qui en fait 100 000 —, mais on a perdu 550 000 logements abordables dans les 10 dernières années.

Le budget

Comment mon collègue explique-t-il ce quasi-silence par rapport à cet enjeu dans le budget?

M. Arif Virani: Madame la Présidente, je veux souligner que c'est tout à fait incorrect de dire qu'on ne fait rien sur la question du logement et du logement abordable. Premièrement, on a lancé une stratégie nationale. Nous avons engagé 80 milliards de dollars à date. Deuxièmement, dans le budget de 2023, il y a aussi une politique qui prévoit plus de 4 milliards de dollars pour le logement pour les peuples autochtones. C'est important de le souligner.

En matière de création de logements, le programme le plus populaire de mon côté, et c'est probablement la même chose à Trois-Rivières, c'est l'Initiative pour la création rapide de logements.

[Traduction]

Grâce à ce programme, nous créons de nouveaux logements dans un délai de huit à dix mois au cours d'une année civile donnée, ce qui est tout à fait remarquable.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, depuis 2015, j'ai pu constater toute l'importance des déterminants sociaux de la santé et des mesures de prévention.

Nous avons un problème de faim dans ce pays. Chaque jour, partout au pays, des millions de Canadiens vont à l'école le ventre vide. Le Canada est l'un des rares pays au monde à ne pas avoir de programme national d'alimentation en milieu scolaire. Les néo-démocrates ont promis, lors de la campagne électorale de 2021, d'investir 1 milliard de dollars sur quatre ans pour lutter contre la faim à l'école. Ce problème est particulièrement grave en ce moment en raison du prix des aliments. Les libéraux ont promis aussi le même montant, mais sur cinq ans.

Mon collègue peut-il expliquer aux gens que je représente pourquoi, dans ce budget, les libéraux n'ont prévu aucun montant pour donner suite à leur promesse et entamer la création d'un programme national d'alimentation en milieu scolaire, comme le préconise le NPD?

• (1540)

M. Arif Virani: Madame la Présidente, c'est une question importante, et je suis heureux qu'elle me soit posée. La sécurité alimentaire, notamment chez les enfants de familles à faible revenu, est un enjeu incroyablement important, tout comme le programme scolaire dont a parlé le député. Je soulignerai, pour les gens qui nous écoutent, que nous voulons assurer la sécurité alimentaire — en veillant non seulement au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement, mais aussi en soutenant les banques alimentaires. La mise en œuvre d'un programme national d'alimentation en milieu scolaire est un enjeu important, et j'en ferai une priorité dans le cadre de mes activités de sensibilisation.

[Français]

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Madame la Présidente, c'est avec beaucoup de plaisir que je me lève cet après-midi pour discourir sur le budget qui a été déposé le 28 mars 2023 par ce gouvernement. Ce n'est pas parce que le gouvernement se pète les bretelles, comme on le dit au Québec, au sujet de ce budget que cela en fait un excellent budget, bien au contraire.

Quand on est dans la joute politique, on s'attend à ce que l'opposition trouve des travers au budget. C'est de bon aloi et cela fait partie de la joute politique. Cependant, je pense que, quand on regarde

de plus près ce budget et qu'on le lit correctement et profondément, on se rend compte effectivement qu'il comporte de grandes lacunes.

Si on regarde les grandes lignes de ce budget qui a été déposé par le gouvernement, on constate malheureusement qu'il s'agit encore d'un budget qui n'est pas équilibré. On est vraiment dans les alignements fondamentaux d'un gouvernement. Comment peut-on en arriver encore aujourd'hui à avoir un budget qui n'est pas équilibré? Aucun budget n'a été équilibré depuis 2015.

Le gouvernement avait clairement énoncé en novembre dernier dans un énoncé économique son intention de faire en sorte que le budget du pays soit équilibré en 2027-2028. Au contraire, ce qu'on nous annonce, c'est qu'il y aura un déficit de 14 milliards de dollars en 2027-2028. On est donc loin de cette prévision d'un budget équilibré qui permet à un pays de tirer son épingle du jeu et d'avoir de la crédibilité sur la planète.

On nous annonce également dans ce budget 43 milliards de dollars de nouvelles dépenses. Je pense que, ici aussi, on a affaire, dans un contexte inflationniste, à un gouvernement qui a beaucoup de vent dans les voiles, mais peu de gouvernail. Il y a 43 milliards de dollars de dépenses supplémentaires. Je pense que ce n'est pas ce à quoi s'attendaient les Canadiens, qui s'attendaient plutôt à un budget équilibré. Ce n'est pas de cela qu'on parle malheureusement aujourd'hui.

En raison de tout cela, la dette est assez faramineuse et elle augmente à vive allure, de façon galopante. Elle atteint environ 1 200 milliards de dollars. Je ne sais pas ce que les autres en pensent, mais, pour ma part, je ne sais même plus combien il y a de zéros après le point. C'est une dette énorme.

La conséquence pour les Canadiens, c'est qu'ils vont devoir continuer à se serrer la ceinture et à payer. C'est présentement la saison des impôts et je suis convaincue qu'il y a des Canadiens actuellement qui se cassent la tête pour savoir comment ils vont faire pour arriver.

De mon point de vue et de celui de la formation politique à laquelle j'appartiens, il s'agit d'un budget carrément irresponsable, sans vision et inéquitable.

Je pense qu'il faut se replacer dans le contexte dans lequel on est actuellement au pays. Est-il besoin de rappeler que l'on est dans une crise inflationniste? L'inflation atteint les plus hauts sommets au pays depuis les 40 dernières années. Je vais dresser un portrait assez rapide, même si je pourrais passer beaucoup de temps à parler de ce sujet. Une famille de quatre personnes va dépenser 1 065 \$ de plus en 2023 qu'en 2022 pour l'épicerie. Cela commence à être important. C'est plus que ce que le gouvernement promet de donner aux familles pour amoindrir la facture.

Le prix des maisons a augmenté de 21 % dans la région de Québec uniquement. Le prix moyen d'un paiement hypothécaire a doublé depuis 2015. Je rappelle que 2015 est l'année d'arrivée au pouvoir des libéraux. Cela atteint maintenant 3 000 \$ par mois.

On parle des visites records dans les banques alimentaires. Cela oscille aux alentours de 1,5 million de personnes chaque mois. Des parents qui sautent des repas pour faire manger les enfants, cela existe actuellement. Nous sommes au Canada. On ne se serait jamais imaginé cela.

Le budget

De plus, 9 Canadiens sur 10 affirment qu'ils ne rêvent même pas de devenir propriétaires. Devenir propriétaire, c'est avoir la liberté. On devrait pouvoir aspirer à le devenir. Au contraire, ce qui arrive, c'est que les jeunes dorment dans le sous-sol de leurs parents ou, pire encore, vont demeurer dans des refuges parce qu'ils n'ont pas les moyens de se loger.

• (1545)

C'est une personne sur cinq qui saute des repas et, d'après ce que nous apprenions malheureusement aujourd'hui, ce sont quelque 60 % des Canadiens qui sont en train de reconsidérer la prise de vacances pour la prochaine saison estivale. On apprenait aussi, dans une dépêche d'aujourd'hui, que l'inflation alimentaire continuait de gruger le portefeuille des Canadiens en février et que, pour un 7^e mois consécutif, le prix des aliments achetés en magasin avait bondi de 10 % et plus par rapport à la même période de l'année précédente. C'est l'un des contextes dans lesquels on se trouve actuellement.

Faut-il également rappeler que nous sommes devant un gouvernement qui dépense sans compter? Le gouvernement actuel a augmenté la dette à lui seul plus que tous les gouvernements avant lui. Ce n'est pas rien. Le service de la dette est maintenant à 44 milliards de dollars. C'est carrément contre-intuitif et contre-productif de laisser aller une situation comme celle-là. C'est de l'argent qui est consacré à payer des intérêts, et non à offrir des services aux citoyens. On devrait s'indigner de cela. Or, de l'autre côté de la Chambre, on dépense sans compter et on ajoute 43 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le budget de cette année.

Un des éléments contextuels qu'il faut aussi souligner, c'est cette collaboration, cette coalition qui existe entre le gouvernement libéral et le NPD. Pour rester en place et s'assurer de sa stabilité jusqu'en 2025, le Parti libéral accepte de déployer le programme du NPD à grands frais et à grands coups. Je voudrais rappeler à la Chambre que les Canadiens n'ont pas voté pour cela. Les Canadiens ont voté pour le NPD dans une proportion de 17 %. Ce n'est certainement pas suffisant pour appuyer et déployer le programme du NPD.

Un des éléments phares de ce programme du NPD, ce sont évidemment les soins dentaires. Les soins dentaires ont été annoncés il y a quelques mois et cela coûte déjà plus du double. Je pense que les Canadiens sont en droit de se poser des questions et de s'en indigner, d'autant plus que même le directeur parlementaire du budget, un homme crédible et indépendant qui occupe une fonction importante sur la Colline du Parlement, se pose lui-même des questions au sujet de ce programme. D'abord, il dit que cela coûte les yeux de la tête. Ensuite, il dit qu'on n'a qu'à mentionner qu'on a un rendez-vous chez le dentiste pour recevoir le remboursement.

Cela ouvre la porte à un dérapage. Les gens vont pouvoir se faire rembourser avant même de s'être présentés à leur rendez-vous et avant même la réception d'une facture, d'autant plus, comme on le sait, que plusieurs personnes au pays sont déjà couvertes pour les soins dentaires par le provincial ou par une assurance privée. Voilà donc une mesure qui a été mise en place, qui coûte près de 13 milliards de dollars alors que cela devait coûter 5 milliards de dollars, et dont la facture est aujourd'hui relayée aux Canadiens.

Comme il me reste peu de temps, je vais conclure en disant que nous, de ce côté de la Chambre, souhaitons avoir un gouvernement beaucoup plus responsable, un gouvernement qui, comme les Canadiens, les pères et les mères de famille, sait compter. Ces gens

savent que quand on dépense 5 \$, ce sont 5 \$ bien rentabilisés. Quand on gagne 10 \$, on n'en dépense pas 12 \$.

• (1550)

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Madame la Présidente, j'étais très attentive au discours de mon collègue pour qui j'ai énormément de respect. J'apprécie son insistance sur l'équilibre budgétaire. Elle sait sûrement que le Canada a toujours la dette et le déficit les plus bas parmi tous les pays du G7. Je me demande si, en tant qu'ancienne journaliste à Radio-Canada, elle souhaite des compressions à la fois dans Radio-Canada et CBC, ou juste dans l'une des deux sociétés, pour atteindre l'équilibre qu'elle espère. J'imagine que, en tant qu'ancienne journaliste, elle a énormément de respect et d'admiration pour ses collègues qui œuvrent toujours, afin que nous puissions avoir de l'information fiable au Canada.

Mme Dominique Vien: Madame la Présidente, je remercie la collègue de sa question. Je lui retournerai une autre question qu'elle pourrait elle-même poser à la ministre des Finances qui avait annoncé en novembre dernier, lors d'un énoncé économique, que nous retrouverions l'équilibre budgétaire en 2027-2028. On apprend maintenant que cet équilibre n'existera pas. Il y aura plutôt un déficit de 14 milliards de dollars et il n'y a rien, dans tous les bouquins reliés au budget, sur un retour à l'équilibre budgétaire.

Je pense qu'aujourd'hui, la vraie question, la seule qui intéresse les Canadiens, c'est celle-là.

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je vais faire du pouce sur les propos de ma collègue d'Outremont. Je trouve que sa question est très intéressante et on n'a pas eu de réponse. Quand on parle de gouvernement responsable et qu'on entend le leader du Parti conservateur nous dire que, sur le budget de 1,2 milliard \$ de CBC/Radio-Canada, il couperait 1 milliard de dollars, j'aimerais connaître l'opinion de ma collègue qui a elle-même été journaliste.

Est-ce que c'est responsable comme gouvernement d'éliminer 1 milliard de dollars en financement sur 1,2 milliard de dollars à une institution comme CBC/Radio-Canada, qui est là pour transmettre l'information et qui est présente en région avec des antennes et des salles de nouvelles un peu partout sur le territoire du Québec et du reste du Canada?

Je pense que c'est important que les Canadiens et les Canadiennes, les Québécois et les Québécoises sachent exactement ce que le Parti conservateur veut faire avec le financement de CBC/Radio-Canada et j'aimerais une réponse.

Mme Dominique Vien: Madame la Présidente, je suis très honorée de l'intérêt que suscite mon discours aujourd'hui. La chose qui m'intéresse le plus, aujourd'hui, c'est de rappeler à quel point les Canadiens travaillent fort et travaillent dur au quotidien et à quel point ils sont confrontés à des coûts importants quotidiennement, que ce soit pour se nourrir, pour se loger ou pour avoir l'essentiel dans leur vie.

L'engagement que nous prenons, c'est que quand nous serons au pouvoir, nous déposerons évidemment un budget équilibré.

Le budget

[Traduction]

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Madame la Présidente, il y a deux ans, les conservateurs ont voté contre les soins dentaires. Maintenant que le dernier budget propose un régime national de soins dentaires, ils ont l'intention de voter contre le budget et ils disent qu'ils ne soutiennent pas cette politique, et c'est bien ainsi. Les opinions divergent à propos de la santé buccodentaire des Canadiens et quant à savoir si les Canadiens à revenu faible ou moyen devraient avoir accès aux mêmes soins dentaires auxquels la députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis a accès, en tant que députée.

Ma question est la suivante: si les conservateurs devaient former le gouvernement un jour, supprimeraient-ils ce programme? Supprimeraient-ils un programme national de soins dentaires établi dans le cadre du budget dont nous sommes saisis?

[Français]

Mme Dominique Vien: Madame la Présidente, nous aurons l'occasion au moment opportun de déposer une plateforme électorale. Une chose est claire: nous ne dérogerons pas à cela, nous déposons un budget équilibré.

● (1555)

[Traduction]

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, dans le cadre de mes fonctions parlementaires, j'ai été notamment secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor, lorsque mon parti était sur les banquettes ministérielles. De ce côté-ci de la Chambre, j'ai rempli diverses fonctions, dont celles de ministre du cabinet fantôme en matière de finances. Pendant que je siégeais au comité des finances, j'ai certainement eu l'occasion de cuisiner l'ancien ministre libéral des Finances et l'actuelle ministre des Finances.

Je tiens à le mentionner, car, comme nous le savons tous, les médias ont révélé des propos que l'ancien ministre des Finances a tenus avant qu'il ne devienne qu'un simple libéral comme les autres. Il était question de la vraie façon dont les budgets sont préparés au sein du gouvernement libéral actuel, ou plutôt au sein du Cabinet du premier ministre, car c'est plutôt là que les choses se passent. Bill Morneau a déclaré qu'on a « essentiellement mis de côté les calculs et les recommandations du ministère des Finances pour gagner un concours de popularité ». Comme toujours, ce gouvernement libéral qui dépense sans arrêt gouverne en fonction des sondages.

Prenons un instant pour revenir sur la tendance observée. On se rappellera que, en 2015, les libéraux avaient d'abord promis de petits déficits de 9,9 milliards de dollars en 2016, de 9,5 milliards de dollars en 2017, et de 5,7 milliards de dollars en 2018, puis un excédent de 1 milliard de dollars en 2019. La promesse des libéraux d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2019 était coulée dans le béton, comme le premier ministre l'avait dit à l'époque. Pour les personnes du Cabinet du premier ministre qui seraient à l'écoute, l'expression « être coulé dans le béton » signifie que quelque chose ne peut pas être changé, que c'est permanent et absolu. Bien sûr, nous savons tous que c'était un mensonge, une invention.

Il ne fait aucun doute que des sondages avaient probablement été menés à l'époque. Les groupes de discussion ont dû dire que de petits déficits seraient acceptés, s'il y avait un engagement ferme de revenir à l'équilibre budgétaire par la suite. C'est donc ainsi que le premier ministre s'est retrouvé à prendre un engagement coulé dans

le béton de rétablir l'équilibre budgétaire en 2019. Nous savons tous que le gouvernement libéral n'a même pas essayé de respecter cette promesse coulée dans le béton qu'il avait faite aux Canadiens.

[Français]

Je sais que certains de mes collègues vont dire que c'est de l'histoire ancienne. Ils demanderont pourquoi nous parlons du passé plutôt que de parler du budget aujourd'hui devant cette assemblée.

Voici la raison. Il n'y a pas si longtemps, en novembre, le gouvernement libéral a présenté une mise à jour fiscale. C'était il y a cinq mois. Dans cette mise à jour économique, le gouvernement libéral nous a dit que le budget du Canada serait équilibré d'ici 2027.

Seulement cinq mois plus tard, un autre budget libéral démontre que cette promesse n'était qu'un autre mensonge, une invention. Sérieusement, pourquoi ce gouvernement libéral continue-t-il d'essayer d'induire les Canadiens en erreur et de leur faire croire qu'il a l'intention d'équilibrer le budget? Pourquoi ne pas simplement être honnête et admettre qu'il n'équilibrera jamais le budget et qu'il ne pense pas non plus que ce soit nécessaire? Les budgets s'équilibreront eux-mêmes n'est-ce pas?

Prenons un instant au niveau de dépenses. Voici une mise en contexte: en 2015, les dépenses fédérales totales pour la dernière année du gouvernement précédent s'élevaient à un peu plus de 248 milliards de dollars. Au cours de l'exercice de 2019-2020, la dernière année du gouvernement libéral majoritaire, les dépenses se sont élevées à un peu plus de 338 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation importante avec 80 milliards de dollars de nouvelles dépenses.

C'est sans tenir compte de la période de la pandémie de la COVID-19, où les dépenses fédérales totales au cours de l'exercice de 2020-2021 ont atteint un niveau record de 608 milliards de dollars.

● (1600)

Les libéraux nous ont dit dans le budget de l'an dernier que nous étions de retour à la réalité financière. Dans le budget de réalité fiscale de l'année dernière, les libéraux ont proposé des dépenses totales de 434,3 milliards de dollars.

[Traduction]

Pour résumer, au cours de la dernière année de gouvernement libéral majoritaire, la réalité était de 338 milliards de dollars. L'année dernière, la nouvelle normalité des libéraux était de 434 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 96 milliards de dollars. Dans le budget de cette année, les libéraux proposent 496,9 milliards de dollars, mais ce n'est pas tout. Le budget prévoit que les dépenses atteindront 555,7 milliards de dollars en 2027-2028. Voilà pourquoi je parle du « partenariat libéral-NPdépendant », parce qu'il en résulte un gouvernement libéral hors de contrôle ayant une approche du type « toujours dépenser ».

Le budget

Je sais que des députés ministériels et des députés du quatrième parti diront: « On s'en fiche, on peut se le permettre ». Le fait est que ces dépenses dépasseront bientôt 16 % du PIB du Canada, soit le niveau le plus élevé des trente dernières années. Le service de la dette a augmenté de 52 % au cours des cinq derniers mois de l'exercice, parallèlement à la hausse des taux d'intérêt. L'année dernière, le gouvernement a consacré 24,5 milliards de dollars au service de la dette. En outre, Desjardins prévoit que le service de la dette s'élèvera bientôt à 49,8 milliards de dollars. Nous en arrivons au point où nous dépenserons presque autant pour le service de la dette que pour le Transfert canadien en matière de santé.

Pensons à long terme à ce qu'une somme de 50 milliards de dollars nous permettrait de faire chaque année si elle n'était pas consacrée au service de la dette. De toute évidence, c'est cela le grand problème du gouvernement libéral. Comme nous l'a dit un libéral quelconque du nom de Bill Morneau, le gouvernement met « essentiellement de côté les calculs et les recommandations du ministère des Finances pour gagner un concours de popularité ».

Beaucoup d'économistes nous préviennent maintenant que le plan du premier ministre d'ajouter des milliards de dollars de nouvelles dépenses annuelles leur fait craindre que le Canada accumule une dette insoutenable, surtout si la croissance économique est plus faible que prévue. D'autres économistes craignent que ces dépenses constantes des libéraux aillent à l'encontre du resserrement par la Banque du Canada de sa politique monétaire pour lutter contre l'inflation et qu'elles risquent de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux élevés pendant plus longtemps.

Il y a un autre éléphant dans la pièce, soit notre manque de productivité et de compétitivité. Prenons l'exemple d'une entreprise canadienne de bois d'œuvre. Nous avons appris que la production américaine de bois d'œuvre de l'entreprise West Fraser avait augmenté de 13 % l'année dernière, alors que sa production canadienne avait baissé de 17 %. D'autres entreprises canadiennes de bois d'œuvre, telles que Tolko, ont fermé des usines de bois d'œuvre au Canada, mais en ont ouvert ailleurs. Où? Aux États-Unis.

Récemment, l'*Ottawa Citizen* rapportait que « [...] les producteurs d'acier du Canada tentent activement de réduire les émissions à l'origine des changements climatiques en plus de devoir supporter une taxe sur le carbone que leur impose le gouvernement dans le cadre de ses efforts de lutte contre les changements climatiques. Or, à l'étranger, les producteurs d'acier ne sont pas assujettis aux mêmes règles et aux mêmes majorations. Résultat, les entreprises canadiennes perdent des parts de marché au profit de producteurs d'acier étrangers aux émissions de carbone élevées, et ce, à un rythme sans précédent [...] » Pour ceux qui l'ignorent, il y a un mot qui désigne cela. Cela s'appelle une « fuite de carbone ». C'est ce qui se produit lorsqu'une industrie tente d'en concurrencer d'autres qui sont situées dans un pays où la tarification du carbone est faible ou nulle. Si l'industrie canadienne perd des parts de marché au profit de compétiteurs plus polluants, cela a des conséquences néfastes pour l'économie du pays, en diminue le PIB et ne fait rien pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Or, c'est cette voie que nous font emprunter le gouvernement libéral et le budget. C'est une voie très dangereuse. Comme l'a récemment déclaré un ancien ministre des Finances libéral, « si le gouvernement libéral ne veut pas se retrouver aux prises avec ce genre de calamité, alors il a nettement intérêt à gérer la croissance de ses dépenses et à gérer prudemment ses revenus. »

Avant de terminer...

• (1605)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Malheureusement, le temps de parole du député est écoulé.

Nous passons aux questions et observations. La secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme a la parole.

[Français]

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Madame la Présidente, j'apprécie toujours les discours de mon collègue.

Aujourd'hui, il nous a parlé de l'importance de la responsabilité fiscale. Je suis d'accord avec lui pour dire qu'il s'agit d'une priorité.

Cependant, j'aimerais comprendre quelque chose. J'avais l'impression que le chef des conservateurs avait confirmé qu'il appuyait notre investissement de 2 milliards de dollars dans notre système de santé et que les conservateurs allaient appuyer cet investissement.

Est-ce que c'est toujours le cas? Est-ce que mon collègue pourrait le confirmer à la Chambre?

[Traduction]

M. Dan Albas: Madame la Présidente, le fait que la députée d'en face soulève cette question me permet de terminer mon discours. J'ai cité John Manley, qui a dit: « Autrement, le jour du jugement arrive, et quelqu'un devra y faire face. »

Le budget prévoit toutes sortes de dépenses. Nous nous entendons peut-être sur certains éléments, mais il y en a beaucoup sur lesquels nous ne nous entendons pas. À mon avis, aucun député de mon parti ne dira qu'il s'agit d'un budget responsable sur le plan financier. Comme M. Manley l'a dit, à un moment donné, quelqu'un doit « gérer la croissance des [...] dépenses et gérer [...] les revenus avec prudence », sinon, ô surprise, ce sont les jeunes Canadiens qui se retrouveront avec ce fardeau.

C'est le problème que nous avons. Nous devons commencer à nous concentrer sur les priorités des Canadiens et seulement sur ces dernières parce que, si la conjoncture se retourne, nous n'aurons aucune marge de manœuvre financière. Nous devons nous rappeler que le budget prévoit une récession aux troisième et quatrième trimestres. Parlons de ces questions.

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son exposé et de son français vraiment impeccable. Cela fait toujours plaisir d'entendre les anglophones faire résonner le français à la Chambre. Je le félicite.

Ma question comporte deux volets. D'une part, on s'aperçoit que, dans le budget, il continue à y avoir des investissements dans les sables bitumineux et les forages en mer. Quelle est la réaction de mon collègue à ce sujet?

En parallèle, comment réagit-il aux deux déversements d'eaux industrielles de sables bitumineux en Alberta qui ont créé et qui créent actuellement une catastrophe écologique?

Le budget

[Traduction]

M. Dan Albas: Madame la Présidente, en ce qui concerne l'Alberta, je m'adresserais aux députés de l'Alberta, mais je crois comprendre que le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta ont conclu un accord d'harmonisation qui permet de mettre en œuvre un programme de contributions égales, avec une série de procédures, afin d'atteindre un niveau égal à ce que le gouvernement fédéral considère comme acceptable.

J'imagine qu'en tant que représentant d'une circonscription du Québec, le député dirait que c'est probablement la meilleure solution, car on devrait accorder plus de poids à l'opinion des personnes les plus près du problème. Dans une optique québécoise, il est sûrement d'avis que le Québec peut gérer sa propre maison mieux qu'Ottawa.

En outre, le secrétaire parlementaire nous a dit tout à l'heure que le compte d'épargne libre d'impôt pour les acheteurs d'une première maison était dès maintenant offert. Or, je viens de vérifier sur le site de Desjardins.

[Français]

En ce moment, ce compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété n'existe pas.

[Traduction]

Il y en a peut-être chez Questrade ou je ne sais trop à quel endroit, mais j'ai consulté le site de la RBC et je n'en ai pas vu. C'était la même chose sur le site de la CIBC. Le gouvernement dit qu'il fait toutes ces choses pour aider les gens, mais il ne les fait pas. J'espère que le député pourra vérifier auprès de Desjardins pour le confirmer, car les gens perdent confiance lorsqu'on leur dit que quelque chose va arriver et que ce n'est pas le cas.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je veux parler du budget et des mesures d'adaptation aux catastrophes climatiques.

Aujourd'hui, le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon a présenté une pétition. Évidemment, les pétitions que nous présentons ne reflètent pas notre opinion, mais la pétition en question portait sur la destruction de Lytton et sur le fait que la reconstruction n'arrive pas. Nous savons que les régions de Central Okanagan—Similkameen—Nicola, comme celles de Mission—Matsqui—Fraser Canyon, ont subi des pertes à cause des inondations, des incendies et du dôme de chaleur. Dans le budget, en matière d'adaptation et de financement, à la rubrique « Assurer la résilience face aux catastrophes naturelles », il est uniquement question des inondations et des zones inondables. Il n'y a rien au sujet des incendies de forêt. Je me demande ce qu'en pense le député.

• (1610)

M. Dan Albas: Madame la Présidente, cette question me tient à cœur. Le maire Mike Goetz a initialement posé la question au ministre responsable de ce programme en particulier, car il semblerait que les collectivités les plus touchées n'auront pas accès à ce financement. Elles seront sur un pied d'égalité avec d'autres collectivités qui soumettront des demandes pour obtenir des fonds d'adaptation. Selon le maire Goetz, ce n'est pas approprié.

Chaque fois que j'en discute avec les habitants de Merritt ou de Princeton, ils me disent qu'ils n'ont pas l'impression d'avoir le soutien du gouvernement supérieur, peu importe s'il s'agit du gouvernement provincial ou fédéral. Cela réduit leur confiance dans le gou-

vernement, et je dois dire que si c'est l'objectif du gouvernement, il réussit.

Mme Jenna Sudds (secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse, Lib.): Madame la Présidente, c'est un privilège de prendre la parole aujourd'hui pour soutenir le budget de 2023. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Whitby.

Comme nous le savons tous, l'économie canadienne revient de loin. Après la pandémie, nous avons enregistré la plus forte croissance économique parmi les pays du G7. Le Canada a récupéré 126 % des emplois qui avaient été perdus lors de la pandémie. Près de 1 million de Canadiens de plus travaillent aujourd'hui par rapport au début de la pandémie, et parmi eux se trouvent surtout des femmes, des jeunes et des immigrants. Près de 86 % des femmes en âge de travailler font partie de la population active et contribuent à notre économie. En tant que secrétaire parlementaire pour les femmes, l'égalité des genres et la jeunesse, je m'en réjouis au plus haut point.

Les chiffres que j'ai mentionnés et ce pic de l'emploi ne sont pas le fruit du hasard. Notre économie est forte grâce à l'argent que nous avons successivement et constamment injecté dans notre économie, dans nos industries, pour nos travailleurs et pour nos concitoyens. Les budgets fédéraux des années passées ont ouvert la voie au budget de 2023, qui est un plan élaboré par le Canada pour bâtir une économie canadienne plus forte, plus durable et plus stable.

Parmi les nombreuses politiques importantes proposées dans le budget de 2023, je suis particulièrement enthousiaste à l'égard de l'engagement envers les technologies vertes. Je partage cet enthousiasme avec les quelque 550 entreprises de ma circonscription, Kanata—Carleton, de petites ou de grandes entreprises en démarrage et en développement qui innovent et qui inventent les technologies propres de l'avenir. Le monde cherche des solutions à la crise climatique, et le Canada déploie de grands efforts pour résoudre ce défi générationnel. Des semi-conducteurs aux véhicules à zéro émission, des minéraux critiques à l'électricité propre, l'industrie canadienne procède à un réoutillage afin de répondre aux besoins de l'économie verte.

Nous entreprenons cette transition verte pour l'avenir non seulement de notre environnement, mais aussi de notre économie. Nous avons appris à nos dépens, avec la pandémie et l'invasion de l'Ukraine, à quel point nos marchés énergétiques sont vulnérables aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et aux caprices des autocrates. Ces vulnérabilités font grimper nos coûts ici, chez nous, et c'est pourquoi nous nous éloignons plutôt que de doubler la mise. Nous nous éloignons des chaînes d'approvisionnement étrangères et nous nous orientons vers la construction des technologies dont nous avons besoin. Nous nous éloignons du pétrole autocratique et nous nous tournons vers l'énergie propre canadienne. Ces investissements propres et verts rendent nos chaînes d'approvisionnement plus résilientes, notre économie plus compétitive et notre pays plus prospère.

Le Canada est déjà un modèle en matière d'énergie verte et de technologies vertes. Il y en a d'ailleurs de nombreux exemples dans ma circonscription, Kanata—Carleton.

Par exemple, Equispheres est devenu un fournisseur de premier plan de poudres d'aluminium et d'additifs, produisant des poudres métalliques haute performance légères pour les véhicules électriques modernes, entre autres.

Le budget

Chez Ranovus, des travailleurs spécialisés conçoivent les semi-conducteurs les plus performants au monde pour un nombre croissant de téléphones et d'appareils interconnectés, et la propriété intellectuelle de pointe de cette entreprise leur permet de consommer 30 % moins d'énergie.

BluWave-ai est une entreprise de technologie propre qui utilise l'intelligence artificielle pour aider les sociétés de services publics à gérer leur réseau électrique tandis qu'elles intègrent des sources d'énergie renouvelable en veillant à ce qu'elles utilisent d'abord ces énergies renouvelables. L'entreprise utilise aussi l'intelligence artificielle pour gérer les parcs de véhicules électriques tout en réduisant la consommation d'énergie et le nombre de véhicules émetteurs de carbone.

La consolidation de ces industries est essentielle à la compétitivité future du Canada.

Le budget de 2023 propose un coffre à outils pour l'économie propre axé sur trois niveaux d'incitatifs financiers fédéraux pour les technologies propres de pointe.

• (1615)

Le premier d'entre eux est un régime de crédits d'impôt à l'investissement clairs et prévisibles mis à la disposition d'un large éventail d'entreprises. Les entreprises qui investissent dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements pour fabriquer des technologies propres ou transformer des minéraux critiques peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt équivalent à 30 % du coût de ces investissements. Les entreprises qui entreprennent de nouveaux projets d'électricité ou d'hydrogène propres bénéficieront également d'un crédit d'impôt fédéral.

Grâce à ces crédits d'impôt à l'investissement dans les technologies propres, les fabricants canadiens de technologies propres continueront d'innover et de fabriquer les produits nécessaires pour alimenter l'économie propre et verte. Pour nous assurer que les travailleurs de ces entreprises profitent de nos investissements, nous avons été clairs: pour bénéficier de ces crédits d'impôt, les entreprises doivent verser à leurs travailleurs le taux de salaire en vigueur.

Ces efforts s'accompagnent d'un deuxième niveau d'initiatives de financement stratégique à faible coût. Des entrepreneurs de ma circonscription m'ont fait part de leur hésitation à investir dans des technologies propres exclusives. Ces risques freineront l'innovation, restreindront les capitaux et pousseront nos talents hors du pays. Si nous voulons que la technologie canadienne connaisse du succès, nous avons besoin d'investisseurs confiants.

En réponse, nous avons créé le Fonds de croissance du Canada, qui est doté d'une équipe expérimentée, professionnelle et indépendante, qui se tient prête à effectuer d'importants investissements à l'appui des objectifs climatiques et économiques du Canada. Nous utiliserons le Fonds de croissance du Canada pour investir dans des projets d'expansion, apporter de la certitude dans le marché et débloquer les capitaux dont le Canada a besoin.

Le dernier pilier porte sur les programmes ciblés. Par l'entremise d'initiatives comme le Fonds stratégique pour l'innovation, nous allons répondre aux besoins uniques du secteur des technologies propres et investir dans des projets d'importance pour notre pays.

Les entreprises de ma circonscription, Kanata—Carleton, connaissent bien le Fonds stratégique pour l'innovation. Celles que

j'ai mentionnées ont récemment obtenu du soutien dans le cadre de ce programme pour poursuivre leurs activités, comme Ranovus, qui conçoit certains des semi-conducteurs les plus rapides, les plus petits et les plus verts au monde. Le ministre de l'Innovation et moi-même avons eu l'honneur de visiter le laboratoire de Ranovus et de rencontrer les personnes très talentueuses sur lesquelles repose le succès de cette entreprise.

Le Fonds stratégique pour l'innovation à lui seul a créé plus de 105 000 emplois bien rémunérés au Canada, y compris des milliers dans ma circonscription. Je n'ai aucun doute que ce programme stimulera la création d'innombrables nouveaux emplois au cours des 10 prochaines années puisque le budget de 2023 élargit sa portée aux technologies propres et aux projets innovateurs axés sur la réduction des émissions. Il est évident que le budget de 2023 a pour but de soutenir l'innovation verte et propre au Canada.

Il y a quelques semaines, nous avons accueilli le président Biden dans cette enceinte pour entendre son point de vue sur l'avenir de la relation entre le Canada et les États-Unis. Il a déclaré: « Les États-Unis choisissent de lier leur avenir à celui du Canada parce qu'ils savent qu'ils ne trouveront pas de meilleur partenaire [...] pas d'allié plus fiable ni d'ami plus fidèle. » La compétition amicale entre nos deux nations a engendré une croissance et des avantages extraordinaires.

Les entreprises canadiennes se taillent une place sur le marché mondial, et je suis fière d'être là pour les soutenir. Avec le budget de 2023, le gouvernement répond présent en soutenant les entreprises canadiennes et les remarquables travailleurs à qui elles doivent leur succès. Les entreprises de technologie de ma circonscription prennent de l'expansion et prospèrent, et je suis fière que le gouvernement mette à leur disposition les ressources et les crédits d'impôt dont elles ont besoin pour atteindre leur plein potentiel.

Je suis fermement convaincue, tout comme la ministre des Finances, que les Canadiens sont de grands travailleurs qui, en allant au bout de leurs rêves les plus démesurés, accomplissent de grandes choses et déploient des perspectives infinies. Saisissons l'occasion au bond, comme le dit si bien le ministre de l'Innovation, pour ouvrir ensemble la voie aux technologies propres et à un avenir vert et respectueux de l'environnement pour le Canada.

• (1620)

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours. Nous revenons d'une semaine de travail au Comité permanent de la condition féminine, où nous avons regardé l'état et la situation de la traite des personnes. Je sais que nous avons à cœur de travailler pour contrer l'exploitation sexuelle des femmes.

Par contre, j'écoutais son discours aujourd'hui et je vais être obligée de m'y opposer, d'être en porte-à-faux avec son discours. J'entends beaucoup de ce qu'on appelle l'écoblanchiment. Elle a beaucoup parlé d'énergies vertes, mais, au fond, les 21 milliards de dollars prévus au budget iront financer des pétrolières, des minicentrales nucléaires, l'extraction du pétrole, l'hydrogène sale et la capture du carbone. Il n'y a pas que moi qui le dis. Les spécialistes en environnement disent que, la capture de carbone, c'est du *greenwashing*.

Le budget

J'aimerais entendre l'avis de ma collègue à cet égard. Sincèrement, il y a peut-être de bonnes intentions, mais, malheureusement, j'ai l'impression que les bottines ne suivent pas les babines quand on parle d'environnement au gouvernement.

[Traduction]

Mme Jenna Sudds: Madame la Présidente, j'aimerais saluer, comme vient de le faire ma collègue, le fait que les membres du comité de la condition féminine travaillent en étroite collaboration. Le comité accomplit de l'excellent travail; pensons notamment à l'étude sur la traite des personnes, la semaine dernière.

Je tiens à rappeler que le budget de 2023 comprend 160 millions de dollars pour les organisations féminines. Cette enveloppe soutiendra le travail nécessaire pour protéger toutes les Canadiennes, notamment contre la traite des personnes, la précarité en matière de logement ou la violence fondée sur le sexe. Le gouvernement libéral est fermement résolu à poursuivre dans cette voie.

D'ailleurs...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Il faut permettre à d'autres députés de poser des questions.

Nous poursuivons les questions et les observations. Le député de Peace River—Westlock.

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, l'inflation n'a jamais été aussi élevée depuis 40 ans et le nombre de personnes qui se rendent à la banque alimentaire n'a jamais été aussi élevé dans l'histoire du Canada, mais la députée d'en face brosse un tableau idyllique de la situation au pays. Le budget prévoit également un déficit de 43 milliards de dollars cette année.

L'inflation est incontrôlée, mais le gouvernement continue de jeter de l'huile sur le feu. La députée sait-elle quand, le cas échéant, le budget sera équilibré?

Mme Jenna Sudds: Madame la Présidente, je pense qu'il est important de reconnaître où nous en sommes dans cette période économique et de reconnaître que le budget de 2023 est un plan financier responsable pour la période difficile que nous traversons. Je pense que nous faisons des investissements intelligents pour l'avenir du Canada.

Comme je l'ai souligné aujourd'hui dans mon discours, l'avenir est vert. Ce sont les technologies propres et vertes qui nous propulsent vers l'avenir. Elles nous permettent de créer un avenir pour nos enfants et nos petits-enfants. Je suis fier du budget qui a été présenté et j'espère que le député d'en face le soutiendra.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, je serai bref. La semaine dernière, ma collègue, la députée de Vancouver-Est, et moi-même avons tenu une assemblée publique sur l'environnement, et bien des gens qui ont ce dossier très à cœur nous ont fait part de leurs préoccupations au sujet de l'environnement. Nous venons d'apprendre que le coût du projet d'oléoduc Trans Mountain est maintenant évalué à 30 milliards de dollars, et c'est un projet qui augmentera les exportations de bitume canadien. Je me demande si ma collègue pense qu'il est judicieux de dépenser 30 milliards de dollars pour cet oléoduc dans le contexte économique actuelle.

• (1625)

Mme Jenna Sudds: Madame la Présidente, compte tenu de nos besoins en électricité et des investissements qui sont proposés dans le cadre de ce budget, je pense qu'il est important de reconnaître

que nous investissons dans des sources d'énergie et des technologies propres et écologiques. Quand on pense notamment à l'infonuagique, à l'intelligence artificielle et à l'utilisation croissante des technologies et des réseaux 5G, on constate que les besoins en énergie se multiplient non seulement au Canada, mais partout dans le monde. Nous devons prendre des décisions judicieuses et durables qui ne vont pas mettre en péril l'avenir de notre pays, de nos enfants et de nos petits-enfants.

M. Ryan Turnbull (Whitby, Lib.): Madame la Présidente, c'est avec grand plaisir que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui pour appuyer le budget de 2023, c'est-à-dire un budget responsable qui aide les Canadiens à faire face à l'augmentation du coût de la vie grâce à un remboursement pour l'épicerie, comme on l'a déjà dit. Le budget prévoit également d'importants investissements dans notre système de soins de santé, dont 198 milliards de dollars au total au cours des 10 prochaines années par la voie du Transfert canadien en matière de santé et d'accords bilatéraux, en plus d'élargir la Prestation dentaire, qui a déjà aidé environ 250 000 enfants canadiens de moins de 12 ans, afin que beaucoup plus de Canadiens qui ne sont pas assurés puissent avoir accès à des soins dentaires. Ces mesures méritent à elles seules un discours. Pourtant, elles ne feront pas l'objet de mon intervention d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, j'aimerais souligner que le budget de 2023 prévoit des investissements importants pour garantir au Canada une part équitable de l'économie verte mondiale émergente, ce qui est essentiel pour notre réussite économique. Il s'agit d'une nouvelle étape importante dans la mobilisation des ressources nécessaires à la transformation massive de notre économie en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

N'oublions pas que c'est un engagement que le gouvernement a inscrit dans la loi par l'entremise de la Loi canadienne sur la responsabilité en matière de carboneutralité. Selon un rapport publié en janvier 2023 par Oxford Economics, et qui s'intitule « Saisir les occasions qu'offre l'économie mondiale verte », on estime que ce marché mondial émergent contribuera 10,3 billions de dollars à l'économie mondiale d'ici 2050. Les meilleures occasions énumérées dans ce rapport comprennent la fabrication de véhicules électriques, la production d'énergie renouvelable, la production d'énergie propre, d'hydrogène et de biocarburants, et même la finance verte.

C'est intéressant. Si nous examinons le chapitre 3 dans le budget de 2023, les crédits d'impôt à l'investissement et bon nombre des autres programmes et investissements stratégiques qui sont définis dans ce document correspondent étroitement à ces importants débouchés mondiaux offerts par l'économie verte selon les experts. Le budget de 2023 comporte de nombreux bons points, mais j'aimerais mettre l'accent sur sa partie consacrée à l'énergie propre et à l'énergie verte qui, selon moi, propulsera notre pays au rang de chef de file de la lutte contre les changements climatiques, tout en assurant la prospérité des générations futures.

Le budget

Je suis très fier de dire que je suis l'un des militants du caucus libéral qui fait constamment pression pour intervenir davantage et de manière plus ambitieuse face aux changements climatiques. J'adhère entièrement à l'opinion du gouvernement selon laquelle la voie vers la carboneutralité est pavée d'énormes possibilités de croissance économique si nous réussissions à réunir des conditions favorables. Bref, l'économie verte créerait un avenir plus prospère et plus durable pour notre pays. Cela signifie des emplois bien rémunérés dans de nombreuses industries, que ce soit l'exploration ou l'extraction de minéraux critiques, la production d'hydrogène propre, l'installation de nouvelles infrastructures de transport en commun par des électriciens, comme ceux à qui j'ai rendu visite dans le centre de formation des ouvriers en électricité, près de ma circonscription, la fabrication de véhicules électriques, comme à l'usine de GM Canada, également située près de ma circonscription, la modernisation des bâtiments, et j'en passe.

Nous savons que le salaire moyen des emplois dans le domaine des technologies manufacturières propres est de 90 000 \$, ce qui est nettement supérieur à la moyenne pour l'ensemble de l'économie canadienne, qui est d'environ 69 000 \$. Cela signifie des salaires 30 % plus élevés, et la plupart de ces emplois ne nécessitent pas un niveau de scolarité universitaire.

Selon l'un des derniers rapports du GIEC, nous approchons rapidement du point de non-retour si nous espérons limiter le réchauffement moyen de la planète à 1,5 degré Celsius. En fait, le rapport indique que notre planète suit une trajectoire conduisant à un réchauffement de 3,2 degrés Celsius. Je dirais que le coût de l'inaction est très élevé et qu'il dépasse de loin le coût des investissements stratégiques nécessaires aujourd'hui. Comme l'a dit un de mes collègues, nous en payerons le prix tôt ou tard, mais il coûte moins cher d'agir maintenant.

Comme l'indique le rapport de l'Institut climatique du Canada intitulé « Limiter les dégâts », le changement climatique coûte déjà des milliards de dollars aux Canadiens, et ce n'est que la pointe de l'iceberg. L'économie canadienne continuera de devoir assumer le coût croissant des dommages causés par le changement climatique, qui atteindra 25 milliards de dollars par an d'ici 2025, soit la moitié de la croissance prévue du PIB.

• (1630)

Ce chiffre est déjà alarmant, mais quand on réfléchit à l'ampleur de ces coûts, à la vitesse à laquelle ils augmenteront et au poids énorme qu'ils feront peser sur la croissance économique canadienne, nous n'avons d'autre choix que de reconnaître les conséquences graves qu'aurait notre inaction.

Les pertes prévues pour le PIB réel devraient atteindre plus de 100 milliards de dollars d'ici 2050 selon le scénario fondé sur des émissions élevées et un montant 8 fois plus élevé d'ici la fin du siècle. C'est presque 1 billion de dollars. Les changements climatiques représentent une menace pour la croissance et la stabilité futures de l'économie canadienne et c'est ce qu'il faut retenir à mon avis. Ce chiffre présente seulement une situation d'ensemble et ne donne pas tous les détails. Les auteurs du rapport de l'Institut climatique affirment que ces réductions annuelles de la croissance du PIB peuvent sembler anodines, mais qu'elles s'accumulent et qu'elles sont le reflet d'une diminution importante des investissements, du revenu des ménages, de la consommation, du commerce et de l'emploi.

À mon avis, nous n'avons pas les moyens de subir une diminution des investissements, du revenu des ménages, du commerce et de l'emploi, parce que c'est ce qui arriverait si nous faisons ce que veulent les conservateurs, soit de ne pas s'occuper des changements climatiques, de ne pas les prendre au sérieux, de ne pas faire les investissements requis et de passer à un modèle d'austérité.

Attendre que les catastrophes climatiques nous frappent ferait en sorte que les Canadiens auraient à payer pour réparer les infrastructures détruites, alors que ces sommes pourraient servir à investir dans les industries clés qui accroissent la capacité de production au pays et favorisent la croissance économique et la prospérité de la population canadienne.

À mon avis, l'impératif moral de lutter contre les changements climatiques ne fait aucun doute, mais l'impératif économique est peut-être encore plus grand en tenant compte du coût de renonciation. En évitant les coûts futurs de pertes et de dommages subis par notre société et l'économie canadienne, nous pourrions investir ces capitaux dans notre avenir économique dès maintenant, investir dans l'innovation qui stimulera la croissance.

N'oublions pas que les dommages causés par les changements climatiques frappent durement les ménages. Les changements climatiques augmentent le coût de la vie pendant que les solutions le réduisent. Les changements climatiques peuvent se traduire par une baisse des revenus et une augmentation des dépenses pour les ménages. Pour alléger les pressions liées à l'augmentation du coût de la vie que subissent les Canadiens, nous devons lutter contre les changements climatiques. Le gouvernement sait que l'économie des changements climatiques nécessite des mesures et des investissements stratégiques.

Le coût des changements climatiques continue de grimper, mais chaque dollar investi dans les mesures d'adaptation et d'atténuation rapporte d'importantes retombées directes et indirectes dans l'économie canadienne. Pour chaque dollar investi, l'Institut climatique du Canada estime qu'on obtient un rendement total de 13 \$ à 15 \$. Chaque dollar investi rapporte 15 \$ dans l'économie canadienne.

Nous réduisons également les coûts que la société de demain devrait assumer. Encore une fois, en tenant compte des coûts et de leurs projections dans l'avenir, nous saisissons toute l'importance d'agir et de faire de tels investissements dès maintenant.

Le budget de 2023 s'appuie sur une base très solide d'investissements importants. Je pourrais en citer quelques-uns: l'initiative Accélérateur net zéro, le Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone, la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques, les incitatifs pour l'achat de véhicules zéro émission et l'infrastructure de recharge, la Banque de l'infrastructure du Canada, et j'en passe. D'après mes calculs, plus de 112,2 milliards de dollars d'investissements liés au climat nous aideraient à atteindre la carboneutralité. Ce n'est là qu'une partie du tableau. En fait, le Climate Institute estime que le Canada devrait investir entre 125 et 140 milliards de dollars par an pour atteindre la carboneutralité. Il est évident que le gouvernement ne peut pas faire tous ces investissements seul et qu'il devra tirer parti de la puissance du marché.

Je citerai les auteurs du rapport d'Oxford Economics que j'ai mentionné plus tôt. Ils examinent ce que l'on appelle le scénario de transition vers la carboneutralité:

Le budget

Outre l'innovation, ce scénario de transition vers la carboneutralité suppose que les gouvernements adoptent des politiques qui encouragent les investissements du secteur privé. Des mesures telles que les crédits d'impôt pour la recherche et le développement, le cofinancement et les garanties couvrant les risques sont toutes susceptibles d'accélérer les investissements du secteur privé et de générer des retombées en matière de recherche et de développement. Ces mesures peuvent être considérées comme des « carottes » pour encourager l'investissement privé, en plus du « bâton » que représente la tarification du carbone.

C'est pourquoi ce budget est si important. En effet, les investissements importants, les crédits d'impôt et le financement stratégique décrits dans les priorités vont réellement stimuler les investissements privés dans les secteurs clés de notre économie pour lutter contre le changement climatique.

• (1635)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je voudrais simplement souligner que l'inflation n'a jamais été aussi élevée en 40 ans et que les Canadiens n'ont jamais été aussi nombreux à avoir recours aux banques alimentaires. Pourtant, le gouvernement du Canada continue de prétendre que la vie n'a jamais été aussi belle au pays. Ce budget prévoit un déficit de 43 milliards de dollars. Pourtant, en 2015, les libéraux avaient promis qu'ils équilibreraient le budget en 2019. Je me demande si le député a quelque chose à dire au sujet de ce déficit de 43 milliards de dollars et de la manière dont il contribue à l'inflation.

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, comme on le sait, l'inflation est un problème mondial qui, tout le monde en conviendra, provient de la perturbation des chaînes d'approvisionnement causée par la COVID-19 et la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine. De nombreux facteurs sont associés à cette inflation mondiale, mais nous devons reconnaître que la lutte contre les changements climatiques fait partie de la solution aux pressions inflationnistes qui pèsent sur notre économie. C'est exactement pourquoi le gouvernement affirme qu'on ne peut vraiment lutter contre l'inflation sans lutter contre les changements climatiques.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, mon collègue est heureux d'être content, comme on dit. Il a beaucoup parlé des changements climatiques en disant que le Canada est bon, qu'il est fort et que cela va très bien, madame la marquise. Je tiens juste à signaler à mon collègue que nos émissions nettes ont réaugmenté cette année. Nous sommes encore l'un des pires pays du monde sur ce plan.

Dans le budget, il y a beaucoup de mesures. On donne des crédits d'impôt aux pétrolières pour verdier leur bilan, pour faire de l'éco-blanchiment, comme m'a collègue en a parlé tantôt. L'année passée, en 2022, Exxon Mobil a fait 56 milliards de dollars de profits; Shell en a fait 40 milliards de dollars; Total en a fait 36 milliards de dollars; Chevron en a fait 36 milliards de dollars; BP en a fait 27 milliards de dollars.

Comment mon collègue peut-il justifier qu'on envoie même une seule cenne noire à ces entreprises?

[Traduction]

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, nous sommes évidemment en désaccord. Je suis très fier des mesures prises par le gouvernement pour combattre les changements climatiques. Je pense, entre autres, aux grosses sommes affectées et aux engagements enchâssés dans la loi. Je constate clairement la réduction des émissions dans divers secteurs industriels de notre société. Par ailleurs, au fur et à mesure que le budget de 2023 sera mis en œuvre, la baisse des émissions sera encore plus approfondie. Tout

ce que je vois, c'est un engagement légitime et authentique de réduire les émissions et de nous adapter aux conséquences de la crise climatique, ce qui inclut de s'attaquer à la source de cette dernière.

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Madame la Présidente, je remercie le député de Whitby de l'attention qu'il accorde à la crise climatique, un problème que j'aimerais voir tous les députés prendre très au sérieux.

Le projet de loi C-12 fixe un objectif de réduction des émissions pour 2026, c'est-à-dire 20 % sous les niveaux de 2005. Or, selon les données les plus récentes pour les émissions du Canada, pour l'année 2021, nos émissions ne se situaient qu'à 8,4 % sous les niveaux de 2005. Nous devrions donc atteindre une réduction additionnelle de 11,6 % au cours des cinq prochaines années. Pourtant, les émissions de 2021 étaient supérieures de 1,8 % par rapport aux niveaux de 2020. Donc, si les émissions augmentent alors que la cible ultime à atteindre nécessite une diminution, comment les libéraux s'y prendront-ils pour atteindre cette cible?

• (1640)

M. Ryan Turnbull: Madame la Présidente, c'est une bonne question. Évidemment, l'intention est de réduire les émissions de l'ensemble de l'économie. Le budget de 2023 fait fond sur de nombreuses autres mesures qui portent ou qui commencent à porter des fruits. Il est question d'une transformation massive de l'économie, et cela va prendre du temps. Cela prend du temps d'opérer une réduction des émissions.

Évidemment, la vente de véhicules électriques est en hausse. On constate des ententes importantes avec les fabricants des technologies propres au Canada. Cette transition présente de nombreux aspects. Cela prendra du temps avant d'en tirer avantage, mais je suis certain que cela ne tardera pas. Je suis certain que les mesures que nous prenons sont fondées sur des principes qui permettront d'obtenir les résultats que nous souhaitons tous.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, Les services publics et l'approvisionnement; l'honorable député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, La fiscalité; l'honorable député de Lanark—Frontenac—Kingston, L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de me lever à la Chambre aujourd'hui pour parler de ce budget imprudent proposé par les libéraux et appuyé sans réserve et sans surprise par le NPD.

En fait, le budget est vraiment un produit du bureau du chef du NPD. Je pense qu'il est juste de dire que c'est un homme qui est sous-estimé. Les Canadiens réalisent maintenant que c'est vraiment lui le grand responsable des décisions budgétaires du gouvernement. On pourrait même l'appeler le très honorable député de Burnaby-Sud.

À ce sujet, cela doit être un peu gênant pour les députés libéraux de siéger dans la Chambre jour après jour et de voir leur parti complètement contrôlé par le chef du NPD. Or, ils ne devraient pas être surpris parce que, depuis 2015, avec leurs comportements, le ministre et ses ministres ont démontré à quel point leur incompétence aurait dû leur servir d'avertissement.

Le budget

Comme exemple, en 2013, le premier ministre a dit à tous ceux qu'ils voulaient l'entendre qu'il ne se souciait pas des budgets parce que, comme il l'a expliqué, les budgets s'équilibrent d'eux-mêmes. On a bien vu cela.

Après avoir prononcé ce commentaire, on aurait pu anticiper que de nombreux candidats libéraux auraient hésité à se présenter sous son leadership. Non, au contraire, ils ont tous adopté le même discours et ont répété ses paroles avec empressement.

Ce n'était certainement pas la première fois que le premier ministre faisait des commentaires étranges et dangereux, mais ce fut certainement le plus mémorable pour l'ensemble des Canadiens.

Certains croyaient que même si le premier ministre était incompetent et qu'il n'avait pas l'expérience nécessaire pour diriger la barque, au moins il serait entouré de ministres et de sages conseillers qui pourraient lui expliquer le bon sens et contrôler ses impulsions. Or, cet espoir s'est rapidement évaporé lorsque sa ministre des Finances a augmenté la dette nationale de notre pays à des niveaux records. Oui, la ministre des Finances a défendu le déficit record du gouvernement fédéral de plus de 381 milliards de dollars comme étant abordable compte tenu des faibles taux d'intérêt.

Je voudrais continuer là-dessus, mais je voudrais parler de ce qui serait important d'aborder dans un budget: le projet de loi C-325 que j'ai déposé récemment.

Le projet de loi C-325 vise à renforcer le régime des mises en liberté sous conditions en créant une infraction pour non-respect des conditions, à obliger les surveillants de libération conditionnelle à signaler les manquements aux conditions et à rétablir l'ancienne version de l'article 742.1 du Code criminel, abrogé en 2022 par le projet de loi C-5 du premier ministre.

Le projet de loi C-5 du gouvernement qui a été adopté permet de purger une peine d'emprisonnement dans la collectivité pour les criminels condamnés pour agression sexuelle grave, par exemple. J'espère que cette erreur monumentale sera corrigée et que les députés du Bloc québécois et du NPД appuieront mon projet de loi.

Ces criminels violents ne doivent pas purger leur peine à la maison en écoutant Netflix. Ils devraient plutôt être derrière les barreaux. C'est vrai que le Bloc québécois avait appuyé le projet de loi C-5. Ils ont voté en faveur, mais ils se sont aperçus, quand on a vu les cas arriver, des problèmes comme le cas de Jonathan Gravel. Cet homme de 42 ans a évité la prison après avoir commis une violente agression sexuelle. Le Bloc québécois réalise maintenant qu'il faut faire demi-tour et que cela ne marche pas.

Même le procureur de la Couronne au Québec Alexis Dinelle a fustigé le gouvernement pour avoir rouvert la porte aux peines en collectivité pour ce type de crime. Il a dit ceci: « En ce moment, [le premier ministre] et [le ministre de la Justice] ont probablement des comptes à rendre aux victimes d'agression sexuelle. Je ne peux rester coi face à cette situation qui est un retour en arrière. »

En effet, l'impact de cette loi fédérale fait en sorte que des hommes condamnés pour agression sexuelle grave en profitent pour tenter d'obtenir des peines de prison à domicile. *La Presse* rapportait, par exemple, le cas de Sobhi Akra qui souhaite pouvoir purger sa peine de prison chez lui, après avoir plaidé coupable d'avoir agressé sexuellement huit femmes. Cela n'a aucun bon sens.

Mon projet de loi propose aussi de créer une infraction pour le non-respect des conditions par des criminels condamnés pour des crimes comme les agressions sexuelles, par les meurtriers ou par ceux qui ont agressé des enfants par exemple qui sont en libération conditionnelle et qui ne respectent pas leurs conditions de libération. Actuellement, il n'y a pas d'infraction pour le bris des conditions de libération conditionnelle pour ce genre de criminels.

Par exemple, il y a trois ans, tout le monde se souvient d'Eustachio Gallese, le tueur de Marylène Levesque. Il s'était notamment fait imposer l'obligation de suivi avec un psychologue quand il était en semi-liberté. Cependant, lorsque la Commission a appris qu'il fréquentait des prostituées et violait ses conditions, il n'a pas été réincarcéré. Sa libération n'a pas été révoquée et son non-respect des conditions n'apparaît nullement dans son dossier.

Avec mon projet de loi, les Eustachio Gallese de ce monde en liberté sous conditions ne pourront plus se moquer de notre système judiciaire et devront prendre leurs conditions de libération au sérieux. Des vies comme celle de Marylène Levesque pourront être sauvées.

● (1645)

Comme on le sait, le rôle premier des parlementaires est de maximiser la sécurité publique pour les Canadiennes et les Canadiens. Il faut corriger l'erreur monumentale de la loi découlant du projet de loi C-5 et renforcer la gestion des libérations conditionnelles.

Revenons au budget.

Les finances du Canada et les fonds publics ne sont pas des jouets pour le premier ministre et ses amis riches. Les Canadiens ont travaillé trop fort et ont trop sacrifié pour permettre à ces personnes de détruire la qualité de vie des générations à venir.

Nous savons que le ministre des Finances a étudié à Harvard. Nous avons aussi que cette université n'enseigne pas à ses étudiants de telles stratégies financières. Comme le premier ministre, la ministre des Finances a manifestement manqué beaucoup de cours pendant ses études universitaires.

Lorsque le budget a été déposé par le gouvernement, nous avons eu droit à différentes réactions. L'une d'elles est celle de Mario Dumont, commentateur très connu au Québec et ancien politicien québécois qui anime plusieurs émissions au Québec, notamment à TVA. Voici ce qu'il a dit, à chaud, lorsqu'il a vu le dépôt de ce budget:

Le plus renversant, c'est que durant ces mois où la taille de l'administration publique canadienne engraisait à vue d'œil, on n'a jamais vu autant de problèmes d'efficacité dans l'offre de services. Dois-je rappeler à nos mémoires la crise des passeports? [...] Lorsqu'on lit le rapport du directeur parlementaire du budget, et qu'on fait le parallèle avec ce qui se passe sur le terrain, une conclusion s'impose. Le Canada est foutument mal géré. Une entreprise privée aussi mal gérée s'en irait à l'abattoir.

D'après ce que nous pouvons voir, le premier ministre et la ministre des Finances n'ont aucune idée de ce que sont les saines pratiques financières et, avec l'appui du chef du NPД, ils poussent ce pays vers le chaos financier. Pendant que le premier ministre détruit les finances du pays, les députés libéraux, de l'autre côté de la Chambre, sont assis les bras croisés et regardent l'avenir de nos enfants s'envoler. Voilà l'héritage des libéraux sous ce premier ministre: un échec total de la gestion des finances de notre pays qui place l'avenir du Canada dans une situation très vulnérable.

Le budget

Notre héritage sera de nettoyer ce gâchis et de rétablir les politiques financières saines pour le bien de nos citoyens, car, lorsqu'on parle de l'avenir, on parle de nos enfants et de nos petits-enfants. On a tendance à se dire qu'il n'y a pas de problème au moment présent, mais, quand on regarde l'intérêt sur la dette actuelle, qu'on fait des projections et des calculs, on constate qu'il s'agit de 21 milliards de dollars en intérêts supplémentaires à payer. On peut facilement imaginer que cela va devenir intenable au cours des prochaines années et que les fonds disponibles pour les opérations du gouvernement vont être assujettis à ces intérêts. Il y aura donc moins de fonds et on ne pourra pas toujours continuer à emprunter, car cela ne va qu'empirer les choses.

C'est pour cela que, de ce côté-ci de la Chambre, nous demandons toujours de travailler de façon raisonnable afin de maximiser les finances publiques et d'atteindre un équilibre pour nous assurer de ne pas nous retrouver dans une situation où ce sont nos petits-enfants qui en paieront plus tard le prix.

• (1650)

Mme Rachel Bendant (secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Madame la Présidente, mon collègue a parlé de plein de choses, y compris de l'importance de s'attaquer à la violence que nous voyons dans nos rues. Les conservateurs s'opposent pourtant à toutes les mesures de contrôle des armes à feu que nous proposons.

Parlons toutefois de notre budget. Mon collègue a passé énormément de temps à dénigrer l'économie canadienne, alors que nous savons que celle-ci est beaucoup plus résiliente que celle de nos pairs. Nous avons amené Rio Tinto à Sorel, Moderna à Laval, 5 000 nouveaux emplois à Bécancourt, pour ne parler que du Québec.

Quand mon collègue parle de l'importance de réduire les dépenses du gouvernement, parle-t-il ici des 2 milliards de dollars investis dans la santé pour les Canadiens? Parce que le chef conservateur a confirmé...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois donner au député l'occasion de répondre et laisser du temps aux autres députés qui souhaitent poser des questions.

La parole est à l'honorable député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles.

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, faut-il que je prenne le même temps que ma collègue pour répondre à sa question?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Vous avez une minute pour répondre.

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, un gouvernement doit faire des choix. On doit établir une liste des priorités et décider ce qu'on doit faire. Les choix du gouvernement libéral, depuis 2015, c'est un ajout incessant de dépenses sans égard à un contrôle. Voilà le problème.

Est-ce que tout est prioritaire? Bien sûr. Si mes enfants veulent de la crème glacée tous les jours, est-ce que je leur en donne tous les jours? Non. À un moment donné, il faut apprendre à contrôler. Les 21 milliards de dollars donnés à des compagnies de consultants sont un exemple de chose à contrôler. Il s'agit d'un exemple d'économie à faire, puisque, en même temps, on a une augmentation de 30 % de la fonction publique. Comment peut-on avoir à la fois 30 % de plus de fonctionnaires, qui sont évidemment payés, et

21 milliards de dollars payés à des sous-traitants? Cela ne fonctionne pas.

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, on connaît la position des conservateurs en termes de budget, de coupes qu'ils feraient s'ils prenaient le pouvoir, de restrictions budgétaires massives et d'équilibre budgétaire. Ce soir, 150 000 fonctionnaires fédéraux déclencheront très probablement une grève.

Je voudrais demander ce qui suit à mon collègue de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles. S'il était ministre dans un tel contexte, accepterait-il les conditions salariales des fonctionnaires fédéraux pour éviter une grève?

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, le gouvernement a justement la responsabilité de s'assurer de bien gérer sa fonction publique. Si, actuellement, il y a une menace de grève, c'est parce que ce gouvernement n'a pas fait son travail de gérer la fonction publique adéquatement. On a engagé 30 % de plus de fonctionnaires, on donne des contrats ailleurs, et, pendant ce temps, les conditions de travail sont mal gérées.

Je ne peux pas nécessairement répondre directement à la question de mon collègue, parce que je n'ai pas toutes les informations sur les demandes. Il reste que, la bonne gestion gouvernementale, c'est de savoir faire le travail avec les ressources qu'on a, d'engager le nombre de personnes nécessaire pour faire les tâches avec les budgets qu'on a et de s'assurer de les payer adéquatement.

Toutefois, si on embauche des gens, qu'on fait des dépenses ailleurs et qu'on n'a pas les moyens de les payer plus cher, il y a un problème.

[Traduction]

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je veux simplement entendre le point de vue du député sur le fait que le gouvernement libéral continue à faire des dépenses donnant lieu à des déficits, même s'il a promis, en 2015, seulement quatre modestes déficits de 10 milliards de dollars. Nous n'avons jamais été près de tels déficits. Le budget de 2023 est de 43 milliards de dollars.

J'aimerais entendre les observations du député là-dessus.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, c'est une très bonne question. On se souvient très bien que, durant la campagne électorale de 2015, le premier ministre a fait du marketing. Il a dit que les libéraux feraient des petits déficits de 10 milliards de dollars afin d'investir massivement dans les infrastructures canadiennes.

Toutefois, pendant les quatre premières années de ce gouvernement, on a fait 100 milliards de dollars de déficits supplémentaires. Quelques milliards de dollars ont été investis en infrastructure, parce que rien ne débloquent. C'était de la poudre aux yeux. On a dit qu'on allait faire un peu de déficits afin de faire des investissements dans les infrastructures. Personne ne peut être contre cela. Cependant, finalement, 100 milliards de dollars ont été brûlés dans le feu. C'est le résultat des quatre premières années. Maintenant, on est rendu pas mal plus loin que cela.

Le budget

• (1655)

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, je suis persuadé que tous mes collègues seront enchantés par les mots que je vais utiliser pour faire mon discours. Je suis persuadé qu'ils veulent tous l'entendre, comme la majorité des Canadiens. Il est important de pouvoir répéter des choses qui ont été dites ici et d'être capables de les écouter attentivement, parce que, parfois, cela revient nous hanter.

Je vais commencer par une citation: permettez-moi d'être très claire: nous sommes absolument déterminés à ce que notre ratio dette-PIB continue de diminuer. Nos déficits doivent continuer à être réduits. La dette liée à la pandémie que nous avons contractée pour assurer la sécurité et la solvabilité des Canadiens doit être remboursée et elle le sera. C'est notre point d'ancrage budgétaire. C'est la ligne à ne pas franchir. Elle garantira la viabilité de nos finances.

Cela sonne bien. C'est beau. Cela semble sérieux. Qui a dit cela? Non, ce n'est pas un analyste à la télévision ni un économiste. C'est la ministre des Finances elle-même. Cela ne fait pas des siècles qu'elle a dit cela; c'était lors de la présentation du budget de 2022-2023, il y a à peine un an. Prenons cette déclaration et analysons-la un peu pour voir ce que cela veut dire.

La première affirmation est la suivante: permettez-moi d'être très claire: nous sommes absolument déterminés à ce que notre ratio dette-PIB continue de diminuer.

On parle de la réalité du budget de 2023. Un an plus tard, est-ce que la ministre a fait preuve de détermination? Il semble que non. Selon le budget de 2023-2024, le ratio de la dette au PIB devrait passer de 42,4 à 43,5 % en 2023-2024. Il sera aussi supérieur à 42,4 % en 2024-2025. Au cours des deux années qui ont suivi cette affirmation, la ministre des Finances a été incapable de maintenir sa détermination pas une, mais deux fois au sujet de sa cible budgétaire, qui était de s'assurer que le ratio de la dette au PIB continue de diminuer.

Les faits présentés dans le budget sont simples. La dette fédérale du Canada pour l'exercice de 2023-2024 devrait atteindre 1,22 billion de dollars. Ce ne sont pas des chiffres qu'on a l'habitude de prononcer. Un billion, c'est mille milliards. Lorsqu'on parle de 1,22 billion de dollars, cela veut dire 1 022 milliards de dollars. Cela représente près de 81 000 \$ par ménage canadien.

Les projections budgétaires du Canada n'indiquent aucune voie vers l'équilibre. Le déficit pour 2022-2023 est de 43 milliards de dollars. En 2023-2024, le déficit devrait être de 40,1 milliards de dollars. L'énoncé économique de l'automne prévoyait un excédent de 4,5 milliards de dollars en 2027-2028. Le budget de 2023 ne prévoit plus que des déficits. On prévoit maintenant un déficit de 14 milliards de dollars en 2027-2028. C'était l'année où on aurait dû se retrouver en équilibre budgétaire selon la ministre des Finances. Comme je le disais, elle a manqué de détermination.

Continuons d'ailleurs avec une autre phrase de cet énoncé de la ministre des Finances: La dette liée à la pandémie que nous avons contractée pour assurer la sécurité et la solvabilité des Canadiens doit être remboursée, et elle le sera.

C'est ferme, clair et précis. J'aurais peut-être une petite leçon pour la ministre des Finances. Pour rembourser une dette, il faut commencer à la rembourser. Pour la rembourser, il faut cesser

d'emprunter. Pour cesser d'emprunter, il faut cesser d'ajouter de nouvelles dépenses.

La réalité du budget de 2023-2024, c'est que les dépenses publiques ont encore augmenté de plus de 120 milliards de dollars par rapport aux dépenses d'avant la pandémie. En 2019, les dépenses des programmes du Canada s'élevaient à 323 milliards de dollars. Pour 2023-2024, les dépenses vont s'élever à 447 milliards de dollars. On est loin de rembourser les dettes contractées durant la pandémie. On dépense encore plus d'argent qu'on en dépensait avant la pandémie.

Il n'y a aucune mention dans le budget d'un remboursement de la dette liée à la pandémie. Quel changement en une seule année! Le mot « remboursement » semble d'ailleurs avoir été éliminé du langage de la ministre des Finances, qui, pourtant, elle nous avait donné un peu d'espoir l'an dernier. Malheureusement, il semble que la nature ait repris son cours. Le naturel est probablement revenu au galop à la suite d'une rencontre entre la ministre des Finances et le premier ministre le plus dépensier de l'histoire du Canada. En effet, il est bon de rappeler que le premier ministre a accumulé plus de dettes que tous les autres premiers ministres précédents de ce pays réunis.

• (1700)

Il n'a aucun plan pour équilibrer le budget et contrôler ses déficits inflationnistes. Au quotidien, les déficits inflationnistes font que le coût des biens qu'on achète et le taux d'intérêt qu'on paie augmentent et continuent d'augmenter.

Je vais présenter une autre affirmation relative à ce dont je parlais plus tôt, et elle est vraiment importante. Dans le budget de 2022, au sujet du ratio de la dette par rapport au PIB dont j'ai parlé plus tôt, la ministre des Finances déclarait que c'était le point d'ancrage budgétaire, la ligne à ne pas franchir afin de garantir la viabilité de nos finances. On est dans le trouble.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, non seulement pour l'année qui vient, mais aussi pour l'année prochaine, cette fameuse ligne à ne pas franchir, la ministre des Finances l'a elle-même franchie à deux reprises. Elle a clairement dit que le fait de dépasser le ratio de la dette par rapport au PIB du moment rendrait les finances publiques canadiennes non viables. Selon notre propre ministre des Finances, la dette et les déficits inflationnistes du premier ministre ne cessent d'augmenter.

Le coût du service de la dette en 2021-2022 était de 24,5 milliards de dollars. Les dépenses inflationnistes du premier ministre ont fait grimper les taux d'intérêt, ce qui a fait augmenter le coût du service de la dette au Canada. Qui va payer tout cela? Ce n'est pas moi, mais nos enfants, les enfants de nos enfants, bref, un peu tout le monde. Même aujourd'hui, le coût du remboursement de la dette est rendu tellement élevé qu'on ne sera plus capable de payer pour toutes les promesses et toutes les dépenses que le gouvernement ne cesse d'ajouter.

La ministre des Finances a selon moi perdu toute sa crédibilité parce qu'elle a probablement abdiqué sa responsabilité de maintenir les finances canadiennes viables, saines et surtout réalistes pour les générations futures. On l'a vu et on l'a démontré.

Le budget

Cela n'est pas trop surprenant, car la ministre des Finances a probablement suivi l'exemple de son premier ministre. On a eu l'occasion d'en parler à plusieurs reprises depuis le début du débat sur le budget. En 2015, le premier ministre a été élu après avoir fait sa grande promesse de faire des petits déficits, de tout petits déficits. Il a promis de faire 10 milliards de dollars de déficits la première année, 10 milliards de dollars la deuxième année, 6 milliards ou 7 milliards de dollars de déficit par la suite, et de revenir ensuite à l'équilibre budgétaire. Le premier ministre avait fait cette annonce pour se faire élire, évidemment. Or, il avait dit cela parce que les taux d'intérêt étaient bas. Il a dit que les taux d'intérêt n'augmenteraient jamais, qu'on était dans une bonne période, que tout allait bien et qu'on pouvait se permettre de faire des emprunts. Ce n'est pas tout à fait ce qui s'est passé.

Souvenons-nous que c'est le premier ministre qui avait dit que les budgets s'équilibraient d'eux-mêmes. La ministre des Finances a probablement pensé que le retour à l'équilibre budgétaire allait se faire tout seul. Malheureusement, elle a été rattrapée par la réalité avec la situation économique qu'on vit partout dans le monde.

Voici maintenant la dernière en titre et probablement la pire affirmation du premier ministre. Devant un groupe de jeunes, le premier ministre est allé essayer de justifier sa propension à emprunter en incitant les jeunes à investir dans leur loyer et dans leurs études en utilisant leur carte de crédit à 19 % d'intérêt. C'était le conseil judicieux du premier ministre à un groupe de jeunes qui étaient venus l'entendre. Ce n'est pas surprenant aujourd'hui que la ministre des Finances nous ait placés dans une situation où les finances canadiennes ne sont plus viables. La seule chose qu'il reste à faire pour corriger la situation, c'est d'élire un gouvernement responsable conservateur lors des prochaines élections.

● (1705)

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Madame la Présidente, je vais tenter pour la quatrième fois d'avoir une réponse à ma question. On voit ce pivot des conservateurs. Tout le monde est d'accord chez les conservateurs pour ne pas toucher aux 2 milliards de dollars que nous allons investir dans les soins de santé. Nous avons également mis dans ce budget des mesures très claires et précises afin de réduire 15 milliards de dollars dans les dépenses de notre gouvernement. Cela comprend les contrats vers les sous-traitants. Cela comprend des réductions dans le service public.

Tout cela étant des faits, je pose cette question à mon collègue. Qu'est-ce que les conservateurs réduiraient? Dans quoi feraient-ils des coupes pour arriver à leurs objectifs d'austérité?

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, c'est assez ironique d'entendre une question comme celle-là.

La députée vient de nous dire que, dans le budget, il y a des réductions de 15 milliards de dollars. C'est sans avoir déterminé, nulle part, où vont se faire ces réductions de 15 milliards de dollars. En ce moment, c'est la ministre des Finances qui dirige le pays.

On me demande de faire son travail. Cela me fera plaisir de faire son travail. Notre équipe conservatrice sera heureuse de faire le bon travail, qui est de contrôler d'une manière fiscale responsable les finances de ce pays, quand nous serons élus et que nous aurons la chance d'être ce côté-là de la Chambre.

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, j'ai bien aimé le discours de mon honorable collègue. Ce qui est intéressant, c'est que les conservateurs nous disent qu'ils

seront un gouvernement responsable et qu'ils formeront le prochain gouvernement.

Maintenant, mon collègue n'a pas précisé quelles propositions exactes ils feraient pour arriver à un budget équilibré. J'ai entendu une proposition de la part du chef conservateur. Plus tôt, mon collègue a cité la vice-première ministre, la ministre des Finances, mais moi je vais citer son chef. Pendant la campagne à la chefferie du Parti conservateur, il a dit qu'il allait réduire 1 milliard de dollars dans le budget de CBC/Radio-Canada, qui est actuellement à 1,2 milliard de dollars. Il n'y a pas un député conservateur du Québec qui a voulu répondre à la question qu'on pose depuis déjà deux jours. J'aimerais tellement cela que quelqu'un me réponde.

Est-ce que mon honorable collègue est d'accord sur la proposition de son chef? Si le Parti conservateur prend le pouvoir ici à Ottawa, le député va-t-il appuyer la proposition de son chef de réduire 1 milliard de dollars dans CBC/Radio-Canada, qui a un budget de 1,2 milliard de dollars?

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, la réponse est oui.

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Madame la Présidente, j'apprécie le discours de mon collègue. J'aimerais l'entendre se prononcer sur la coalition libérale—néo-démocrate quand on sait que le NPD a reçu 17 % du vote aux dernières élections et que les libéraux sont en train d'appliquer le programme du NPD.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, c'est une très bonne question.

Je pense que si j'étais un libéral en ce moment, je me poserais de sérieuses questions à savoir qui dirige vraiment la ministre des Finances quand vient le temps d'établir un budget. Ce qu'on constate à la lecture du budget, c'est qu'il y a 67 milliards de dollars de nouvelles dépenses en nouveaux programmes.

Ce n'est pas juste moi qui le dis. On a vu le budget et on l'a lu. Le directeur parlementaire du budget l'a dit. C'est 67 milliards de dollars de dépenses. Cela signifie encore plus d'emprunts, encore plus de difficultés, encore des dépenses inflationnistes qui vont ultimement coûter plus cher à l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens, aux travailleurs et aux travailleuses, aux mères de famille, à tout le monde. C'est la réalité actuelle.

C'est cela, quand un gouvernement libéral s'associe ou s'allie dans une coalition avec le NPD. On fait en sorte que, finalement, tout le monde paie. Malheureusement, on ne fait confiance à personne pour offrir ces programmes, parce qu'on sait que, en matière de prestation des programmes, le gouvernement actuel a eu beaucoup de faiblesses au cours des dernières années. Je peux parler des passeports. Je peux parler de l'assurance-emploi. Je peux parler ainsi jusqu'à ce que je m'assoie.

● (1710)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je vais tenter très brièvement de mettre en contraste la position de l'opposition conservatrice et les mesures du gouvernement.

Le budget

Il faut reconnaître que l'ensemble du budget reflète en grande partie, comme je l'ai mentionné l'autre jour, les consultations et travaux qui ont été menés en grand nombre pour faire en sorte que le budget réponde aux besoins de tous les Canadiens, partout au pays. C'est ce que le budget fait, de manière très claire.

Nous avons un plan détaillé, peu importe le nombre de fois où les conservateurs affirment le contraire. Nous l'avons devant nous. Il suffit de le lire. Le budget comprend beaucoup d'éléments pour continuer à soutenir les Canadiens, bâtir l'économie et engager la société dans une voie que la vaste majorité des Canadiens approuvent.

Les conservateurs semblent être d'avis que lorsque le gouvernement dépense de l'argent, ce n'est pas une bonne idée. Je voulais insister sur la question des services de garde d'enfants. Les gens se souviendront que, lors des dernières élections, le Parti conservateur a déclaré qu'il n'appuyait pas le programme national de garderies dont parlaient les libéraux. Aujourd'hui, toutes les provinces et tous les territoires sont d'accord. Nous finançons les services de garde d'enfants et les conservateurs s'y opposent.

Avoir des garderies suppose que le gouvernement dépense de l'argent. Selon un rapport publié en février, le taux de participation des femmes âgées de 25 à 54 ans à l'économie a atteint un niveau record de 85,7 %. Je pense que c'est le taux le plus élevé d'Amérique du Nord. En fin de compte, un programme de garderies à 10 \$ par jour, auquel le Parti conservateur s'oppose, offrira plus de possibilités et améliorera le mode de vie de tous les Canadiens de manière directe. Voilà un investissement dans les Canadiens.

Les 198 milliards de dollars sur les dix prochaines années constituent un véritable engagement à financer notre système de santé, non seulement pour aujourd'hui, mais aussi pour les générations futures. Cela montre que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans les soins de longue durée, dans la santé mentale et dans d'autres questions qui préoccupent les Canadiens. Ce budget en tient compte. Les gens comprennent que les services de santé sont au cœur de l'identité canadienne. Le budget reflète le désir qu'il en soit ainsi.

Nous pouvons parler du taux d'inflation. Il semble que les conservateurs sont toujours prompts à oublier qu'il s'agit d'un problème à l'échelle mondiale. Au Canada, nous nous en sortons beaucoup mieux que pratiquement tous les autres pays comparables, y compris les États-Unis. Nous savons que nous pouvons en faire plus. Voilà pourquoi nous avons prévu le remboursement pour l'épicerie. Nous offrons ce remboursement ponctuel parce que nous comprenons que les Canadiens vivent une période difficile.

Je constate que je n'ai plus de temps. Je suis d'avis que si mes collègues d'en face prenaient le temps de bien comprendre le budget, ils reverraient sans doute leur position et voteraient pour le budget.

• (1715)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je sais que le député espérait pouvoir profiter de la totalité de sa période de 20 minutes.

[Français]

Cependant, comme il est 17 h 15, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire pour disposer de l'amendement dont la Chambre est maintenant saisie.

[Traduction]

Le vote porte sur l'amendement.

Puis-je me dispenser d'en faire la lecture?

Des voix: Non.

[La présidente donne lecture de l'amendement]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire que l'amendement soit adopté ou adopté avec dissidence ou désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

M. Arnold Viersen: Madame la Présidente, nous demandons un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Convoquez les députés.

• (1800)

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n° 295)

POUR

Députés

Aboultaif	Aitchison
Albas	Allison
Arnold	Baldinelli
Barlow	Barrett
Berthold	Bezan
Block	Bragdon
Brassard	Brock
Calkins	Caputo
Chambers	Chong
Cooper	Dalton
Dancho	Davidson
Deltell	d'Entremont
Doherty	Dowdall
Dreeshen	Ellis
Falk (Battlefords—Lloydminster)	Falk (Provencher)
Fast	Ferreri
Findlay	Gallant
Genuis	Gladu
Godin	Goodridge
Gourde	Gray
Hallan	Hoback
Jeneroux	Kelly
Kitchen	Kmiec
Kram	Kurek
Kusie	Lake
Lantsman	Lawrence
Lehoux	Lewis (Essex)
Lewis (Haldimand—Norfolk)	Liepert
Lloyd	Lobb
Maguire	Martel
Mazier	McCauley (Edmonton West)
McLean	Moore
Morantz	Motz
Muys	Nater
O'Toole	Patzer
Paul-Hus	Perkins
Poilievre	Redekopp
Reid	Rempel Garner
Richards	Roberts
Rood	Ruff
Scheer	Seeback
Shields	Shipley
Small	Soroka

Le budget

Steinley
Strahl
Thomas
Tolmie
Vecchio
Vien
Vis
Warkentin
Webber
Williamson

Stewart
Stubbs
Tochor
Van Popta
Vidal
Viersen
Wagantall
Waugh
Williams
Zimmer — 106

Mathysen
May (Saanich—Gulf Islands)
McGuinty
McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McPherson
Mendicino
Michaud
Morrice
Murray
Ng
Normandin
Oliphant
Perron
Plamondon
Qualtrough
Robillard
Rogers
Sahota
Saks
Sarai
Scarpaleggia
Sgro
Sheehan
Sidhu (Brampton South)
Singh
Sousa
St-Onge
Tassi
Thériault
Thompson
Trudel
Valdez
van Koeverden
Vignola
Virani
Weiler
Yip
Zarrillo

May (Cambridge)
McDonald (Avalon)
McKay
McLeod
Mendès
Miao
Miller
Morrissey
Naqvi
Noormohamed
O'Connell
Pauzé
Petitpas Taylor
Powlowski
Rayes
Rodriguez
Romanado
Sajjan
Samson
Savard-Tremblay
Schiefke
Shanahan
Sidhu (Brampton East)
Simard
Sorbara
Ste-Marie
Sudds
Taylor Roy
Therrien
Trudeau
Turnbull
Van Bynen
Vandenbeld
Villemure
Vuong
Wilkinson
Zahid
Zuberi — 204

CONTRE

Députés

Aldag
Ali
Anandasangaree
Arseneault
Ashton
Bachrach
Bains
Barron
Beech
Bennett
Bérubé
Bittle
Blair
Blanchette-Joncas
Blois
Boulerice
Brière
Cannings
Chabot
Chahal
Champoux
Chen
Collins (Hamilton East—Stoney Creek)
Cormier
Dabrusin
Davies
Desbiens
Desjarlais
Dhillon
Dong
Dubourg
Duguid
El-Khoury
Fergus
Fisher
Fortier
Fragiskatos
Freeland
Gaheer
Garrison
Gazan
Gould
Guilbeault
Hanley
Hepfner
Housefather
Hussen
Iacono
Ien
Johns
Julian
Kelloway
Khera
Kusmierczyk
Lalonde
Lametti
Lapointe
Lattanzio
LeBlanc
Lemire
Long
Louis (Kitchener—Conestoga)
MacDonald (Malpeque)
Maloney

Alghabra
Anand
Angus
Arya
Atwin
Badawey
Baker
Beaulieu
Bendayan
Bergeron
Bibeau
Blaikie
Blanchet
Blaney
Boissonnault
Bradford
Brunelle-Duceppe
Casey
Chagger
Champagne
Chatel
Chiang
Collins (Victoria)
Coteau
Damoff
DeBellefeuille
Desilets
Dhaliwal
Diab
Drouin
Duclos
Ehsassi
Erskine-Smith
Fillmore
Fonseca
Fortin
Fraser
Fry
Garon
Gaudreau
Gerretsen
Green
Hajdu
Hardie
Holland
Hughes
Hutchings
Idlout
Jaczek
Jowhari
Kayabaga
Khalid
Koutrakis
Kwan
Lambropoulos
Lamoureux
Larouche
Lauzon
Lebouthillier
Lightbound
Longfield
MacAulay (Cardigan)
MacKinnon (Gatineau)
Masse

Mathysen
May (Cambridge)
McDonald (Avalon)
McKay
McLeod
Mendès
Miao
Miller
Morrissey
Naqvi
Noormohamed
O'Connell
Pauzé
Petitpas Taylor
Powlowski
Rayes
Rodriguez
Romanado
Sajjan
Samson
Savard-Tremblay
Schiefke
Shanahan
Sidhu (Brampton East)
Simard
Sorbara
Ste-Marie
Sudds
Taylor Roy
Therrien
Trudeau
Turnbull
Van Bynen
Vandenbeld
Villemure
Vuong
Wilkinson
Zahid
Zuberi — 204

PAIRÉS

Députés

Barsalou-Duval
Dzerowicz
Gill
Kramp-Neuman
Melillo
O'Regan
Serré
Battiste
Epp
Joly
Martinez Ferrada
Morrison
Schmale
Vandal — 14

Le Président: Je déclare l'amendement rejeté.

Affaires émanant des députés

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Traduction]

LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 1^{er} février, de la motion portant que le projet de loi C-239, Loi modifiant la Loi permettant de faire certains paiements fiscaux aux provinces et autorisant la conclusion d'accords avec les provinces pour la perception de l'impôt, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole sur un sujet aussi important. L'Agence du revenu du Canada a démontré, en particulier au cours des dernières années, à quel point elle est précieuse pour tous les Canadiens d'un océan à l'autre. Je peux comprendre pourquoi le Bloc propose ce projet de loi, mais c'est un projet de loi que je ne peux personnellement pas soutenir. La raison principale est que le Bloc a sous-estimé ce que l'ARC fait réellement pour nous tous, où que nous vivions dans le pays.

Il suffit de consulter sa déclaration d'impôts ou de penser à des mesures sur lesquelles je vais revenir. Toutefois, j'aimerais rappeler à tous la pandémie. Lorsque la pandémie mondiale s'est abattue sur nous tous, l'Agence du revenu du Canada et les fonctionnaires professionnels ont répondu à l'appel avec efficacité. Par l'entremise de l'Agence, le gouvernement a été en mesure d'aider les Canadiens lorsqu'ils en ont eu besoin. Durant la pandémie, un phénomène sans précédent depuis des générations, les Canadiens ont eu besoin d'argent pour payer leur épicerie, leur électricité, leur prêt hypothécaire et j'en passe. Le rôle qu'a joué l'Agence pour fournir un soutien direct aux Canadiens fut sans égal, même, à mon avis, si l'on considère les organismes sans but lucratif et les organismes gouvernementaux. Aujourd'hui encore, nous nous tournons vers l'Agence du revenu du Canada pour faire le point sur ce qui a été accompli grâce aux très nombreux programmes dont elle était ultimement responsable.

Si la décision était laissée aux députés du Bloc ou même, malheureusement, à certains députés conservateurs que j'ai entendu débattre sur ce projet de loi, l'Agence serait inutile. Ils préféreraient avoir un système où une province pourrait, si elle le souhaitait, instaurer un mécanisme indépendant de perception des impôts. Je ne pense pas que c'est ce dont le Canada a besoin.

Je pense aux résidents de Shawinigan et des environs, ainsi qu'aux milliers de bons emplois pour la classe moyenne dans cette région. Je me demande dans quelle mesure les bloquistes ont même pensé à ces gens et à l'impact que ce projet de loi aurait sur chacun d'eux personnellement. À l'échelle nationale, quand il est question de l'ARC, nous savons que les bloquistes ne voient pas vraiment le Canada comme une seule nation, même maintenant après la pandémie.

Dans le cadre des débats sur le projet de loi, j'ai longuement parlé du budget de 2023. L'une des initiatives de ce budget est le remboursement pour l'épicerie, qui est géré par l'ARC. Pour remettre les choses en perspective, nous sortons d'une pandémie durant laquelle nous avons dû compter beaucoup sur l'ARC. Maintenant que la pandémie est à peu près terminée, nous devons composer avec l'inflation. Encore une fois, nous nous tournons vers l'ARC pour soutenir directement les Canadiens d'un océan à l'autre. L'ARC

nous permet d'atténuer certaines inquiétudes des citoyens par rapport à l'inflation.

C'est sans parler de l'Allocation canadienne pour enfants. Grâce à celle-ci, nous remettons entre 9 et 10 millions de dollars par mois aux résidents de Winnipeg-Nord. Cette somme inouïe sert à soutenir les enfants, et l'ARC y joue un rôle important.

● (1805)

Cependant, le Bloc veut se débarrasser de la présence de l'ARC dans la province de Québec, sans doute pour des raisons purement politiques. Les emplois dans les régions de Chicoutimi et de Shawinigan n'ont pas d'importance pour le Bloc. Les programmes et les services de l'ARC qui ont été mis en place pendant, après, et même avant la pandémie n'intéressent pas les députés du Bloc.

En fin de compte, qu'ils soient en faveur ou non de l'évasion fiscale internationale, de la prestation de services aux Canadiens ou de la création d'emplois de qualité, j'encourage tous les députés à voter contre ce projet de loi.

[Français]

M. Joël Godin (Portneuf—Jacques-Cartier, PCC): Madame la Présidente, je me lève aujourd'hui pour parler des mérites du projet de loi C-239, Loi modifiant la Loi permettant de faire certains paiements fiscaux aux provinces et autorisant la conclusion d'accords avec les provinces pour la perception de l'impôt. Je vais m'attarder à la deuxième partie de ce libellé.

La vérité est que le Parti conservateur du Canada est le seul parti qui respecte vraiment les compétences provinciales et territoriales. Au début de 2019, j'ai d'ailleurs demandé à la Chambre, lors des questions orales, pourquoi le premier ministre s'entêtait à dire non à une déclaration de revenus unique au Québec. Un de mes collègues avait déposé une motion dans l'intérêt des Canadiens, et surtout des Québécois. Cette motion disait ce qui suit:

Que, attendu que:

- a) la Chambre éprouve un profond respect pour les compétences provinciales et une grande confiance à l'égard des institutions provinciales;
- b) les Québécois sont tenus de remplir et de soumettre deux déclarations d'impôt, l'une fédérale et l'autre provinciale.

J'ajoute que c'est la seule province au Canada qui a l'obligation de déposer deux déclarations de revenus.

- c) la Chambre souscrit à la réduction des formalités administratives et de la paperasse inutile pour améliorer la qualité de vie des familles;

la Chambre demande au gouvernement de travailler de concert avec le gouvernement du Québec pour mettre en place une déclaration d'impôt unique au Québec, conformément à la motion adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec le 15 mai 2018.

Nous, les conservateurs, travaillons ensemble dans l'intérêt de tous les Canadiens et toutes les Canadiennes. Les arguments présentés dans cette motion sont toujours aussi valides. Il en va du respect des provinces et, aussi, c'est dans l'intention d'améliorer la qualité de vie des Québécois, des Québécoises et de toute la population canadienne.

Notre chef, à l'époque, avait affirmé qu'il n'était « pas question d'éliminer des emplois pour les fonctionnaires » et qu'on avait « besoin des fonctionnaires pour s'assurer que les lois fédérales sont suivies » et appliquées. Il avait aussi affirmé: « On peut aussi utiliser de manière plus efficace les gens qui travaillent pour le fédéral. »

Encore en 2021, le Parti conservateur du Canada appuyait la déclaration de revenus unique et avait aussi fait campagne sur cet élément. Le parrain du projet de loi C-239, le député de La Prairie, s'est inspiré de notre volonté, qui date aussi de quelques années, et du désir évidemment manifesté par l'Assemblée nationale du Québec. Nous sommes à l'écoute des intentions et de la volonté de l'Assemblée nationale du Québec.

Il y a certes des inquiétudes émanant entre autres des fonctionnaires de l'Agence du revenu du Canada quant à leur emploi. J'ai entendu le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes dire que les fonctionnaires, pendant la pandémie, avaient fait un bon travail. C'est vrai, mais ils ont fait cela partout, dans tous les ministères. Ce n'est pas exclusif aux gens de l'Agence du revenu du Canada qui travaillent au Québec.

Par respect pour les fonctionnaires, nous nous devons de protéger leurs emplois. Il est tout à fait possible de le faire lorsqu'on a de la bonne volonté. C'est une préoccupation chez nous, au Parti conservateur du Canada. Je rappelle que cela fait plus d'un an que la fonction publique fédérale négocie avec le gouvernement libéral et que ce soir, à minuit et une minute, il y aura grève de la fonction publique s'il n'y a pas d'entente. Quand on parle de bien traiter les fonctionnaires et de leur trouver des emplois, il faudrait s'entendre avec eux, parce qu'ils ont bien travaillé pendant la pandémie. Ils ont raison. Il y a eu des faiblesses et des failles, mais je pense que nous devons respecter nos fonctionnaires fédéraux.

Nous sommes toujours au milieu d'une pénurie de main-d'œuvre. Nous sommes en crise économique, mais aussi en crise de main-d'œuvre. Au lieu d'avoir recours à la sous-traitance de façon outrée, ce gouvernement pourrait faire confiance à ses propres employés.

• (1810)

Je reconnais qu'il y a certainement des situations où l'expertise est nécessaire pour accomplir des tâches particulières et faire appel à la sous-traitance. Toutefois, dans de nombreux cas, des plaintes ont été déposées par des fonctionnaires canadiens, parce qu'entre autres les sous-traitants effectuaient le même travail que les fonctionnaires. Donc, l'excuse du besoin d'expertise pour justifier ces contrats prend le bord.

Au début de cette année, les syndicats des fonctionnaires fédéraux ont témoigné de leur inquiétude à ce sujet. La présidente de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada a dit: « [ceci] entraîne une hausse des coûts et une baisse de la qualité des services offerts au public, une diminution de la transparence et de la responsabilisation, ainsi que la perte de connaissances et de compétences institutionnelles. »

Comme le disait le parrain du projet de loi, d'un côté il y a une pénurie de travailleurs et, de l'autre côté, on paie deux personnes pour faire le même travail. Je suis d'accord avec lui, c'est un peu ridicule.

Ridicule et outrant est le fait qu'en 2021, le gouvernement libéral a dépensé 11,8 milliards de dollars en contrats de sous-traitance. Nous sommes en 2023, et je suis certain que cela ne s'est pas amélioré. Je n'ai qu'à prononcer « la firme McKinsey ». Je n'irai pas plus loin. Je pense que les gens qui sont à l'écoute sont quand même capables de comprendre qu'il y a de l'abus, du gaspillage et des traitements de faveur pour les amis libéraux.

Affaires émanant des députés

Le Parti conservateur est le seul parti à pouvoir mettre ceci en place, car l'histoire nous démontre que le gouvernement libéral actuel ne respecte pas nécessairement la majorité de la Chambre. Nombreux sont les projets de loi émanant des députés qui, même s'ils ont été votés majoritairement, n'ont toujours pas été mis en place par ce gouvernement. C'est un manque de respect envers la démocratie. C'est cela, le gouvernement libéral actuel. Pourtant, les Canadiens et les Canadiennes auraient bénéficié de tous ces projets de loi que l'ensemble des parlementaires ont eu la chance de déposer, dans la loterie de pouvoir déposer des projets de loi. Je reviendrai à une autre occasion sur cette loterie.

Les conservateurs appuient un Canada uni et sont en faveur d'un système fiscal plus juste et plus simple pour tous les Canadiens et les Canadiennes. Nous voulons simplifier la vie des Québécois qui sont les seuls à être obligés à produire deux déclarations de revenus. Nous sommes le 18 avril, jour de la fête de ma fille Anne-Frédérique. Je vais profiter de l'occasion pour lui souhaiter bonne fête, mais je veux également dire que le 18 avril les Québécois et les Canadiens de partout doivent faire leur déclaration de revenus. Au Québec, ils sont obligés d'en faire deux. Je ne sais pas si le gouvernement libéral manque de confiance envers les Québécois. Pourquoi, en 2023, nous les Québécois sommes-nous encore obligés à faire deux déclarations de revenus?

En terminant, je veux tout simplement dire que seul le Parti conservateur du Canada peut mettre en place une déclaration de revenus unique à la Chambre pour améliorer la qualité de vie des Québécois et des Québécoises.

J'aurais bien aimé répondre à des questions, mais malheureusement dans la procédure, il n'y en a pas.

• (1815)

[Traduction]

Mme Leslyn Lewis: Madame la Présidente, j'ai essayé de voter plus tôt aujourd'hui et mon téléphone a mal fonctionné, tout comme Zoom et mon iPad. Je demande le consentement unanime pour que mon vote soit comptabilisé comme positif.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Que tous ceux qui s'opposent à la demande de la députée veuillent bien dire non.

N'entendant aucune opposition, je donne mon accord.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, j'ai bien apprécié le discours que notre collègue conservateur vient de faire. Je respecte le fait que, dans sa perspective fédéraliste, il appuie le projet de loi, et je l'en remercie.

Comme mes collègues le savent, nous formons un parti indépendantiste. Par conséquent, le pouvoir de taxation est une question cruciale parce qu'elle est centrale et inhérente au principe même de souveraineté politique. Je ne surprendrai personne en disant que, à notre avis, il est grand temps de briser les chaînes qui nous retiennent à Ottawa, cette entité étrangère qui draine nos ressources financières et nous impose sa vision centralisatrice. Comme on le sait, nous sommes condamnés, au sein du Canada, à verser des sommes considérables à un État où notre poids politique diminue constamment. Il est temps de prendre notre destin en main.

Affaires émanant des députés

Le projet de loi C-239 proposé par mon collègue de La Prairie, du Bloc québécois, ne nous libère certes pas de l'obligation de payer notre part à cet État étranger qu'est Ottawa et de l'obligation de verser des milliards de dollars pour des priorités qui ne sont pas les nôtres. Cependant, cela permettrait quand même au Québec de gérer lui-même son impôt avec une déclaration de revenus unique adaptée à nos réalités et à nos besoins. Pourtant, Ottawa se braque et oppose des arguments qui sont fallacieux pour maintenir son emprise sur nos finances.

La prétendue crainte qu'il y ait des pertes d'emplois qu'on entend de la part des libéraux et des néo-démocrates n'est qu'une excuse creuse pour justifier leur mainmise sur nos revenus. En réalité, il y a beaucoup d'autres défis auxquels l'administration publique fait face, notamment le fiasco du système de paie Phénix, qui a causé tant de désordre dans la gestion des salaires des fonctionnaires. Les retards dans le traitement des demandes et des appels étaient monnaie courante bien avant la pandémie. Cela met en évidence les lacunes d'un système qui est dépassé. Les retards ont été nombreux et ils ont surtout été très frustrants.

Il est temps que le Québec reprenne les rênes de sa fiscalité pour que nos choix distincts et nos caractéristiques particulières soient respectés. L'impôt provincial sur le revenu créé en 1954 par Maurice Duplessis a marqué l'histoire. En cette année 2023, nous devons également écrire notre propre histoire en réclamant notre déclaration de revenus unique. Le Québec mérite un système fiscal adapté à sa réalité et géré par ses propres institutions démocratiques. Il est temps de tracer notre propre chemin vers un avenir meilleur pour notre nation. Il est grand temps de mettre en place une déclaration de revenus unique au Québec, car les avantages qu'il procurerait sont nombreux et sont indéniables.

Depuis déjà près de trois décennies, Revenu Québec assure avec succès la perception de la taxe de vente du Québec, ainsi que celle de la taxe sur les produits et services du gouvernement fédéral. Pourquoi donc refuser à cette même instance la responsabilité de percevoir également l'impôt fédéral sur le revenu au nom des contribuables québécois? Il n'y en a pas, de raison.

Il est regrettable de constater qu'Ottawa a maintes fois repoussé cette proposition, faisant ainsi des Québécois les seuls contribuables du Canada à devoir produire deux déclarations de revenus distinctes. C'est en ce moment la période des impôts. Je rappelle à ceux et à celles qui nous regardent que la date limite pour produire sa déclaration de revenus est le 30 avril. Cette situation engendre des coûts considérables pour les citoyens et pour les entreprises, sans parler des complications qui découlent de la nécessité de communiquer avec deux organismes distincts. Abolissons cette incohérence administrative et adoptons une déclaration de revenus unique au Québec, laquelle faciliterait grandement la vie des contribuables. Les avantages d'une déclaration de revenus unique ne s'arrêtent pas là.

Selon l'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales, ou IRAI, cette mesure permettrait d'économiser la somme considérable de 425 millions de dollars. De plus, elle permettrait au Québec d'obtenir un accès direct aux renseignements fiscaux à l'étranger, ce qui lui permettrait de lutter de manière proactive, professionnelle et concertée contre les paradis fiscaux, plutôt que de devoir simplement copier les lois fédérales en la matière, qui sont un chef-d'œuvre de vacuité, qui sont lacunaires.

Il est important de noter que ce projet bénéficie d'un consensus au Québec. L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une réso-

lution en faveur de cette mesure le 15 mai 2018. C'était une proposition du député de La Prairie à l'époque, qui est maintenant le député de La Prairie dans l'autre Parlement, ici avec moi.

• (1820)

Le gouvernement Legault l'a formellement demandée lors d'une rencontre avec le premier ministre du Canada le 17 janvier 2019. Il est temps qu'Ottawa reconnaisse cette volonté clairement exprimée par le peuple québécois de transférer les montants économisés grâce à cette mesure afin que le Québec, par l'intermédiaire de Revenu Québec, puisse pleinement assumer la responsabilité de la déclaration de revenus unique.

Mettons fin à cette situation absurde où les Québécois sont les seuls à devoir produire deux déclarations de revenus, avec les coûts et les complications que cela entraîne. Une déclaration de revenus unique au Québec, c'est une mesure logique et bénéfique pour les contribuables, pour l'économie et pour l'autonomie fiscale de la province.

Agissons avec sagesse. Adoptons cette mesure dans l'intérêt de tous. J'ai parlé de consensus, ce n'est pas juste celui des parlementaires. Le milieu des affaires québécois, y compris les chambres de commerce, les entreprises indépendantes, le Conseil du patronat du Québec et l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec appuient cette idée.

Allons aussi voir du côté des travailleurs et des travailleuses. En 2016, le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec a lancé une campagne en faveur de la déclaration de revenus unique qui serait gérée par Revenu Québec. C'est une campagne appuyée par le Bloc québécois, bien sûr, mais aussi par la Coalition avenir Québec, par le Parti québécois et par Québec solidaire. Revenu Québec possède l'expertise nécessaire pour procéder à la mise en place d'une déclaration de revenus unique.

Actuellement, le Québec dispose déjà de plus d'informations découlant de sa déclaration de revenus que de celle d'Ottawa. Le Québec récolte déjà une grande partie des informations cruciales pour la gestion de ses programmes sociaux, des données qu'Ottawa ne possède pas. Je précise que quand on parle de déclaration de revenus unique, c'est, bien sûr, basé à Québec. Quand on les écoute de l'autre côté de la Chambre, on s'imagine qu'ils fantasment sur une déclaration de revenus unique basée à Ottawa. Nous ne sommes pas là.

J'ajouterai un petit mot rapide sur le fait que les considérations sur les pertes d'emploi sont fausses, parce que l'expertise se transfère, et les emplois aussi. Nous avons toujours dit que nous voulons transférer l'ensemble des pouvoirs et des responsabilités au Québec. Nous voulons que tout cela soit transféré. C'est plutôt le gouvernement libéral qui devrait arrêter de brandir la menace des pertes d'emploi aux différents centres de traitement de l'impôt.

En conclusion, l'option d'une déclaration de revenus unique, reçue et perçue par notre seule capitale nationale légitime serait la meilleure solution pour tous, les contribuables, les entreprises, les travailleurs et les travailleuses. Il est grand temps de revoir la manière dont les ressources sont réarties et de favoriser une approche décentralisée pour garantir une meilleure efficacité et une plus grande équité dans le système fiscal.

• (1825)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable député de Louis-Saint-Laurent invoque le Règlement.

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, tout à l'heure, j'ai été aux prises avec des problèmes techniques alors que le vote a eu lieu sur la motion que nous avons présentée concernant le budget. Je sais que le registre technique du vote de la Chambre des communes pourra le confirmer. Par conséquent, je demande le consentement unanime de la Chambre pour que je puisse voter et pour que ce vote soit positif.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable député propose veuillent bien dire non.

Puisqu'il n'y a pas d'opposition, c'est d'accord.

[Traduction]

M. Daniel Blaikie: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Certains députés conservateurs qui, je suppose, n'étaient pas dans cette enceinte lors du vote, ont présenté des demandes, bien qu'ils aient déclaré que le Parlement virtuel était la fin de la démocratie et allait étouffer le débat et...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Ces propos relèvent du débat et il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Le rappel au Règlement concernait l'enregistrement d'un vote qui n'a pu se faire par voie électronique.

[Français]

Nous reprenons le débat avec l'honorable député de Longueuil—Saint-Hubert.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je suis très content de prendre la parole relativement à cette question.

Je voudrais d'ailleurs commencer par féliciter le parrain de ce projet de loi, l'honorable député de La Prairie, qui a mené ce combat pour la déclaration d'impôt unique à l'Assemblée nationale du Québec il y a quelques années et qui le mène maintenant ici. C'est un combat important.

C'est un peu surréel et un peu aérospatial qu'on en soit aujourd'hui à se demander si on doit faire une ou deux déclarations d'impôt. En soi, cela n'a absolument aucun bon sens. D'ailleurs, comme cela a été mentionné par l'honorable député de Saint-Hyacinthe—Bagot, au Québec, nous sommes les seuls à produire deux déclarations d'impôt. C'est trop de paperasse, c'est beaucoup de paperasse. C'est un problème.

Partout au Canada, les gens ne savent pas ce que cela représente. Ils ne savent pas ce que c'est que d'avoir à produire deux déclarations d'impôt et d'avoir à remplir deux ou trois fois la ligne 287 et l'alinéa 544 alors que les enjeux et les restrictions ne sont pas les mêmes. C'est compliqué et les gens n'ont pas tous les moyens de se payer des comptables.

On a d'ailleurs vu ce qui s'est passé relativement à une question très importante récemment. Le projet de loi C-31 visait à envoyer 500 \$ aux gens qui gagnent moins de 20 000 \$ par année et qui paient plus de 30 % de leur revenu pour se loger, mais plusieurs personnes n'ont pas trouvé le formulaire et ne savaient pas qu'ils avaient droit à ce montant de 500 \$. C'est bizarre qu'on parle de cela, mais il y a plus de gens au Québec qui ont rencontré ces problèmes.

Il y a un problème à ce sujet. Il y a déjà trop de paperasse. On n'arrive pas à s'expliquer pourquoi nos amis libéraux et leurs valets du NPD s'entêtent à dire non à une telle mesure. C'est peut-être

Affaires émanant des députés

parce que cela vient du Québec, que cela donnerait plus de pouvoir au Québec et que cela pourrait faire prendre conscience aux Québécois que, dans le fond, ils n'ont plus besoin d'Ottawa. Cela, nous le savons déjà. Nous pouvons le dire, car nous sommes là pour cela. Nous sommes là parce que nous pensons que nous n'avons plus besoin d'Ottawa dans plusieurs domaines. Ottawa s'amuse tout le temps à attaquer le Québec. Oui, il y a de belles paroles, il y a toujours de belles paroles.

Parlons de la langue, par exemple. Je tiens à en parler parce que c'est toujours un peu hypocrite, ce qui vient de l'autre bord. Depuis que je suis à la Chambre, j'entends parler les libéraux. Ils disent qu'ils vont légiférer sur la question de la langue, qu'il y a un déclin du français et qu'ils vont travailler sur ce sujet en faisant un projet de loi qui va avoir du mordant et qui va mettre fin au déclin du français. C'est quand même assez fascinant.

Je vais le dire solennellement en ce jour: la seule façon de mettre fin au déclin du français au Québec, c'est l'indépendance du Québec. Il n'y a pas d'autres façons d'y arriver. On peut bien chipoter au sujet du projet de loi C-13. Même la loi 96 du Québec, qui est une bonne loi et qui va permettre des avancées, ne va pas régler de façon concrète le problème. C'est de cela que je voulais parler. Les libéraux ont l'hypocrisie de dire qu'ils veulent travailler sur ce sujet. En sous-main, en comité, le gouvernement envoie ses députés, ses matamores du *West Island* de Montréal défaire ses propres amendements et son propre projet de loi, car les libéraux sont tellement allergiques à tout ce qui vient du Québec et à tout ce qui pourrait donner plus de pouvoir au Québec. C'est de cela qu'il s'agit et c'est de cela qu'on parle. C'est quand même fascinant.

En plus, je les ai vus, les ministres du *West Island*, quand ils sont allés manifester à Montréal contre la loi 96. Non seulement ils ne se contentent pas de jouer les hypocrites à la Chambre et de ne pas présenter les mesures dont on aurait besoin, mais ils travaillent pour défaire des lois qui pourraient peut-être permettre une légère amélioration du déclin du français. C'est quand même fascinant. On voit toujours ces deux vitesses, où ce qui est permis partout au Canada n'est pas permis au Québec.

On voit aussi ce qui se passe en immigration, où il y a un autre problème. Au Québec, nous devons mieux contrôler notre immigration pour pouvoir intégrer les gens qui arrivent. Or, que voit-on ici? On rêve d'un Canada à 100 millions d'habitants où on va accueillir 500 000 personnes par année. Alors que nous accueillons 50 000 personnes au Québec en ce moment, nous ne les intégrons pas. Nous n'arrivons pas à faire en sorte, pour toutes sortes de raisons, bonnes ou mauvaises, d'intégrer les gens qui débarquent chez nous. C'est un problème majeur. En fait, c'est le problème majeur, et nous n'y arrivons pas.

• (1830)

Il faut créer un écosystème au Québec pour faire en sorte que les gens qui débarquent de partout, qu'on veut accueillir et dont on a besoin, par exemple pour atténuer un peu la pénurie de main-d'œuvre, puissent s'intégrer. Nous avons besoin de gens qui viennent de partout avec des connaissances et une culture fascinante. Ils vont représenter un apport positif pour notre Québec, le pays que nous aimons. On a dit qu'on avait besoin de plus de pouvoirs. M. Legault s'est fait élire en disant qu'il irait chercher des pouvoirs à Ottawa. Qu'est-ce qu'on lui a répondu?

Affaires émanant des députés

Il s'est fait dire non. On dirait que, quand cela vient du Québec, on se dit que c'est dangereux. On se dit qu'on ne sait pas ce qu'il y a en dessous et que ces Québécois vont certainement en profiter pour faire des choses pas correctes. Ils ont peur de nous.

On parle pourtant de 425 millions de dollars d'économies. Comment peut-on se priver de cela? Comment peut-on se priver de 425 millions de dollars alors qu'il y a des besoins grandissants? Ce sont 425 millions de dollars qu'on perd en économies, selon l'étude que mon collègue a nommée tantôt.

Il y a une crise du logement. On en a parlé tantôt. Il faut le dire et le redire: dans le budget de 250 pages, combien de pages portent sur le logement? Une page et demie porte sur le logement. On a besoin de 3,5 millions de logements au cours des 10 prochaines années au Canada. Avec la crise linguistique et la crise climatique, la crise du logement est le défi majeur de notre époque. Dans le budget, il y a 250 pages de chiffres, de statistiques et de mesures, mais seulement une petite page et demie sur la crise du logement. Il faut quand même le faire.

On aurait voulu donner une tape sur le bout du menton à tous les mal-logés du Canada, on n'aurait pas fait autrement. On aurait voulu envoyer un camouflet aux 250 000 personnes qui sont, juste au Québec, en besoin impérieux de logement, on n'aurait pas agi autrement.

C'est sans parler des changements climatiques. On envoie des milliards de dollars à des milliardaires. C'est aberrant. Cela n'a aucun bon sens. Pourtant, ces cerveaux intelligents se sont assis pour parler de fiscalité et pondre des mesures.

J'effectue en ce moment une tournée au Québec concernant la crise du logement. À Trois-Rivières, il y a une dame victime de violence conjugale qui dort dans une voiture avec ses deux enfants. Le budget ne s'est pas adressé à elle. On ne parle pas d'elle dans le budget. À Longueuil, ils sont 17 personnes à vivre dans un 5 et demi. Dans le budget, on ne parle pas de ces 17 personnes. On ne s'attaque pas à ce problème.

Voici ce dont on parle: avec cette mesure, on éliminerait non seulement la paperasse et les tracasseries administratives, mais on économiserait de l'argent. On viendrait aider les plus démunis.

La santé est un autre dossier où les besoins sont criants. On demandait 6 milliards de dollars. Combien a-t-on reçu? Je suis épuisé de parler des transferts en santé. Je ne sais plus comment le dire. On va le chanter. Ma collègue de Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix pourrait nous le chanter. Je pourrais grimper sur le pupitre et faire une petite danse pour dire comment cela n'a pas de bon sens, les transferts en santé. Les gens meurent dans les urgences au Québec.

On demandait 6 milliards de dollars. Combien a-t-on eu? Est-ce qu'on a eu 4,5 milliards de dollars, 3,2 milliards de dollars ou 2,8 milliards de dollars? Non, on n'a même pas eu 1 milliard de dollars. On ne vient pas du tout aider à résoudre ce problème. On ne vient pas soutenir cela.

Pour toutes sortes de bonnes raisons, il faut s'attaquer à ce problème. Cela n'a aucun bon sens. C'est un enjeu surréel. On doit régler cette affaire. On est les seuls à vivre cela, au Québec. Je signale tout de suite que c'est vrai qu'on veut plus de pouvoirs. On ne veut pas juste la déclaration de revenus unique, on veut tous les pouvoirs. Ce qu'on veut, c'est l'indépendance du Québec.

• (1835)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'honorable député de La Prairie a la parole pour exercer son droit de réplique.

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Madame la Présidente, aujourd'hui, le Bloc québécois défend un projet de loi qui est espéré par l'ensemble des Québécois. Je pense que je ne fais pas fausse route en disant cela. On a des exemples. Certains disent que la déclaration de revenus unique est un *thrill* d'indépendantistes et que, en catimini, les indépendantistes vont accumuler les pouvoirs un petit peu à la fois et qu'il faut les empêcher de faire cela. Malheureusement pour ceux qui disent cela, ce n'est pas le cas.

Le 15 mai 2018, j'ai déposé une motion à l'Assemblée nationale qui a été adoptée à l'unanimité. J'avais devant moi Philippe Couillard qui était d'accord sur cela. Peut-on s'entendre pour dire qu'il est aussi indépendantiste que je suis contorsionniste au Cirque du Soleil? Il a voté pour cela.

C'est parce que c'est logique, que c'est la chose à faire, que c'est intelligent, que c'est efficace et qu'on économise. Pour toutes ces raisons, 75 % des Québécois disent qu'ils veulent une seule déclaration de revenus, parce qu'ils sont tannés d'en faire deux. En plus, on veut qu'il n'y ait qu'un seul percepteur et on veut que ce soit Québec, parce qu'on fait confiance au gouvernement du Québec. Toutes les statistiques québécoises le disent: le gouvernement du Québec est le meilleur représentant des Québécois. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les Québécois. La question est simple. Qu'est-ce qu'on fait avec cela? Est-ce qu'on va écouter les Québécois, oui ou non?

L'économie de temps et d'argent est évidente. L'Institut de recherche sur l'autonomie des peuples et les indépendances nationales a fait une recherche scientifique là-dessus. Cela existe. Cela a été fait là-dessus, pas sur quelque chose qui pourrait peut-être être rapproché de la question. Non, on parle de 425 millions de dollars économisés de façon récurrente. Qui peut cracher là-dessus dans une situation où les gouvernements empilent les déficits?

On n'a pas d'argent à lancer par les fenêtres. On a une occasion de réaliser des économies de 425 millions de dollars. Pourquoi ne le fait-on pas? La question se pose.

Il y en a qui vont dire qu'ils ont peur d'envoyer ces braves gens en chômage, que c'est de valeur parce qu'ils sont compétents et qu'on ne voudrait pas les voir en chômage. On les aime. Ce sont nos fonctionnaires. Bien oui, ils sont compétents. Ils sont tellement compétents qu'on va être capable de les utiliser au sein même de la fonction publique fédérale.

On parle de prendre 3 000 personnes qui font la même tâche que quelqu'un d'autre fait déjà. Le NPD dit qu'il ne faut pas créer de chômeurs. Après la taxe orange, c'est la calculatrice orange. Comme avec des gants de boxe, on piétine là-dessus. C'est 3 000 emplois qu'on paie de toute façon pour faire le travail que d'autres font déjà. Bonjour, l'efficacité. Au NPD, il ne doit pas y avoir beaucoup de chefs d'entreprise.

Je pense que tout le monde est capable de comprendre quelque chose d'aussi banal. On sait que les libéraux sont contre cela, parce que tout ce qui donne plus de pouvoirs à Québec leur fait faire plein de boutons. Ils se grattent. Cela ne fait plus de sens. Ils n'aiment pas cela. Je ne sais pas pourquoi, mais ils n'aiment pas donner des pouvoirs à Québec. On se dit qu'on a 3 000 emplois qu'on paie déjà; a-t-on de la place dans la fonction publique?

Il manque de personnel pour les passeports. Les gens doivent faire la file comme dans un spectacle rock pour obtenir leur passeport. On n'a pas besoin de personnel pour les passeports? On n'a pas besoin de monde en immigration?

On donne des dossiers d'immigration à des gens qui ne sont plus là depuis 15 ans tellement il manque de personnel. À l'Agence du revenu du Canada, les dossiers sont en attente. N'a-t-elle pas besoin de personnel? L'assurance-emploi non plus ne doit pas avoir besoin de monde ni le reste de la fonction publique, parce qu'on donne plus de 1 milliard de dollars pour la sous-traitance à McKinsey et à toute la bande. Va-t-on me dire qu'on n'a pas besoin là de 3 000 employés de qualité qui sont hyper compétents? Est-ce que j'ai une poignée dans le dos?

C'est la réalité. On offre aux Québécois, et aux Canadiens par conséquent, une occasion d'améliorer l'efficacité de leur fonction publique. On utilise de la partisanerie de fin de semaine, sans qu'on soit capable de nous présenter un seul argument qui contourne cette logique implacable de la déclaration de revenus unique. Je n'ai jamais entendu à la Chambre quelque chose qui faisait hésiter à ne pas accepter un projet de loi aussi bon que celui-ci pour ce qui est de de l'économie et de la gestion intelligente de la fonction publique.

• (1840)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le vote porte sur la motion.

[Traduction]

Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Français]

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal sur ce projet de loi.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Conformément à l'ordre adopté le jeudi 23 juin 2022, le vote par appel nominal est différé jusqu'au mercredi 19 avril à la fin de la période prévue pour les questions orales.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1845)

[Traduction]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, les députés se souviendront des contrats de plus de 100 millions de dollars que le gouvernement a accordés à ses amis de la société McKinsey. Le gouvernement a déclaré qu'il ne fallait pas s'inquiéter, car toutes les règles avaient été suivies, et qu'il se trouve que ces contrats ont fini par être octroyés à la société McKinsey.

Nous assistons à une augmentation considérable des dépenses consacrées à la fonction publique et à la sous-traitance. En d'autres termes, il y a à la fois davantage de fonctionnaires et davantage de sous-traitance. C'est un phénomène que nous avons commencé à

Motion d'ajournement

constater lorsque Dominic Barton, un ami du premier ministre, était à la direction de McKinsey, et cette augmentation s'est poursuivie. Il s'agit d'une augmentation significative de la sous-traitance, et plus particulièrement de la sous-traitance confiée à McKinsey.

Qu'a répondu le gouvernement? Il a affirmé qu'il s'agissait de décisions indépendantes, que les règles avaient été respectées et que de toute façon, Dominic Barton n'était pas vraiment l'ami du premier ministre. En fait, le premier ministre et la vice-première ministre ont déjà évoqué les liens étroits qu'ils entretenaient avec Dominic Barton, un facteur déterminant dans leur décision de le nommer ambassadeur en Chine. Dans le cadre de leurs relations avec cette société dont la réputation est douteuse, ils ont affirmé que toutes les règles avaient été suivies. Puis, ils ont affirmé que les règles n'ont pas été suivies. Voilà quelque chose de nouveau.

Les députés ne l'ont peut-être pas vu, mais un communiqué de presse a été discrètement publié le jour même de la visite du président Biden. Tout le monde parlait de la visite du président Biden et le gouvernement a pensé que c'était une bonne occasion de publier discrètement un communiqué de presse un vendredi, au beau milieu de la visite de M. Biden. Ce communiqué indique que le public a été induit en erreur pendant tout ce temps et que les règles du Conseil du Trésor n'ont pas été respectées. Je vais citer le communiqué de presse. On peut y lire: «Cependant, il y a des indications que certaines procédures et exigences administratives n'ont pas été suivies de manière cohérente.»

En d'autres termes, en réponse à ma question et à plusieurs autres questions, le leader du gouvernement à la Chambre a déclaré que les règles avaient été respectées lors de l'attribution de ces contrats et que nous pouvions être assurés que la somme de plus de 100 millions de dollars avait été attribuée à McKinsey conformément aux règles du Conseil du Trésor. Or, le gouvernement vient de révéler que ces règles n'ont pas été respectées.

Nous nous posons la question suivante: pourquoi le gouvernement a-t-il accordé des contrats de plus de 100 millions de dollars à ses amis de McKinsey, une société qui a été impliquée dans la crise des opioïdes et qui a dû payer plus de 500 millions de dollars en indemnités pour avoir causé cette crise aux États-Unis; une société qui a préparé un rapport pour le gouvernement saoudien lui permettant d'identifier et de cibler les dissidents actifs sur les médias sociaux; et une société liée à des dirigeants corrompus partout dans le monde qui a collaboré étroitement avec des entités sanctionnées en Russie et avec des entités d'État et affiliées à l'État en Chine?

Pourquoi le gouvernement lui a-t-il accordé des contrats de plus de 100 millions de dollars, et pourquoi a-t-il enfreint les règles lors de l'octroi de ces contrats? Pourquoi les procédures et exigences administratives claires n'ont-elles pas été suivies de manière cohérente?

Le gouvernement s'excusera-t-il? S'excusera-t-il d'avoir induit en erreur la Chambre pendant des semaines à propos du respect des règles du Conseil du Trésor, et nous donnera-t-il la véritable raison pour laquelle il a enfreint les règles en attribuant ces contrats à une société ayant une très mauvaise réputation sur la scène internationale?

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il est intéressant d'écouter mon collègue d'en face. Chaque fois qu'il a l'occasion d'amplifier un rumeur de problème, de corruption ou peu importe, il ne la rate jamais.

Motion d'ajournement

La période des questions d'aujourd'hui en est un bon exemple. Nous débattons du budget, et les conservateurs cherchent des façons de faire tourner le débat en attaques personnelles. Quel est le rapport? Le député a parlé de Dominic Barton et il a tenté de faire croire que le premier ministre et lui étaient copains-copains. Nous avons entendu cela à maintes reprises. Les députés d'en face le disent même dans le vif du débat. Ils tentent de faire valoir que le premier ministre et M. Barton entretiennent une amitié profonde, alors que ces faux. Si j'ai bien compris, quand M. Barton a témoigné devant le comité permanent pour répondre à diverses questions, il a dit très clairement que le premier ministre et lui n'étaient pas des amis.

Enfin de compte, il y a un processus. Il arrive que le gouvernement doive envisager de recourir à la sous-traitance. Il peut être très difficile pour le Parti conservateur de mettre les choses en perspective parce que cela va à l'encontre de ce que ses députés veulent prioriser. S'il y a eu des écarts par rapport à la politique ou aux protocoles en place, le député peut soulever la question à un comité permanent dans l'espoir d'obtenir une réponse.

Ce que je m'attends à entendre lorsque le député prend la parole, c'est l'exagération d'un parti pris qui vise toujours à trouver une forme quelconque de scandale, même s'il n'y en a aucun à trouver, et ce, 99,9 % du temps.

Je ne veux pas décourager le député, mais je soupçonne que, si l'on examine l'histoire de McKinsey, on découvrira probablement que des gouvernements conservateurs ont également fait appel à ce cabinet. Que ce soit à l'échelon fédéral ou provincial, j'ose croire que le député peut reconnaître qu'il arrive que des gouvernements de différents ordres et dans différentes régions du monde se tournent vers des professionnels pour voir comment ils peuvent les aider à faire quelque chose qu'ils espèrent accomplir, et cela se fait au moyen d'un appel d'offres.

Le Canada est considéré dans le monde entier comme un pays qui dispose d'un très bon processus. Cela ne signifie pas que nous ne pouvons pas l'améliorer. Nous cherchons constamment des moyens d'améliorer les procédures d'approvisionnement, car nous comprenons l'importance de l'intégrité du système. C'est quelque chose que je défendrai toujours.

• (1850)

M. Garnett Genuis: Voici les faits, madame la Présidente. Le gouvernement a enfreint les règles dans l'octroi de contrats à McKinsey. Il a admis avoir enfreint les règles, dans un communiqué de presse du Conseil du Trésor publié le vendredi de la visite du président Biden. Il a admis avoir enfreint les règles, mais il l'a fait de manière à éviter délibérément l'attention du public. Voilà pourquoi le comité doit entendre les ministres et leur demander d'expliquer pourquoi exactement les règles n'ont pas été suivies.

Nous entendons le député fulminer de l'autre côté de l'allée et dire: « Ces politiciens de l'opposition, ils nous critiquent constamment. Ils se prêtent sans cesse à des attaques personnelles. Pourquoi les députés de l'opposition critiquent-ils le gouvernement? » Dans le cas qui nous occupe, son propre gouvernement a admis avoir ignoré de manière flagrante les règles en place. Évidemment, il incombe à l'opposition de critiquer le gouvernement, surtout dans les cas où il admet avoir enfreint les règles. Pourquoi...

Une voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le député a commencé sa question de quatre minutes en disant que le gouvernement essayait de cacher des choses et qu'il manquait de transparence. Un communiqué de presse a été publié. Lorsque le gouvernement publie un communiqué de presse, il est loin de manquer de transparence.

J'ai posé une question au député en chahutant. Je sais que nous ne sommes pas censés chahuter, mais j'ai posé une question de l'autre côté de la Chambre. Je lui ai demandé de me dire quelle règle avait été enfreinte, et le député n'en avait aucune idée. Je ne pense pas qu'il ait la moindre idée de la règle qui a été enfreinte. Si j'ai tort, qu'il me le dise, mais je doute que ce soit le cas.

Il ne sait pas quelle règle a été enfreinte, mais ses propos servent bien à amplifier la situation et à essayer de faire croire qu'il s'agit de quelque chose que ce n'est probablement pas. C'est un domaine dans lequel le député d'en face excelle.

• (1855)

LA FISCALITÉ

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Madame la Présidente, c'est un plaisir de prendre la parole aujourd'hui afin de parler des problèmes qui touchent les Canadiens. Des gens de ma collectivité et de partout au Canada me parlent régulièrement des difficultés qu'ils éprouvent en raison de la crise du coût de la vie qui sévit au Canada.

Le 1^{er} avril, le gouvernement a choisi de rendre la vie plus difficile aux personnes qui ont du mal à nourrir leur famille. Il a choisi de rendre la vie plus difficile aux personnes qui mettent de l'essence dans leur voiture pour se rendre au travail ou aux activités parascolaires de leurs enfants, comme le hockey, la danse et le soccer, ou tout simplement pour se déplacer. Dans les collectivités comme la mienne, les gens n'ont pas la possibilité de modifier leur comportement comme le voudrait le gouvernement. Il n'y a pas de métro, de SkyTrain ni de système de transport rapide pour transporter les gens dans les zones rurales du Sud ou de l'Est de l'Ontario, comme c'est également le cas dans de nombreuses régions du pays.

La réalité de la hausse des prix à la pompe, la réalité de la hausse des prix à l'épicerie et la réalité des gens confrontés à la flambée des coûts de chauffage de leur maison, c'est qu'ils doivent faire des choix vraiment difficiles. Il ne s'agit pas du choix difficile dont a parlé la vice-première ministre, à savoir de se désabonner de Disney+. Des gens, des travailleurs canadiens, sautent des repas.

Voici le meilleur exemple que je puisse donner. La banque alimentaire de Brockville a dû changer ses heures d'ouverture et modifier sa prestation de services afin de pouvoir accueillir les personnes qui avaient besoin de se rendre à la banque alimentaire après avoir terminé leur journée de travail. Les gens travaillent, reçoivent leur paie et n'ont toujours pas assez d'argent pour acheter de la nourriture à l'épicerie ou pour subvenir aux besoins de leur famille, alors ils se rendent à la banque alimentaire.

La situation est catastrophique et, comme l'a indiqué le directeur parlementaire du budget, le ménage canadien moyen devra payer 710 \$ de plus cette année que s'il n'y avait pas de taxe sur le carbone. Par conséquent, une fois que les gens auront obtenu le remboursement, ils auront encore un manque à gagner de 700 \$ de plus que s'ils n'avaient pas payé la taxe sur le carbone.

Le carbone ne fera pas changer la météo. La taxe sur le carbone n'aura pas d'effet sur les changements climatiques. Si le gouvernement voulait sérieusement combattre les changements climatiques, il aurait un plan de lutte, et non pas une taxe qui nuit aux Canadiens et qui nuit de façon disproportionnée aux Canadiens qui vivent dans des collectivités rurales et éloignées.

Quand le gouvernement va-t-il éliminer la taxe sur le carbone et mettre en place un plan pour exporter l'énergie canadienne propre, prendre le relais dans les économies du monde où le carbone domine et qui brûlent des ressources qui sont moins propres que le gaz naturel canadien, remplacer les grands émetteurs d'émissions pour favoriser de bons emplois canadiens propres, et aider les Canadiens à trouver le moyen de nourrir leur famille et chauffer leur demeure?

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je suis certain que la mémoire du député est aussi bonne que la mienne et qu'il se rappelle que des élections fédérales ont eu lieu il n'y a pas si longtemps. Il se rappelle sûrement aussi que 338 candidats conservateurs d'un bout à l'autre du Canada disaient aux Canadiens qu'ils appuyaient la tarification de la pollution. C'est ce qu'on appelle la taxe sur le carbone. C'est exactement ce dont le député parlait il y a quelques instants. On peut donc dire qu'au cours de la dernière campagne électorale, les 338 députés du Parti conservateur du Canada ont sillonné le pays en déclarant qu'ils appuyaient une taxe sur le carbone. Puis, ils ont élu un nouveau chef tout beau et tout fringant, et ils se disent maintenant contre la taxe sur le carbone, la tarification de la pollution.

Voilà leur plus récente volte-face. Ils sont allés dans tous les sens. Ils sont comme des poissons hors de l'eau. Quelqu'un a-t-il déjà vu un poisson faire des pirouettes sur le quai? C'est un peu de cette façon que le Parti conservateur s'est comporté à cet égard. Pour couronner le tout, ils veulent maintenant se débarrasser de la tarification de la pollution, ou de la « taxe sur le carbone », comme les conservateurs aiment l'appeler. Ils affirment qu'il s'agit d'un réel fardeau. Les députés savent-ils que plus de 80 % des résidents de ma circonscription recevront en fait plus d'argent qu'ils n'en versent? En effet, une grande majorité des résidents de ma circonscription vont réaliser un gain net plus important grâce à la tarification de la pollution. C'est ce que révèle le bureau indépendant du directeur parlementaire du budget, lorsque l'on examine la situation dollar pour dollar.

Ainsi, lorsque les conservateurs disent qu'ils vont se débarrasser de la taxe sur le carbone, ils enlèveront de l'argent à près de 80 % des Canadiens. C'est ce qu'ils feraient, mais ils n'en parlent pas. Lorsqu'ils disent que nous allons augmenter la tarification de la pollution, ou la « taxe sur le carbone », comme ils aiment l'appeler, ils ne parlent pas de l'augmentation du remboursement de la taxe environnementale dont bénéficieront les Canadiens.

Voilà le genre de commentaires douteux que nous sert le Parti conservateur du Canada. Ses députés changent constamment de position sur toutes sortes de sujets, y compris la tarification de la pollution, ou taxe sur le carbone. Ensuite, ils tentent d'induire les Ca-

Motion d'ajournement

nadiens en erreur en donnant aux habitants de Winnipeg-Nord l'impression qu'ils s'en tireront mieux si les conservateurs éliminent la tarification de la pollution. C'est tout le contraire. La grande majorité de mes concitoyens perdrait au change si les conservateurs éliminaient la taxe sur le carbone. C'est la réalité.

Lorsqu'un député conservateur prend la parole pour parler du coût de la vie, nous devrions parler du coût de la vie. Que fait le Parti conservateur? Il y a l'élargissement du régime de soins dentaires. Les députés peuvent imaginer les dizaines de milliers d'ainés qui bénéficieraient de ce régime, qui les aiderait à composer avec le coût de la vie. Les conservateurs ont voté contre. Ils nous ont dit qu'ils allaient voter contre le budget, qui prévoit un remboursement pour l'épicerie. Les députés n'ont qu'à songer aux 11 millions de Canadiens qui, grâce à ce budget, obtiendraient un remboursement pour l'épicerie leur permettant d'affronter la crise du coût de la vie. Certains concitoyens du député en bénéficieraient, mais les conservateurs s'en moquent et votent contre des mesures qui seront bénéfiques aux Canadiens.

• (1900)

M. Michael Barrett: Madame la Présidente, si le gouvernement voulait sérieusement réduire les émissions de gaz à effet de serre, il aménagerait des pipelines, exporterait du gaz naturel liquéfié et supplanterait les émissions créées par des pays qui brûlent du charbon. Or, il ne le fera pas.

Cela aurait pourtant une incidence considérable sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Plutôt, les libéraux punissent les Canadiens qui tentent simplement de vivre leur vie. La taxe sur le carbone coûte plus cher aux Canadiens que le montant qui leur est remboursé. Elle coûte au ménage canadien moyen 700 \$ de plus que ce que le gouvernement leur rembourse dans le cadre du système pyramidal qu'il a concocté. Les Canadiens voient clair dans son jeu.

La taxe sur le carbone n'est pas une mesure de lutte contre les changements climatiques; c'est une mesure fiscale. Les Canadiens méritent mieux que cela. Quand les libéraux nous laisseront-ils la voie libre pour que nous puissions offrir aux Canadiens ce qu'ils méritent?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le député a affirmé que nous n'exportons pas de gaz naturel, mais qu'en est-il du gaz naturel liquéfié? Le gouvernement fédéral a travaillé avec le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique pour le plus important investissement public et privé de l'histoire en matière d'exportation de gaz naturel. Cela contredit ce que le député vient de dire.

De plus, le député a dit que nous n'avons pas construit d'oléoducs. D'après lui, qu'est-ce que l'oléoduc Trans Mountain? En 10 années au pouvoir, Stephen Harper n'a pas construit un seul centimètre d'oléoduc vers les côtes, alors que, nous, nous avons construit l'oléoduc Trans Mountain. Or, nous l'avons fait en étant conscients des enjeux importants comme la consultation des Autochtones et la protection de l'environnement. C'est pour cette raison que nous avons adopté un projet de loi pour atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Nous avons fixé des cibles et instauré une variété d'avantages fiscaux et de programmes gouvernementaux pour assurer l'atteinte de la carboneutralité.

Motion d'ajournement

• (1905)

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Madame la Présidente, je crois comprendre que le secrétaire parlementaire de tous les ministères répondra à ma question ce soir.

Au dernier jour de séance avant le congé de Pâques, j'ai pris la parole à la Chambre pour poser la question suivante au ministre de l'Immigration:

[...] le programme du ministre de l'Immigration visant à admettre les familles des conseillers linguistiques et culturels qui ont aidé les troupes canadiennes en Afghanistan a des critères si rigides qu'il exclut presque tous ceux qu'il devrait aider.

Par exemple, seules les personnes qui se trouvaient encore en Afghanistan après le 22 juillet 2021 sont admissibles, ce qui exclut les Afghans qui se trouvaient dans les régions les plus dangereuses du pays et qui ont donc dû fuir [...] avant que les talibans ne prennent le contrôle de leur région. Ces personnes sont maintenant coincées dans des pays tiers et risquent d'être ramenées en Afghanistan, où elles seront tuées.

Le ministre compte-t-il modifier ces critères restrictifs pour réparer le gâchis qu'il a créé?

La réponse que j'ai reçue des banquettes ministérielles m'a laissé perplexe. La députée d'Orléans, qui a répondu au nom du gouvernement, a dit ce qui suit:

[S]i cela ne dépendait que de nous, 40 000 réfugiés afghans auraient déjà été admis au pays, mais nous savons qu'en réalité, avec tout ce qui s'est passé, il y a des difficultés et des obstacles. Nous travaillons d'arrache-pied pour les surmonter avec, par exemple, le projet de loi C-41. Un certain nombre de facteurs échappent à notre contrôle, notamment la possibilité, pour les réfugiés, de se rendre en toute sécurité au Canada.

Le problème le plus évident avec cette réponse est l'obstacle précis dont j'ai parlé, soit le choix du gouvernement de refuser d'admettre toute personne ayant quitté l'Afghanistan avant le 22 juillet 2021, ce qui est un facteur que le gouvernement contrôle parfaitement. Les libéraux pourraient changer cette date.

Par conséquent, je vais répéter ma question dans des termes légèrement différents. Le gouvernement changera-t-il ce critère et étendra-t-il la protection du Canada aux Afghans qui répondent à tous les critères d'admissibilité, mais qui ont quitté le pays avant le 22 juillet 2021?

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, si j'ai appris une chose, surtout en comparant le ministre actuel au gouvernement conservateur précédent, c'est que le ministre fait preuve de beaucoup de bonne volonté. Il a pris en considération un large éventail de facteurs pour élaborer une politique qui a permis d'offrir le statut de réfugié à des milliers d'Afghans. Je crois que nous parlons d'environ 35 000 personnes.

Il s'agit d'un nombre stupéfiant, mais nous espérons aller encore plus loin. Je peux comprendre que le député a des idées précises qu'il aimerait partager avec la Chambre. Je ne doute pas que le ministre agira dans l'intérêt de toutes les parties autour de la table et des gens qui prennent ce type de décisions.

Je dis cela parce que je pense à la famille Daoud. La famille Daoud habite dans Winnipeg-Nord, et M. Daoud est un traducteur originaire d'Afghanistan. J'ai pris un repas chez lui avec sa charmante épouse et sa famille, et je peux dire aux députés que cela me fait vraiment chaud au cœur de voir des gens comme les membres de la famille Daoud venir au Canada. Les services qu'ils ont rendus aux membres des Forces canadiennes et à d'autres personnes ont eu une incidence importante en Afghanistan.

En fait, il est intéressant que nous parlions de ce sujet ce soir. La première fois que j'ai soulevé cette question, c'était avant même que la famille Daoud n'arrive au Canada. À l'époque, j'étais porte-parole du Parti libéral en matière d'immigration, alors que nous étions le troisième parti, et le ministre du gouvernement conservateur n'était pas du tout ouvert aux traducteurs. Le compte rendu montrera que j'ai plaidé, au nom du Parti libéral, en faveur de la reconnaissance des traducteurs en Afghanistan, qui se trouvaient dans des situations difficiles pour lesquelles, en fin de compte, le Canada aurait dû ouvrir ses portes.

C'est pourquoi je suis très fier que nous ayons, dans un laps de temps relativement court, augmenté le nombre total de personnes qui peuvent venir au Canada et les moyens par lesquels elles peuvent le faire. En ce qui concerne l'Afghanistan et l'Ukraine, il s'agit pratiquement de programmes personnalisés, de sorte que nous pouvons faciliter l'arrivée de personnes en provenance de ces pays.

La question du passage sûr est très sérieuse parce que ce n'est pas comme si nous pouvions simplement envoyer un avion en Afghanistan et faire sortir des Afghans du pays. Lorsque la députée a répondu à la question initiale, il était légitime de parler de passage sûr, étant donné que l'incident que nous connaissons tous avait eu lieu pendant l'été juste avant les dernières élections fédérales.

Nous en sommes tous très conscients. La différence est que le gouvernement actuel est beaucoup plus enclin à prendre des mesures, des mesures concrètes, que ne l'était le gouvernement précédent. C'était à l'époque où j'étais porte-parole en matière d'immigration et où je demandais le même genre de considérations pour les traducteurs afghans qui appuyaient les troupes canadiennes et d'autres personnes.

• (1910)

M. Scott Reid: Madame la Présidente, je trouve très réconfortant d'entendre à quel point le gouvernement actuel est compatissant, et dans quelle mesure il se soucie plus que mon parti du bien-être des gens. Je vais donc simplement répéter ma question.

Ce gouvernement compatissant modifiera-t-il ce critère précis, qui est totalement sous le contrôle du compatissant gouvernement, afin d'étendre la protection du Canada aux Afghans qui répondent à tous les autres critères d'admissibilité, mais qui ont quitté le pays avant le 22 juillet 2021?

J'aimerais ajouter une dernière précision: il n'est pas nécessaire d'envoyer un avion en Afghanistan. Ces gens se trouvent à l'extérieur du pays, au Pakistan, par exemple. Il serait facile de les faire venir de là-bas. Ils vivent sous la menace d'être renvoyés dans leur pays d'origine, où ils seront tués.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le député a indiqué avec sarcasme qu'il est bon de savoir que le gouvernement se préoccupe de la situation. Je crois qu'il n'y a absolument rien de mal à pouvoir faire preuve de compassion en s'exprimant sur un dossier important, car des membres de la communauté afghane et d'autres personnes pourraient suivre ce débat.

Ce qui serait inadmissible, c'est qu'on donne la fausse impression que le gouvernement est insensible aux problèmes qui sont soulevés, y compris celui-ci. Nous sommes tout à fait conscients des nombreux problèmes, et nous les prenons en considération, que ce soit au ministère ou ailleurs. Je m'attends à ce que nous agissions dès que nous le pourrons et que nous en aurons l'occasion.

Motion d'ajournement

Si le député pense à des dossiers particuliers, tout comme je songe à un dossier en particulier, je m'attendrais à ce qu'il...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée

adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 14 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement..

(La séance est levée à 19 h 14.)

TABLE DES MATIÈRES

Le mardi 18 avril 2023

AFFAIRES COURANTES		M. Johns	13043
La Commission de délimitation des circonscriptions électorales fédérales		M. Kram	13044
Le Président	13039	M. Gerretsen	13045
Les comités de la Chambre		Mme Pauzé	13045
Langues officielles		M. McDonald	13046
M. Arseneault	13039	M. Johns	13046
Transports, infrastructure et collectivités		M. El-Khoury	13046
M. Schiefke	13039	M. Viersen	13047
M. Strahl	13039	Mme Chabot	13047
Pêches et océans		M. Johns	13048
M. McDonald	13039	Mme Taylor Roy	13048
Agriculture et agroalimentaire		M. Brassard	13049
M. Blois	13039	Mme Pauzé	13050
Citoyenneté et immigration		Mme Ashton	13050
Mme Zahid	13040	M. Johns	13050
Motion d'adoption	13040	M. Lamoureux	13052
Demande et report d'office du vote	13040	M. Champoux	13052
Pétitions		M. Viersen	13052
Les entreprises de Lytton		Mme Barron	13053
M. Vis	13040	M. Lamoureux	13054
Le lac Simcoe		Mme Thomas	13054
M. Brassard	13040	Mme Chabot	13055
Les armes à feu		M. Fisher	13055
M. Brassard	13040	Mme Mathysen	13056
Les opioïdes		Mme Vignola	13057
M. Johns	13040	M. Longfield	13057
La justice		Mme Dabrusin	13057
M. Boulerice	13041	M. Brassard	13059
Les droits de la personne		Mme Vignola	13059
M. Boulerice	13041	Mme Ashton	13059
Les entreprises de Lytton		M. Shipley	13059
M. Doherty	13041	M. Longfield	13061
Le Code national du bâtiment		Mme Vignola	13061
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	13041	Mme Barron	13062
La protection des aînés contre la fraude		Mme Kusie	13062
M. Lamoureux	13041	M. Williams	13062
Questions au Feuilleton		Mme Atwin	13064
M. Lamoureux	13042	M. Champoux	13064
		Mme Barron	13065
		M. Arya	13065
		M. Viersen	13066
		Mme Pauzé	13066
		M. Boulerice	13067
		M. Jowhari	13067
		M. Viersen	13068
		M. Champoux	13069
		M. Angus	13069
		M. Dowdall	13069
		M. Gerretsen	13071
		Mme Vignola	13071
		M. Angus	13072
		Mme Lantsman	13072
		Mme Taylor Roy	13073
		Mme Pauzé	13074
		M. Angus	13074
		Mme Sgro	13074
ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT			
Le budget			
L'exposé financier de la ministre des Finances			
Motion	13042		
M. Jeneroux	13042		
M. Longfield	13043		
Mme Vignola	13043		

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

L'aire de nature sauvage des lacs Blue Mountain-Birch Cove	
Mme Diab	13076
Le Mois de la jonquille	
M. Albas	13076
Le Mois de la jonquille	
M. Noormohamed	13076
Claude Thivierge	
Mme DeBellefeuille	13076
Sophie Grenier	
Mme Lalonde	13077
Le Parti libéral du Canada	
M. Kitchen	13077
L'Aïd el-Fitr	
M. Ali	13077
Le cancer	
Mme Saks	13077
La fusillade de 2020 en Nouvelle-Écosse	
M. Ellis	13077
Le Sentier transcanadien	
Mme Dabrusin	13078
Le chef du Parti libéral du Canada	
M. Vis	13078
Le chef du Parti libéral du Canada	
Mme Ferreri	13078
La bataille de la crête de Vimy	
M. May (Cambridge)	13078
Le Yom ha-Choah	
Mme Gazan	13078
La Semaine de l'action bénévole	
Mme Bérubé	13079
Le chef du Parti libéral du Canada	
M. Patzer	13079
Le Mois du patrimoine sikh	
Mme Sidhu (Brampton-Sud)	13079

QUESTIONS ORALES

L'éthique	
M. Poilievre	13079
M. Trudeau	13079
M. Poilievre	13080
M. Trudeau	13080
M. Poilievre	13080
M. Trudeau	13080
M. Poilievre	13080
M. Trudeau	13080
M. Poilievre	13080
M. Trudeau	13080
M. Blanchet	13080
M. Trudeau	13081

Les institutions démocratiques	
M. Blanchet	13081
M. Trudeau	13081
L'emploi	
M. Singh	13081
M. Trudeau	13081
M. Singh	13081
M. Trudeau	13081
L'éthique	
M. Hallan	13081
M. Holland	13081
M. Hallan	13082
M. Holland	13082
M. Scheer	13082
M. Holland	13082
M. Scheer	13082
M. Holland	13082
M. Paul-Hus	13082
M. Holland	13082
M. Paul-Hus	13082
M. Holland	13083
M. Villemure	13083
M. Holland	13083
M. Villemure	13083
M. Holland	13083
Les institutions démocratiques	
Mme Gaudreau	13083
M. Holland	13083
L'éthique	
M. Barrett	13083
M. Holland	13083
M. Barrett	13083
M. Holland	13084
Les institutions démocratiques	
M. Berthold	13084
M. Holland	13084
M. Berthold	13084
M. Holland	13084
L'éthique	
M. Green	13084
M. Holland	13084
L'environnement	
Mme McPherson	13085
M. Guilbeault	13085
La santé	
Mme Yip	13085
Mme Bennett	13085
Les institutions démocratiques	
M. Genuis	13085
M. Holland	13085
M. Genuis	13085
M. Holland	13085
M. Deltell	13086
M. Holland	13086
M. Deltell	13086
M. Holland	13086

Les affaires étrangères	
M. Brunelle-Duceppe	13086
Mme Vandenbeld	13086
M. Brunelle-Duceppe	13086
Mme Vandenbeld	13086
L'économie	
M. Davidson	13086
Mme Gould	13087
M. Steinley	13087
M. Guilbeault	13087
Mme Gladu	13087
M. Guilbeault	13087
Le commerce international	
Mme Lambropoulos	13087
Mme Ng	13087
Les institutions démocratiques	
M. Martel	13088
M. Mendicino	13088
M. Chong	13088
M. Mendicino	13088
M. Chong	13088
M. Mendicino	13088
Les affaires autochtones	
M. Weiler	13088
Mme Hajdu	13088
La santé	
M. Johns	13088
Mme Bennett	13089
La Défense nationale	
Mme Mathysen	13089
Mme Anand	13089
La fusillade de 2020 en Nouvelle-Écosse	
Le Président	13089

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Le budget	
L'exposé financier de la ministre des Finances	
Motion	13089
M. Genuis	13089
Mme Sgro	13089
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	13089
M. Lamoureux	13090
Privilège	
Allégations de diffamation ayant mené à une entrave à la liberté de parole d'une députée	
Mme Goodridge	13090
Le budget	
L'exposé financier de la ministre des Finances	
Motion	13091

M. Virani	13091
M. Albas	13092
M. Trudel	13092
M. Davies	13093
Mme Vien	13093
Mme Bendayan	13094
M. Brunelle-Duceppe	13094
M. Bachrach	13095
M. Albas	13095
Mme Bendayan	13096
M. Desilets	13096
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	13097
Mme Sudds	13097
Mme Larouche	13098
M. Viersen	13099
M. Davies	13099
M. Turnbull	13099
M. Viersen	13101
M. Trudel	13101
M. Bachrach	13101
M. Paul-Hus	13101
Mme Bendayan	13103
M. Desilets	13103
M. Viersen	13103
M. Berthold	13104
Mme Bendayan	13105
M. Brunelle-Duceppe	13105
Mme Vien	13105
M. Lamoureux	13105
Rejet de l'amendement	13107

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

La Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	
Projet de loi C-239. Deuxième lecture	13108
M. Lamoureux	13108
M. Godin	13108
M. Savard-Tremblay	13109
M. Trudel	13111
M. Therrien	13112
Report du vote sur la motion	13113

MOTION D'AJOURNEMENT

Les services publics et l'approvisionnement	
M. Genuis	13113
M. Lamoureux	13113
La fiscalité	
M. Barrett	13114
M. Lamoureux	13115
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Reid	13116
M. Lamoureux	13116

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>